



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

Débats de la Chambre des communes

VOLUME 148 • NUMÉRO 022 • 1^{re} SESSION • 42^e LÉGISLATURE

COMPTE RENDU OFFICIEL
(HANSARD)

Le lundi 22 février 2016

—
Présidence de l'honorable Geoff Regan

TABLE DES MATIÈRES

(La table des matières quotidienne des délibérations se trouve
à la fin du présent numéro.)

CHAMBRE DES COMMUNES

Le lundi 22 février 2016

La séance est ouverte à 11 heures.

Prière

INITIATIVES MINISTÉRIELLES

● (1100)

[Traduction]

LA CONTRIBUTION CANADIENNE AUX EFFORTS DE COMBAT CONTRE L'EIIL

La Chambre reprend l'étude, interrompue le 19 février, de la motion, ainsi que de l'amendement.

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît. Le secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre dispose encore de 6 minutes et 50 secondes pour la période de questions et d'observations.

Nous passons donc aux questions et aux observations. Le député d'Egmont a la parole.

M. Robert Morrissey (Egmont, Lib.): Monsieur le Président, tout d'abord, je tiens à remercier les militaires canadiens qui, au fil des ans, ont participé à des missions de combat à l'étranger et souligné leur contribution à la défense de nos valeurs.

Je saurais gré au député d'expliquer à la Chambre les répercussions qu'aura le retrait des CF-18 sur notre mission, ainsi que les conséquences qu'aura, selon nous, l'intensification de la mission humanitaire sur la vie des civils.

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, la question de mon collègue est des plus pertinentes. Il faut comprendre qu'à l'égard du Moyen-Orient et du groupe État islamique, le gouvernement actuel a une stratégie différente de celle des conservateurs qui l'ont précédé à la tête du pays.

Voyons ce qui distingue les trois partis à la Chambre en cette matière. Pour l'opposition officielle, la seule façon pour nous d'apporter notre contribution est de faire participer les CF-18 aux frappes. Le Parti conservateur et ex-gouvernement se trompe sur ce point. Le troisième parti, pour sa part, estime que les Forces canadiennes ne devraient jouer aucun rôle dans la lutte contre le groupe État islamique. Il pense non seulement qu'il faudrait retirer nos avions de chasse, mais également que la participation du Canada est loin d'être essentielle.

À mon avis, le gouvernement a adopté la bonne approche. Il suffit de lire la motion pour comprendre le rôle que le Canada jouera à l'avenir.

Comme nous l'avons promis lors de la campagne électorale, nous retirons les CF-18 du combat contre le groupe État islamique. Cela ne signifie cependant pas que les bombardements cesseront. Nos partenaires de la coalition mondiale les poursuivront. Le nouvel apport du Canada sera accru et plus utile à bien des égards.

Je vois que mon temps de parole tire à sa fin. Je peux peut-être conclure en répondant à une autre question.

● (1105)

M. Dan Albas (Central Okanagan—Similkameen—Nicola, PCC): Monsieur le Président, je remercie le député de son intervention. Par contre, les députés de ce côté-ci de la Chambre sont en désaccord avec bon nombre d'aspects de la motion à l'étude.

Il convient de souligner que, lors d'une séance d'information qui a eu lieu le 17 décembre, des représentants des Forces armées canadiennes nous ont dit que les CF-18 canadiens ont offert une couverture aérienne lorsque des centaines de soldats du groupe État islamique se sont attaqués à notre position à l'extérieur de Mossoul. Ils ont pu utiliser les CF-18 pour offrir la couverture aérienne nécessaire, et parce que ces appareils étaient sous commandement canadien, ils ont immédiatement pu obtenir leur aide.

Nous apprenons maintenant qu'il y a là-bas quatre hélicoptères Griffon qui peuvent être utilisés pour évacuer des gens aux prises avec des problèmes médicaux. Ne reconnaît-on pas ainsi tacitement que nos troupes sont peut-être plus vulnérables qu'on le croit et qu'elles doivent avoir accès à des services d'évacuation médicale parce qu'elles ne peuvent pas obtenir le soutien aérien nécessaire sur demande?

M. Kevin Lamoureux: Monsieur le Président, le député sous-estime l'utilité de la coalition internationale. Il est ridicule de laisser entendre que les troupes ne profiteront plus de la même couverture parce que les CF-18 canadiens ne participent plus aux combats. D'autres partenaires offriront une couverture aérienne de ce type. J'ai moi-même fait cette déclaration.

Que fera le gouvernement canadien? Nous triplerons la taille de notre force de formation dans le Nord de l'Irak. Nous accroîtrons les ressources responsables de la collection de renseignements. Nous augmenterons les efforts de renforcement des capacités auprès de la Jordanie et du Liban pour freiner la propagation de l'extrémisme violent. Nos efforts humanitaires cibleront les personnes les plus vulnérables, y compris les enfants et les victimes qui ont survécu à la violence sexuelle et fondée sur le sexe. Nous travaillerons avec nos partenaires internationaux.

Initiatives ministérielles

Nous renforcerons le leadership du Canada et le rôle que nous jouons dans une région qui a besoin d'un solide leadership. Il est tout simplement inacceptable de laisser entendre que le Canada ne ferait pas preuve de leadership en retirant ses CF-18. Le Canada joue un rôle de premier plan au Moyen-Orient dans le cadre d'une approche concertée, et nous estimons que nous pourrions bien mieux lutter contre le terrorisme au Canada et à l'étranger en prenant de telles mesures.

M. Wayne Stetski (Kootenay—Columbia, NPD): Monsieur le Président, ce que les Canadiens veulent, c'est la vérité et de la clarté de la part du gouvernement. Alors, s'agit-il ou non d'une mission de combat? Comment peut-on dire qu'il ne s'agit pas d'une mission de combat si l'on déploie un plus grand nombre de militaires?

Disposez-vous d'une stratégie de retrait? Pendant combien de temps exposerez-vous les militaires au danger? Quels critères utiliserez-vous pour déterminer si vous avez adopté la bonne approche? Comment saurez-vous si l'approche ne fonctionne pas et pourquoi attendre deux ans avant de prendre une décision à cet égard?

Le vice-président: Je rappelle aux députés qu'ils doivent adresser leurs observations, leurs questions et leurs allocutions à la présidence plutôt que de s'adresser directement aux autres députés.

Le secrétaire parlementaire a la parole.

M. Kevin Lamoureux: Monsieur le Président, le député a tort. En ce qui concerne la plus grande clarté et la vérité demandées, je vais lire la motion dont nous sommes saisis. Nous avons eu jusqu'à présent plusieurs jours de débat sur la question, et nous avons entendu de nombreux députés, tout particulièrement du caucus libéral, parler de mesures prises par le gouvernement libéral, sous la direction du premier ministre actuel.

Le gouvernement agit de façon responsable et transparente. Là où il faut une plus grande clarté, c'est par rapport à la position des néo-démocrates sur la question. Ils disent vouloir une stratégie de retrait. Nous connaissons la stratégie de retrait des néo-démocrates: c'est tout simplement de ne pas participer.

L'approche que préconisent les néo-démocrates pour lutter contre le terrorisme va même à l'encontre de la position de la vaste majorité des Canadiens. La vaste majorité de la population estime que le Canada a en effet un rôle à jouer, et nous reconnaissons ce rôle. Là où nous ne sommes pas d'accord avec les néo-démocrates, c'est que nous croyons que le Canada doit jouer un rôle. Les néo-démocrates, eux, pensent le contraire. C'est ce que j'ai conclu à partir des observations et des interventions des députés néo-démocrates sur cette question de grande importance.

Si l'on fait une comparaison avec les conservateurs, je crois que les Canadiens appuient l'orientation générale du gouvernement libéral pour ce qui est de la lutte contre le terrorisme, tant au Canada qu'à l'étranger, et qu'ils estiment que nous avons adopté la bonne approche, une approche exhaustive qui donnera des résultats au Moyen-Orient dans la lutte contre l'EIIL.

L'hon. Tony Clement (Parry Sound—Muskoka, PCC): Monsieur le Président, je suis honoré de participer au débat, entouré de mes collègues du caucus conservateur, alors que nous poursuivons l'étude de la motion sur l'avenir de la mission contre le groupe État islamique.

J'ai pensé commencer par donner aux députés, et possiblement aux téléspectateurs, des renseignements généraux sur la mission jusqu'à présent, en particulier en ce qui concerne les appareils CF-18 du Canada. Je crois que les chiffres sont éloquent: nos hommes et

nos femmes courageux ont déjà accompli beaucoup et cela a eu une incidence considérable sur la mission globale, l'opération Impact.

Au début du mois, les CF-18 canadiens avaient mené à bien 249 missions contre les positions de combat du groupe État islamique, 83 missions contre du matériel et des véhicules du groupe État islamique et 24 sorties contre des fabriques et des dépôts d'engins explosifs improvisés du groupe État islamique.

De toute évidence, nos hommes et nos femmes ont un impact dans l'opération Impact, et contribuent de manière marquée à une mission très importante. Les Canadiens sont d'accord. Les sondages d'opinion publique sont très stables sur la question depuis que le débat a été soulevé par le gouvernement libéral. Plus des deux tiers des Canadiens appuient la continuation de la mission, c'est-à-dire l'utilisation de nos CF-18 dans des frappes aériennes contre les positions du groupe État islamique.

Voilà la réalité sur le terrain en Syrie et en Irak, et voilà la réalité ici au Canada alors que nous considérons quelle sera la prochaine étape.

● (1110)

[Français]

Les conservateurs croient fermement que le Canada devrait maintenir son rôle de combat aérien dans la lutte contre le groupe État islamique et le terrorisme et que nos CF-18 devraient rester dans la lutte.

[Traduction]

Voilà notre position. Nous l'avons exprimée pendant la période des questions et pendant le présent débat. À notre avis, le désengagement du Canada de la mission de combat contre le groupe État islamique constitue un recul par rapport à son rôle traditionnel de défenseur des droits de la personne et de la sécurité mondiale.

Le Canada a toujours fièrement défendu les populations innocentes et vulnérables en s'en prenant aux individus qui commettent des atrocités de masse. C'est justement ce que font nos alliés en Irak et en Syrie.

Je rappelle que les agressions perpétrées ou inspirées par le groupe État islamique dépassent maintenant les frontières de l'Irak et de la Syrie. Ce problème s'est propagé dans le monde entier, en Amérique du Nord et ailleurs, et les Canadiens ont fait l'objet d'attaques.

Encore au cours des dernières semaines, les Canadiens ont été pris pour cibles. Il est donc plus que jamais essentiel d'affaiblir et de contrer le groupe État islamique afin de protéger la population, non seulement dans des territoires que certains Canadiens pourraient croire lointains, mais aussi au Canada, qui est directement touché.

Il ne fait aucun doute que le Canada est un allié clé.

[Français]

Le Canada est un allié clé dans la mission de combat aérien. Aujourd'hui, il est le cinquième participant en importance. Il est extrêmement irresponsable de la part du gouvernement non seulement de réduire la contribution du Canada, mais de le faire à des fins politiques.

Initiatives ministérielles

[Traduction]

Il est très clair que le gouvernement libéral actuel évoque ses prises de position passées à la Chambre et le discours qu'il a tenu durant la campagne électorale pour se retirer d'une mission capitale. Je dirais à mes collègues d'en face que, s'ils ont besoin d'une couverture politique pour prendre les mesures qui s'imposent, croyez-moi, de ce côté-ci de la Chambre, nous les appuierons. S'ils étaient francs avec la population canadienne et disaient que les choses ont changé depuis les élections, que la situation n'est plus la même depuis les attentats de Paris, qu'ils ont compris l'important travail que nos courageux militaires faisaient dans la campagne aérienne et qu'ils veulent changer d'idée, de ce côté-ci de la Chambre, nous les applaudirions.

Nous nous abstiendrions de toute rebuffade ou moquerie. Nous ne profiterions pas de l'occasion pour marquer un point sur eux et dire qu'ils font volte-face. Ils le font sur bien des questions, mais pour celle-ci, nous voulons qu'ils prennent la bonne décision.

Ils sont disposés à revenir sur leur promesse d'un déficit de 10 milliards de dollars et c'est de plusieurs dizaines de milliards de dollars dont il est question maintenant. Ils ne veulent pas tenir cette promesse, celle de gérer les finances publiques de manière responsable. En revanche, les libéraux estiment qu'ils ont une promesse importante à tenir à un moment où nos alliés ont besoin de nous. C'est la partie inacceptable de la motion dont nous sommes saisis et la raison pour laquelle nous sommes si convaincus que nous devons adopter une autre position de ce côté-ci de la Chambre. Il va sans dire que nous voterons contre cette motion.

Le groupe État islamique a déclaré la guerre. À un moment, le ministre de la Défense nationale a dit que ce n'était pas une vraie guerre. Au contraire, lorsque l'opposant nous fait une déclaration de guerre et qu'il a les moyens militaires de s'en prendre à nos intérêts et à la sécurité de nos citoyens, que cela nous plaise ou non, il y a guerre.

• (1115)

[Français]

Le groupe État islamique a déclaré la guerre au Canada et à nos alliés. Il est primordial que le gouvernement reste aux côtés de nos alliés afin de défendre et de protéger la sécurité des Canadiens au pays et à l'étranger.

[Traduction]

Je ressens davantage de tristesse que de colère devant l'incohérence que les libéraux continuent de manifester par rapport à cette mission de combat aérien. Ils n'ont pas le moindre expliqué de quelle manière le retrait des CF-18 aidera la coalition à vaincre plus efficacement le groupe État islamique.

Bien que le gouvernement libéral s'oppose aux bombardements, des appareils canadiens continuent de ravitailler les avions qui mènent les frappes aériennes et de repérer leurs cibles. Les libéraux sont contre les bombardements, mais ils y contribuent. C'est ce genre d'incohérence qui laisse nos alliés perplexes et qui, bien franchement, fait de nous un objet de risée dans les coulisses du pouvoir de nos alliés. C'est pourquoi, de ce côté-ci de la Chambre, nous réclamons une stratégie plus cohérente face à nos alliés, pour travailler à leurs côtés et jouer un rôle d'avant-plan dans les réunions qui ont lieu, nous le savons, plutôt de rester dans les coulisses. Voilà le message que nous voulons envoyer à l'ennemi. C'est ce genre d'aide que nous voulons apporter à nos alliés. La motion du gouvernement est incohérente et va à l'encontre des intérêts des Canadiens.

Nous sommes un grand pays. Nous pouvons faire beaucoup de choses à la fois. Nous pouvons participer à la mission diplomatique, nous pouvons participer à la mission humanitaire et nous pouvons participer à la mission aérienne. Nous pouvons contribuer aux frappes aériennes parallèlement à la formation, à l'aide humanitaire et aux initiatives diplomatiques pour maîtriser le groupe État islamique.

Nos militaires ont été très efficaces au cours de la dernière année. Le président Obama a déclaré que les frappes aériennes sont l'un des piliers de la lutte contre le groupe État islamique. Les députés n'ont pas à me croire sur parole; ils n'ont qu'à croire le président démocrate à la Maison-Blanche.

Bien que nous appuyions l'idée de mettre l'accent sur l'aide humanitaire et l'assistance à la sécurité, ce qui n'est que la continuité de ce que le Parti conservateur a fait quand il était au pouvoir, nous ne devrions pas perdre de vue l'efficacité des CF-18 dans le cadre de la mission.

Il arrive parfois au premier ministre de se lancer dans des discours un peu farfelus. Il a déclaré que l'ennemi mortel du barbarisme n'est pas la haine, mais la raison. Si c'est la raison, alors quelle raison justifie que nous nous désengagions d'un combat juste? Ce combat est juste. Ce pourrait être le combat de notre génération. Hélas, ce pourrait être aussi celui des générations futures. J'espère que ce ne sera pas le cas, mais c'est fort probable.

Le premier ministre et les libéraux ont dit que le Canada était de retour. Pourtant, l'un des premiers gestes qu'a posés le gouvernement, c'est de se retirer du combat d'une génération. De ce côté-ci de la Chambre, nous ne pouvons approuver ce geste. Nous ne pouvons l'appuyer. Nous ne pouvons voter en faveur de cela. Nous voterons contre cette résolution.

• (1120)

M. Fayçal El-Khoury (Laval—Les Îles, Lib.): Monsieur le Président, je voudrais rappeler à mon collègue que le ministre de la Défense nationale a toutes les compétences et l'expérience d'un militaire de carrière. Il suit l'évolution de la situation sur le terrain. Il n'aura jamais à prendre une décision plus difficile que celle-ci pour affaiblir le groupe État islamique, mais nous affaiblirons le groupe État islamique.

Mon collègue pourrait-il me dire ce qu'il pense du rôle joué par les Forces canadiennes dans la planification, la collecte de renseignements et l'interruption de la contrebande de pétrole brut par le groupe État islamique, pour lui couper les ressources financières? Que pense-t-il du travail que font nos forces en collaboration avec les pays de la région pour qu'ils puissent exercer de meilleurs contrôles à leurs frontières et empêcher les combattants étrangers d'entrer en Irak et en Syrie, où ils se joignent au groupe État islamique? Quelle évaluation en fait-il? Pourrait-il nous expliquer pourquoi ces efforts ne sont pas utiles tandis que le taux d'efficacité des frappes aériennes est inférieur à 2 %?

L'hon. Tony Clement: Monsieur le Président, je voudrais dire deux choses.

Initiatives ministérielles

Le gouvernement libéral utilise ce chiffre de 2 %, mais j'ai examiné les faits et les données concernant les 249 sorties et leurs effets pour réduire et dégrader la capacité du groupe État islamique de faire des ravages et de semer la mort et la destruction dans la région tout en projetant sa violence dans d'autres régions du monde également. Je dirais au député que nous devrions nous employer à fournir de la formation et d'autres services. Effectivement, si nous avons gouverné le pays au cours des derniers mois, nous aurions peut-être pris, nous aussi, la décision de consacrer plus de ressources à la formation. Nous ne sommes pas contre.

Toutefois, la mission aérienne demeure un élément vital de la campagne. Comme le député le sait, des discussions ont lieu parmi les ministres de la Défense des pays de l'alliance en vue d'un assaut contre Mossoul, pour libérer cette ville de l'emprise du groupe État islamique. L'aviation jouera un rôle crucial lors de cette opération.

M. Kennedy Stewart (Burnaby-Sud, NDP): Monsieur le Président, vendredi dernier et aujourd'hui, j'ai suivi très attentivement ce débat ainsi que les deux positions défendues par les conservateurs et les libéraux. Les conservateurs voudraient qu'on poursuive les frappes aériennes dans la région tout en limitant l'aide humanitaire, tandis que les libéraux augmentent le nombre de militaires sur le terrain et mettent fin au soutien aérien.

Ma question, qui s'adresse aux deux partis, et aussi, bien sûr, au député qui vient de prendre la parole, concerne la stratégie de retrait. La semaine dernière, les libéraux ont dit que leur stratégie consistait à éradiquer l'ennemi. Lorsque j'ai interrogé les députés d'en face à ce sujet, ils ont dit que leur objectif était d'anéantir le groupe État islamique, de le faire disparaître de la surface de la Terre.

Le député a parlé d'affaiblir le groupe État islamique. Voilà un exemple d'objectif final. Irait-il jusqu'à proposer d'éradiquer ce groupe, à l'instar des libéraux?

L'hon. Tony Clement: Monsieur le Président, il ne fait aucun doute que le groupe État islamique est une menace pour la sécurité à l'échelle tant régionale que mondiale. Plus tôt nous arriverons à le démanteler jusqu'à ce qu'il ne lui reste plus la moindre parcelle de territoire, mieux le monde se portera. Il n'y a aucun doute à ce sujet.

J'aimerais seulement expliquer rapidement mon point de vue concernant Mossoul. Le prochain objectif de la coalition consiste à chasser le groupe État islamique de Mossoul. Soyons clairs pour les gens qui pourraient nous écouter chez eux. Le groupe État islamique n'est pas qu'une bande d'hommes qui vivent dans des tentes au milieu du désert. Il contrôle Mossoul, une ville d'un million d'habitants. Chasser le groupe État islamique d'un grand centre comme Mossoul pour l'empêcher d'utiliser les ressources locales à ses fins meurtrières et destructrices est un objectif essentiel à l'éradication de la menace que représente ce groupe. C'est le prochain objectif de l'alliance, et c'est pour cette raison que le Canada doit combiner le soutien aérien aux interventions sur le terrain.

• (1125)

M. Garnett Genuis (Sherwood Park—Fort Saskatchewan, PCC): Monsieur le Président, j'ai demandé au ministre des Affaires étrangères, plus tôt, s'il était prêt à qualifier les gestes de l'EIIS de génocide. Il n'était malheureusement pas prêt à le faire, car, en cas de génocide, nous serions tenus de protéger les gens touchés et de mener une intervention militaire.

Le député pourrait-il nous parler de l'emploi du mot « génocide » dans le contexte des activités de Daech, le groupe État islamique, et expliquer pourquoi le gouvernement refuse d'employer ce terme?

L'hon. Tony Clement: Monsieur le Président, le député soulève un point important. Les députés du gouvernement libéral semblent

en effet peu disposés à utiliser des termes comme « génocide », « terrorisme » ou « extrémisme islamique ». Tous ces termes s'appliquent pourtant au groupe État islamique. Ils n'ont pas à nous croire sur parole à ce sujet: ils n'ont qu'à s'informer auprès des yézidis, des chrétiens et des groupes islamiques minoritaires que le groupe État islamique prend pour cible. Le groupe État islamique combat non seulement notre vision d'une civilisation moderne, mais aussi les gens de la région, premières cibles de ces maniaques meurtriers.

Nous avons la responsabilité et le devoir de les protéger dans le contexte de l'alliance. Il est malavisé d'éliminer la couverture aérienne. Cette décision est indéfendable, tant du point de vue militaire que du point de vue moral.

Mme Karen McCrimmon (secrétaire parlementaire du ministre des Anciens Combattants, ministre associé de la Défense nationale, Lib.): Monsieur le Président, selon moi, il s'agit d'apprendre de nos erreurs passées. Le Canada a dirigé la campagne aérienne contre la Libye en 2011. Le général Vance a répété le weekend dernier qu'il croyait qu'une intervention militaire en Libye s'avèrera encore une fois nécessaire.

En 2011, nous avons détruit la structure de pouvoir en Libye. Ce faisant, nous avons créé un vide parce que nous n'avions pas prévu de suivi. Nous nous sommes rendus là-bas avec des visées destructrices, mais sans aucun plan pour ce qui viendrait après, avec les résultats qu'on connaît. Quatre ans plus tard, il est question de retourner encore une fois en Libye. Nous ne voulons pas que la même chose se produise en Irak. Nous étions en Irak en 2003. Nous sommes de retour là-bas, mais nous nous doterons d'un plan de suivi, car c'est ce qu'il nous faut pour établir une stabilité à long terme. Il ne suffit pas de mener une campagne aérienne et de s'en aller après.

Les CF-18 canadiens ont apporté une contribution majeure, bien sûr, mais le Canada a maintenant une vision et souhaite que la coalition axe ses efforts sur la mise en oeuvre des plans à long terme.

L'hon. Tony Clement: Monsieur le Président, de ce côté-ci de la Chambre, nous savons évidemment que le Canada doit collaborer au plan à long terme. Une fois que le groupe État islamique aura été chassé du territoire qu'il occupe, il ne fait aucun doute qu'il faudra un plan pour la suite. Le gouvernement irakien doit pouvoir renforcer la solidarité au pays, ce qui n'était pas le cas sous le règne d'al-Maliki. C'est indéniable. Il faut, bien sûr, trouver pour la Syrie une solution politique qui, là aussi, permettra de solidariser sa population, en toute sécurité, face à un gouvernement meurtrier.

La députée a raison. Cependant, elle devrait se rendre compte que, tant que le groupe État islamique occupe et contrôle un territoire, il représente une menace. Il menace la paix et la stabilité dans la région, ainsi que la stabilité en Libye, maintenant qu'il étend ses tentacules hors de l'Irak et de la Syrie pour répandre sa violence dans le reste du monde. Voilà le problème. C'est pour cette raison qu'une couverture aérienne est nécessaire à la réalisation des objectifs militaires. Nous avons aussi des objectifs humanitaires et diplomatiques. Néanmoins, une couverture aérienne est absolument indispensable à la réalisation des objectifs militaires.

Initiatives ministérielles

●(1130)

[Français]

L'hon. Marie-Claude Bibeau (ministre du Développement international et de la Francophonie, Lib.): Monsieur le Président, c'est avec plaisir et conviction que je présente aujourd'hui les volets sur l'aide humanitaire et l'aide à la résilience et au développement du plan d'action de notre gouvernement pour répondre à la crise au Moyen-Orient.

Mon intervention traitera principalement de la dimension humaine de la crise actuelle en Syrie et en Irak, ainsi que de ses incidences sur les hommes, les femmes et les enfants qui ont été forcés de fuir leur domicile et qui vivent dans la peur et, trop souvent, dans des conditions inhumaines. Je parlerai également des pays voisins et de leurs citoyens qui font preuve d'une immense générosité à l'égard des réfugiés.

Nous avons entendu de nombreuses fois les chiffres sur la crise en Syrie. Plus de 11 millions de personnes ont soit fui vers d'autres pays, soit été déplacées à l'intérieur de leurs frontières en raison des violences. Plus de 250 000 Syriens ont perdu la vie, et plus de 13,5 millions de Syriens ont besoin d'aide humanitaire. Le conflit a dévasté des villes, ravagé des quartiers entiers et donné lieu à des atrocités sans nom.

La situation en Irak n'est guère mieux. En effet, depuis les deux dernières années, le conflit a entraîné le déplacement de 3 millions d'Irakiens. À l'heure actuelle, près de 4 millions de personnes vivent dans des zones contrôlées par le groupe État islamique, des zones auxquelles les organisations humanitaires n'ont pas, ou trop rarement, accès.

Étant donné l'ampleur de la dévastation, il est difficile de comprendre pleinement les conséquences de cette crise pour les millions de personnes touchées, y compris les personnes vivant en tant que réfugiés dans d'autres pays. La communauté internationale a le devoir d'agir. Nous avons le devoir d'agir.

Plus tôt ce mois-ci, je me suis rendue en Jordanie et au Liban pour essayer de mieux comprendre les besoins des familles, des communautés et des gouvernements touchés par la crise. J'ai pu constater les souffrances inimaginables infligées à ces gens. J'ai aussi entendu le point de vue des hauts responsables des gouvernements, des représentants des Nations unies et d'ONG, d'enseignants, de travailleurs communautaires et de familles syriennes chassées de leurs foyers.

Dans des centaines d'écoles en Jordanie et au Liban, la durée de l'enseignement a été réduite à une demi-journée, pour permettre l'accueil de groupes de réfugiés en après-midi.

Malgré la générosité des communautés locales, des centaines de milliers d'enfants réfugiés sont toujours réduits à travailler illégalement et dans des conditions difficiles pour apporter un soutien financier à leur famille.

En effet, près de 2 millions d'enfants ne fréquentent plus l'école en Syrie, et 700 000 autres enfants syriens sont dans la même situation, ailleurs dans la région. Toute une génération de jeunes filles et de jeunes garçons ne reçoit aucune éducation, et cela aura des conséquences humaines et économiques importantes à long terme.

L'éducation est le ciment qui permet de construire des sociétés démocratiques et d'entretenir la paix, en plus d'être à la base de la croissance économique. L'impact de cette carence éducative se fera ressentir non seulement dans les pays qui accueillent les réfugiés, mais aussi dans toute la Syrie et en Irak, lorsque viendra le temps de la reconstruction.

[Traduction]

J'ai discuté avec une mère syrienne qui avait trouvé refuge dans un entrepôt avec ses neuf enfants: neuf bouches à nourrir, la promiscuité à gérer, les esprits à cultiver, l'avenir à penser, mais aucun emploi à espérer. Quant à son mari, il était encore en Syrie.

J'ai aussi rencontré des enfants qui voulaient devenir médecins, journalistes ou enseignants. C'était rassurant de voir que leurs espoirs étaient ceux de tous les enfants. À peu près les mêmes, en fait, que les espoirs et les rêves des enfants canadiens. Pourtant, ces enfants devront tous surmonter des obstacles terribles avant que leurs rêves puissent devenir réalité. Malgré leur énergie, leur détermination et leur courage à toute épreuve, on les a retirés de l'école sans leur donner la permission de travailler. Et c'est sans parler des filles qui, pour bon nombre d'entre elles, risquent d'être mariées à un très jeune âge.

La majorité de ces enfants devront surmonter des difficultés d'adulte beaucoup plus rapidement qu'ils ne le devraient.

Ces pays, ces gens, ces familles de réfugiés qui ont fui la violence de leur pays ont désespérément besoin de notre aide.

Voilà pourquoi j'étais ravie d'être aux côtés du premier ministre lorsqu'il a annoncé la stratégie globale que le gouvernement comptait mettre en oeuvre au Moyen-Orient et qu'il a précisé que des sommes importantes serviraient à répondre aux besoins des plus pauvres et des plus vulnérables de la région.

●(1135)

Cette stratégie permettra au Canada de lutter concrètement et significativement contre cette crise humanitaire et de contribuer à ramener la paix et la sécurité dans cette partie du globe. Elle prévoit le déploiement d'une aide opportune et réfléchi aux efforts militaires et sécuritaires. Elle confirme que notre pays est sensible au sort d'autrui, qu'il est résolument tourné vers l'avenir et qu'il sera toujours là pour ceux qui sont dans le besoin, les préparant aux difficultés qui les attendent. Enfin, elle pave la voie à une tâche essentielle, celle d'engager un dialogue politique constructif afin de mettre fin à ces dangereux conflits.

[Français]

Par cette approche, nous reconnaissons, à l'instar de nos partenaires internationaux, que cette crise est parmi les plus graves auxquelles nous ayons été confrontés. Cette crise en Syrie et dans la région, malheureusement, tout comme la période de reconstruction qui lui succédera, pourrait être longue. C'est avec cette perspective en tête que j'ai consulté les communautés touchées et nos partenaires afin de prendre la mesure des besoins.

Je suis très fière que notre plan permette une aide humanitaire, à la résilience et au développement significative sur une période de trois ans. C'est la première fois dans l'histoire de notre pays que le gouvernement formule un engagement humanitaire sur plusieurs années. Cette innovation est l'illustration de ma volonté de mettre en oeuvre le mandat qui m'a été confié par le premier ministre, soit de faire du Canada un chef de file en ce qui a trait à l'innovation et à l'efficacité en matière de développement.

Initiatives ministérielles

Dans le cadre de notre stratégie globale, nous verserons 1,1 milliard de dollars en aide humanitaire, à la résilience et au développement pour les personnes les plus vulnérables touchées par cette crise, notamment en Jordanie, au Liban, en Irak et en Syrie. De cet engagement de 1,1 milliard de dollars sur trois ans, 840 millions de dollars seront consacrés à des programmes d'aide humanitaire qui visent à apporter une aide de première nécessité, comme de la nourriture, des services de santé d'urgence, de l'eau, des abris, un accès à l'éducation de base et de la protection.

Cette contribution sur trois ans permettra au Canada de collaborer plus efficacement avec les Nations unies, des organisations internationales et des donateurs, de manière à améliorer la prestation d'aide humanitaire dans la région.

Étant donné la persistance de cette crise, le nombre de personnes dans le besoin augmente constamment. Grâce à la collaboration de nos partenaires de confiance et expérimentés sur le terrain, notre aide pourra parvenir aux plus vulnérables, y compris les enfants et les victimes de violences sexuelles, de violences sexistes et de mariages précoces et forcés.

Le Canada est conscient que les ressources permettant de répondre aux crises humanitaires actuelles ou nouvelles dans le monde sont limitées. C'est pourquoi nous examinerons la possibilité de conclure de nouveaux partenariats, afin de mobiliser d'autres ressources pour soutenir l'action humanitaire dans le monde et assurer son efficacité et son efficience au Moyen-Orient.

Notre ministère peut compter sur une équipe compétente et sur l'expérience de nos partenaires dans la région pour déterminer où les besoins sont les plus grands et où l'aide canadienne s'avérera la plus utile et complémentaire à celle des autres donateurs.

Je suis fier de rappeler que le Canada a toujours respecté les principes humanitaires que sont la neutralité, l'impartialité, l'indépendance et l'humanité. J'insiste sur l'importance du respect de ces principes par tous les donateurs, puisque la sécurité des travailleurs humanitaires et l'accès des organisations humanitaires aux populations assiégées, comme celle de Madaya, dépendent de la reconnaissance de ces principes par toutes les parties impliquées dans un conflit.

Ce respect des principes humanitaires n'exclut cependant pas les nécessaires procédures d'examen que mon ministère exerce à l'égard de tous ses partenaires. Ainsi, en faisant preuve d'une grande rigueur dans l'analyse et le suivi des projets et des organisations que nous soutenons financièrement, nous nous assurons de faire affaire avec des partenaires fiables qui ont toutes les compétences nécessaires pour secourir des civils pris au milieu des conflits en Syrie, en Irak et ailleurs dans le monde.

Ces partenaires d'expérience se sont depuis longtemps dotés de systèmes de responsabilisation stricts qui permettent d'obtenir l'assurance que les fonds sont utilisés uniquement aux fins prévues et de la façon la plus efficace et appropriée possible. Ces systèmes visent à ce que chaque dollar dépensé ait la plus grande incidence possible sur la vie des personnes qui ont besoin de notre aide.

Nous évaluons les partenaires avec qui nous travaillons et déployons tous les efforts nécessaires pour veiller à ce qu'ils se conforment à toutes les exigences en matière de lutte contre le terrorisme. Des organismes des Nations Unies et d'autres organisations humanitaires ont adopté de strictes mesures de reddition de comptes afin d'atténuer le risque de détournement de fonds destinés à l'aide humanitaire, notamment afin d'exiger que du personnel de l'organisme accompagne les convois d'aide et que l'on assure une surveillance par une tierce partie.

Passons maintenant aux programmes de développement et de renforcement de la résilience. Bien que la crise constitue une tragédie sur le plan humain, elle touche également à la sécurité et à la stabilité des pays avoisinants. Nous devons avant tout éviter que la région ne sombre dans un chaos plus généralisé.

Durant notre rencontre, mes homologues jordaniens et libanais m'ont décrit les sinistres conditions qui présentent une menace immédiate et soutenue pour la stabilité de leur pays. Avant la crise en Syrie, les taux de chômage étaient déjà élevés. Les loyers coûtaient cher et les revenus étaient à la baisse. L'arrivée de plus de 625 000 réfugiés enregistrés en Jordanie, et de plus de 1,2 million d'entre eux au Liban, au cours des trois dernières années, entraîne leur société et leur économie au bord du gouffre.

Je demande à mes collègues d'imaginer comment leur propre localité composerait avec une augmentation de 30 ou 40 % de sa population; la population de certains villages a même doublé. Ce n'est pas viable. Comment nos électeurs réagiraient-ils face à une telle pression?

Pendant mon séjour au Moyen-Orient, j'ai rencontré les maires de villes qui m'ont dit avoir vu la population de leur municipalité augmenter du tiers en 14 mois. La pression ainsi exercée sur les cliniques de santé, les réseaux d'alimentation en eau, les réseaux électriques et d'autres services municipaux préoccupe tous les fonctionnaires et les citoyens.

L'aide offerte par les citoyens des pays voisins de la Syrie a déjà dépassé de loin ce que la communauté internationale aurait été en droit d'attendre d'eux. Toutefois, les grandes difficultés émanant de l'afflux de personnes dans certaines municipalités menacent de créer des tensions sociales entre les citoyens et les réfugiés. Nous ne pouvons pas rester là à regarder le tissu social, l'économie et l'infrastructure même des pays hôtes s'effondrer. Pourquoi devraient-ils souffrir de leur générosité?

En investissant 270 millions de dollars, également sur trois ans, dans les programmes axés sur la résilience et le développement, nous allons accroître notre travail, surtout en Jordanie et au Liban, pour aider les collectivités à gérer la crise de façon durable. Nous aiderons à mettre au point la capacité nécessaire pour fournir des services aux collectivités hôtes et aux réfugiés. Nous travaillerons avec les populations touchées pour qu'elles aient les outils dont elles ont besoin pour commencer à rebâtir leur société lorsque la crise sera finie.

Nos programmes aideront à créer des emplois, à accroître l'accès des enfants à l'éducation et à s'assurer que les populations ont accès aux services essentiels dont elles ont tant besoin.

À ce titre, nos programmes dans la région permettront de donner de la formation à des fonctionnaires locaux sur l'exploitation d'installations d'approvisionnement en eau, une mesure efficace de prévention contre les maladies transmises par l'eau et liées au manque d'hygiène.

Nous fournirons un cadre d'apprentissage sûr et sain pour les enfants des populations locales et des réfugiés, y compris pour la rénovation d'écoles et l'amélioration des installations d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène.

Grâce à notre nouvelle stratégie, nous mettrons l'accent sur une approche globale, intégrée et à long terme en vue de surmonter la crise. Nous ferons preuve de leadership en tirant profit de nos domaines d'excellence et collaborerons avec des partenaires multilatéraux expérimentés et efficaces, qui bénéficient d'un accès stratégique sur le terrain.

Nous coopérerons avec les populations et les pays touchés en appliquant des méthodes nouvelles et différentes. Par exemple, nous apporterons un soutien au pacte de la Jordanie, qui vise à mettre en place les conditions propices à la création d'emplois pour les réfugiés syriens en échange d'une aide au développement accrue et ciblée et d'un meilleur accès aux marchés étrangers pour les exportations jordaniennes. Nous pourrions ainsi fournir notre aide de façon stratégique en tenant compte de la nature à long terme de cette crise.

J'insiste sur le fait que notre aide ne consiste pas seulement à répondre aux besoins immédiats. Il est clair aux yeux de tous que cette crise perdurera et qu'elle aura des conséquences à long terme, même après la fin des hostilités.

• (1145)

Grâce à notre nouvelle approche, nous aurons un horizon de trois ans pour mener une action stratégique et mettre en place des programmes avec une planification minutieuse et un financement adéquat. Nous élaborerons des programmes qui renforceront la résilience des populations locales et des pays qui accueillent les réfugiés, pour que leurs sociétés puissent faire face à ces événements dévastateurs et en sortir plus fortes.

Dans le contexte d'une crise prolongée comme celle du Moyen-Orient, nous croyons profondément à la pertinence des projets de résilience qui permettent de combler l'écart entre l'aide humanitaire et les projets de développement. Nous sommes en mesure de nous positionner comme l'un des leaders dans le domaine. Par exemple, dans le secteur de l'éducation, un accès immédiat à une éducation temporaire informelle est une première étape cruciale appuyée par notre aide humanitaire.

Parallèlement à ces efforts, en termes de résilience, il faut collaborer avec les autorités locales afin de renforcer le système d'éducation et d'améliorer l'accès et la qualité des services à long terme pour la prochaine génération. Il s'agit de l'approche la plus durable pour répondre aux besoins découlant d'une crise prolongée.

[Traduction]

En offrant un accès immédiat à des services de base comme l'éducation par l'entremise de nos programmes, nous pourrions créer les conditions favorables à la protection des personnes au sein des collectivités. Nos projets aideront à mettre les enfants à l'abri des dangers du conflit et à protéger les jeunes garçons contre l'attrait que pourraient exercer sur eux les groupes extrémistes, et les jeunes filles contre les mariages précoces et forcés.

Nous sommes aussi conscients qu'un manque de gouvernance et une faible croissance économique créent un vide que les extrémistes peuvent exploiter en offrant de faux espoirs et de fausses promesses aux populations désespérées. Nos programmes visent donc à favoriser une croissance économique inclusive et la création d'emplois pour éviter les coûts humains qui découleraient de l'absence de telles mesures.

Ce sont des objectifs à long terme essentiels qui exigent un engagement à long terme envers la région.

Nous prodiguerons de l'aide qui répond aux besoins des réfugiés eux-mêmes, pour qu'ils soient en mesure de gagner leur vie, d'aller à l'école et de maintenir ou de perfectionner leurs compétences en vue de reconstruire la Syrie dès que le contexte sécuritaire et la situation politique le permettront.

Nous travaillerons pour aider à établir la paix tant souhaitée dans la région. Nous collaborerons avec la communauté internationale pour aider à mettre en place le capital humain nécessaire pour reconstruire la région au moment opportun. Nous devons agir

aujourd'hui pour assurer un avenir meilleur et pour en arriver à la paix.

[Français]

Notre stratégie globale montre aux populations, aux gouvernements locaux et aux partenaires canadiens et internationaux avec qui nous travaillons que le Canada prend très au sérieux cette crise, que nous sommes conscients que le seul moyen d'en venir à bout consiste à s'y attaquer sur plusieurs fronts.

Nous savons qu'il s'agit d'une crise complexe et qu'il faut en tenir compte dans nos interventions. Nous devons les élaborer et les gérer avec cohérence. Bien que nous respectons les principes humanitaires, nous continuerons de faire preuve d'une grande vigilance pour veiller à ce que la contribution du Canada soit utilisée aux fins prévues uniquement.

Notre contribution de 1,1 milliard de dollars en aide humanitaire, à la résilience et au développement est un élément crucial de cette action. Cette contribution permet de reconnaître que nous pouvons et nous devons faire tout en notre pouvoir pour tendre la main aux personnes qui souffrent et qui ont besoin de notre aide.

[Traduction]

M. Mel Arnold (North Okanagan—Shuswap, PCC): Monsieur le Président, nous sommes d'accord avec les députés d'en face pour dire qu'il importe d'adopter une approche à volets multiples pour vaincre le groupe État islamique et d'intensifier le soutien terrestre et le travail humanitaire. Il doit toutefois s'agir d'une approche axée sur un appui sans réserve.

Le gouvernement admettra-t-il que sa décision repose sur des motifs financiers plutôt que militaires parce que, depuis son arrivée au pouvoir en octobre dernier, il a tellement dépensé qu'il ne peut plus se permettre d'appuyer sans réserve nos militaires et les missions qu'ils mènent contre le groupe État islamique?

• (1150)

[Français]

L'hon. Marie-Claude Bibeau: Monsieur le Président, je suis fière de rappeler que notre gouvernement prend un engagement à long terme sur trois ans: 1,1 milliard de dollars pour l'aide humanitaire et l'aide au développement. La somme de 870 millions de dollars octroyée pour l'aide humanitaire constitue une augmentation de 30 % de la contribution par rapport à ce qui a été donné au cours des trois dernières années.

Le montant accordé de 270 millions de dollars pour l'aide au développement et à la résilience correspond à une augmentation de plus du double de ce qui se faisait par le passé. Nous en sommes très fiers, parce que nous considérons que toute notre approche globale et intégrée est essentielle pour faire face à la crise en Syrie.

[Traduction]

Mme Sheri Benson (Saskatoon-Ouest, NPD): Monsieur le Président, je remercie la députée de nous avoir si bien décrit la situation désastreuse au Moyen-Orient et de nous avoir parlé de ce qui se fait sur le plan de l'aide humanitaire.

La députée nous a parlé de la nécessité d'une intervention intégrée; c'est important à mes yeux. Veiller à ce que les armes envoyées là-bas ne tombent pas dans les mauvaises mains est une façon de protéger les gens.

Initiatives ministérielles

Le gouvernement a promis qu'il signerait le Traité sur le commerce des armes des Nations unies, qui contribuera à empêcher l'approvisionnement en armes de groupes terroristes et rebelles et à protéger les civils innocents de la région. La députée nous expliquerait-elle pourquoi le gouvernement tarde à signer ce traité?

[Français]

L'hon. Marie-Claude Bibeau: Monsieur le Président, mon collègue ministre des Affaires étrangères travaille actuellement sur le dossier. Je vais lui laisser le soin de faire la mise à jour sur ce dossier.

M. Sven Spengemann (Mississauga—Lakeshore, Lib.): Monsieur le Président, je remercie l'honorable ministre de son excellent discours. Je suis fier d'avoir servi en Irak, pendant presque sept ans, comme fonctionnaire des Nations unies.

[Traduction]

Je pense que les conservateurs ne comprennent rien au conflit. En fait, le député de Parry Sound—Muskoka a miné sa propre cause en faveur du maintien des frappes aériennes quand il a parlé de Mossoul. Cette ville compte 1,7 million d'habitants, comme il l'a fait remarquer à juste titre, mais les membres du groupe État islamique sont maintenant mêlés à la population. Ils s'occupent d'hôpitaux, d'écoles et d'infrastructures civiles.

La ministre expliquerait-elle à la Chambre que l'aide humanitaire et la formation locale sont bien plus importantes et que la poursuite des frappes aériennes peut être inappropriée dans ce contexte?

[Français]

L'hon. Marie-Claude Bibeau: Monsieur le Président, je remercie mon collègue de sa question. Notre approche intégrée, qui inclut des actions militaires revues à la suite de consultations sincères avec nos différents alliés et partenaires, une aide humanitaire et une aide au développement, permet d'avoir un bien meilleur impact sur la crise en Syrie. Cela a été confirmé par nos partenaires aussi. Je remercie mon collègue de cette clarification.

M. Pierre Paul-Hus (Charlesbourg—Haute-Saint-Charles, PCC): Monsieur le Président, dans sa définition de l'aide humanitaire de 1,1 milliard de dollars, ma collègue mentionne que l'aide doit aller aux civils. Puisque les membres du groupe armé État islamique ne sont pas des militaires proprement dit étant donné qu'ils ne sont pas membres d'un pays, est-ce que ma collègue considère que les membres du groupe armé État islamique sont des civils et qu'ils pourront bénéficier de l'aide canadienne?

L'hon. Marie-Claude Bibeau: Monsieur le Président, le Canada travaille depuis des décennies avec les mêmes grandes organisations humanitaires. Il n'y a aucun changement à cet égard. La principale différence entre notre gouvernement et le gouvernement précédent, c'est que nous sommes fiers de le faire. Nous sommes fiers de contribuer à l'aide humanitaire et de travailler avec ces grandes organisations multilatérales. Notre ministère fait toutes les vérifications qui s'imposent, autant à l'étape de l'analyse des projets, de l'analyse des demandes qui nous sont faites, que par la suite dans le cadre du suivi des projets, pour s'assurer que l'aide va aux personnes et aux civils qui sont dans le besoin. Il n'y a absolument aucun doute là-dessus. Tous les contrôles sont faits. Si mon collègue croit que, par le passé, l'ancien gouvernement a fait une erreur de donner autant que nous le faisons à la Croix-Rouge, par exemple, qu'il nous le signale.

• (1155)

M. Romeo Saganash (Abitibi—Baie-James—Nunavik—Eeyou, NPD): Monsieur le Président, je félicite la ministre pour sa nomination à un poste important, selon moi.

J'ai écouté aujourd'hui son collègue de Winnipeg-Nord dire que nous, en tant deuxième parti de l'opposition, avons tout faux dans ce débat et que nous n'avons rien à suggérer. J'entends cela depuis vendredi. Pourtant, nous suggérons quand même de l'aide humanitaire, des mesures pour couper les vivres aux groupes terroristes, comme empêcher l'approvisionnement en armes, les moyens de financement et la capacité de recruter à l'étranger.

Si le NPD a tout faux dans ce débat, j'aimerais savoir si la ministre pense que la Norvège, la Corée du Sud et la Nouvelle-Zélande dont la contribution est strictement de nature humanitaire ont tout faux également.

L'hon. Marie-Claude Bibeau: Monsieur le Président, je remercie mon collègue de sa question.

Je crois que chaque pays a le devoir d'évaluer de quelle façon il peut le mieux contribuer et lutter contre cette crise.

Dans le cas du Canada, nous avons consulté nos alliés et nos partenaires. Nous avons évalué où nous avons nos plus grandes forces et où nous pouvions faire une réelle différence. C'est justement le résultat de toute cette consultation et de la mise en valeur de nos forces qui est présenté dans notre stratégie.

[Traduction]

Mme Karen McCrimmon (secrétaire parlementaire du ministre des Anciens Combattants, ministre associé de la Défense nationale, Lib.): Monsieur le Président, quelles sont les prochaines étapes en ce qui concerne les réfugiés qui proviennent de cette région?

[Français]

L'hon. Marie-Claude Bibeau: Monsieur le Président, à la fin de l'année, nous avons reçu toutes les demandes d'aide humanitaire des différentes grandes organisations. Notre ministère est en train d'analyser toutes ces demandes.

De plus, nous sommes en discussion avec les pays concernés et les autres grands donateurs pour élaborer notre stratégie sur trois ans en vue d'établir la façon dont nous allons faire face à l'arrivée et à l'augmentation des réfugiés dans les différents pays limitrophes. Une certaine partie de la contribution du Canada sera octroyée dans un plan d'action sur trois ans; une autre partie de cette contribution sera réservée pour pouvoir faire face aux urgences et s'adapter en fonction de l'évolution de la crise.

[Traduction]

M. Garnett Genuis (Sherwood Park—Fort Saskatchewan, PCC): Monsieur le Président, les députés de tous les partis conviennent qu'il est important que le Canada offre de l'aide humanitaire, mais il ne me semble pas très logique d'offrir uniquement ce type d'aide compte tenu de la violence continue qui est perpétrée contre des innocents. Pourquoi ne mettons-nous pas un terme à la violence, en plus de tenir compte des besoins humanitaires? Nous nous occupons de l'aspect humanitaire, mais pendant ce temps, des gens continuent d'être victimes des actes violents perpétrés par Daech. Ne pouvons-nous pas intervenir sur les deux plans?

[Français]

L'hon. Marie-Claude Bibeau: Monsieur le Président, nous faisons les deux.

Initiatives ministérielles

Le plan que nous avons présenté intègre toute une stratégie militaire, diplomatique et d'aide humanitaire et de développement, alors je ne comprends pas la question de mon collègue quand il dit que nous ne faisons pas les deux.

Je crois sincèrement que nous agissons sur plusieurs fronts en même temps.

[Traduction]

Mme Salma Zahid (Scarborough-Centre, Lib.): Monsieur le Président, je partagerai mon temps de parole avec le député d'Avignon—La Mitis—Matane—Matapédia.

Je prends la parole aujourd'hui pour appuyer la motion du gouvernement et la réorientation attendue de la mission contre Daech, afin que le Canada contribue de façon plus exhaustive, vigoureuse et efficace aux activités de la coalition internationale contre ce groupe terroriste barbare.

Rien n'a de plus grande importance pour un gouvernement que de déployer ses forces armées à l'étranger. En tant que fille et soeur de militaires, j'ai pu constater de première main le stress et les inquiétudes que vivent les militaires ainsi que les membres de leur famille qu'ils laissent derrière eux.

Les députés doivent, dans l'intérêt des militaires et des familles de ceux-ci, tenir un débat de fond respectueux, vérifier que cette mission est nécessaire et importante et veiller à ce que les militaires reçoivent l'équipement et les ressources dont ils ont besoin pour réussir leur mission.

Chaque fois que nous envoyons nos militaires à l'étranger, il y a des risques. Toutefois, la menace qui pèse sur nous est particulièrement grave. Daech est une menace à la paix, à la stabilité mondiale et à la sécurité. Il doit être vaincu. La liste de crimes et d'actes barbares qu'il a commis est longue. Il cible les personnes les plus vulnérables et a déraciné des millions de personnes. D'après la Commission des droits de l'homme des Nations unies, 6,5 millions de personnes ont été déplacées à l'intérieur de la Syrie et 3 millions d'autres personnes se sont réfugiées dans des pays avoisinants.

Une crise, une menace, aussi multidimensionnelle nécessite une intervention pangouvernementale, et c'est exactement ce que le gouvernement propose. Nous allons accroître la formation militaire, de même que l'aide humanitaire et l'aide au développement que nous fournissons, et nous nous efforcerons de renforcer la stabilité dans la région.

Le Canada fait partie d'une vaste coalition internationale, qui est déterminée à vaincre Daech et à mettre fin à la crise humanitaire. Nous sommes fiers de collaborer avec nos partenaires et alliés internationaux, qui apportent tous leur contribution unique, en fonction de leurs compétences, de leur expérience et de leur capacité. Le Canada ne peut pas tout faire par lui-même, et, en tant que membre d'une coalition, il n'a pas besoin de le faire.

La motion propose que le Canada contribue de façon plus exhaustive aux activités de la coalition internationale contre Daech, en fonction de notre capacité et de nos aptitudes. Il doit faire ce qui est nécessaire pour vaincre Daech une fois pour toutes.

Il est clair, à mes yeux, que la solution aux crises secouant la région doit être, d'abord et avant tout, politique. Nous allons donc accorder plus d'importance à notre rôle diplomatique pour trouver une solution politique à la crise en Syrie en appuyant le processus de paix parrainé par l'ONU, ainsi que les efforts de réconciliation du gouvernement irakien.

À cause de la crise humanitaire croissante, nous engagerons 1,1 milliard de dollars sur plusieurs années en aide humanitaire et en

aide au développement pour les personnes les plus vulnérables, y compris les enfants et les survivants de violence sexuelle et de violence fondée sur le sexe.

Des groupes haineux tels que Daech se nourrissent du sentiment de désespoir, de l'absence d'options et de possibilités, en particulier chez les jeunes. Cette instabilité leur permet de prospérer. Par conséquent, de concert avec nos partenaires locaux, nous travaillerons à bâtir la capacité voulue pour assurer la prestation de services sociaux essentiels, pour favoriser la croissance inclusive et l'emploi, et pour promouvoir une gouvernance inclusive et responsable. En outre, nous augmenterons nos efforts de renforcement des capacités auprès de la Jordanie et du Liban pour contribuer à stopper la propagation de l'extrémisme violent.

Notre intervention doit également être militaire. En triplant la taille de son contingent de formation dans le Nord de l'Irak et en augmentant de manière considérable ses ressources de collecte de renseignements, le Canada apportera une contribution plus substantielle et plus efficace à l'effort militaire contre Daech.

Comme tous les Canadiens, je suis fière de l'armée canadienne et du succès de sa mission de formation en Afghanistan. Nos soldats comptent parmi les meilleurs formateurs au monde, et cette nouvelle mission étendue de formation tirera parti des leçons chèrement apprises en Afghanistan et apportera une précieuse contribution fort nécessaire à la coalition internationale.

● (1200)

Comme je l'ai dit, le Canada ne peut tout faire. Nos ressources sont limitées. Nous devons déterminer stratégiquement quelle est la contribution la plus efficace que nous pouvons apporter à la coalition internationale, et c'est exactement ce que le gouvernement fait.

Nous sommes fiers du rôle qu'ont joué nos pilotes de chasseurs CF-18 dans le combat contre Daech. Nous les accueillons au pays les bras ouverts et les remercions. Toutefois, le Canada ne peut tout faire. Comme nous l'avons promis aux Canadiens en campagne électorale, nous rapatrierons nos chasseurs de manière à pouvoir nous concentrer sur une mission élargie de formation.

Le territoire qu'a saisi Daech, déplaçant ce faisant des millions de réfugiés et semant le chaos dans la région, ne sera regagné que par des efforts au sol. Et, pour ce faire, nos alliés locaux ont besoin de formation et d'appui. Nous devons bâtir la capacité locale de combat direct contre Daech afin de permettre aux gens de recouvrer leur domicile. Voilà ce que ferait la mission de formation du Canada.

Il s'agit d'une contribution militaire plus substantielle et plus complète. Nos effectifs militaires participant à l'opération Impact passeront de 630 à 850 environ et mettront l'accent sur la planification des opérations, la détermination des cibles et le renseignement.

La mission de formation, de conseil et de soutien du Canada triplera de taille. Elle permettra de contribuer à l'entraînement des forces de sécurité irakiennes, notamment par la prestation d'armes légères, de munitions et de dispositifs optiques. L'appareil de ravitaillement aérien CC-150 Polaris et un ou deux appareils de surveillance aérienne CP-140 Aurora continueront de fournir un apport important aux efforts internationaux.

Initiatives ministérielles

La contribution du Canada est complète et substantielle, et nous ne la prenons pas à la légère. Nous voulons contribuer à stabiliser et à pacifier une région en crise et nous avons pleinement conscience de la menace que Daech et les autres groupes extrémistes du même genre font peser sur le Canada et sur le monde entier.

Le Canada n'est pas isolé du reste du monde. Il n'est pas à l'abri de la menace croissante que représente l'extrémisme dans le monde, ni de la haine que Daech et d'autres groupes cherchent à alimenter et à exploiter. Mais nous ne nous découragerons pas. Nous resterons un membre important, ici et à l'étranger, de la coalition internationale. Nous continuerons d'accueillir les réfugiés, syriens et autres, qui ont été déplacés à cause de ce conflit. Le Canada devrait, d'ici la fin février, avoir accueilli 25 000 réfugiés syriens et, d'ici la fin de l'année, avoir atteint l'objectif qu'il s'était fixé d'accueillir 25 000 réfugiés parrainés par l'État. Aux quatre coins du pays, les Canadiens ont accueilli à bras ouverts ces gens dont la vie a été détruite par le conflit et qui ont besoin de ce que nous tenons tous acquis, c'est-à-dire un endroit sûr où nos enfants pourront grandir et s'épanouir.

Nous sommes très chanceux d'être Canadiens et de connaître la paix et la prospérité. Nous sommes privilégiés, et ces privilèges s'accompagnent de devoirs. Devant les millions de personnes qui souffrent, nous avons le devoir d'agir. Le plan du gouvernement s'inscrit dans la plus pure tradition canadienne: nous utilisons nos capacités et nos forces pour participer concrètement et efficacement à la coalition internationale.

Le chemin à parcourir ne sera pas facile. Je tiens d'ailleurs à exprimer ma solidarité avec les militaires, les diplomates et les responsables du développement canadiens ainsi que leur famille. Ces gens font la fierté du Canada et nous les appuyons.

• (1205)

M. Alexander Nuttall (Barrie—Springwater—Oro-Medonte, PCC): Monsieur le Président, tout d'abord, il y a des choses qui doivent être mises au clair. Bien que la motion propose un changement complet de la mission, elle nous éloigne d'une approche complète de la mission. Autrement dit, alors que le gouvernement accroît notre capacité à former des soldats au sol, il renonce à un volet de la mission qui a donné de très bons résultats jusqu'à maintenant, avec plus de 400 missions réussies.

Il y a un point important qui me dépasse quand j'examine l'approche du gouvernement. Je vais lire un passage du discours du Trône sur la présente législature: « Tous les membres y seront honorés, respectés et entendus, peu importe leur allégeance. Car ici, en ces chambres, la voix de tous les Canadiens et Canadiennes est importante. » Sauf pour une chose: le gouvernement a déjà modifié la mission; alors, peu importe ce qui est dit ici sur la réduction de la mission de bombardement, cela n'a pas d'importance parce que la décision a été prise par une seule personne durant une campagne, sans aucune information pour l'étayer.

Par conséquent, le député pourrait-il prendre la parole ici même et expliquer en quoi les choses seraient différentes si cette motion était adoptée? Ce changement signifie-t-il que l'avis de la Chambre n'a plus d'importance?

• (1210)

Mme Salma Zahid: Monsieur le Président, au cours de la dernière campagne électorale, nous nous sommes engagés à mettre fin à notre participation aux frappes aériennes et à réorienter notre contribution à la coalition internationale vers la formation et un accroissement de l'aide humanitaire. C'est exactement ce que fait le gouvernement.

Nous sommes fiers du travail accompli par nos aviateurs et aviatrices au sein de la coalition internationale. Toutefois, nous entamons une nouvelle étape et il est important que nous concentrons nos ressources et nos efforts là où ils peuvent être les plus utiles. C'est ainsi que le Canada peut contribuer le plus efficacement à la coalition internationale, contribution que nos alliés ont bien accueillie et saluée.

Mme Sheila Malcolmson (Nanaimo—Ladysmith, NPD): Monsieur le Président, je remercie la députée de son discours. J'ai entendu dire, par d'autres surtout, que si nous pouvions commencer par endiguer le flot des radicaux étrangers se rendant à l'étranger qui complique ce combat, nous nous en porterions tous mieux et serions plus avancés. C'est une idée renforcée par la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU.

La députée pourrait-elle expliquer ce que fait le gouvernement libéral pour lutter contre la radicalisation ici même, au Canada?

Mme Salma Zahid: Monsieur le Président, la réorientation de notre mission de combat est la meilleure solution pour le moment et dans le contexte actuel. C'est ce que nous avons promis de faire pendant la campagne électorale. Nous modifions la mission de façon à offrir de l'aide humanitaire, davantage de formation et des services de surveillance.

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, la députée a rendu hommage aux membres des Forces canadiennes et à leur famille. Nous ne prenons pas toujours le temps de le faire comme il le faudrait. Un bon pourcentage de la population est très reconnaissant envers les hommes et les femmes des Forces canadiennes, quel que soit le rôle qu'ils jouent. Il est très important que nous, les députés, imitions notre collègue et manifestations notre reconnaissance envers les membres des Forces canadiennes.

La députée aurait-elle quelques réflexions additionnelles à faire au sujet du travail formidable des militaires canadiens dans la lutte contre le terrorisme, que ce soit à l'étranger ou au Canada? Je songe à tous les corps des Forces canadiennes.

Mme Salma Zahid: Monsieur le Président, en tant que Canadienne, je suis fière du travail qu'ont accompli les hommes et les femmes portant l'uniforme canadien en Irak et dans d'autres déploiements. Je tiens à les remercier pour tout le travail qu'ils ont fait. Nous, les Canadiens, avons la responsabilité de leur fournir toute l'aide dont ils ont besoin au pays ou à l'étranger.

[Français]

M. Rémi Massé (Avignon—La Mitis—Matane—Matapédia, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais d'abord souligner la contribution exceptionnelle de nos militaires et de nos anciens combattants qui ont combattu à l'étranger et qui ont assuré la défense du Canada. J'aimerais aussi souligner leur contribution significative à la paix et à la sécurité internationale.

En 10 ans, sous la gouverne des conservateurs, l'image du Canada a changé sur la scène internationale, et pas pour le mieux, comme la majorité des Canadiens le savent. Pendant cette décennie, les conservateurs se sont éloignés d'une longue tradition d'engagement responsable sur la scène internationale. Notre pays s'est même absenté de plusieurs grandes discussions à l'échelle internationale. Le Canada a perdu son siège non permanent au Conseil de sécurité des Nations unies.

Initiatives ministérielles

Je me rappelle très bien cet épisode du 12 octobre 2010. Nous avons dû retirer notre candidature pour l'obtention d'un siège au Conseil de sécurité des Nations unies, après avoir perdu les deux premiers tours du scrutin. C'était la première fois que le Canada subissait un tel revers lors des élections pour l'occupation des sièges non permanents au Conseil de sécurité des Nations unies. Depuis 1948, le Canada avait toujours décroché ce siège, à chacune de ses candidatures.

Le 12 octobre 2010, c'était la consternation. Comme bien des gens, j'avais honte. Le Canada ne représentait plus une force diplomatique dans le monde. Ce n'était pas une surprise totale. On savait très bien que la position controversée adoptée par le gouvernement conservateur de l'époque au sujet de la lutte contre les changements climatiques n'était pas étrangère à la réserve que certains pays de l'ONU avaient pu entretenir lors du vote d'octobre 2010. Une chose était devenue claire: nous avions perdu notre image de force diplomatique et de gardien de la paix.

Je me suis engagé en politique pour bien des raisons. D'abord, je voulais contribuer activement à redonner à ma région les outils dont elle a besoin pour relancer son économie. Puis, je voulais participer à la reconstruction de l'image du Canada à l'international.

Au Canada, il existe une vieille tradition d'engagement responsable dans les affaires internationales. Cette tradition fait partie intégrante de l'identité de notre pays. L'expertise exceptionnelle du Canada doit servir à agir comme chef de file mondial en matière de coopération entre les pays. Pour être vu et entendu, il faut s'énoncer clairement, parler fort et envoyer un message clair et percutant.

Le 19 octobre dernier, les Canadiens et les Canadiennes ont envoyé un message clair qui a résonné partout dans le monde: le Canada est de retour sur la scène internationale, après une décennie de désengagement diplomatique des conservateurs.

Je le répète: le Canada est finalement de retour. Il est de retour pour accroître le soutien du Canada aux opérations de maintien de la paix des Nations unies et pour dynamiser à nouveau les efforts de médiation, de prévention des conflits et de reconstruction à la suite de ces mêmes conflits.

Le Canada en fera davantage, mais il le fera de façon différente. Notre approche se distingue clairement et avantageusement de celle des conservateurs par l'accent mis sur l'aide humanitaire, l'accueil des réfugiés et la diplomatie, plutôt que sur l'effort strictement militaire.

C'est dans le contexte de cette nouvelle approche que s'inscrit la redéfinition de la mission en Irak et en Syrie. Notre objectif est aussi très clair: augmenter l'efficacité et mieux tirer profit des forces de l'armée canadienne, afin de répondre aux besoins actuels de la coalition.

Les conservateurs sont étonnés. Pourtant, nous avons réitéré à de multiples reprises notre engagement visant à mettre fin aux frappes aériennes menées par les CF-18 en Irak et en Syrie pour privilégier la formation des troupes locales luttant sur le terrain irakien. Au lendemain de notre élection, le premier ministre a informé le président Obama de nos intentions. Le ministre des Affaires étrangères, quant à lui, a participé à de multiples rencontres bilatérales pour expliquer notre approche et contribuer davantage pour répondre aux besoins en matière de formation, de transport et d'aide médicale.

Comme nous l'avons promis, nous bonifions le volet humanitaire. Le volet diplomatique est aussi renforcé par une augmentation du personnel au Liban, en Jordanie et en Irak. Nous allons aussi

déployer davantage de personnel militaire dans la région pour différentes fonctions, dont la formation.

Je rappelle aux députés de la Chambre les changements que nous apporterons. Nous allons augmenter le nombre de membres des Forces armées canadiennes déployés dans le cadre de l'opération IMPACT de 650 à environ 830.

● (1215)

Nous allons tripler l'effort du Canada en matière de formation, de conseil et d'aide dans le Nord de l'Irak afin d'accroître l'autonomie des forces de sécurité locales. Nous augmenterons les ressources dédiées au renseignement, tant dans le Nord de l'Irak que dans l'ensemble du théâtre des opérations, afin de mieux protéger les forces de la coalition et du pays hôte. Cela permettra à la coalition de dresser un portrait plus détaillé de la menace et améliorera sa capacité à cibler, à affaiblir et à vaincre le groupe armé État islamique.

Nous continuerons d'appuyer les opérations de la coalition avec l'avion de ravitaillement *Polaris*, et jusqu'à deux avions de surveillance *Aurora*. Nous assurerons la formation sur l'utilisation de l'équipement militaire fourni par le gouvernement du Canada en application de la législation canadienne et internationale.

Nous offrirons de participer à la liaison ministérielle de la coalition qui fournit du soutien au ministère de la Défense et au ministère de l'Intérieur de l'Irak. Nous augmenterons la participation à l'effort actuel de renforcement des capacités de la Jordanie et nous créerons un nouveau programme pour le Liban. Finalement, nous fournirons une plus grande capacité médicale des Forces armées canadiennes afin de soutenir les forces de sécurité canadiennes et leurs homologues irakiens.

Les changements que je viens d'énumérer constituent un plan clair et éclairé. Nos alliés reconnaissent que le Canada continue de soutenir la mission aérienne en fournissant deux avions de surveillance et un avion de ravitaillement. En plus, nous contribuerons à ce qui est considéré comme essentiel au succès militaire à long terme de la mission: la formation des troupes kurdes.

Soyons clairs, nous n'avons jamais préconisé un arrêt total de la participation militaire, comme le promettaient les néo-démocrates. Nous privilégions la formation à la participation aux frappes aériennes. Le Canada se rendra plus utile de cette façon, puisqu'il a développé une véritable expertise en la matière.

Le chef d'état-major de la défense, le général Jonathan Vance, a souligné récemment qu'il ne fallait pas tomber dans le piège de vouloir définir la mission en Irak autrement que par une mission de soutien. Si les frappes aériennes peuvent être utiles à court terme, elles ne peuvent offrir la stabilité à long terme. Pour cela, il faut offrir à la population les moyens d'assurer sa défense et sa sécurité.

L'ère d'isolement que nous avons connue sous les conservateurs depuis 10 ans est terminée. Le Canada reprend son rôle diplomatique afin d'aider à trouver des solutions politiques à la crise qui sévit au Moyen-Orient, en appuyant le processus de paix parrainé par les Nations unies et en contribuant aux efforts déployés par le gouvernement de l'Irak en vue de favoriser la réconciliation.

Notre gouvernement a une approche pragmatique et moderne. C'est cela la promesse d'un Canada responsable et engagé de façon positive dans le monde.

Initiatives ministérielles

● (1220)

[Traduction]

M. Garnett Genuis (Sherwood Park—Fort Saskatchewan, PCC): Monsieur le Président, le député a débuté son discours en critiquant le bilan du Canada au cours des 10 dernières années; il a dit, par exemple, que nous avons perdu notre siège au Conseil de sécurité de l'ONU.

Je dois dire au député que je suis extrêmement fier de notre bilan de principe des 10 dernières années en matière de politique étrangère. L'approche libérale a toujours consisté à sous-financer nos forces armées pour éviter de faire des vagues. Notre approche était axée sur les valeurs canadiennes.

Évidemment, notre vive opposition à l'égard de l'Iran et de la Russie de même que notre appui à Israël et aux minorités religieuses persécutées ne nous ont pas toujours gagné des alliés aux Nations unies. Nous n'avons pas pris ces mesures parce qu'elles étaient populaires, mais parce qu'elles étaient judicieuses.

C'est notre bilan en matière de politique étrangère fondée sur des principes. Pourquoi les libéraux prennent-ils leurs distances par rapport à ce bilan? Le font-ils encore tout simplement pour entretenir de bonnes relations avec les Nations unies?

M. Rémi Massé: Monsieur le Président, il est intéressant d'entendre le député de l'opposition dire que nous prenons nos distances. Il n'a peut-être pas écouté ce que j'ai dit tout à l'heure au sujet de l'accroissement du soutien que nous prévoyons dans la redéfinition de la mission. Nous augmentons le nombre de militaires; ils passeront de 650 à 830. Nous doublons l'investissement dans l'aide humanitaire.

[Français]

Nous travaillons en partenariat avec la coalition pour identifier clairement les besoins. En ayant identifié ces besoins, nous avons défini une approche éclairée qui prend en compte l'ensemble des demandes qui nous ont été adressées.

[Traduction]

M. Wayne Stetski (Kootenay—Columbia, NPD): Monsieur le Président, je remercie le député d'appuyer nos forces armées. Nous leur sommes tous reconnaissants.

Les députés de notre parti n'ont cessé de répéter que le meilleur moyen de vaincre le groupe État islamique, un objectif que nous poursuivons tous, c'est de bloquer son accès aux sources de financement, aux armes et aux combattants étrangers. Toutefois, cette mission, comme l'a souligné le gouvernement, ne prévoit aucune initiative nationale contre le groupe État islamique. Dans le cadre de sa stratégie, le gouvernement a-t-il l'intention de proposer ou de soutenir des mesures de déradicalisation ici, au Canada?

[Français]

M. Rémi Massé: Monsieur le Président, comme je le disais concernant la question débattue aujourd'hui portant sur la redéfinition de la mission en Irak et en Syrie, les changements apportés nous permettront de bien appuyer la coalition et les Nations unies dans cette démarche qui vise à affaiblir et, ultimement, à éradiquer les forces armées du groupe État islamique.

J'ai indiqué toute une série de démarches entreprises. Notre approche est éclairée et basée sur les consultations que nous avons eues au cours des dernières semaines avec la coalition et nos partenaires.

● (1225)

M. Sven Spengemann (Mississauga—Lakeshore, Lib.): Monsieur le Président, je remercie mon collègue de son excellent discours.

L'un après l'autre, les députés du caucus conservateur voulaient nous faire croire que la position du gouvernement libéral était un retrait de la lutte contre le groupe État islamique. En fait, c'est l'inverse.

[Traduction]

Mon collègue pourrait peut-être prendre quelques instants pour expliquer à la Chambre comment la combinaison de trois axes — soit l'aide humanitaire, la formation et le soutien diplomatique — constitue un pas en avant et permet d'établir une stratégie plus solide et plus cohérente.

Le combat actuel dépasse le cadre militaire. Nous nous battons également pour gagner le cœur et l'âme des gens qui se sentent fortement appelés par le groupe État islamique. La vision nécessaire doit se créer à l'échelle locale et trouver sa source dans les populations irakienne et syrienne.

Mon collègue pourrait-il nous en dire davantage à ce sujet?

[Français]

M. Rémi Massé: Monsieur le Président, c'est un principe très important pour appuyer l'Irak dans sa démarche. Nous le disions tout à l'heure. Nous serons là pour tripler l'effort du Canada en matière de formation et de conseils, dans le Nord de l'Irak, afin d'accroître l'autonomie des forces de sécurité locale. Nous nous sommes aussi engagés à augmenter les ressources consacrées au renseignement.

Ce sont de tels éléments qui vont aider la population et les forces de la coalition, afin de bien établir une nouvelle stratégie, s'imposer et s'assurer d'affaiblir le groupe armé État islamique.

[Traduction]

M. Jim Eglinski (Yellowhead, PCC): Monsieur le Président, c'est avec plaisir que je prends part au débat sur la motion consacrée à la modification du rôle du Canada dans le combat contre le groupe État islamique.

Je partagerai mon temps de parole avec le député de Bruce—Grey—Owen Sound.

Tout d'abord, je tiens à dire combien je suis fier des militaires canadiens qui, en plus de défendre notre pays, défendent les intérêts et les valeurs du Canada à l'étranger. Les militaires sont la pierre d'assise de nos dispositifs de défense, comme le veut une longue et noble tradition militaire remontant aux débuts du Canada.

On ne peut jamais prendre à la légère la décision d'envoyer des militaires au combat. Cependant, quand le Canada subit des attaques sur son territoire et que des Canadiens sont attaqués à l'étranger, il faut agir. Malgré cela, le premier ministre a décidé que les CF-18 canadiens ne participeraient plus au combat que mène la coalition contre le groupe État islamique. Il les a retirés du combat sans expliquer pourquoi. Apparemment, le Canada est prêt à tracer des cibles, à mener des activités de surveillance et à ravitailler les bombardiers, mais pas à lâcher des bombes canadiennes. Ce retrait du combat contre le groupe armé État islamique envoie un mauvais signal aux Canadiens et à nos alliés.

Initiatives ministérielles

La motion proposée fait augmenter les risques pour les membres des Forces armées canadiennes, mais elle réduit le soutien aérien du Canada. Le Parti conservateur croit fermement que nous devrions continuer d'utiliser nos CF-18 pour lutter contre le groupe État islamique. Mon parti et moi pensons que, en les retirant de cette mission, le Canada s'éloigne de son rôle habituel en tant que défenseur des droits de la personne et de la sécurité internationale. Notre pays a une longue et fière tradition lorsqu'il s'agit de défendre les populations innocentes et vulnérables et de s'attaquer à ceux qui commettent des atrocités de masse.

Pendant ma carrière précédente au sein de la GRC, j'ai fait partie d'une équipe d'intervention d'urgence spéciale qui offrait du soutien aux agents sur le terrain dans des situations d'urgence. En tant qu'agents de soutien, nous étions là pour contribuer à résoudre des situations dangereuses, et donc à mieux protéger la population et les agents des forces régulières. Il aurait été alors irresponsable de la part de nos dirigeants de nous relever de ces fonctions, laissant ainsi nos agents intervenir seuls, sans soutien spécialisé. Or, n'est-ce pas précisément ce que le gouvernement fait maintenant avec nos militaires?

Les chasseurs que le gouvernement libéral vient de clouer au sol fournissaient le soutien aérien dont avaient besoin les troupes luttant contre le groupe État islamique. Si nous envoyons davantage de soldats sur place, nous devons les protéger adéquatement. Nous ne devrions pas avoir à nous fier à nos alliés pour protéger nos soldats. Parce que, si nos troupes étaient attaquées, nous devrions compter entièrement sur nos alliées pour nous soutenir. Résultat: au lieu d'un seul lien direct avec nos troupes sur le terrain, nous nous retrouverons avec un nombre inutilement élevé de canaux de communication.

Voici quelques exemples de ce que j'avance.

En Afghanistan, en 2002 et en 2006, nos alliés ont bombardé nos propres soldats à cause d'erreurs de communication.

J'aimerais aussi que les députés se rappellent ce qui s'est produit sur la Colline, en octobre 2014. À l'époque, la sécurité sur la Colline était assurée par plusieurs services distincts, ce qui a causé des problèmes de communication et gêné l'intervention. Lorsqu'elle est revenue sur les événements qui sont survenus ce jour-là, la GRC a conclu que:

[L]a relation de travail entre le service de sécurité de la Chambre des communes, le service de sécurité du Sénat et la GRC est inadéquate. Ces trois groupes travaillent en vase clos, interagissent peu et ne se transmettent pas d'information.

Pour éliminer ces nombreux canaux de communication et faciliter les futures interventions, la sécurité sur la Colline du Parlement a depuis été confiée à un seul et unique organisme.

Les exemples que je viens de donner montrent que le gouvernement libéral compliquera la tâche de ceux qui, du haut des airs, sont chargés d'intervenir et d'aider les soldats que nous avons déployés sur le terrain. Nos CF-18 étaient ce lien direct qui assurait la sécurité de nos troupes.

Le 17 décembre dernier, si on se le rappelle bien, les forces spéciales du Canada chargées de former les combattants kurdes se sont retrouvées au milieu d'une attaque de grande envergure de la part des activistes du groupe État islamique. Deux de nos CF-18 ont donné un sérieux coup de pouce à nos troupes en attaquant la position de combat du groupe État islamique qui soutenait l'offensive des extrémistes. Voilà qui devrait prouver que nos troupes courent des risques en étant sur le théâtre des opérations et qu'elles ont besoin des frappes aériennes pour garder leurs arrières. Et c'est justement ce que faisaient nos CF-18.

● (1230)

Le général Vance a déclaré que le fait de tripler les effectifs d'intervention spéciale sur le terrain augmenterait les risques, ce que le ministre de la Défense nationale a confirmé à la Chambre. Si c'est le cas, pourquoi le gouvernement se retire-t-il du combat contre le groupe État islamique, exposant ainsi les troupes au danger? Selon nous, les troupes devraient avoir directement accès à tous les outils disponibles pour se protéger et accomplir leur mission. Les avions-chasseurs comptent parmi les meilleurs outils disponibles.

Freiner et affaiblir le groupe État islamique est plus crucial que jamais, maintenant que le groupe opère au-delà des frontières de l'Irak et en Syrie, et qu'il a récemment assassiné des Canadiens. Le Canada a été un allié important dans la campagne de frappes aériennes et a contribué efficacement aux efforts déployés par la coalition pour détruire le groupe État islamique. Le Canada a aussi fourni du soutien aérien aux troupes canadiennes au sol ainsi qu'à celles des pays alliés. Il est extrêmement irresponsable de la part du gouvernement d'atténuer l'apport du Canada, d'autant plus qu'il le fait pour des raisons politiques.

La capacité du Canada est suffisante pour lui permettre de continuer à contribuer aux frappes aériennes tout en fournissant de la formation et de l'aide humanitaire. Le gouvernement choisit plutôt de se concentrer uniquement sur l'aide humanitaire et l'assistance à la sécurité, des mesures qui sont déjà en place. Il y a bien des cas où il est nécessaire de recourir à une intervention militaire plus musclée et au combat. Il est primordial que le gouvernement épaulé les pays alliés, pour défendre et protéger non seulement les troupes sur le terrain, mais aussi la sécurité de tous les Canadiens et celle des pays alliés.

Le premier ministre et le ministre de la Défense nationale doivent faire en sorte que les troupes canadiennes soient protégées par les CF-18. Assurons-nous que celles-ci rentrent au pays et souhaitons qu'elles fassent attention et se protègent.

M. Adam Vaughan (secrétaire parlementaire du premier ministre (Affaires intergouvernementales), Lib.): Monsieur le Président, lorsque j'entends de tels propos venant d'en face, j'en viens à croire qu'on pense qu'on devrait encore et toujours débarquer sur les plages de Normandie. Autrement dit, quelle que soit l'évolution du contexte de la guerre et du dialogue avec nos alliés, quelles que soient les nouvelles réalités qui se présentent au cours de l'année, il faut toujours revenir à son premier réflexe.

Les députés d'en face ne reconnaîtront-ils pas que la consolidation des gains, l'aide à l'entraînement et au renseignement, qui protège les populations locales, et la poursuite des efforts déployés de concert avec nos alliés afin de modifier notre stratégie en fonction de l'évolution des circonstances constituent les meilleures façons d'exécuter la présente campagne militaire?

● (1235)

M. Jim Eglinski: Monsieur le Président, nous sommes d'accord qu'il sera utile d'envoyer plus de troupes sur le terrain, mais pourquoi retirer la meilleure ressource que nous offrons à nos alliés, l'un des meilleurs moyens de protéger les troupes au sol qui viennent en aide à nos alliés? C'est insensé. Il faut garder nos meilleurs outils en place. Pourquoi les rapatrier?

Mme Sheila Malcolmson (Nanaimo—Ladysmith, NPD): Monsieur le Président, lorsque les conservateurs étaient au pouvoir et ont approuvé la mission à l'origine, ils n'ont prévu aucun financement supplémentaire, ce qui a eu des conséquences. Les forces ont dû trouver des ressources à l'interne, ce qui eut un impact sur les travailleurs de première ligne et la marine.

Initiatives ministérielles

Pourquoi la mission n'a-t-elle pas été suffisamment financée lorsque les conservateurs y ont engagé le Canada?

M. Jim Eglinski: Monsieur le Président, lorsqu'on se rend dans un pays étranger pour la première fois, il est difficile de prévoir exactement ce qu'on y fera. Une fois arrivés sur les lieux, nos soldats avaient une meilleure idée de la situation à laquelle ils étaient confrontés. Ils s'y sont adaptés du mieux qu'ils ont pu et ont offert le meilleur appui possible. La situation change continuellement dans ce type d'environnement.

M. Alexander Nuttall (Barrie—Springwater—Oro-Medonte, PCC): Monsieur le Président, je ne sais pas ce qui fait tant rire le député d'en face, mais j'espère qu'il nous le dira plus tard.

Selon moi, les observations du député constituent une très importante contribution au débat. Comme le savent les députés, nous ne participons plus à la mission de bombardement.

Comme je l'ai dit plus tôt, dans le discours du Trône, le gouvernement a dit ceci, en parlant du Parlement: « Tous les membres y seront honorés, respectés et entendus, peu importe leur allégeance. Car ici, en ces chambres, la voix de tous les Canadiens et Canadiennes est importante. »

Est-ce que le gouvernement a entendu la voix du député avant de mettre fin à la mission?

M. Jim Eglinski: Monsieur le Président, j'ai été très déçu la semaine dernière d'apprendre qu'on avait déjà retiré les CF-18. Pourquoi tenir ce débat si important, qui a trait à la protection de nos soldats à l'étranger, après coup seulement? C'est tout à fait insensé et cela montre le manque de respect du gouvernement pour la Chambre.

M. Harold Albrecht (Kitchener—Conestoga, PCC): Monsieur le Président, je tiens à remercier mon collègue de sa carrière passée à protéger la population canadienne et de son discours passionné sur la contribution exceptionnelle de nos militaires, non seulement au pays, mais aussi à la stabilité mondiale.

Ses observations sur l'importance des communications m'ont certainement rappelé les événements du 22 octobre. Je crois que nous conviendrons tous que ces moments ont été très difficiles sur la Colline et que nos forces de sécurité ont fait de leur mieux. Mon collègue a fait ressortir certaines des difficultés liées aux communications. Il a tracé un excellent parallèle entre l'incident survenu sur la Colline et les problèmes de communication qui pourraient se poser dans le théâtre des opérations.

Le député pourrait-il nous en dire un peu plus à ce sujet? Il me semble que, pour assurer les meilleures communications possibles, il est préférable pour le Canada de compter sur les CF-18, qui sont destinés à protéger nos troupes terrestres du haut des airs, que sur nos alliés.

M. Jim Eglinski: Monsieur le Président, au cours de ma carrière de 35 ans à la GRC, j'ai participé à de nombreuses situations d'urgence. Ces situations n'étaient pas de nature militaire, mais avaient une portée nationale, comme des explosions, des incendies ou des inondations de grande envergure.

La rupture des communications est un des problèmes les plus graves qui peuvent survenir dans une situation d'urgence. Peu importe où se trouvent les intervenants, il est toujours préférable d'avoir un seul organisme qui connaît ses propres rouages qu'une multitude d'agences qui tentent de travailler ensemble.

C'est ce que je trouve alarmant dans la situation actuelle. Le gouvernement va retirer un de nos outils les plus solides, les CF-18, qui étaient là-bas pour protéger nos militaires sur le terrain et qui se

sont avérés absolument nécessaires. Le fait de dépendre des alliés pour assurer le soutien de nos troupes se soldera par un échec.

• (1240)

M. Larry Miller (Bruce—Grey—Owen Sound, PCC): Monsieur le Président, c'est un plaisir d'être ici aujourd'hui. Je suis content de parler de la mission de lutte contre le groupe État islamique et de l'apport du Canada à l'importante coalition internationale.

Avant d'entrer dans les détails de la nouvelle mission, j'invite tous les députés à remercier les vaillants membres des Forces armées canadiennes, qui ont courageusement et volontairement accepté de se battre pour protéger les valeurs canadiennes dans le monde. Je ne crois pas qu'on puisse mieux servir le Canada, et je remercie tous ceux et celles qui ont combattu à l'étranger pour protéger les Canadiens.

J'aimerais parler aujourd'hui des valeurs canadiennes. Le premier ministre et ses collègues semblent se complaire à utiliser ce terme pour justifier la mission dont il est question. Mais à voir le rôle qu'ils veulent jouer dans la mission de lutte contre le groupe État islamique, on se rend compte qu'il s'agit d'un discours creux.

Pour moi, ce ne sont pas les paroles des gens qui révèlent leurs valeurs, mais bien ce qu'ils font. Il y a un vieil adage qui dit que les gestes sont plus éloquents que les paroles. En ce qui concerne la mission de lutte contre le groupe État islamique, nos partenaires internationaux auront tôt fait de comprendre que le Canada est content de laisser le travail ingrat aux autres. Or, ce n'est pas ainsi que les Canadiens agissent.

Voyons ce à quoi nos partenaires étrangers se préparent pendant que nos avions chasseurs rentrent au pays.

La France intensifie ses frappes aériennes. Les États-Unis intensifient leurs frappes aériennes. Le Parlement britannique vient d'approuver une motion visant à intensifier les frappes aériennes du pays. Pendant que nos partenaires se préparent à livrer combat au groupe État islamique, nos pilotes de chasse reçoivent pour ordre de plier bagage.

Je pense exprimer l'opinion de nombreux Canadiens si je dis qu'il n'a jamais été dans les valeurs canadiennes de tourner le dos à une situation difficile. Il n'a jamais été conforme aux valeurs canadiennes de laisser tomber nos amis et certainement pas de fuir un combat qui vise à protéger ceux qui ont besoin de notre aide.

Voyons comment les Canadiens ont répondu à l'appel lors de conflits passés.

Durant la Première Guerre mondiale, les Canadiens ont vraiment montré de quoi ils étaient faits et cette guerre a forgé notre identité dans la communauté mondiale. Personne ne dira le contraire. Comme le Canada était un pays relativement jeune qui était surtout perçu comme étant sous l'autorité britannique, un grand nombre des acteurs de la scène mondiale ne savaient pas à quoi s'attendre. Les soldats canadiens ont fait preuve d'une grande force durant ce conflit et ont joué un rôle déterminant dans de nombreuses missions.

Initiatives ministérielles

Je ne puis penser à un meilleur exemple que la bataille de la crête de Vimy pour illustrer la force du Canada. Les Canadiens avaient reçu l'ordre d'attaquer les troupes allemandes et de s'emparer de la crête qu'elles occupaient. Ils ont réussi là où plus de 200 000 militaires britanniques et français avaient échoué. La victoire de Vimy en 1917 a constitué la plus grande avancée contre les Allemands depuis le début de la guerre et ouvert la voie à la fin du conflit. Cette victoire a eu un prix, cependant, car plus de 10 000 Canadiens ont été tués ou blessés au cours de l'affrontement. Quand il a été appelé à agir, le Canada ne s'est pas défilé.

Lors de la Seconde Guerre mondiale, les militaires canadiens ont combattu courageusement sur de nombreux fronts, notamment à la plage Juno. Encore une fois, ils ont fait preuve d'une force et d'une détermination indéfectibles pour servir leur pays. Dans le cadre de l'opération Overlord, ils ont pris d'assaut la plage Juno, dont ils sont parvenus à s'emparer. Environ 574 de nos combattants ont été blessés et à peu près 340 ont fait le sacrifice ultime au cours de cette mission.

Le succès des troupes canadiennes à la plage Juno a néanmoins donné accès à une tête de pont cruciale et conduit à la libération de l'Europe. Là encore, le Canada ne s'est pas défilé.

La plupart d'entre nous avons quelque chose à raconter au sujet de la Seconde Guerre mondiale ou d'un autre conflit. Un de mes grands-oncles est enterré dans le cimetière de Groesbeek, en Hollande. Il a donné sa vie pour aider à libérer la Hollande. De nombreux autres militaires ont fait preuve du même courage. Ils ne se sont pas défilés.

On peut aussi penser à la guerre de Corée. Entre 1950 et 1953, environ 26 000 militaires canadiens ont prêté main-forte à la Corée du Sud au cours de ce conflit, et 516 d'entre eux y ont trouvé la mort.

• (1245)

Quand on considère aujourd'hui la différence qui existe entre la Corée du Nord et la Corée du Sud, il est évident que c'est une bataille qui méritait d'être menée. Une fois de plus, le Canada ne s'est pas défilé.

Si j'ai parlé de ces conflits historiques, c'était pour démontrer que se défilé devant une bataille qui mérite d'être menée n'a jamais été une valeur pour les Canadiens. Quand la démocratie, la liberté, la tolérance et la primauté du droit étaient menacées, le Canada a réagi de façon significative.

C'est la même chose aujourd'hui. Un sondage réalisé par la firme Angus Reid le 6 février dernier a révélé que 63 % des Canadiens estiment que le Canada devrait poursuivre les bombardements contre l'EIIS au rythme actuel ou aller encore plus loin. En outre, seulement 18 % des Canadiens interrogés estiment que retirer nos avions du combat aura un effet positif sur notre réputation internationale. Si 18 % des Canadiens veulent que le Canada se défile, cela signifie que 82 % ne le souhaitent pas.

Le premier ministre David Cameron a très bien résumé la situation récemment: « Nous ne devons pas nous contenter [de confier] notre sécurité à nos alliés. Si nous estimons que passer à l'action peut contribuer à nous protéger, alors nous devons — avec nos alliés — passer à l'action [...] et non nous tenir à l'écart de celle-ci. » La même logique devrait s'appliquer au Canada. Si nous croyons vraiment qu'il faut agir pour vaincre le groupe État islamique, et bien agissons. Il ne faut pas prendre des décisions fondées sur des discours électoraux, mais plutôt sur les véritables besoins de nos partenaires internationaux.

Je vais conclure dans quelques instants. Auparavant, je tiens toutefois à remercier les députés de la Chambre qui ont pris la parole

pour faire valoir ce que le Canada devrait faire pour assumer ses responsabilités et ses obligations à l'échelle internationale. De ce côté-ci de la Chambre, le député de Selkirk—Interlake—Eastman, le député de Parry Sound—Muskoka et bien d'autres ont expliqué très clairement pourquoi le Canada ne doit pas se défilé. Cela ne correspond pas à ce que nous sommes et ce n'est pas ce que nous devons faire. Je serais maintenant heureux de répondre aux questions.

M. David Lametti (secrétaire parlementaire de la ministre du Commerce international, Lib.): Monsieur le Président, je remercie le député pour son discours. Il nous a donné des exemples d'augmentation de la capacité de frappe aérienne des autres membres de la coalition. Je serais curieux de savoir s'il a de l'information sur les mesures prises par d'autres membres de la coalition pour accroître leur aide humanitaire, leurs capacités de collecte de renseignements ou leurs efforts de développement international au sol.

M. Larry Miller: Monsieur le Président, nous débattons aujourd'hui de la mission dans son ensemble et de notre responsabilité à cet égard. Nous savons que la mission comprend beaucoup de mesures d'aide humanitaire, comme il se doit, mais il reste quand même que les chasseurs CF-18 ont un rôle à jouer.

S'ils retirent un élément clé de la mission, c'est-à-dire nos pilotes et nos avions, ils ne peuvent pas s'attendre à ce que la mission continue comme prévu. Si le député d'en face prend le temps d'y penser un peu et s'il est honnête dans son raisonnement, il verra que nous sommes en train de risquer la vie des soldats et qu'il n'est pas nécessaire de le faire.

• (1250)

M. Dan Vandal (Saint-Boniface—Saint-Vital, Lib.): Monsieur le Président, j'ai entendu à plusieurs reprises l'expression « se défilé » au cours de l'intervention du député.

Le député sait-il que nous enverrons 200 militaires de plus sur place et que nous triplons l'importance des ressources qui vont là-bas donner de la formation, des conseils et de l'assistance militaire? De plus, nous consacrerons 145 millions de dollars au cours des trois prochaines années à la lutte contre le terrorisme. Nous fournirons 940 millions de dollars d'aide humanitaire et nous consacrerons 270 millions de dollars sur trois ans à la reconstruction des infrastructures locales.

Le député pense-t-il tout de même que nous nous défilons?

M. Larry Miller: Monsieur le Président, je sais fort bien que le nombre de soldats a augmenté. Si les députés de ce parti veulent mettre les choses dans leur contexte, ils devraient préciser qu'ils retirent les CF-18, qui sont là pour protéger nos troupes sur le terrain. Il y a des gens sur le terrain là-bas à l'heure actuelle, qui étaient là avant que la mission change. Le gouvernement augmente le nombre de personnes exposées à des risques en retirant les CF-18.

Il est inacceptable d'affirmer que tout va bien; ce n'est pas le cas. Le gouvernement peut toujours augmenter le nombre de soldats, mais parallèlement, il ne peut pas retirer tout ce qui est nécessaire pour protéger les militaires là-bas. Je sais que le député n'aime pas le terme « se défilé », mais c'est exactement de cela qu'il s'agit. Tous ceux qui sont ici aujourd'hui sont de fiers Canadiens, et les fiers Canadiens ne se défilent pas.

M. Harold Albrecht (Kitchener—Conestoga, PCC): Monsieur le Président, je tiens à remercier mon collègue de son vibrant discours. Je le remercie aussi d'avoir souligné que nos militaires accomplissent et ont accompli un excellent travail pour protéger les valeurs canadiennes.

Initiatives ministérielles

Il est particulièrement troublant de constater que les CF-18 seront retirés. Je ne pense pas que quiconque ici se réjouisse du fait que nous participons à un conflit militaire. Nous préfererions tous qu'il n'y ait pas de conflits de ce type. Par contre, lorsque des personnes vulnérables sont menacées par un groupe malveillant, le gouvernement a la responsabilité de les défendre et de les protéger.

L'une des choses que j'entends dans le contexte de la crise des réfugiés, c'est que de nombreuses personnes qui viennent au Canada à titre de réfugiés préféreraient beaucoup demeurer dans leur pays, dans un environnement sûr. C'est l'une des choses que nous essayons de faire.

Cela dit, lorsque nous retirerons nos CF-18, il sera beaucoup plus difficile d'atteindre cet objectif. Je me demande si mon collègue peut nous expliquer en quoi le fait d'accroître la stabilité dans cette région ferait en sorte que le Canada ne serait plus tenu d'accueillir un aussi grand nombre de réfugiés. Nous sommes heureux de les accueillir, mais bon nombre d'entre eux aimeraient beaucoup mieux rester dans leur pays.

M. Larry Miller: Monsieur le Président, le député comprend très bien ce qui se passe là-bas.

Il a raison de dire que la plupart des gens ne veulent pas quitter leur terre natale. S'ils avaient la possibilité d'y rester dans un climat de sécurité raisonnable, c'est ce qu'ils feraient, bien qu'il y ait toujours des exceptions.

Encore une fois, la présence de CF-18 pour aider à stabiliser la région est certainement la bonne solution. Je remercie encore le député de cette question. C'est une simple question de bon sens.

L'hon. Kent Hehr (ministre des Anciens Combattants et ministre associé de la Défense nationale, Lib.): Monsieur le Président, je partagerai mon temps de parole cet après-midi.

Je tiens à lancer le débat en témoignant ma gratitude à nos militaires déployés au Moyen-Orient et ailleurs dans le monde, ainsi qu'aux nombreux fonctionnaires qui ont fait preuve et continueront de faire preuve de dévouement au Moyen-Orient en notre nom et au nom de tous les Canadiens.

C'est un grand privilège de discuter de cet engagement important du gouvernement et de la population canadienne. Il ne fait aucun doute que nous avons un rôle à jouer dans la géopolitique de notre époque et que nous devons appuyer nos alliés de l'OTAN au Moyen-Orient. Je crois que c'est précisément ce que nous faisons, de ce côté-ci de la Chambre, en allant de l'avant avec assurance et confiance. Non seulement nous jouerons un rôle dans le monde en luttant contre le groupe État islamique, mais nous veillerons également à ce que cette partie du monde puisse se reconstruire, combattre pour sa propre défense et élaborer une approche à long terme en vue de stabiliser la région.

Notre motion comporte cinq éléments que j'aborderai avant de parler davantage des mérites du débat.

Premièrement, nous voudrions recentrer notre contribution militaire en développant la mission de conseil et d'assistance des Forces armées canadiennes en Irak; augmenter considérablement les capacités de renseignement en Irak et dans toute la région visée; déployer des membres du personnel médical des Forces armées canadiennes; offrir au gouvernement de l'Irak les services d'agents de liaison ministérielle auprès des ministères de la Défense et de l'Intérieur; augmenter les efforts de renforcement des capacités auprès de nos partenaires de la défense en Jordanie et au Liban pour favoriser la stabilité régionale; et, comme de nombreux députés l'ont

souligné, retirer nos CF-18 tout en maintenant la capacité aérienne de surveillance et de ravitaillement en carburant.

Deuxièmement, nous voudrions améliorer les conditions de vie des populations touchées par le conflit et aider à jeter les bases d'une stabilité régionale à long terme pour les communautés d'accueil, dont le Liban et la Jordanie.

Troisièmement, nous voudrions investir considérablement dans l'aide humanitaire tout en travaillant de concert avec des partenaires humanitaires d'expérience afin de répondre aux besoins essentiels des populations touchées par le conflit, dont les enfants et les victimes de violence sexuelle ou sexuelle.

Quatrièmement, nous voudrions entretenir des rapports plus efficaces avec les dirigeants politiques dans toute la région; augmenter la contribution du Canada aux efforts internationaux visant à trouver des solutions politiques aux crises qui touchent la région; renforcer notre présence diplomatique pour faciliter la mise en œuvre de programmes améliorés; appuyer l'augmentation des déploiements des Forces armées canadiennes; renforcer le dialogue avec les partenaires locaux et internationaux sur le terrain; et donner généralement au Canada une plus grande influence dans la région. C'est de toute évidence ce que nous faisons de ce côté-ci de la Chambre.

Cinquièmement, et fait non négligeable, nous accueillons au Canada des dizaines de milliers de réfugiés syriens. Nous avons pris cet engagement important pendant la campagne électorale, et nous sommes en train de le concrétiser. Je crois que 20 000 réfugiés syriens sont déjà arrivés au Canada. Ce travail se poursuit.

Ce geste fait clairement savoir au monde entier et à la région touchée que nous sommes prêts à fournir un soutien à long terme. De plus, l'accent mis sur la dignité de la population et l'aide humanitaire reçoit un accueil favorable à l'échelle internationale. Plus important encore, il dénote les valeurs du Canada, toujours prêt à aider, à offrir un refuge en cas de tempête et à aider les gens des régions touchées à rebâtir leur vie.

● (1255)

Voilà essentiellement ce que nous accomplissons en tant que gouvernement, et j'en suis très fier.

J'aimerais attirer l'attention des députés sur les points qu'on oublie quand on se concentre seulement sur le retrait des CF-18. Il faut regarder, de façon plus globale, tout ce que nous faisons pour soutenir nos alliés de l'OTAN, les 65 États partenaires qui combattent le groupe État islamique. Il faut regarder ce que nous apportons à cette coalition et la façon la plus efficace d'y contribuer. Il ne fait aucun doute que le Canada respecte ses engagements envers ses partenaires de l'OTAN. Tant les généraux américains que nos partenaires internationaux affirment que le Canada joue un rôle important. C'est un fait.

Dans l'ensemble, notre contribution s'est avérée supérieure à celle du gouvernement précédent. Nous fournissons notamment plus de personnel, plus d'aide et plus de soutien sur le plan technologique. Nous aiderons la région à court terme en favorisant l'acquisition, par les forces irakiennes et d'autres forces sur le terrain, de compétences supplémentaires afin de lutter contre l'EIL. Nous l'aiderons également à long terme sur les plans humanitaire et politique et dans le cadre de la reconstruction du pays, notamment au moyen de notre approche pangouvernementale, dans l'espoir de la pacifier et de la rendre plus sûre. Si l'on compare les efforts que nous déployons et ceux du gouvernement précédent, il est évident que nous en faisons davantage.

Initiatives ministérielles

Lorsque nous examinons la situation, il semble y avoir beaucoup de rancœur relativement au retrait des avions CF-18. Il ne fait aucun doute que la réorientation de notre mission a permis à nos partenaires de l'OTAN de poursuivre la mission de bombardement. Manifestement, ce n'est pas là le signe d'un gouvernement qui se défile. Nous demeurons engagés dans la lutte. Nous avons redéfini notre capacité à cet égard et nous allons de l'avant avec une approche différente, une approche qui non seulement est fidèle à ce que nous avions promis pendant la campagne électorale, mais qui permettra également de soutenir la région durablement. C'est sur ce plan que les Canadiens excellent depuis toujours.

Le 150^e anniversaire du pays approche à grands pas, et je m'en voudrais de ne pas rappeler que le Canada a toujours répondu « présent » lorsque les événements nécessitaient son intervention, depuis la guerre des Boers jusqu'aux deux guerres mondiales; il était d'ailleurs là lorsque les Alliés ont pris d'assaut les plages de Normandie. Nous avons joué un rôle pendant la guerre froide, et nous étions en Afrique, en Bosnie et en Afghanistan. Le Canada n'est pas isolationniste; il ne l'a jamais été et il ne l'est pas davantage ces jours-ci. J'ai au contraire le sentiment que la manière dont nous abordons la politique étrangère, la forme que nous lui donnerons et le rôle porteur que nous jouerons auprès des organismes d'aide humanitaire, en partenariat avec nos partenaires des Nations unies, serviront les intérêts de notre pays.

L'ancien gouvernement refusait de faire du Canada le partenaire de choix qu'il était à l'époque de MM. Pearson, Trudeau, Clark, Mulroney et Chrétien. Le ton a changé sous l'ancien gouvernement. Nous avons été nombreux à constater qu'il abandonnait les rôles dans lesquels le Canada avait pourtant toujours excellé, c'est-à-dire être un partenaire indéfectible des organismes étrangers qui veulent ramener la paix, l'ordre et la saine gouvernance dans les autres parties du monde et contribuer concrètement à leurs efforts.

• (1300)

[Français]

M. Pierre Paul-Hus (Charlesbourg—Haute-Saint-Charles, PCC): Monsieur le Président, j'écoute depuis plusieurs jours les présentations de nos amis du gouvernement qui essaient de nous faire croire que leur plan est le meilleur plan possible. J'aimerais commencer par dire à mon collègue et ministre des Anciens Combattants que ce n'est pas une mission de l'OTAN. C'est une mission de coalition internationale dont l'OTAN n'est pas à la tête.

J'aimerais savoir comment les troupes et les militaires d'aujourd'hui, surtout les membres des forces spéciales qui sont déployés en Irak et en Syrie, vont comprendre la nouvelle mission. Comment ces hommes d'élite, formés pour des opérations spéciales, vont-ils comprendre le fait d'être envoyés sur un terrain de combat et de se faire dire qu'ils ne sont pas au combat? Comment un militaire peut-il comprendre cela?

• (1305)

[Traduction]

L'hon. Kent Hehr: Très facilement, je crois, monsieur le Président. Le général Vance a très bien expliqué la mission. Dans le cadre d'une approche coordonnée, les Forces armées canadiennes accompliront leur tâche et participeront aux efforts de manière différente. Elles apporteront un soutien en formant les forces locales et en mettant sur pied des systèmes afin que celles-ci soient mieux en mesure de combattre le groupe État islamique.

Le plan n'a pas été développé en vase clos. Il a été élaboré pendant une période de temps suffisante pour permettre aux militaires d'obtenir les informations nécessaires des meilleures sources. Le

général Vance a été explicite. Il est persuadé que les militaires canadiens sont prêts à accomplir cette mission, que celle-ci améliorera les choses et qu'elle permettra aux Canadiens de faire ce à quoi ils ont toujours excellé, c'est-à-dire tisser des liens véritables sur le terrain.

M. Kennedy Stewart (Burnaby-Sud, NPD): Monsieur le Président, nous tentons de comprendre s'il s'agira ou pas d'une mission de combat. Nous avons écouté les députés d'en face prononcer leurs allocutions les uns après les autres et nous répondre évasivement.

Les libéraux ont-ils honte d'admettre qu'il s'agit d'une mission de combat? Est-ce une mission sans combat? De quel type de mission s'agira-t-il au juste? Participerons-nous au combat, oui ou non?

L'hon. Kent Hehr: Monsieur le Président, je comprends que le député ait du mal à saisir que le Canada a un rôle à jouer dans le monde, et que cela suppose un engagement concret dans le Moyen-Orient. C'est l'approche que nous privilégions. Nous comptons déployer une mission bien réfléchie qui nous permettra de prendre les mesures nécessaires pour appuyer les nouveaux efforts d'entraînement, renforcer la capacité dans la région et promouvoir les valeurs canadiennes et les éléments qui contribueront à la stabilité à long terme de la région. Nous déploierons des efforts diplomatiques afin d'aider le Liban, la Jordanie et d'autres à favoriser la durabilité à long terme, la démocratie et la sécurité pour les habitants de la région.

Je trouve surprenante l'incapacité du député à comprendre comment tout cela est dans l'intérêt de la région comme dans celui du Canada.

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Cela n'a rien d'étonnant, monsieur le Président. Le ministre pourrait-il nous en dire deux mots? C'était une question électorale. Il s'agit du plan réfléchi dont parle depuis un certain temps le présent gouvernement libéral. Nous avons dit que les CF-18 seraient retirés.

La compassion du gouvernement l'a amené à mettre sur pied un plan qui permettra au Canada de jouer un rôle de premier plan dans la consolidation de la paix.

L'hon. Kent Hehr: Monsieur le Président, aucun député — ou aucun Canadien d'ailleurs — ne devrait être surpris d'apprendre que le rôle des CF-18 va être modifié. Nous avons été clairs à ce sujet. Nous avons élaboré un plan qui nous permettra de mieux faire les choses à court et à long termes. C'est ce qu'il nous permettra de faire. Notre approche ne concerne pas seulement ce que nous faisons au Moyen-Orient, mais aussi ce que nous faisons au Canada. Notre promesse d'aider 25 000 réfugiés syriens est importante pour nous, et elle permettra d'améliorer la réputation du Canada dans le monde. Elle nous permettra aussi de jouer un rôle important dans la situation géopolitique actuelle.

[Français]

M. David Lametti (secrétaire parlementaire de la ministre du Commerce international, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais d'abord remercier les membres des Forces armées canadiennes qui sont actuellement en Irak et en Syrie. C'est grâce à leur courage et à leur compétence que nous avons pu formuler une politique plus ample permettant d'aider toutes les personnes de la région.

Initiatives ministérielles

•(1310)

[Traduction]

Je veux axer mes remarques sur trois grands thèmes: premièrement, notre mandat; deuxièmement, la nature du travail d'équipe, pour ainsi dire; et troisièmement, le leadership. J'utiliserai quelques métaphores sportives. Je ne le fais pas parce que cette question n'est pas sérieuse, mais pour expliquer la nature du travail d'équipe. C'est souvent utile. J'ai enseigné au niveau universitaire pendant 20 ans. Je comprends donc que, pour aider les Canadiens de différents milieux à comprendre ce que nous faisons, il est parfois utile d'employer des analogies et des métaphores d'autres domaines, et c'est exactement ce que je vais faire.

Premièrement, concernant notre mandat, les libéraux ont dit clairement en campagne électorale que nous retirerions les chasseurs aériens de l'Irak et que nous examinerions notre rôle global dans la lutte contre Daech, et c'est précisément ce que nous faisons. Nous avons également été clairs dans notre condamnation de Daech et de tout ce qu'il représente et tente d'accomplir, promettant d'épauler nos alliés contre vents et marées, et c'est précisément ce que nous faisons. En proposant cette reformulation de la mission, nous remplissons notre mandat; en mettant l'accent sur l'aide humanitaire, la formation et la collecte de renseignements, nous fournissons les moyens voulus pour aider à remporter cette lutte, car cette lutte a évolué.

Je vais maintenant employer une métaphore sportive pour expliquer mes propos dans des termes que les Canadiens comprennent.

[Français]

J'ai été entraîneur de soccer pendant plusieurs années et j'ai joué au hockey toute ma vie. J'ai été entraîneur, gérant et sélectionneur. J'ai donc beaucoup d'expérience en ce qui concerne la formulation de stratégies d'équipe et l'évaluation des atouts et des faiblesses des joueurs. Il est très important que je fasse part de cette expérience aux Canadiens et Canadiennes afin qu'ils saisissent exactement ce que nous sommes en train de faire en ce qui a trait à notre mission contre Daech.

Lorsque j'étais vice-doyen de ma faculté de droit, la blague était que j'étais entraîneur de soccer à temps plein et professeur de droit à temps partiel. Dans une équipe, chaque joueur a un rôle et chaque joueur a ses atouts et ses faiblesses. Parfois, les rôles changent selon les circonstances. Il faut toujours tenir compte des circonstances qui changent sur le terrain et au cours d'une saison.

Je vais donner quelques exemples. Dans mon équipe, un joueur s'appelait Benjamin. Lors de la saison hivernale, il était mon meilleur marqueur dans une ligue à sept contre sept. Durant l'été, les besoins de l'équipe ont changé et il a été muté vers le rôle de défenseur central, un rôle très important pour l'équipe. Nous avions perdu notre meilleur marqueur de la saison hivernale, mais c'est quelque chose qu'il faut faire de temps à autre, après une évaluation des atouts et des faiblesses de l'équipe et des circonstances.

Je pourrais aussi parler de Benoît, qui était un autre marqueur de très grande qualité. Lorsque notre gardien de but était blessé, il a dû prendre sa place. Parfois, il faut faire ce qu'il faut.

Je mentionnerai maintenant un exemple que tous pourront comprendre facilement. Tous les quatre ans, lorsque vient le temps de former l'équipe de hockey du Canada en vue des Jeux olympiques, on demande parfois à des marqueurs de première qualité de la Ligue nationale de hockey de jouer un rôle défensif. Ce n'est pas nécessairement parce qu'ils sont moins bons. Ils sont parfois

meilleurs offensivement que les autres joueurs de première ou deuxième ligne. Toutefois, ils ont également d'autres atouts qui les rendent plus aptes à combler un rôle défensif.

On gagne assez souvent. Tout cela pour dire que c'est une stratégie gagnante. Le contexte change également. Il faut tenir compte du contexte et de ce qui se passe sur le terrain en Irak et en Syrie.

Voici un autre exemple: j'ai créé une équipe basée sur le contrôle du ballon. Un jour, je suis arrivé sur un terrain où le gazon n'avait pas été coupé; il était d'une hauteur de 10 centimètres. J'ai tout de suite dit à mes joueurs que dans de telles circonstances, notre façon de jouer n'allait pas fonctionner, qu'on allait botter le ballon loin et qu'on allait courir pour l'attraper. Cela a bien fonctionné. On a très vite marqué deux ou trois buts dans le match, et on l'a gagné.

Parfois, il faut regarder le terrain, analyser ce qui se passe et prendre une décision en conséquence.

•(1315)

[Traduction]

C'est exactement ce qui se passe avec notre mission contre Daech. Nous ne pouvons pas tous être marqueurs, même si nous sommes très talentueux. Nous ne pouvons pas tous être des premiers défenseurs, même si nous sommes les meilleurs. C'est ainsi, tout simplement. Il faut former une équipe et tous les rôles doivent être remplis.

Lorsque j'ai demandé au député, il y a un instant, si d'autres alliés consacraient plus d'efforts à la mission humanitaire ou à la collecte de renseignements, il n'a pas su me répondre.

Nous ne faisons pas cela parce que nous sommes faibles, que nous n'avons aucun rôle à jouer ou que nous ne sommes pas des leaders dans la lutte contre Daech. Au contraire, nous le faisons parce que nous sommes des leaders, parce que nous pouvons remplir ce rôle et parce que nous avons vu les conditions sur le terrain changer au cours des derniers mois. Nous savons qu'il faut recueillir des renseignements, entraîner les combattants locaux, fournir une aide humanitaire et recourir à la diplomatie.

Ne vous méprenez pas: cette bataille sera remportée par les combattants locaux qui reprendront leur territoire. Nous aidons à leur entraînement. Oui, les frappes aériennes sont utiles. Il faut toutefois que certains d'entre nous forment les combattants locaux pour nous positionner de manière à remporter la victoire finale.

Il ne s'agit pas d'une mission unidimensionnelle. Franchement, il est parfois assez curieux de voir les députés d'en face insister sur les frappes aériennes canadiennes comme s'il s'agissait de la seule façon de vaincre l'adversaire, sans tenir compte des capacités de la coalition, dont les frappes aériennes constituent un grand atout.

J'aimerais présenter un autre exemple, celui-ci un peu plus théorique. David Ricardo, un économiste ayant vécu au XIX^e siècle, a mis au point les lois de l'avantage comparatif, sur lesquelles repose notre mission commerciale internationale. Selon cette théorie, il peut arriver qu'on demande à un pays qui dispose des meilleurs pilotes de plutôt mettre à profit ses capacités en matière de formation, d'aide humanitaire, de relations diplomatiques et de collecte de renseignements simplement parce qu'il peut ainsi apporter la meilleure contribution possible à la stratégie d'ensemble, qui vise en l'occurrence à gagner la bataille contre Daech.

Les choses sont très claires pour nos alliés. Ils ont élaboré avec nous une politique globale.

[Français]

Je vais maintenant dire quelques mots sur le leadership. Parfois, le leadership est multiforme. Il faut l'exercer d'une façon large et ample en portant attention aux changements, et c'est exactement ce que nous sommes en train de faire.

L'opposition a un raisonnement très simpliste sur cette question. Une seule façon d'agir nous mène au désastre, comme on l'a vu avec le Conseil de sécurité des Nations unies il y a quelques années.

[Traduction]

Je suis fier d'être Canadien et j'ai confiance en nos militaires, en nos capacités de leadership et en notre aptitude à collaborer avec nos alliés pour vaincre Daech. Nous travaillons côte à côte avec nos alliés.

Il est nécessaire de remanier notre mission contre Daech pour qu'elle tienne compte de nos capacités. C'est ce que souhaitent nos alliés et c'est la meilleure façon de faire avancer les choses.

M. Dan Albas (Central Okanagan—Similkameen—Nicola, PCC): Monsieur le Président, je remercie le député d'en face de son intervention. Bien que je ne sois pas d'accord avec lui sur une bonne partie des métaphores sportives qu'il a employées, je le remercie quand même de ses observations. Je taquine souvent, d'ailleurs, le gouvernement et le député sur leur tendance à consulter. Si le député n'a pas la réponse à ma question, je l'invite à consulter son gouvernement; il pourra peut-être obtenir une réponse et nous la communiquer plus tard.

Ma question porte sur l'indemnité de réintégration après le combat, qui sert à aider les membres des forces armées à réintégrer leur famille lorsqu'ils reviennent au pays après avoir participé, pendant une partie ou la totalité du déploiement, à des opérations de combat définies par le chef d'état-major, sans avoir obtenu de congés spéciaux.

Je parle de cette indemnité parce que j'aimerais que le député ou le gouvernement réponde à la question suivante: les membres des Forces armées canadiennes qui participent actuellement à des opérations en Irak et en Syrie auront-ils droit à cette indemnité? S'ils n'y ont pas droit, le député pourrait-il exiger, lorsqu'il se réunira en caucus avec ses collègues, qu'elle leur soit accordée en raison du contexte très difficile dans lequel se déroulent les opérations auxquelles ils participent?

• (1320)

M. David Lametti: Monsieur le Président, je communiquerai la question du député au ministre de la Défense nationale et au ministre associé de la Défense nationale et je m'engage à discuter du sujet avec eux.

Mme Sheila Malcolmson (Nanaimo—Ladysmith, NPD): Monsieur le Président, même si le Conseil de sécurité des Nations unies a adopté trois résolutions concernant l'Irak, aucune d'entre elles n'autorisait la mission militaire.

Le Conseil de sécurité exige cependant des mesures pour empêcher l'envoi de capitaux aux combattants étrangers et supprimer l'aide financière à l'armement des organisations terroristes.

Le Traité sur le commerce des armes serait un moyen d'empêcher ce financement. Il réglementerait la circulation d'armes entre pays et, s'il était appliqué à l'échelle mondiale, il pourrait priver les régimes les plus brutaux de la planète de fonds pour les combats menés par des terroristes et des rebelles.

Initiatives ministérielles

Le Traité sur le commerce des armes est entré en vigueur il y a plus d'un an; or, le Canada est le seul pays de l'OTAN à ne pas l'avoir encore signé et à ne pas avoir encore adhéré à ses principes. Le nouveau premier ministre a annoncé que le gouvernement le signerait. Dans ce coin-ci de la Chambre, nous allons nous réjouir quand cela se fera.

Le ministre nous dirait-il si le gouvernement est passé à l'action et, dans la négative, pourquoi il tarde à le faire?

M. David Lametti (secrétaire parlementaire de la ministre du Commerce international, Lib.): Monsieur le Président, je remercie la députée de sa question et de la promotion.

Je trouve la question pertinente, et le sujet m'intéresse. Je sais que le ministre des Affaires étrangères a été saisi du dossier, et j'espère que nous pourrons bientôt informer la Chambre de notre position.

[Français]

M. Matt DeCourcey (Fredericton, Lib.): Monsieur le Président, je remercie mon collègue de son discours. J'apprécie bien la métaphore qu'il a utilisée en ce qui concerne les sports d'équipe, ayant été moi-même défenseur sur le terrain de soccer, malgré que je n'ai jamais été un bon marqueur de but.

[Traduction]

Je me demande si le député pourrait nous en dire un peu plus sur ce qui fait que c'est un travail d'équipe que nous entreprenons dans le cadre d'une approche pangouvernementale, et nous parler des efforts multidimensionnels que nos militaires, nos effectifs diplomatiques ainsi que nos leaders politiques entreprendront pour faciliter le règlement des problèmes actuels dans cette région où nous cherchons à jouer un rôle de premier plan.

M. David Lametti: Monsieur le Président, comme l'ont signalé plusieurs députés au cours des débats des derniers jours, nous prévoyons de faire plusieurs choses. Manifestement, nous avons l'intention de soutenir nos alliés dans la poursuite de la mission de bombardement, comme notre collègue d'en face l'a mentionné.

Plusieurs pays, dont la France, se sont récemment joints à la force pour accroître la force de frappe de nos alliés. Nous n'avons pas besoin de le faire. Nous passons à d'autres choses tout aussi importantes, voire plus importantes, comme l'entraînement de soldats au sol, la mission humanitaire — qui consiste à aider les gens, à contribuer à éviter les situations qui grossissent les rangs des réfugiés — et les activités de renseignement, qui sont d'une importance capitale dans tous les théâtres, comme le sait le ministre de la Défense nationale, car il en a fait l'expérience directe.

Daech finira par être défait et il sera alors dans notre intérêt d'avoir ces gens sur le terrain.

• (1325)

M. Randall Garrison (Esquimalt—Saanich—Sooke, NPD): Monsieur le Président, je tiens à informer la Chambre que je partagerai mon temps de parole avec le député de Drummond.

Initiatives ministérielles

Comme tous les députés, les néo-démocrates sont heureux de tenir à la Chambre ce débat sur la meilleure façon de lutter contre l'EIIS et de le vaincre.

Il est intéressant de constater que le gouvernement libéral suit le précédent créé par les conservateurs en demandant au Parlement d'approuver le déploiement de troupes canadiennes dans des zones de conflit actives. Je pèse mes mots, parce que les conservateurs et les libéraux affirment, tant l'un que l'autre, que les motions présentées à la Chambre ne portaient pas sur des missions de combat.

Que demande-t-on à la Chambre? Je présume que le précédent établi consiste maintenant à faire approuver le déploiement de troupes dans des zones de conflit actives.

Le Nouveau Parti démocratique estime que c'est tout à fait pertinent, étant donné que les gouvernements prennent peu de décisions plus importantes que celle de mettre leurs militaires en danger. Malgré cela, le débat public semble s'être dirigé vers une impasse sur la question de savoir s'il s'agit d'une mission de combat ou non. Ce que je trouve étrange, c'est que la mission militaire visée par la motion dont nous sommes saisis aujourd'hui semble pratiquement identique à la mission précédente des conservateurs, quelle que soit la façon dont on la qualifie.

Non, ce ne sont pas des avions canadiens qui vont larguer les bombes, mais le Canada continuera de participer pleinement à la mission de bombardement alliée, avec les deux appareils de surveillance Aurora et l'avion ravitailleur. De plus, nous allons envoyer quatre hélicoptères effectuer des missions en Irak. Et c'est sans compter que, comme l'a confirmé le général Vance vendredi, les Forces canadiennes continueront de marquer les cibles au sol pour les missions de bombardement des alliés.

La motion parle aussi de l'autre partie de la mission militaire, que l'on qualifie assez librement de « mission de formation » et qui comprend explicitement les conseils et l'aide fournis aux troupes locales, y compris l'accompagnement des troupes kurdes au front et, toujours selon le général Vance, des combats contre le groupe État islamique au besoin.

En triplant l'importance de cette partie de la mission, le Canada est nettement en train de s'engager dans une plus grande participation aux combats au sol. Et, aux yeux de la plupart des Canadiens, si les Forces canadiennes sont au front et combattent l'État islamique au besoin, il s'agit bel et bien d'une mission de combat.

Je tiens à le dire une fois de plus, tous les députés font confiance aux Forces canadiennes et personne ne doute de leurs capacités, qu'il s'agisse de bombarder l'ennemi ou de former des troupes alliées. Personne ne doute de la volonté des Forces canadiennes de se battre ou de courir autant de risques qu'il le faut, au service du Canada et de la paix dans le monde.

J'irais même jusqu'à défendre les Forces canadiennes et le général Vance en particulier en disant qu'ils subissent les contrecoups de ce débat sémantique sur la nature de la mission, car je crois que l'état-major de la Défense canadienne a toujours décrit clairement la mission en Irak comme une mission hybride se situant quelque part entre la mission de combat traditionnelle et la mission sans combat.

Le problème, pour le gouvernement libéral, c'est qu'il soutenait auparavant que la mission des conservateurs était une mission de combat et qu'il a clairement demandé, durant la campagne, que l'on mette fin à ce qu'il appelait la mission de combat du Canada en Irak. Nous constatons maintenant que les libéraux ont modifié la désignation de la mission plutôt que la mission elle-même. Malheureusement, comme l'un de mes amis l'a laissé entendre, il semble parfois que le rouge soit peut-être le nouveau bleu.

Pour en revenir à la motion dont nous sommes saisis aujourd'hui, il existe clairement une convention voulant que les gouvernements canadiens doivent présenter les motions à la Chambre afin qu'il y ait un débat et un vote. Il est tout simplement ironique que les conservateurs et les libéraux affirment que leurs motions portaient sur des missions sans combat.

Quoi qu'il en soit, il y a ici un enjeu plus important que les paradoxes de la propagande politique. La motion dont nous sommes saisis va au-delà de l'aspect militaire. En fait, un plaisantin pourrait même la décrire comme une motion omnibus.

Il n'en demeure pas moins que les néo-démocrates se réjouissent de constater que dans la motion, le gouvernement met de nouveau l'accent sur la diplomatie, réitère son engagement à aider les populations touchées par le conflit dans cette région et indique qu'il demeure résolu à aider les réfugiés. Les néo-démocrates ont toujours soutenu que le Canada doit jouer un rôle en offrant de l'aide humanitaire dans la région et en tendant la main aux réfugiés.

Les nobles objectifs du gouvernement en ce qui a trait à l'aide aux réfugiés sont dignes d'éloges, même si la majorité des activités sur le terrain ont jusqu'à maintenant été réalisées par des groupes de parrainage privés, et même si le programme comporte encore d'importantes lacunes. Comme le gouvernement le sait très bien, je demeure très préoccupé par l'efficacité des mesures qu'il a mises en place pour aider les personnes les plus à risque, c'est-à-dire les réfugiés LGBT de la région.

Il est de plus en plus urgent d'offrir une aide humanitaire accrue dans cette région. Lorsque je me suis rendu là-bas, il y a deux semaines, les gens étaient extrêmement inquiets, car ils craignaient que les pressions découlant de la présence de réfugiés syriens dans les pays voisins de l'Irak et de la Syrie — 1,9 million en Turquie, 1,2 million au Liban et plus de 650 000 en Jordanie — entraînent ces pays dans le conflit. Il ne fait aucun doute que le Liban et la Jordanie sont au bord de la dévastation économique et sociale, car les réfugiés représentent respectivement 20 % et 10 % de leur population.

Donc, les mesures énoncées dans cette motion, qui visent à offrir cette aide, sont extrêmement importantes. Cela dit, une fois de plus, nous devons essentiellement déterminer aujourd'hui quelle est la meilleure façon de contribuer à la lutte contre le groupe État islamique.

• (1330)

Encore une fois, tout le monde à la Chambre reconnaît que le groupe État islamique représente une menace pour la paix et la sécurité dans le monde. Les néo-démocrates, comme les députés de tous les autres partis à la Chambre, ont vivement condamné les actes terroristes du groupe État islamique et son idéologie extrémiste violente. Nous déplorons qu'il continue de violer les droits de la personne de façon ignoble, systématique et généralisée. Nous croyons non seulement que la communauté internationale a l'obligation de mettre fin à l'expansion du groupe État islamique, d'aider les réfugiés et de lutter contre la propagation de l'extrémisme violent, mais aussi que le Canada devrait être un chef de file à cet égard. Cependant, les néo-démocrates ont dit clairement que la mission actuelle ne correspond pas au rôle que le Canada devrait jouer. Nous voyons peu de différences entre la position des conservateurs et celle des libéraux. Nous croyons qu'il faudrait mettre fin à cette mission militaire au lieu de l'étendre. Nous sommes préoccupés par le caractère indéterminé de l'engagement que nous nous apprêtons à prendre.

Initiatives ministérielles

Les frappes aériennes et les autres mesures qui ont été prises jusqu'à présent n'ont pas empêché le groupe État islamique d'administrer un territoire et d'agir comme un État, ce qui, selon son idéologie, est essentiel pour établir sa légitimité, et son autorité repose principalement sur sa capacité à inspirer la loyauté chez ses partisans, que ce soit à l'échelle régionale ou à l'étranger. En dépit des réussites tactiques qu'elles ont permis d'obtenir, les frappes aériennes se sont néanmoins avérées un échec sur le plan stratégique.

L'autre option préconisée par le gouvernement, qui consiste à entraîner les forces irakiennes pour qu'elles combattent le groupe État islamique, semble s'appuyer sur la même vision étroite en misant sur l'aspect tactique. Même si cette approche était couronnée de succès, il serait peu probable qu'elle mène à l'objectif stratégique visé, qui est de vaincre le groupe État islamique. La motion propose d'éliminer la menace à court terme au moyen d'une tactique qui, dans le meilleur des cas, prendrait plusieurs années à mettre en oeuvre.

Après avoir fourni pendant plus de 10 années de l'aide dans le cadre de raids aériens et de campagnes terrestres, puis avoir été chargé d'une mission de formation sur le terrain à laquelle ont participé jusqu'à 3 000 Canadiens sur une période tout aussi longue, où en est le Canada dans la lutte contre les talibans en Afghanistan? En décembre, l'aéroport de Kandahar a été envahi pendant une journée, et plus de 70 personnes ont été tuées. Pas plus tard que la semaine dernière, le gouvernement afghan a reconnu qu'il allait concéder aux talibans le contrôle d'à peu près toute la province de Helmand.

S'il n'est pas d'accord avec l'option des conservateurs, qui consiste à accroître les bombardements, ou l'option des libéraux, qui consiste à mettre l'accent sur la formation et sur l'aide aux responsables des bombardements, qu'est-ce que le Parti néo-démocrate recommande? La meilleure stratégie pour éliminer la menace que représente l'EIIS, c'est de priver celui-ci de la capacité de contrôler le territoire par d'autres moyens que le combat militaire, combat qu'il recherche et dont il a besoin. Voilà ce que le Conseil de sécurité des Nations unies a recommandé dans ses résolutions 2170 et 2199. Ces deux résolutions énoncent exactement le genre de rôle de chef de file que le Canada peut jouer pour lutter contre cette menace à la paix et à la sécurité mondiales.

Chaque jour, la vente de pétrole sur le marché noir rapporte de 1 million de dollars à 3 millions de dollars à l'EIIS. Si nous voulons vaincre l'EIIS, il faudra y mettre un frein. Chose curieuse, le faible prix du pétrole aurait commencé à faire le travail pour nous, puisque l'EIIS semble avoir de la difficulté à payer les salaires de ses employés en raison de la diminution des revenus découlant des ventes de pétrole. La fin de l'EIIS pourrait arriver beaucoup plus rapidement si nous reconnaissons que le pétrole n'est pas vendu dans des seaux ou n'est pas payé en argent comptant et si le Canada joue un rôle de chef de file pour pousser l'EIIS à la faillite. Malheureusement, le Canada n'a déposé qu'une déclaration de culpabilité pour financement d'activités terroristes en 2010, et plus rien depuis ce temps-là.

En 2013, l'Assemblée générale des Nations unies a adopté le Traité sur le commerce des armes, afin d'empêcher que des armes ne tombent entre les mains de ceux qui les utiliseraient pour commettre des crimes de guerre ou des violations des droits de la personne ou encore prendre part à la criminalité organisée — des groupes comme l'EIIS. Trois ans plus tard, le Canada est le seul pays de l'OTAN à avoir refusé de signer le Traité sur le commerce des armes, malgré la promesse électorale des libéraux.

Pour ce qui est des combattants étrangers qui vont grossir les rangs de l'EIIS, le Canada accuse un net retard par rapport à ses alliés. Des collectifs de partout au pays ont demandé de l'aide au gouvernement fédéral, tant sous les conservateurs que sous les libéraux, afin de protéger les jeunes des techniques de recrutement sophistiquées du groupe État islamique. Pourtant, la motion à l'étude ne parle nullement d'intensifier les efforts de déradicalisation et encore moins de plan à cette fin.

Pourquoi ne jouons-nous pas un rôle de premier plan par rapport à ces objectifs plus vastes? Pourquoi ne pas adopter une approche stratégique plutôt que de s'en tenir à une approche tactique? Voilà qui est difficile à comprendre, à moins, bien sûr, que les mesures qu'il faudrait prendre pour tarir le financement et bloquer la circulation d'armes soient susceptibles de mettre certains alliés et amis du Canada dans l'embarras. Aucune des actions que nous proposons n'implique un renoncement à la lutte contre le groupe État islamique. Certaines d'entre elles nécessiteraient éventuellement le recours aux forces militaires, pour bloquer les frontières afin d'empêcher l'exportation de pétrole ou le transport d'armes. La contribution du Canada exigerait des forces militaires équipées des outils dont elles ont besoin pour accomplir leurs tâches.

Bien qu'on y promette de resoumettre la question à la Chambre dans deux ans, la motion constitue en fait un engagement d'une durée indéfinie, comme la mission du Canada en Afghanistan, qui a duré plus de dix ans avec, comme je l'ai déjà dit, des résultats discutables pour ce qui est de la lutte contre les talibans. Le NPD ne craint pas de confier aux Forces canadiennes des missions difficiles à l'étranger. Toutefois, ce devrait être fait avec un mandat clair de la part d'une organisation internationale, comme les Nations unies ou l'OTAN, et avec des objectifs et des mesures de rendement précis, le tout assorti d'une stratégie de retrait. Le Canada a une longue et fière tradition de ce genre de contribution. Nous pouvons agir comme chefs de file de nouveau et nous devrions le faire. Malheureusement, la motion à l'étude n'offre pas cette possibilité.

• (1335)

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, après avoir écouté les interventions de plusieurs députés néo-démocrates, je salue le député, car il montre un peu plus d'audace que la plupart de ses collègues. Il semble soutenir que le Canada devrait s'employer exclusivement à détruire le financement des terroristes pour arriver à les vaincre. Je ne suis pas convaincu qu'il s'agisse d'un combat purement financier.

D'un côté, les néo-démocrates soutiennent que le Canada ne devrait jouer aucun rôle dans cette histoire. De l'autre, les conservateurs critiquent le retrait des CF-18. Je crois que nous perdons de vue tout ce que fait le gouvernement du Canada. Nous avons à coeur de soutenir nos alliés et de mettre notre expertise technique à leur disposition: c'est pourquoi nos militaires chevronnés renforceront la formation des forces irakiennes et d'autres forces pour qu'elles soient en mesure de combattre l'EIIS sur le terrain.

Le député ne convient-il pas qu'il doit se passer quelque chose sur le terrain pour qu'on puisse vaincre l'EIIS, et que le Canada peut jouer un rôle de premier plan et utiliser son expertise pour former et conseiller les militaires sur le terrain, de façon à avoir, à long terme...

Le vice-président: Le député d'Esquimalt—Saanich—Sooke a la parole.

Initiatives ministérielles

M. Randall Garrison: Monsieur le Président, je suis loin d'être convaincu que le député a écouté aussi attentivement qu'il le prétend ce que nous disons, de ce côté-ci de la Chambre, parce que nous appuyons les initiatives grâce auxquelles le gouvernement veut acheminer de l'aide humanitaire aux réfugiés afin d'éviter l'effondrement des pays environnants. Par contre, nous avons aussi réclamé des mesures de lutte contre la radicalisation, mais il n'en est nulle part question dans la motion.

Cela étant dit, lorsque le député parle de ce qu'il y a à faire sur le terrain, il refuse de comprendre ce que j'ai démontré à plusieurs reprises ici, à la Chambre. L'EIIS recherche l'affrontement militaire direct, que dans son idéologie il voit se concrétiser près de la ville de Dabiq, avec pour résultat la défaite de l'Occident, la fin du monde et la fin de tout.

Mieux vaudrait, et de loin, empêcher l'EIIS de contrôler le territoire qu'il appelle son califat — et dont il oblige les habitants à lui jurer loyauté — et de recruter des adeptes de par le monde. Si nous empêchons l'EIIS de faire cela, en plus de tarir ses sources de financement et d'approvisionnement en armes et en combattants étrangers, alors nous l'aurons vaincu. Ce n'est pas une défaite tactique que nous devons infliger à ces idéologues fondamentalistes, mais une défaite stratégique.

M. Bob Zimmer (Prince George—Peace River—Northern Rockies, PCC): Monsieur le Président, lorsque le député parle de tarir les sources d'approvisionnement en armes et autres de l'EIIS, il tombe dans une extrême facilité. Car comment faire? Voilà la vraie difficulté. J'aimerais bien que le député nous donne son point de vue. Comment faire tout ce qu'il dit?

M. Randall Garrison: La réponse est évidente, monsieur le Président; c'est quelque chose dont j'ai parlé dans mon discours et dont parlent sans cesse les néo-démocrates. La première étape consiste à signer le Traité sur le commerce des armes, ce que les conservateurs refusaient de faire sous le prétexte fallacieux que cela nuirait aux propriétaires d'armes à feu au Canada.

Aujourd'hui, on entend parler d'armes fabriquées au Canada qui tombent dans les mauvaises mains au Yémen. Nous pourrions donc en faire beaucoup plus, à commencer par signer le traité et assurer une meilleure surveillance des armes exportées par le Canada en ce qui a trait aux utilisateurs finaux. Pour ce qui est d'endiguer le flot d'armes dans le pays, il semble que certains de nos « amis » comme l'Arabie saoudite ne se gênent pas pour disséminer dans la région les armes achetées au Canada.

Il y a bien des choses que nous pourrions faire pour interrompre l'approvisionnement en armes.

M. Kennedy Stewart (Burnaby-Sud, NPD): Monsieur le Président, c'est toujours un grand plaisir d'écouter les interventions de mon ami à la Chambre. Il s'exprime toujours à merveille et fait ressortir d'importants détails dans un débat souvent mal compris par les deux autres partis.

Depuis les deux jours que dure le débat, je cherche en vain à savoir s'il s'agit ou non d'une mission de combat. Peut-être mon ami pourrait-il nous donner sa perspective sur la question?

• (1340)

M. Randall Garrison: Monsieur le Président, je crois que nous nous trouvons dans une impasse. Nous sommes clairement dans une zone de combat, où les troupes canadiennes se trouvent en première ligne. Elles finiront inévitablement par être entraînées dans une mission que la plupart des gens qualifieraient de mission de combat.

Plutôt que de passer beaucoup de temps à débattre s'il s'agit ou non d'une mission de combat, je vais citer de nouveau le général Vance, qui a affirmé que c'était une mission hybride, à mi-chemin entre une mission de combat traditionnelle et une mission de maintien de la paix, mais qu'il est certain que les soldats canadiens seront sur la ligne de front. Ils feront de leur mieux quand ils s'y trouveront, et nous les appuierons tous dans ces efforts. Nous nous demandons simplement si c'est la meilleure façon de vaincre l'EIIS.

[Français]

M. François Choquette (Drummond, NPD): Monsieur le Président, je voudrais tout d'abord féliciter mon collègue d'Esquimalt—Saanich—Sooke pour son excellent discours et pour sa bonne connaissance du dossier. Nous avons vraiment la chance d'avoir des députés spécialisés en la matière, ici même au NPD. Nous en sommes très contents et très heureux.

Ce débat est très important. C'est un débat sur la motion du gouvernement visant à prolonger la mission militaire canadienne contre le soi-disant État islamique et du soleil levant et, bien sûr, pour d'autres portées en conséquence. C'est vraiment important d'en discuter aujourd'hui. C'est une question qui touche, d'une manière générale, tous les gens du Canada et, en ce qui me concerne plus précisément, du grand Drummond.

Avant même de parler de la proposition du gouvernement, je voudrais parler de ce qui manque dans cette proposition. Entre autres, ce qui manque, c'est la déradicalisation. On ne parle pas dans cette motion de l'importance de lutter, même ici au Canada, contre la radicalisation et de lutter pour assurer l'inclusion de toutes les communautés qui forment notre belle nation.

À cet égard, je voudrais remercier et féliciter le Regroupement interculturel de Drummondville pour la belle activité qu'il a organisée samedi dernier. Nous avons reçu à Drummondville près de 40 citoyens syriens. Ceux-ci ont été accueillis à Drummondville et nous en sommes très fiers. Nous allons veiller non seulement à ce que ces gens soient accueillis chez nous, mais aussi à ce qu'ils puissent apprendre la langue française et s'intégrer dans notre communauté et qu'il y ait des échanges culturels. C'est cela qui a eu lieu samedi. Nous avons eu la chance de goûter à de la nourriture syrienne et d'échanger, grâce à des interprètes, avec les Syriens qui sont arrivés. Nous avons eu aussi la chance d'offrir des vêtements chauds. Les gens de Drummondville ont tricoté des tuques et des foulards. Ils ont remis ces vêtements chauds aux nouveaux citoyens syriens qui sont arrivés il y a un mois ou quelques jours selon le cas. Nous sommes très fiers de cela.

Juste avant de parler en détail de la motion qui est sous nos yeux, je voudrais parler de ce qui s'est passé au Conseil de sécurité de l'ONU le 20 novembre 2015. La résolution 2249 a été adoptée à l'unanimité. Elle donne instruction à tous les États membres de prendre toutes les mesures nécessaires conformément au droit international pour prévenir et faire cesser les actes de terrorisme commis dans les territoires tombés aux mains du groupe armé État islamique en Syrie et en Irak. Par contre, la résolution n'autorise pas d'intervention militaire. Le secrétaire général Ban Ki-moon a précisé ceci: « [À longue échéance], la plus grande menace [pour les terroristes] n'est pas la puissance des missiles, mais plutôt les politiques d'inclusion [...] ».

Initiatives ministérielles

C'est cela qui est tellement important. C'est pour cela que je souligne les actions qui ont été réalisées dans ma circonscription de la part du Regroupement interculturel de Drummondville et de la coopérative Goûts du monde. C'est justement pour s'assurer de la cohésion sociale et de l'inclusion de toutes les communautés. Cela commence par de petits pas comme il y en a eu à Drummondville et comme j'espère qu'il y aura partout au Canada. C'est cela qu'il faut faire aussi sur le terrain, à l'échelle locale. Je pense que c'est vraiment important, au-delà des bombes.

À cet égard, les positions du NPD sont très claires. Pour nous, c'est très important. La nouvelle mission du premier ministre libéral soulève des questions, mais il n'y a pas de réponse. Au contraire, la nouvelle mission est très vague. Le personnel des Forces canadiennes s'enfoncé encore plus profondément dans un rôle de combat, alors qu'on avait mentionné, au départ, qu'on voulait au contraire se retirer du rôle de combat pour jouer un rôle de formation. Cela nous préoccupe vraiment.

En outre, en multipliant le nombre de soldats sur la ligne de front, comme on l'a indiqué le premier ministre, les libéraux engagent désormais le Canada dans un rôle militaire accru sans date butoir ni paramètre permettant de définir s'il s'agira d'une réussite ou pas.

● (1345)

Comme je l'ai mentionné, le NPD est vraiment préoccupé par la direction que prennent présentement les libéraux. On avait mentionné vouloir se retirer de l'aspect militaire, mais cela ne semble pas être le cas. Au contraire, on va avoir encore plus de militaires sur le terrain. On n'a qu'à se souvenir, malheureusement, de ce qui est arrivé au sergent Doiron, décédé en étant supposé ment là seulement pour offrir la formation. Toutefois, on se rend compte que lorsque les missions ne sont pas bien définies ou claires et lorsqu'il n'y a pas de paramètre précis, on se retrouve dans des situations où l'on risque d'avoir encore plus de problèmes et où on va probablement risquer la vie de nos soldats. Ce n'est pas ce que désirent les gens du grand Drummond.

Pour nous, c'est très important de tracer une ligne claire de ce que doit être une mission en Syrie, et cela n'est pas le cas présentement. Au contraire, les libéraux vont tripler le nombre de conseillers — c'est ainsi qu'ils les appellent — qui oeuvreront auprès des forces de sécurité irakiennes; certains d'entre eux travailleront dans un contexte de bataille. D'autres examineront des moyens d'améliorer le transport tactique sur le théâtre des opérations. Par conséquent, au lieu d'être une diminution des forces armées, on parle plutôt de tripler le nombre de militaires. C'est très préoccupant.

C'est pourquoi, comme le demande d'ailleurs le Conseil de sécurité de l'ONU, on exhorte les États à redoubler d'efforts pour lutter contre le groupe État islamique, notamment en freinant l'afflux de combattants terroristes dans la région et en coupant les vivres à ce groupe. Par exemple, nous aurions aimé que le gouvernement concentre ses efforts dans ces domaines et qu'il lutte contre la radicalisation, ici, au Canada.

Par ailleurs, la question du Traité sur le commerce des armes est très inquiétante. Comme on le sait, il est vraiment préoccupant que le gouvernement actuel n'ait pas encore signé ce Traité. Il faut le ratifier. Cela serait un premier geste urgent à faire, et ce serait d'ailleurs efficace pour freiner la progression du groupe État islamique, plutôt que de déployer nos soldats sur le terrain à courte échéance.

Comme je le mentionnais, nous sommes très préoccupés par rapport à cette mission et nous espérons à court terme que le

gouvernement libéral signe ce traité de non-prolifération des armes, ce qui aiderait beaucoup dans ce dossier.

Certaines choses nous préoccupent depuis longtemps. Tout d'abord, ce n'est pas une mission de combat menée dans le cadre d'un mandat des Nations unies et de l'OTAN. Pour nous, au NPD, c'est très important d'avoir une approche multilatérale dans le cadre d'un conflit armé. C'est pourquoi nous demandons au gouvernement de s'asseoir avec des représentants des Nations unies et d'organisations, comme l'OTAN, afin de trouver des solutions multilatérales et à long terme, et non pas des solutions menées par des intérêts particuliers. Présentement, ce sont plutôt les États-Unis qui dirigent la coalition. Nous avons plutôt besoin d'une coalition neutre, comme une mission multilatérale de l'ONU. Pour nous, c'est vraiment très important. C'est absent de la mission et de la motion des libéraux, et cela nous préoccupe au plus haut point.

Pour terminer, je voudrais revenir sur l'importance de travailler à l'échelle internationale, comme nous le mentionnions, soit en signant le traité sur la non-prolifération des armes, soit en s'assurant d'avoir une mission multilatérale sous l'égide de l'ONU. En outre, sur le territoire même du Canada, nous devons lutter contre la radicalisation et avoir plus d'actions et d'interventions, comme il y en a eu samedi dernier à Drummondville. Le Regroupement interculturel de Drummond, le RID, et la coopérative Goûts du Monde sont passés à l'action en assurant l'inclusion et l'accueil de toutes les communautés.

● (1350)

Il faudra s'assurer qu'il y aura une interrelation entre les communautés, et ce, afin d'avoir un meilleur pays qui soit plus accueillant.

[Traduction]

Mme Karina Gould (secrétaire parlementaire de la ministre du Développement international, Lib.): Monsieur le Président, mon collègue pourrait-il préciser ce qu'il veut dire quand il affirme que nous n'en faisons pas assez pour lutter contre la radicalisation et d'autres problèmes, et comment nous pourrions le faire sans offrir de la formation sur le terrain?

Il s'agit d'une stratégie globale qui tient compte de la situation dans son ensemble. C'est quelque chose que mes collègues d'en face ont souvent réclamé.

Le gouvernement est déterminé à travailler avec ses partenaires au sein de la coalition internationale. Il est important pour nous de veiller à ce que nous menions cette lutte sur les plans militaire, humanitaire et diplomatique.

Je serais très reconnaissante à mon collègue de bien vouloir m'expliquer comment il s'attend à ce que nous réglions ce très long conflit si nous ne tenons pas compte de ces autres piliers.

[Français]

M. François Choquette: Monsieur le Président, je remercie ma collègue de sa question.

Les mots qu'a utilisés ma collègue pour formuler sa question démontrent le nuage qui englobe la motion. Aura-t-on une mission militaire ou une mission de formation? Elle l'a dit elle-même, il s'agit d'une mission militaire et de formation. Ce n'est pas clair!

On se demande ce que veulent les libéraux. Veulent-ils une mission militaire au sol? Si c'est ce qu'ils veulent, ce n'est pas ce qu'ils expriment. Pourtant, c'est ce que nous ressentons. Nous sommes très inquiets du fait que la mission de formation se transformera en une mission militaire. Aujourd'hui, lorsqu'elle a posé sa question, elle a utilisé le même mot, et c'est vraiment préoccupant.

*Déclarations de députés**[Traduction]*

M. Garnett Genuis (Sherwood Park—Fort Saskatchewan, PCC): Monsieur le Président, j'ai écouté avec intérêt le discours du député ainsi que celui de l'intervenant précédent.

Il semble que les libéraux et les néo-démocrates nous présentent une fausse alternative. Ils disent que nous ne devons pas faire ceci car nous devons faire cela.

De ce côté-ci de la Chambre, nous estimons que nous pouvons nous impliquer de différentes manières dans la région. Notamment, nous pouvons apporter une aide humanitaire, lutter contre la radicalisation, comme je l'ai mentionné dans un discours précédent, empêcher le financement du terrorisme, voire d'autres bonnes idées que les autres partis ont exprimées.

Ne pourrions-nous pas également nous impliquer sur le plan militaire? Un danger imminent guette des populations vulnérables dans la région. Pourquoi, en plus de cette série d'activités fort importantes, ne pouvons-nous pas intervenir sur le plan militaire pour protéger les personnes vulnérables?

[Français]

M. François Choquette: Monsieur le Président, il me fait plaisir que les conservateurs me posent une question à ce sujet.

Récemment, les conservateurs étaient au pouvoir. Ils ont eu l'occasion de signer le Traité sur le commerce des armes, de le ratifier, mais ils ne l'ont pas fait. Quand on parle d'actions concrètes à court terme qui peuvent miner le soi-disant État islamique, en voilà une très simple que le gouvernement passé aurait pu accomplir, mais qu'il a malheureusement laissé tomber. Ratifier le Traité sur le commerce des armes aurait été une action concrète très simple. Malheureusement, cela n'a pas été fait.

•(1355)

[Traduction]

M. Bob Zimmer (Prince George—Peace River—Northern Rockies, PCC): Monsieur le Président, c'est grâce au projet de loi d'initiative parlementaire que j'ai présenté lors de la législature précédente que le gouvernement du Canada n'a pas signé le Traité sur le commerce des armes. Nous ne nous sommes pas engagés au regard de ce traité. Celui-ci n'empêche vraiment pas les criminels de vendre des armes à feu. C'est aussi simple que cela.

Le NPD semble penser qu'il suffit de créer une loi pour que le groupe État islamique ou les criminels y obéissent. Je pense qu'il se trompe. De plus, la signature du Traité sur le commerce des armes signifierait pour les Canadiens une autre forme de registre des armes d'épaule, créé subtilement.

Mon collègue du NPD croit-il que le groupe État islamique respecterait le Traité sur le commerce des armes?

[Français]

M. François Choquette: Monsieur le Président, comme je l'ai mentionné dans mon discours, il y a des éléments qui sont absents de la motion. D'ailleurs, un des aspects qui est absent est la déradicalisation, ici, au pays. Pourquoi en ai-je parlé? Parce que nous avons eu la chance d'accueillir une quarantaine de Syriens à Drummondville.

Non seulement il est très important de les accueillir, mais il faut aussi être là pour les accompagner et assurer l'inclusion de toutes les communautés, et ce, afin de ne pas avoir de problèmes éventuels de radicalisation. C'est ce que le gouvernement libéral doit faire au pays. Il doit avoir tous les outils nécessaires pour lutter contre la

radicalisation. Malheureusement, sur ce plan, le gouvernement libéral ne pose pas les bons gestes.

M. David Graham (Laurentides—Labelle, Lib.): Monsieur le Président, on ne doit pas donner des poissons, mais plutôt enseigner la pêche. Nous triplons l'effort de formation des forces sur le terrain qui combattent Daech. Le plan ne vise pas à retirer notre aide de la région, mais plutôt à être efficace et à apporter une aide significative sur le terrain. Cela s'inscrit dans l'objectif de l'ONU mentionné par mon collègue.

Mon collègue ne croit-il pas que la formation est importante? Choisirait-il plutôt de n'envoyer aucun conseiller?

Mon collègue veut que l'on en fasse davantage pour réduire les forces de Daech. Alors, n'est-il pas d'accord pour dire que le fait de tripler le nombre de conseillers permettrait d'améliorer la situation à long terme, en outillant les gens qui combattent Daech à long terme sur le terrain?

M. François Choquette: Monsieur le Président, la question de mon collègue est extrêmement pertinente.

C'est justement ce point de vue des libéraux que nous essayons de comprendre. Nous n'arrivons pas à comprendre si c'est une mission de formation ou une mission militaire. On va tripler le nombre de soldats sur le terrain. Nous sommes très préoccupés, car nous nous demandons si ce sera une mission de formation ou d'accompagnement. Comme cela va-t-il se transformer?

Il n'y a aucune précision, aucune balise et aucune date butoir. C'est cela qui nous inquiète, par rapport à leur mission. Nous sommes loin d'avoir la certitude que ce sera une mission de formation, et nous sommes préoccupés par le fait que cela pourrait se transformer en mission militaire.

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS*[Français]***LIFELINE SUDBURY**

M. Paul Lefebvre (Sudbury, Lib.): Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui pour signaler un regroupement dont le travail a grandement facilité l'accueil de réfugiés dans notre circonscription, soit Lifeline Sudbury.

[Traduction]

Lifeline Sudbury est composé de 17 groupes communautaires, notamment la mosquée et la synagogue locales, plusieurs églises chrétiennes et des clubs de service communautaires.

Le réseau Lifeline Sudbury a obtenu des ressources et des dons de divers intervenants. Il a contribué à l'accueil des familles syriennes à Sudbury. Jusqu'à présent, deux familles ont été accueillies et seront installées à Sudbury. Leurs enfants vont tous à l'école et un père a déjà trouvé un emploi.

Sudbury a accueilli chaleureusement les deux familles et nous avons hâte d'en accueillir de nombreuses autres au cours des prochains mois.

[Français]

Nous devons continuer d'accueillir ceux qui ont besoin d'aide. Nous sommes convaincus que nos communautés n'en seront que plus fortes, prospères et résilientes dans l'avenir.

Saluons Lifeline Sudbury et les groupes qui font un travail semblable partout au Canada.

* * *

[Traduction]

LES GRANDS FRÈRES ET GRANDES SOEURS DE WELLINGTON NORD

M. John Nater (Perth—Wellington, PCC): Monsieur le Président, hier, j'ai eu le privilège de participer à la 40^e édition de l'événement « Aux quilles pour les enfants » à Mount Forest, dans ma circonscription, Perth—Wellington. Il s'agit d'une collecte de fonds annuelle pour les Grands Frères et Grandes Soeurs de Wellington Nord.

En 1976, Marnie Mainland et son équipe de bénévoles ont amassé 500 \$ lors du tout premier tournoi de quilles. Quarante ans plus tard, Teri Dykeman et son équipe de bénévoles souhaitent amasser plus de 50 000 \$ pour financer les programmes des Grands Frères et Grandes Soeurs.

J'ai eu l'occasion de jouer quelques carreaux avec mes collègues provinciaux et municipaux de même qu'avec des bénévoles et des jeunes de la région. Les vrais gagnants de l'événement sont les enfants, et pas seulement parce qu'ils nous ont battus aux quilles, mais aussi parce qu'ils pourront profiter des activités qui seront financées grâce aux fonds amassés.

Je souhaite la meilleure des chances à tous les bénévoles des Grands Frères et Grandes Soeurs de Wellington Nord dans l'atteinte de leurs objectifs. Je les remercie d'aider notre collectivité et nos jeunes.

* * *

● (1400)

PAUL ANTHONY PALLESCHI

Mme Ruby Sahota (Brampton-Nord, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais rendre hommage à M. Paul Anthony Palleschi, un ancien conseiller régional.

Papa Palleschi, comme on l'appelait communément à Brampton, a représenté les résidents des quartiers 2 et 6, qui se trouvent partiellement dans ma circonscription, Brampton-Nord. Il a servi la Ville de Brampton en tant que conseiller pendant près de 30 ans. Ceux qui l'ont côtoyé se rappellent son engagement envers la chose publique et son exubérant sens de l'humour.

Papa Palleschi a fait partie de nombreux conseils d'administration et comités, ayant notamment été président de Peel Living. Il a aussi présidé le comité de planification de la Ville et dirigé des campagnes de financement au profit de diverses initiatives locales. Je tiens tout particulièrement à souligner ses efforts en vue d'amasser environ 1 million de dollars pour les hôpitaux William Osler.

Il va énormément manquer aux citoyens de Brampton, et son décès laissera un grand vide sur la scène politique locale.

Au nom de la Chambre, j'offre mes condoléances à sa femme, Patricia, à sa fille, Michelle, et à son fils, le conseiller Michael Palleschi, qui perpétue l'héritage de son père.

* * *

[Français]

LE LOGEMENT ET L'ITINÉRANCE

Mme Marjolaine Boutin-Sweet (Hochelaga, NPD): Monsieur le Président, ma circonscription doit malheureusement faire face aux

Déclarations de députés

problèmes en matière de logement et d'itinérance que nous vivons partout au Canada.

Une subvention au loyer permet à M. Jacques Bacon d'habiter depuis près de 30 ans dans un logement coopératif décent, malgré ses maigres revenus causés par des limitations fonctionnelles. Si le gouvernement fédéral ne renouvelle pas le financement des ententes en logement social, le prix de son loyer doublera et il pourrait se retrouver dans la rue.

La nouvelle orientation Logement d'abord de la Stratégie des partenariats de lutte contre l'itinérance, la SPLI, apportée par les conservateurs, a pour conséquence de sabrer dans le financement qui aidait à prévenir l'itinérance.

Faute d'intervenants, le Foyer de jeunes travailleurs et travailleuses de Montréal doit fermer neuf chambres pour jeunes à risque d'itinérance, et le refuge de nuit du CAP Saint-Barnabé est maintenant fermé en plein hiver, parce que deux postes d'intervenants sur quatre ont été supprimés à la suite de cette réorientation.

On parle du logement social, et en même temps, on coupe dans la majeure partie du financement en prévention de l'itinérance. Si le gouvernement libéral n'agit pas immédiatement pour remédier à cette situation, on est « dans le trouble ».

* * *

LE PURE-PAK D'ELOPAK

Mme Linda Lapointe (Rivière-des-Mille-Îles, Lib.): Monsieur le Président, le moins qu'on puisse dire, c'est que le 19 octobre dernier fut une date importante pour l'entièreté des gens siégeant ici. Cependant, il n'y a pas que nous, députés parlementaires, qui avons célébré le soir du 19 octobre 2015.

En effet, une manufacture de 300 000 pieds carrés de Boisbriand, dans Rivière-des-Mille-Îles, nommée Elopak, a souligné le 100^e anniversaire de son célèbre brevet Pure-Pak, la boîte à lait avec bec verseur qu'elle fabrique et que nous utilisons au quotidien.

D'origine scandinave, cette entreprise produit 60 % des solutions d'emballage liquide au Canada et les produit pour une multitude de compagnies aux États-Unis et au Mexique.

Je la félicite pour son accomplissement centenaire et célèbre avec elle une invention qui a — contre toute attente à l'époque — complètement résisté au temps.

* * *

[Traduction]

IVAN MATER

Mme Marilyn Gladu (Sarnia—Lambton, PCC): Monsieur le Président, je tiens aujourd'hui à rendre hommage à un éminent conservateur de la circonscription de Sarnia—Lambton qui nous a quittés la semaine dernière à l'âge de 96 ans.

Ivan Mater a grandi dans une ferme familiale des Prairies pendant la Grande Crise. En 1941, il est entré dans la Marine royale canadienne, et il a traversé l'Atlantique pas moins de 30 fois pendant la Seconde Guerre mondiale.

Déclarations de députés

Après la guerre, Ivan a participé à la construction de l'hôpital général, d'églises, d'immeubles à logement et de l'usine de Dow Chemical, à Sarnia. Il était membre depuis longtemps du Parti conservateur, du Club Kiwanis « Golden K », de l'Église baptiste centrale, des Shriners et de la Légion royale canadienne.

Sa sagesse, son amour du jardinage et son altruisme nous manqueront terriblement.

J'invite les députés à se joindre à moi pour offrir nos condoléances à ses enfants, ses petits-enfants et ses arrière-petits-enfants.

* * *

ROBERT ROONEY

M. William Amos (Pontiac, Lib.): Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui pour rendre hommage au regretté Robert Rooney, cofondateur du Festival du film international de Wakefield, et souligner son apport important à la circonscription de Pontiac.

Chaque année depuis 2010, le Festival du film international de Wakefield rassemble et inspire les membres de notre collectivité en présentant dans notre circonscription rurale les meilleurs documentaires récents devant une salle comble.

[Français]

Robert a élaboré le festival de 2016, qui se déroule actuellement. Ce fut sa dernière oeuvre artistique avant son décès, survenu le 5 janvier 2016.

Robert était un bâtisseur communautaire et une force créatrice. Il croyait que le documentaire pouvait être un agent de changement et une façon de partager les expériences importantes de la vie.

● (1405)

[Traduction]

Cinéaste, réalisateur et militant, Robert a contribué à organiser la première visite publique de Nelson Mandela au Canada.

Je remercie Robert Rooney pour son engagement social, politique et artistique. En son honneur et en l'honneur de son épouse, Brenda, j'invite les députés à assister au Festival du film international de Wakefield de 2016, qui a lieu tout près d'Ottawa et dure encore deux fins de semaine.

* * *

LES GAGNANTS DU CHAMPIONNAT CANADIEN 2016 DE CURLING JUNIOR

M. Darrell Samson (Sackville—Preston—Chezzetcook, Lib.): Monsieur le Président, je suis heureux de prendre la parole aujourd'hui pour féliciter une équipe de jeunes curleuses de la Nouvelle-Écosse qui a remporté la médaille d'or au Championnat canadien 2016 de curling junior, qui s'est déroulé à Stratford, en Ontario, du 23 au 30 janvier.

L'équipe de la Nouvelle-Écosse, composée de Mary Fay, Kristin Clarke, Karlee Burgess et Janique LeBlanc, a défait l'équipe de la Colombie-Britannique par un score de neuf à cinq. La première de l'équipe, Janique LeBlanc, habite dans ma circonscription.

[Français]

Peu de temps avant le tournoi, Janique a subitement perdu son père, Jacques LeBlanc, un fort défenseur de la culture et de la langue acadiennes en Nouvelle-Écosse et au Nouveau-Brunswick.

Cette perte fut extrêmement difficile. Cependant, la force, la détermination et le dévouement de Janique envers son sport et ses coéquipiers l'ont aidée à surmonter un défi énorme, avec des résultats hors pair.

[Traduction]

Encore une fois, toutes mes félicitations à l'équipe.

* * *

LE PARTI LIBÉRAL DU CANADA

M. Larry Miller (Bruce—Grey—Owen Sound, PCC): Monsieur le Président, on dirait qu'il faut cesser d'espérer des voies ensoleillées. Le 2 février, Willie, la marmotte de Warton, a prédit que l'hiver serait encore long et froid. Pour l'instant, il semble que Willie ait eu raison, du moins en ce qui concerne le gouvernement libéral actuel.

Ne laissons pas le député de Cape Breton—Canso et Sam, la tristement célèbre marmotte de Shubenacadie, nous berner avec leurs prédictions de printemps hâtif et de voies ensoleillées. Dans tout le pays, les Canadiens savent que nous amorçons un passage glacial, avec une escalade des déficits et des dépenses fédérales et un gouvernement qui compte se désengager de la lutte contre le groupe État islamique. Je sais que la marmotte de Warton, Willie, ne se défilera pas.

Sam nous dirait certainement de regarder du côté de son ami de Balzac pour nous montrer qu'il a raison. La marmotte de Balzac, Billy, a aussi prédit un printemps hâtif, mais le pauvre Billy et le député de Banff—Airdrie ne savent plus vraiment dans quelle direction ils doivent regarder depuis que le NPD a pris les rênes en Alberta.

Nous pouvons au moins faire confiance à Willy de Warton pour nous donner l'heure juste même si les nouvelles nous refroidissent le coeur. Avec le gouvernement libéral à la barre, nous en sommes quittes pour un hiver long et froid.

* * *

[Français]

LE MOIS DE L'HISTOIRE DES NOIRS

M. Marc Miller (Ville-Marie—Le Sud-Ouest—Île-des-Soeurs, Lib.): Monsieur le Président, je me lève aujourd'hui à la Chambre, vers la fin du Mois de l'histoire des Noirs, pour parler de l'avenir des Noirs, notamment parce que je représente la Petite-Bourgogne, un quartier historique de la communauté noire montréalaise.

Bien que défavorisée, la Petite-Bourgogne a produit une richesse étonnante de légendes mondiales du jazz, dont Oscar Peterson et Oliver Jones, ainsi que deux gouverneurs généraux, dont la première femme noire à occuper ce poste, Michaëlle Jean.

[Traduction]

La Petite-Bourgogne a l'une des plus fortes concentrations de logements sociaux en Amérique du Nord. À la discrimination s'ajoute la hausse en flèche du coût de la vie, et ces deux facteurs ensemble constituent la principale cause d'exclusion dans la société. Ils compromettent l'avenir de la communauté noire. Le gouvernement rectifiera la situation en investissant des milliards de dollars dans les logements sociaux et en réformant les allocations familiales pour que neuf familles canadiennes sur dix en bénéficient.

Il y a deux semaines, la célébration de la journée Nelson Mandela, à laquelle je participais dans l'historique église Union, de l'Église Unie, m'a rappelé que la liberté ne peut exister sans équité et que l'équité est une promesse électorale qu'aucun député ne peut se permettre de violer.

Déclarations de députés

[Français]

LES ÉLÈVES DE TORONTO—DANFORTH

Mme Julie Dabrusin (Toronto—Danforth, Lib.): Monsieur le Président, depuis la nouvelle année, compte tenu de l'arrivée de plusieurs nouveaux Canadiens d'origine syrienne dans notre communauté, des écoliers de ma circonscription, Toronto—Danforth, font leur part.

Le Canada est un pays accueillant, et son peuple est chaleureux.

[Traduction]

Voilà pourquoi les élèves des écoles primaires de ma circonscription confectionnent de merveilleuses cartes pour souhaiter la bienvenue au Canada à leurs voisins.

Des élèves des classes de français enrichi de 4^e année des écoles publiques Duke of Connaught et Chester ont confectionné de merveilleuses cartes, bilingues dans certains cas, dans lesquelles on peut lire, par exemple: « Le Canada est une zone d'interdiction de guerre! Tu auras donc beaucoup de plaisir. En passant, il vaut mieux aller se baigner en été parce qu'il fait vraiment froid l'hiver. » La carte est signée « ton nouvel ami ».

Ces élèves incarnent la bonté qui fait la réputation du Canada dans le monde. Je voudrais le remercier pour les mots de bienvenue qu'ils adressent aux nouveaux arrivants syriens de ma circonscription et je voudrais offrir à mes collègues quelques-unes de ces cartes fantastiques pour qu'ils les remettent aux nouveaux résidents de leur circonscription.

* * *

● (1410)

LES DÉPENSES GOUVERNEMENTALES

M. Phil McColeman (Brantford—Brant, PCC): Monsieur le Président, le jour où le ministre des Finances de l'Ontario se prépare à annoncer son neuvième déficit libéral consécutif, le ministre des Finances du Canada annonce qu'il adoptera la même approche libérale à Ottawa.

Les libéraux ont hérité d'un excédent de 2,2 milliards de dollars. Qu'en reste-t-il? Il n'en reste déjà plus rien. En 100 jours à peine, les libéraux se sont lancés dans de folles dépenses de l'ordre de 5 milliards de dollars, et ce, avant même de commencer à engager les dépenses prévues dans leur programme électoral.

Nous savons maintenant que le déficit fédéral sera de l'ordre de 30 milliards de dollars, trois fois plus que le montant promis lors de la campagne électorale. Le ministre des Finances reconnaît qu'il ne s'acquittera pas du mandat que lui a confié le premier ministre, à savoir équilibrer le budget au cours du premier mandat du gouvernement.

Les libéraux ont de grands projets de dépenses inconsidérées au moyen d'argent emprunté, sans aucun plan de remboursement. Ils ont abandonné toutes leurs cibles budgétaires et ce sont les familles et les entreprises canadiennes qui devront payer la note.

* * *

LA FONDATION DES MALADIES DU COEUR ET DE L'AVC

M. Seamus O'Regan (St. John's South—Mount Pearl, Lib.): Monsieur le Président, j'ai dîné avec mes parents, hier soir, et je suis très reconnaissant d'avoir eu ce privilège. Il y a trois mois, mon père a subi un triple pontage.

Février est le Mois du coeur au Canada. Les maladies du coeur et les accidents cérébrovasculaires sont responsables d'un décès toutes

les sept minutes, et 90 % de la population présente au moins un facteur de risque.

Grâce à ses 125 000 bénévoles dévoués et à 1,4 million de donateurs, la Fondation des maladies du coeur contribue véritablement à réduire ces maladies. Depuis sa création, en 1952, la Fondation a investi plus de 1,45 milliard de dollars dans la recherche, ce qui est essentiel pour atteindre son objectif de réduire de 25 % le nombre des décès attribuables aux maladies du coeur et aux accidents cérébrovasculaires d'ici 2020.

Nous devons continuer de sensibiliser nos concitoyens à l'importance d'un mode de vie sain. En appuyant la Fondation des maladies du coeur en ce mois de février, nous pouvons tous améliorer véritablement la vie des Canadiens.

En passant, mon père va beaucoup mieux.

* * *

L'IMMIGRATION, LES RÉFUGIÉS ET LA CITOYENNETÉ

M. Wayne Stetski (Kootenay—Columbia, NPD): Monsieur le Président, aujourd'hui, je tiens à saluer le travail acharné des électeurs de Kootenay—Columbia, qui se mobilisent pour faire venir des réfugiés syriens au Canada.

Partout dans ma circonscription, nous avons la chance de voir de nombreux groupes de citoyens dévoués qui s'emploient à atteindre cet objectif important, y compris le comité pour les réfugiés de Creston, le comité pour les réfugiés de Kaslo et le groupe de réinstallation des réfugiés de Kimberley. À Cranbrook, nous avons le Hub for Refugees, le groupe catholique pour les réfugiés et le groupe baptiste pour les réfugiés. À Nelson, on trouve les amis des réfugiés, le comité des réfugiés de Kootenay et le comité de la cathédrale pour les réfugiés.

Je tiens également à souligner le travail de la coalition pour les réfugiés de Nelson, qui héberge actuellement deux femmes de l'Afrique orientale, et qui cherche à faire venir leurs neuf enfants au Canada.

Je remercie tous ces gens de leur travail acharné, et je remercie tous les groupes du pays qui démontrent au reste du monde la nature généreuse des Canadiens. Nous les saluons.

* * *

LA FISCALITÉ

M. Andrew Scheer (Regina—Qu'Appelle, PCC): Monsieur le Président, vendredi, les libéraux ont inventé un nouveau terme pour décrire une taxe qui fera disparaître des emplois. En effet, la ministre de l'Environnement a déclaré que la nouvelle taxe sur le carbone de son parti est un « mécanisme de marché ». Je suppose que, pour un libéral, lorsque le gouvernement établit un taux, l'impose au public et recueille l'argent de force, il crée un mécanisme de marché.

Si on y songe, on peut trouver d'autres mécanismes de marché. Il y a le mécanisme de marché sur le revenu des particuliers, par lequel le gouvernement fédéral s'approprie de force un certain pourcentage de tout ce qu'une personne gagne, ou encore le mécanisme de marché sur les produits et services, qui force les consommateurs à payer 5 % de plus pour tout ce qu'ils achètent. Bien entendu, lorsque les gens vendent quelque chose en réalisant un profit, ils doivent aussi payer un mécanisme de marché sur les gains en capital.

Les Canadiens ne se laisseront pas bernier par ce nouveau vocabulaire. Ils savent que, lorsque le gouvernement impose des frais ou des coûts, il s'agit d'une taxe.

Questions orales

Au lieu d'inventer de nouveaux termes pour dissimuler leurs véritables intentions, les libéraux devraient tout simplement jouer franc jeu. Leur double discours est un mécanisme qui taxe notre patience.

* * *

LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

M. Sukh Dhaliwal (Surrey—Newton, Lib.): Monsieur le Président, la semaine dernière, il s'est produit dans Surrey—Newton un affrontement armé qui s'est heureusement résolu dans le calme. Il existe un lien direct entre la criminalité qui sévit toujours dans les rues de Surrey et les armes à feu illégales qui entrent au Canada par contrebande.

Je tiens aujourd'hui à féliciter le premier ministre de s'être engagé à verser aux provinces et aux territoires 100 millions de dollars par année pour soutenir les groupes de travail policiers qui s'emploient à faire disparaître les armes illégales de nos villes et à réduire la violence commise par les gangs. C'est un premier pas très important dans la lutte contre la violence armée au Canada. Cette nouvelle a de quoi réjouir tous les résidents de Surrey—Newton, car ils en ont assez de trembler de peur dans leur quartier.

Je peux affirmer aux gens de ma circonscription que le gouvernement libéral est résolu à se montrer proactif dans la lutte contre la violence armée et les gangs. Nous continuerons de poser des gestes concrets pour faire disparaître les armes à feu illégales de nos rues.

QUESTIONS ORALES

•(1415)

[Traduction]

LES FINANCES

L'hon. Rona Ambrose (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, c'est aujourd'hui une journée inquiétante pour les contribuables canadiens et les Canadiens qui ont perdu leur emploi. Nous avons appris aujourd'hui que les libéraux n'ont pas de plan de création d'emplois. Ils n'ont pas de plan pour contrôler les dépenses. Leur seul plan est d'emprunter plus d'argent.

Ce que les libéraux ne semblent pas comprendre, c'est que, peu importe la somme qu'ils empruntent et la raison pour laquelle ils l'empruntent, quelqu'un devra rembourser la somme au bout du compte.

Le premier ministre se rend-il compte que les budgets ne s'équilibrent pas d'eux-mêmes?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, j'ai été surpris d'entendre la députée d'en face affirmer que l'heure n'est pas aux dépenses, en raison de la faible croissance économique. Non seulement nous ne sommes pas d'accord avec la députée, mais nous avons également mené une campagne sur notre divergence d'opinions à cet égard.

Il semble que les Canadiens étaient d'accord avec nous. Nous investirons dans l'infrastructure. Nous permettrons aux Canadiens de la classe moyenne et à ceux qui travaillent fort pour en faire partie de garder plus d'argent dans leurs poches. Nous investirons dans l'innovation et favoriserons le genre d'avenir et de croissance dont l'économie a besoin. Voilà ce que nous nous sommes engagés à faire, et c'est exactement ce que nous faisons.

[Français]

L'hon. Rona Ambrose (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, en moins de 100 jours, les libéraux ont dilapidé un surplus, et aujourd'hui, on apprend qu'ils veulent emprunter 18 milliards de dollars pour des dépenses déjà engendrées. On apprend aussi qu'ils vont emprunter au moins 10 milliards de dollars de plus. Au lieu d'en assumer la responsabilité, ils cherchent à blâmer tout le monde pour justifier leur gestion économique lamentable.

Le premier ministre peut-il nous dire qui va payer pour tout cela?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, les Canadiens paient depuis longtemps pour les 10 années de bilans économiques lamentables des conservateurs. Ceux-ci n'ont pas pu créer la croissance nécessaire et n'ont pas pu investir dans un avenir fort et dans l'industrie manufacturière.

Cela fait 10 ans que le pays n'a pas le genre de croissance dont on a besoin. C'est justement pour cela que nous avons été élus: pour investir dans l'économie, pour bâtir la classe moyenne et pour donner un meilleur avenir à tous et à toutes.

[Traduction]

L'hon. Rona Ambrose (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, au cours des 10 dernières années, les Canadiens ont pu bénéficier d'un plan concret, qui a permis de créer, net, 1,3 million d'emplois, de ramener le fardeau fiscal à son niveau le plus bas en 50 ans, d'équilibrer le budget et de créer un excédent. Quel a été le résultat de ces efforts? Le Canada est devenu le meilleur endroit au monde où investir et créer des emplois. Qu'ont fait ces gens en seulement 100 jours? Ils ont réduit notre bilan en miettes.

Le premier ministre ne comprend-il pas que les Canadiens souhaitent en fait qu'on leur présente un plan plutôt que de voir les libéraux se lancer dans d'autres dépenses?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, pendant 10 ans, les Canadiens ont vu le gouvernement précédent déformer les chiffres, leur en dire le moins possible et refuser d'admettre qu'il avait plongé le pays dans un déficit en 2015-2016.

À notre arrivée au pouvoir, il était nécessaire d'investir dans l'économie, de réparer les torts que le gouvernement précédent était incapable de corriger et de favoriser la croissance, le soutien et les investissements qui permettront d'améliorer l'avenir de tous les Canadiens. Nous avons été élus pour prendre ces mesures, et c'est exactement ce que nous allons faire.

[Français]

M. Gérard Deltell (Louis-Saint-Laurent, PCC): Monsieur le Président, nous, les conservateurs, avons laissé la maison propre et en ordre.

Selon *La revue financière* du ministère des Finances, c'est un surplus de 1 milliard de dollars que nous, les conservateurs, avons laissé. Aujourd'hui, les libéraux accusent un déficit de 18,4 milliards de dollars. Cela n'a pas de bon sens.

C'est clair que les libéraux n'étaient pas prêts à gouverner, mais il faut absolument que le premier ministre se ressaisisse. J'en appelle à son sens des responsabilités.

Va-t-il enfin contrôler les dépenses publiques pour que tous les Canadiens puissent vivre convenablement?

Questions orales

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, j'apprécie ce que le député d'en face est en train de dire. Cependant, il n'a pas dû observer bien attentivement ses confrères élus qui, pendant 10 ans, ont truqué les chiffres, et qui essaient encore une fois de démontrer qu'ils ont laissé un surplus magique.

La réalité est qu'ils nous ont laissé un déficit. Nous avons été élus sur la base d'un engagement visant à investir dans nos communautés. Ces conservateurs proposent encore des compressions. Ce n'est pas ce dont on a besoin dans ce pays.

• (1420)

M. Gérard Deltell (Louis-Saint-Laurent, PCC): Monsieur le Président, j'aimerais que le premier ministre fasse confiance aux employés de l'État de son propre ministère des Finances, qui dit que nous avons laissé un surplus de 1 milliard de dollars.

Toutefois, on ne devrait pas être surpris par un triste bilan semblable, puisqu'il y a à peine un an, le premier ministre disait qu'un déficit s'équilibrait de lui-même. Eh bien, voilà que le monde imaginaire du premier ministre vient de s'effondrer comme un château de cartes devant lui! C'est un déficit de 18,4 milliards de dollars. C'est cela, la réalité.

Alors, quand le premier ministre va-t-il reprendre en main les dépenses publiques?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, ce que le gouvernement antérieur n'a jamais compris, et ce que les conservateurs insistent encore pour dire qu'ils ne comprennent pas, c'est que la croissance économique sert à créer la prospérité et des emplois. Ne pas pouvoir créer la croissance économique pendant 10 ans nous a justement menés à la situation actuelle.

Or les conservateurs refusent de l'accepter et proposent même que nous coupions dans l'économie canadienne actuellement au lieu d'y investir. C'est complètement farfelu, c'est exactement ce qu'ils sont en train de proposer, et c'est pour cette raison qu'ils se trouvent dans l'opposition aujourd'hui.

* * *

AIR CANADA

L'hon. Thomas Mulcair (Outremont, NPD): Monsieur le Président, les 2 600 employés d'Aveos se sentent trahis.

En effet, alors que le premier ministre était dans l'opposition en 2012, il était à leurs côtés, armé d'un mégaphone, et scandait: « So-so-solidarité! ». Il a dit:

C'est tellement de valeur qu'on est en train de devoir manifester pour demander au gouvernement [...] de respecter la loi.

Il s'est même lamenté des promesses brisées. Or maintenant qu'il est au pouvoir, il veut enlever les droits de ces mêmes travailleurs face à Air Canada.

Qu'est-ce qui a changé pour le premier ministre?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, nous sommes évidemment très préoccupés par la perte d'emplois chez Bombardier partout au pays. C'est pourquoi nous avons besoin d'investir dans l'industrie manufacturière et de fabrication de haute qualité.

De plus, nous sommes très fiers de l'accord avec Air Canada, selon lequel l'entretien des nouveaux avions C Series se fera au Québec pendant 20 ans. C'est une bonne nouvelle pour les travailleurs de cette industrie, et nous continuons d'encourager l'investissement dans l'industrie aérospatiale ici, au Canada et au Québec.

[Traduction]

L'hon. Thomas Mulcair (Outremont, NPD): Envoyés, ses beaux principes, monsieur le Président. Il est question de 2 600 bons emplois à Aveos. Les travailleurs ont dû s'adresser par deux fois aux tribunaux pour protéger leurs emplois et on leur a toujours donné gain de cause.

La Loi sur la participation publique au capital d'Air Canada est on ne peut plus claire: les postes de maintenance doivent rester à Montréal, Mississauga et Winnipeg.

Le chef libéral était de cet avis en 2012. Il a appuyé les travailleurs. Il s'est même joint à eux sur la Colline du Parlement. Or, aujourd'hui, il veut leur retirer leurs droits.

Le premier ministre appuie-t-il seulement les travailleurs lorsque les conservateurs sont au pouvoir?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, bien au contraire, nous sommes ravis de collaborer avec l'industrie et les travailleurs pour garantir de bons emplois au Canada. C'est pourquoi nous nous réjouissons de l'entente qui engage Air Canada à acheter 45 appareils Bombardier de la C Series, dont la maintenance sera faite exclusivement au Québec pendant les 20 prochaines années. Cette entente assurera de bons emplois.

Voilà un exemple du bon travail que nous faisons, et c'est précisément ce que nous continuerons de faire pour favoriser la croissance économique et la prospérité de tous les Canadiens.

* * *

L'ASSURANCE-EMPLOI

L'hon. Thomas Mulcair (Outremont, NPD): Monsieur le Président, le ministre des Finances a annoncé aujourd'hui des déficits croissants, mais il a refusé de dire si les Canadiens qui peinent à joindre les deux bouts obtiendront l'aide promise.

Des familles de l'Alberta et de la Saskatchewan sont durement touchées par les pertes d'emplois de plus en plus nombreuses; or, alors que le chômage augmente, le nombre de Canadiens recevant des prestations d'assurance-emploi diminue. Le régime fonctionne mal, et ce sont les familles qui en subissent les conséquences.

L'Alberta demande au gouvernement fédéral d'agir promptement en abaissant le seuil d'admissibilité et en prolongeant les prestations.

Le premier ministre écoutera-t-il et passera-t-il à l'action, oui ou non?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Oui, monsieur le Président, nous avons écouté. Au cours de la campagne électorale, nous nous sommes engagés à renforcer le régime d'assurance-emploi. C'est exactement ce que nous allons faire.

En fait, pendant la campagne électorale, nous nous sommes engagés à investir dans les collectivités, à aider la population et à laisser plus d'argent dans les poches des gens de la classe moyenne.

Comme nous le savons tous, le député d'en face a promis, pendant la campagne, de parvenir à l'équilibre budgétaire. Cela signifie qu'à l'heure actuelle, il retirerait des milliards de dollars de l'économie canadienne au lieu de faire les investissements nécessaires. C'est pourquoi je suis heureux de parler des promesses électorales.

Questions orales

●(1425)

[Français]

L'hon. Thomas Mulcair (Outremont, NPD): Monsieur le Président, seulement 36 % des travailleurs qui perdent leur emploi auront accès à l'assurance-emploi.

Le gouvernement libéral abandonne des milliers de travailleurs et leur famille. Ce qui est certain, c'est que ces familles ne pourront pas payer leur loyer ni leurs factures ni leur épicerie avec les phrases creuses du premier ministre.

Les libéraux vont-ils, oui ou non, créer dans leur budget un seuil universel d'admissibilité de 360 heures pour l'assurance-emploi?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, comme je l'ai déjà dit, nous nous sommes engagés à améliorer le système d'assurance-emploi pour s'assurer que les Canadiens qui en ont besoin, partout au pays, y auront accès. C'est exactement ce que nous allons faire, et nous allons investir dans l'économie.

Le député de l'opposition a malheureusement fait la promesse de couper dans l'économie canadienne au lieu d'y investir, tandis que nous, nous allons investir l'argent nécessaire pour aider les familles qui en ont tant besoin partout au pays.

* * *

*[Traduction]***L'ÉCONOMIE**

L'hon. Lisa Raitt (Milton, PCC): Monsieur le Président, aujourd'hui, le ministre des Finances a annoncé la nomination d'un énième conseiller externe à la tête d'un comité, cette fois-ci pour rendre compte en 2017 de la situation économique.

Jusqu'à maintenant, il y a eu un conseiller pour rédiger un programme économique, un conseiller pour aider le gouvernement à comprendre comment s'y prendre pour concrétiser le programme et un autre pour déterminer comment choisir les projets d'infrastructure. Or, n'est-ce pas là le travail du ministère des Finances?

Je pose la question suivante au ministre des Finances. Combien de temps les Canadiens devront-ils attendre pour voir un plan concret pendant que ces conseillers grassement payés travaillent à déterminer le sort qui sera réservé à l'économie canadienne?

L'hon. Bill Morneau (ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, ils devront attendre jusqu'au 22 mars.

Lors de la dernière élection, les Canadiens ont fait un choix. Ils devaient choisir entre un parti qui disait vouloir dresser un plan pour investir dans la croissance et quelques autres partis qui disaient vouloir sabrer dans tous les coûts pour équilibrer le budget. Les Canadiens ont fait le bon choix.

J'aimerais examiner les autres choix qu'il y avait. Si l'un des autres partis était au pouvoir, nous verrions des coupes massives à hauteur de dizaines de milliards de dollars, qui se traduiraient par une hausse du chômage à un moment où les Canadiens sont inquiets et où le pays est vraisemblablement en récession.

Les Canadiens ont fait le bon choix.

M. Andrew Scheer (Regina—Qu'Appelle, PCC): Monsieur le Président, l'autre choix serait que le pays ait encore un excédent budgétaire, comme celui que nous avons légué.

Même aujourd'hui, les Canadiens ne savent toujours pas combien d'argent le ministre des Finances leur emprunte pour combler le déficit du gouvernement libéral. Ce que savent les Canadiens et les

propres fonctionnaires du ministre, c'est que les conservateurs lui ont laissé un excédent.

Si le ministre rejette en riant les conclusions de ses propres fonctionnaires, n'est-ce pas parce qu'il doit désespérément faire porter le blâme de son incurie à quelqu'un d'autre?

L'hon. Bill Morneau (ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, je tiens à répéter à la Chambre ce que j'ai déjà dit: un mois ou deux mois ne sont pas représentatifs d'une année.

On constate que, au cours des derniers mois de l'année, les recettes du gouvernement diminuent et les dépenses augmentent. Pour nous, il est clair que les conservateurs nous ont légué un déficit, et ce, en raison de leurs actions et inactions.

Notre point de départ est donc le déficit des conservateurs et la dette supplémentaire de 150 milliards de dollars qu'ils ont laissée aux Canadiens.

M. Andrew Scheer (Regina—Qu'Appelle, PCC): Monsieur le Président, la situation financière a changé lorsqu'ils ont commencé les dépenses avec l'argent des contribuables canadiens. Ce doit être gênant pour le ministre de se rendre dans son ministère parce que tout le monde est en désaccord avec lui là-bas.

Le premier ministre vient de nous accuser de faire une utilisation sélective des chiffres. Alors, c'est vrai, avouons-le, nous avons sélectionné les chiffres du ministère des Finances.

Pour le deuxième mois de suite, le rapport du ministère des Finances nous indique que les conservateurs ont laissé un excédent aux libéraux. Le ministre accepte-t-il ce dernier rapport et, si ce n'est pas le cas, qui a-t-il l'intention de congédier?

L'hon. Bill Morneau (ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, je voudrais répéter à la Chambre ce que j'ai dit ce matin, à savoir que nous avons publié une mise à jour économique pour que les Canadiens puissent en prendre connaissance. Notre objectif consiste à être ouverts et transparents pour que les Canadiens comprennent où nous en sommes aujourd'hui et quelle orientation nous prenons.

Nous disons aux Canadiens que les conservateurs nous ont laissé un déficit. Malheureusement, les conservateurs font une utilisation sélective des chiffres en ne retenant que certains mois. Ce qui compte, c'est le bilan à la fin de l'année.

Nous allons nous employer à faire les investissements qu'il faut afin que la croissance économique reprenne pour la première fois depuis longtemps.

* * *

LA FISCALITÉ

L'hon. Pierre Poilievre (Carleton, PCC): Monsieur le Président, pour créer une entreprise exceptionnelle, il faut de l'argent et du talent. Or, les jeunes entreprises n'ont souvent pas l'argent nécessaire pour payer des gens de talent, et elles font alors appel aux options d'achat d'actions. D'ailleurs, partout au pays, des milliers d'entreprises, dont bon nombre sont situées ici même, à Ottawa, ont pu se développer grâce aux options d'achat d'actions.

Aujourd'hui, ces entreprises s'opposent à l'intention des libéraux de doubler le taux d'imposition appliqué aux options d'achat d'actions; elles font valoir que cela aurait pour effet de délocaliser des milliers d'emplois et de débouchés à l'étranger.

Les libéraux vont-ils annoncer qu'ils reviennent sur leur décision d'augmenter les impôts de ces créateurs d'emplois afin que nous puissions garder au pays ces excellents débouchés?

Questions orales

●(1430)

L'hon. Bill Morneau (ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, nous avons pris des engagements importants auprès de la population canadienne pendant notre campagne.

Nous avons dit que nous allons investir dans la classe moyenne. Nous avons déjà commencé à le faire. Nous avons dit aux Canadiens que nous voulons mettre en place une allocation canadienne pour enfants destinée aux plus vulnérables. Nous avons également dit que nous allons investir dans les infrastructures et dans l'économie novatrice.

Dans notre budget de 2016, qui sera présenté dans quatre semaines à peine, nous allons proposer un programme et un plan qui révéleront aux Canadiens comment nous allons dorénavant avoir une économie plus novatrice.

* * *

[Français]

L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION NAVALE

L'hon. Steven Blaney (Bellechasse—Les Etchemins—Lévis, PCC): Monsieur le Président, plutôt que de mettre les Canadiens au travail, les libéraux voudraient faire construire les bateaux de la Marine royale canadienne à l'étranger. Pourtant, les chantiers canadiens ont la compétence, l'expertise et les capacités pour construire ces navires ici, et les travailleuses et les travailleurs ont besoin de ces *jobs*.

Des *jobs* à l'étranger, et rien pour les Canadiens et les Canadiennes, est-ce cela l'approche libérale? Les libéraux vont-ils renier leurs propres promesses et abandonner les familles canadiennes comme ils le font pour les familles albertaines?

[Traduction]

L'hon. Judy Foote (ministre des Services publics et de l'Approvisionnement, Lib.): Monsieur le Président, le gouvernement est plus que jamais résolu à mettre en oeuvre la stratégie nationale en matière de construction navale.

Aucune décision n'a encore été prise en ce qui concerne les navires de la marine, c'est-à-dire les remorqueurs. La planification n'est encore qu'à ses débuts, mais lorsque les décisions seront prises, tout ce que nous ferons tiendra compte de l'intérêt supérieur des Canadiens et de l'industrie canadienne.

M. Kelly McCauley (Edmonton-Ouest, PCC): Monsieur le Président, la flotte de la Marine royale canadienne a besoin de remorqueurs; c'est une occasion en or pour les chantiers navals canadiens.

Des milliers d'emplois dépendent du maintien en santé du secteur de la construction navale, mais le gouvernement laisse les gens dans l'incertitude. Vendredi dernier, la secrétaire parlementaire de la ministre des Services publics et de l'Approvisionnement a dit que les navires seraient construits au Canada, mais les fonctionnaires disent maintenant qu'il n'est pas nécessaire que les nouveaux navires soient construits au Canada.

Qui dit la vérité? Le gouvernement peut-il affirmer sans équivoque que ces emplois resteront au Canada et ne seront pas exportés?

L'hon. Judy Foote (ministre des Services publics et de l'Approvisionnement, Lib.): Monsieur le Président, comme je l'ai dit, nous en sommes encore aux étapes initiales de la planification du remplacement des remorqueurs pour la marine.

À mesure que nous déterminerons ce qui est nécessaire, nous veillerons à l'intérêt supérieur des Canadiens en nous assurant que nos décisions en ce qui concerne les remorqueurs les avantageront, que l'industrie canadienne en profitera et que les navires que nous achèterons seront construits au Canada.

* * *

[Français]

LA DÉFENSE NATIONALE

Mme Hélène Laverdière (Laurier—Sainte-Marie, NPD): Monsieur le Président, l'année dernière, les libéraux dénonçaient l'ancien gouvernement et sa définition pas mal élastique de ce qu'est une mission de combat.

À l'époque, l'actuel conseiller du premier ministre en matière d'affaires étrangères disait que la mission en Irak en était une de combat. Il demandait aux conservateurs d'être plus honnêtes avec les Canadiens. Le premier ministre a changé et la mission est maintenant élargie, mais il n'y a toujours pas de réponse claire.

Le ministre peut-il enfin arrêter de nier l'évidence et admettre que nos soldats sont dans une mission de combat?

[Traduction]

L'hon. Harjit S. Sajjan (ministre de la Défense nationale, Lib.): Monsieur le Président, c'est une mission sans combat. Nous sommes toutefois dans une zone de conflit. Nos troupes seront en danger. C'est la raison pour laquelle nous atténuons les risques en mettant en place certaines capacités.

Je tiens à rappeler à la députée que nos militaires sont très bien entraînés. Je souligne également qu'ils ne sont pas les combattants principaux. Cependant, ils possèdent le droit inhérent à la légitime défense, et nous avons de solides règles d'engagement.

M. Randall Garrison (Esquimalt—Saanich—Sooke, NPD): Monsieur le Président, revoyons les faits une fois de plus. L'an dernier, les libéraux se plaignaient de l'ancien premier ministre qui, selon eux, jouait sur les mots concernant le sens à donner à « mission de combat ».

À cette époque, celui qui est aujourd'hui le conseiller principal du premier ministre en matière de politique étrangère a déclaré que la mission en Irak était une mission de combat et que le gouvernement devait faire preuve d'honnêteté envers les Canadiens à cet égard, car il s'agit d'un enjeu très important.

Même si nous avons changé de premier ministre, la mission s'est élargie, et les Canadiens ne peuvent toujours pas obtenir de réponse claire.

Le premier ministre va-t-il enfin reconnaître que, malgré les promesses faites par les libéraux pendant la campagne électorale, les militaires canadiens participent encore à une mission de combat en Irak?

●(1435)

L'hon. Harjit S. Sajjan (ministre de la Défense nationale, Lib.): Monsieur le Président, nous avons effectué une analyse très approfondie pour nous assurer que nous appuyons nos alliés dans la lutte contre le groupe État islamique.

Nous sommes déterminés à vaincre le groupe État islamique, et nous aiderons la coalition à cet égard en triplant la taille de la force de formation et en doublant les ressources consacrées au renseignement.

Questions orales

Je pense que le député conviendra que le groupe État islamique commet d'horribles atrocités et qu'il doit être vaincu, et c'est l'objectif que les Canadiens poursuivront, de concert avec leurs partenaires de la coalition.

* * *

LES RESSOURCES NATURELLES

L'hon. Candice Bergen (Portage—Lisgar, PCC): Monsieur le Président, alors que le prix du pétrole connaît un effondrement sans précédent, les gens de l'Alberta, de la Saskatchewan et du Nouveau-Brunswick sont au chômage et désespérés. Ils aimeraient trouver une lueur d'espoir.

La dernière chose dont ils ont besoin, c'est d'une taxe sur le carbone qui nuirait à l'emploi et porterait un coup fatal aux travailleurs du secteur pétrolier.

Le ministre des Ressources naturelles est-il prêt à tenir tête à ses collègues du Cabinet et à se porter à la défense des emplois au Canada? Est-il prêt à dire « non » à une taxe sur le carbone et « oui » aux emplois, pour préserver le secteur des ressources naturelles?

M. Jonathan Wilkinson (secrétaire parlementaire de la ministre de l'Environnement et du Changement climatique, Lib.): Monsieur le Président, les changements climatiques comptent parmi les principaux défis de notre génération. Nous devons trouver des solutions qui nous permettront de préserver la viabilité de l'environnement pour nos enfants et petits-enfants. Ce défi offre aussi d'énormes possibilités sur le plan économique.

Le gouvernement libéral joue un rôle de premier plan dans l'élaboration d'un cadre pancanadien en matière de changements climatiques, en collaboration avec les provinces et les territoires.

Le premier ministre rencontrera ses homologues à Vancouver dans quelques semaines. Nous examinerons toute une gamme de mécanismes, y compris une tarification du carbone, aux fins d'une stratégie globale de lutte contre les changements climatiques.

L'hon. Candice Bergen (Portage—Lisgar, PCC): Monsieur le Président, comment le gouvernement peut-il être aussi insensible? Une taxe sur le carbone désavantagerait énormément le Canada sur le plan de la concurrence. Les investisseurs quittent le Canada en masse en raison du système de réglementation embrouillé des libéraux. Pour les créateurs d'emplois, une taxe sur le carbone signifierait que le Canada n'est plus disposé à faire des affaires.

Y a-t-il un chef de file au sein du gouvernement qui agira comme le premier ministre de la Saskatchewan, qui a à coeur un Canada concurrentiel et qui souhaite que le Canada soit disposé à faire des affaires? Ou alors, sous le régime libéral, est-ce que le Canada a décidé de ne plus faire des affaires?

Une voix: Oh, oh!

Le Président: Je sais que le député de Kenora est passionné par la question. Je sais qu'il est plutôt loin, mais je l'encourage à faire preuve de retenue.

Le secrétaire parlementaire de la ministre de l'Environnement a la parole.

M. Jonathan Wilkinson (secrétaire parlementaire de la ministre de l'Environnement et du Changement climatique, Lib.): Monsieur le Président, comme je l'ai dit auparavant, le gouvernement prend au sérieux la question des changements climatiques. Nous sommes conscients des possibilités économiques pouvant découler d'une lutte efficace contre les changements climatiques. Je signale à la députée que 80 % des Canadiens vivent déjà dans des endroits où les gouvernements provinciaux ont été les

premiers à intervenir et à respecter nos obligations internationales pour ce qui est de lutter contre les changements climatiques et d'établir le prix du carbone.

* * *

L'ENVIRONNEMENT

L'hon. Ed Fast (Abbotsford, PCC): Ce sont encore des promesses rompues, monsieur le Président. À la conférence de Paris sur les changements climatiques, la ministre de l'Environnement a promis de doter le Canada d'un plan national de lutte contre les changements climatiques d'ici 90 jours. Il est maintenant évident qu'elle ne tiendra pas sa promesse. L'économie bat de l'aile, mais elle, elle propose d'imposer une taxe sur le carbone qui fera augmenter le prix de tous les biens de consommation, dont l'essence, les aliments et le chauffage.

Qu'est-ce que la ministre peut bien avoir à cacher, et quand les Canadiens pourront-ils prendre connaissance de son plan de lutte contre les changements climatiques?

M. Jonathan Wilkinson (secrétaire parlementaire de la ministre de l'Environnement et du Changement climatique, Lib.): Monsieur le Président, nous avons été à la fois clairs et transparents. Tous les premiers ministres du pays se rencontreront à Vancouver au début mars. Le premier ministre et ses homologues des provinces et des territoires pourront alors esquisser la future approche pancanadienne de lutte contre les changements climatiques. Il s'agit d'un dossier que le gouvernement prend très au sérieux. Contrairement à l'ancien gouvernement, qui n'a pas arrêté de parler des changements climatiques durant 10 ans mais qui n'a jamais rien fait pour les contrer, nous entendons marquer des progrès.

L'hon. Ed Fast (Abbotsford, PCC): Monsieur le Président, le député nous dit maintenant que l'on s'apprête à entamer les discussions sur un éventuel cadre pancanadien de lutte contre les changements climatiques. Voici ce qu'a dit la ministre sur les ondes de CBC: « Nous préparons la tenue de la rencontre des premiers ministres, qui aura lieu au début mars. C'est à ce moment-là que nous ferons connaître notre plan pancanadien. »

Or, les libéraux viennent de nous apprendre qu'en réalité, les discussions ne feront que débuter en mars. Il n'y a pas de plan de lutte contre les changements climatiques, que des milliards de dollars dépensés pour des projets futiles à l'étranger et une nouvelle taxe sur le carbone imposée aux Canadiens. La ministre va-t-elle admettre qu'elle est dépassée par les événements?

M. Jonathan Wilkinson (secrétaire parlementaire de la ministre de l'Environnement et du Changement climatique, Lib.): Monsieur le Président, nous avons très peu de leçons à recevoir de l'opposition sur la manière d'entretenir un dialogue constructif avec les provinces. Le gouvernement entend faire ce que son prédécesseur n'a pas réussi à faire, c'est-à-dire définir une approche pancanadienne efficace, en collaboration avec les provinces et les territoires.

* * *

● (1440)

LA SANTÉ

Mme Georgina Jolibois (Desnethé—Missinippi—Churchill River, NPD): Monsieur le Président, le Tribunal des droits de la personne a décrété que le gouvernement a agi de manière discriminatoire envers les enfants des Premières Nations. Des documents de Santé Canada viennent confirmer ce que les Premières Nations savaient déjà. Le rejet des demandes d'appel relatives à des soins d'orthodontie pour les enfants des Premières Nations constitue la norme. En effet, presque 100 % des demandes sont refusées.

Questions orales

Les documents en question indiquent que le gouvernement fournit ces services à condition que les parents acceptent de placer leur enfant en famille d'accueil. Voilà qui est inacceptable. Quelles mesures la ministre de la Santé a-t-elle prises pour mettre fin à cette pratique discriminatoire?

L'hon. Jane Philpott (ministre de la Santé, Lib.): Monsieur le Président, le gouvernement et moi-même sommes fermement résolus à faire en sorte que les familles des Premières Nations aient accès au moment opportun aux services de soins de santé dont ils ont besoin. J'ai collaboré avec la Direction générale de la santé des Premières Nations et des Inuits de Santé Canada afin de remédier aux résultats médiocres sur la santé qui sont observés dans les communautés des Premières Nations et dans les communautés inuites. Ma collègue m'a parlé de ce dossier. Nous poursuivons nos efforts afin de régler ces problèmes et continuons à investir 2,5 milliards de dollars par année afin que le système serve tous les Canadiens.

M. Charlie Angus (Timmins—Baie James, NPD): Monsieur le Président, selon des documents gouvernementaux soumis au Tribunal des droits de la personne, Santé Canada refuse couramment des fauteuils roulants motorisés, des médicaments sur ordonnance spéciaux et autres aux enfants autochtones. Je renvoie la ministre à l'onglet 420 des éléments de preuve présentés à l'audience, où il est question d'une fillette de quatre ans atteinte d'une lésion cérébrale anoxique qui avait besoin d'un lit médical spécialisé afin de pouvoir rentrer chez elle auprès de sa famille. Dans sa réponse, Santé Canada a écrit « absolument pas » et a refusé de payer.

Quelles instructions la ministre a-t-elle données à ses employés afin d'enrayer cette culture malveillante afin qu'on commence à dire aux enfants « absolument » plutôt qu'« absolument pas »?

L'hon. Jane Philpott (ministre de la Santé, Lib.): Monsieur le Président, les fonctionnaires de Santé Canada et de la Direction générale de la santé des Premières Nations et des Inuits sont souvent en contact avec le député pour tenter de répondre à ses préoccupations; il le sait très bien. Nous maintenons nos efforts dans le dossier.

J'ai parlé aux fonctionnaires de la direction générale. Nous convenons avec le député pour dire que les peuples autochtones ont absolument le droit d'obtenir les soins de santé nécessaires lorsqu'ils en ont besoin. Je travaillerai avec les fonctionnaires de mon ministère pour veiller à ce que nous comblions toute lacune qu'il pourrait y avoir dans le système.

* * *

LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

M. T.J. Harvey (Tobique—Mactaquac, Lib.): Monsieur le Président, ma circonscription, Tobique—Mactaquac, une circonscription rurale du Nouveau-Brunswick, abrite des entreprises prospères dans les secteurs des ressources naturelles, de l'agriculture et de la fabrication, qui ont toutes recours à l'Agence de promotion économique du Canada atlantique, ou APECA, pour les aider à investir dans de nouvelles technologies, à innover et à prendre de l'expansion.

Le ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique pourrait-il nous informer des mesures prises par son ministère pour faire en sorte que les agences de développement régional du Canada aident les entreprises canadiennes à mener leurs activités et veillent à ce que les entrepreneurs aient accès aux capitaux dont ils ont besoin afin de créer des emplois et de favoriser la croissance économique du Canada atlantique?

L'hon. Navdeep Bains (ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique, Lib.): Monsieur le Président, c'est quelque chose de très important pour le gouvernement, et nous constatons que le NPD soutient nos efforts.

Les nouvelles agences de développement régional font des investissements stratégiques qui aident les petites et moyennes entreprises. Ces investissements aident réellement les PME à innover ainsi qu'à devenir plus productives et orientées vers l'exportation. Je suis heureux d'annoncer que nous avons approuvé 37 millions de dollars en subventions de l'APECA, ce qui créera des possibilités de développement local. Je tiens à assurer à la Chambre que l'APECA jouera un rôle névralgique dans le développement économique de la région.

* * *

LE TRAVAIL

M. John Barlow (Foothills, PCC): Monsieur le Président, le gouvernement libéral démantèle petit à petit la démocratie au Canada. Le premier projet de loi présenté par la ministre de l'Emploi détruit la reddition de comptes et la transparence des syndicats. Les députés libéraux soutiennent à la Chambre que la tenue d'un scrutin secret est en quelque sorte contraire à la démocratie et qu'elle représente un lourd fardeau administratif.

J'aimerais que la ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et du Travail explique à la Chambre pourquoi elle croit qu'un scrutin secret est antidémocratique.

L'hon. MaryAnn Mihychuk (ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et du Travail, Lib.): Monsieur le Président, ce qui est antidémocratique, ce sont les projets de loi présentés de façon détournée, sans consultation appropriée...

Des voix: Oh, oh!

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît. Je sais que les gens à la maison veulent entendre les arguments des députés, mais ces derniers doivent attendre d'avoir la parole.

La ministre de l'Emploi a la parole.

● (1445)

L'hon. MaryAnn Mihychuk: Comme je le disais, monsieur le Président, il existe un processus axé sur les consultations et le dialogue entre les syndicats et les entreprises, qui s'est révélé efficace, efficient et équitable. Le gouvernement précédent a choisi de contourner le processus et de déséquilibrer le système. Nous sommes en train de changer cela.

M. John Barlow (Foothills, PCC): Monsieur le Président, il est bon de savoir que, si j'étais un député libéral, je serais sans voix, car, apparemment, un projet de loi d'initiative parlementaire est illégitime aux yeux du gouvernement actuel.

Il y a à peine quelques mois, chacun d'entre nous a été élu par un scrutin secret, l'une des principales manifestations de la démocratie canadienne. Or, le premier projet de loi présenté par la ministre de l'Emploi prive les syndiqués de leur droit démocratique à un scrutin secret. Selon un sondage, 90 % des syndiqués appuient la tenue d'un scrutin secret.

Pourquoi un scrutin secret est-il bon pour les députés, mais pas pour...

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît. La ministre de l'Emploi a la parole.

Questions orales

L'hon. MaryAnn Mihychuk (ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et du Travail, Lib.): Monsieur le Président, le but du projet de loi est de rétablir un cadre juste et équilibré. Le projet de loi présenté par l'ancien gouvernement prévoyait un cadre qui rendait plus difficile la syndicalisation et la révocation de l'accréditation syndicale dans un ensemble de règles qui nuisait à la justice et à l'équilibre des relations entre les travailleurs et les employeurs.

* * *

L'ÉTHIQUE

M. Blaine Calkins (Red Deer—Lacombe, PCC): Monsieur le Président, on a remis en question le comportement éthique du gouvernement à de nombreuses reprises et voilà qu'on recommence.

La ministre de la Justice est l'associée de son mari dans une entreprise privée. Pendant des années, il n'était pas inscrit au registre des lobbyistes, mais dès que sa femme a été nommée au Cabinet libéral, il dépoussiéré son vieux portable, a mis de nouvelles cartouches d'encre dans son imprimante et s'est enregistré à titre de lobbyiste. Est-ce que c'est cela la norme d'éthique qu'a approuvée le premier ministre lorsqu'il a dit que ses ministres devaient éviter non seulement les conflits d'intérêts, mais l'apparence même d'un conflit d'intérêts?

L'hon. Jody Wilson-Raybould (ministre de la Justice et procureure générale du Canada, Lib.): Monsieur le Président, je suis fière d'être députée et aussi fière d'être ministre de la Justice. J'ai défendu la bonne gouvernance toute ma vie. Je prends mes responsabilités en matière d'éthique très au sérieux et je vais faire tout en mon possible pour éviter de me retrouver en situation de conflit d'intérêts. C'est pourquoi mon mari et moi avons rencontré la commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique et nous avons pris toutes les mesures nécessaires pour respecter nos obligations. Nous allons suivre les conseils de la commissaire.

M. Blaine Calkins (Red Deer—Lacombe, PCC): Monsieur le Président, le premier ministre a dit qu'il ne tolérerait pas l'apparence d'un conflit d'intérêts. Ne voit-il pas cela comme un problème?

La ministre de la Justice siège à six comités du Cabinet, dont un comité responsable de l'examen des initiatives pour l'amélioration des relations avec les Canadiens autochtones. C'est exactement pour cela que son mari fera du lobbying auprès du gouvernement. La ministre de la Justice va maintenant s'occuper de questions juridiques concernant les Premières Nations. La campagne de lobbying de son mari crée un conflit d'intérêts direct.

Comment le premier ministre peut-il justifier ce conflit d'intérêts flagrant?

L'hon. Dominic LeBlanc (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, les députés de l'autre côté de la Chambre ont de la difficulté à comprendre un principe de base. Lorsque nous sommes arrivés au pouvoir, nous avons relevé la barre en matière de reddition de comptes et de transparence.

Des voix: Oh, oh!

L'hon. Dominic LeBlanc: Ils rient, monsieur le Président, parce qu'ils ont beaucoup à cacher.

Les Canadiens ont vu clair dans le jeu des conservateurs et, le 19 octobre, ils ont choisi un gouvernement qui rendrait les règles d'éthique plus strictes, qui rencontrerait proactivement la commissaire à l'éthique et qui suivrait ses recommandations. C'est ce que fait la ministre de la Justice, et c'est ce qu'elle continuera de faire.

[Français]

LES AFFAIRES AUTOCHTONES

M. Romeo Saganash (Abitibi—Baie-James—Nunavik—Eeyou, NPD): Monsieur le Président, le premier ministre a pris l'engagement d'une nouvelle relation de nation à nation avec les peuples autochtones. Il a même cité la Cour suprême pour s'en convaincre.

Or voilà que son gouvernement refuse d'entendre l'appel des Premières Nations qui s'opposent au projet de barrage du site C, en Colombie-Britannique.

Quand le premier ministre va-t-il appuyer par l'action ses paroles? Serait-ce encore une autre promesse rompue envers les peuples autochtones, comme cela a été le cas depuis 150 ans de la part des gouvernements conservateurs et libéraux successifs?

● (1450)

[Traduction]

L'hon. Jim Carr (ministre des Ressources naturelles, Lib.): Monsieur le Président, une chef du Nord du Manitoba m'a dit que, en 10 ans, elle n'a pas eu le moindre entretien avec l'ancien gouvernement conservateur.

Le gouvernement actuel a entrepris une importante série de consultations significatives avec les collectivités autochtones d'un océan à l'autre. Sans cette consultation, aucun projet énergétique ne sera approuvé. Nous ne répétons pas les erreurs des autres; nous cherchons de meilleures façons de faire les choses.

M. Nathan Cullen (Skeena—Bulkley Valley, NPD): Monsieur le Président, le problème, c'est peut-être que le ministre ne se rend pas compte que le site C n'est pas situé au Manitoba, mais en Colombie-Britannique. Malheureusement, les Premières Nations se font toujours répéter la même rengaine. En campagne, les partis promettent de faire les choses différemment, puis, une fois élus, il n'en est rien. Dans le cas du barrage du site C, le gouvernement actuel ne vaut pas mieux. Même après que le comité d'examen eut constaté que le mégabarrage aurait des conséquences négatives irréversibles sur les droits des peuples régis par le Traité n° 8, le ministre des Pêches continue de signer des permis.

Les consultations sont inadéquates. Les lettres demeurent sans réponse. Quand le gouvernement libéral va-t-il vraiment respecter sa politique de respect des Premières Nations...

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît. Le ministre des Ressources naturelles a la parole.

L'hon. Jim Carr (ministre des Ressources naturelles, Lib.): Monsieur le Président, je sais que les bonnes choses ne sont pas toutes au Manitoba; simplement elles y sont nombreuses.

Des voix: Oh, oh!

L'hon. Jim Carr: Je constate que quelques Manitobains applaudissent en face.

Monsieur le Président, le député sait que le gouvernement fait tout en son pouvoir pour signaler aux collectivités autochtones de partout au pays qu'il s'agit d'une nouvelle ère de consultations significatives de nation à nation. Cela fait plus de 10 ans qu'on n'a pas vu cela. Le temps est venu de marquer une nouvelle ère dans cette relation. Cela commence aujourd'hui.

*Questions orales***LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES**

L'hon. Tony Clement (Parry Sound—Muskoka, PCC): Monsieur le Président, on rapporte que 40 médias dirigés par l'État iranien ont offert une nouvelle prime pour l'assassinat de l'auteur Salman Rushdie. Ce nouvel appel survient le jour de l'anniversaire de la fatwa lancée par l'ayatollah Khomeyni en 1989.

Qu'on ne s'y trompe pas. Le régime de Téhéran présente une belle façade, mais il demeure une menace grave pour la paix et la stabilité. Pourquoi le gouvernement s'empresse-t-il de tendre la main à l'Iran alors que, manifestement, on ne peut pas faire confiance à ce pays?

Mme Pam Goldsmith-Jones (secrétaire parlementaire du ministre des Affaires étrangères, Lib.): Monsieur le Président, le Canada doit intensifier ses relations sur la scène internationale beaucoup plus qu'avant, et ce, même auprès de régimes qui nous posent problème. L'établissement de relations ne signifie pas que nous sommes d'accord avec la politique iranienne, mais constitue l'occasion d'amorcer un dialogue, d'assurer la sécurité à l'échelle régionale et de créer des débouchés économiques. Tourner le dos à un pays comme l'Iran n'aide pas non plus à exiger qu'il rende des comptes.

[Français]

L'hon. Tony Clement (Parry Sound—Muskoka, PCC): Monsieur le Président, peu de temps après la levée des sanctions contre l'Iran, la Russie a essayé de vendre des avions de combat et des systèmes de missiles au régime de Téhéran.

Alors que nos alliés soutiennent clairement que cette vente d'armes viole une interdiction de l'ONU, le gouvernement libéral se rapproche naïvement de l'Iran et de Vladimir Poutine.

Est-ce que le gouvernement va condamner cette vente massive d'armes qui menacent la paix et notre ami Israël?

[Traduction]

Mme Pam Goldsmith-Jones (secrétaire parlementaire du ministre des Affaires étrangères, Lib.): Monsieur le Président, nous sommes très heureux du fait que le gouvernement va adhérer au Traité sur le commerce des armes, ce que le gouvernement précédent a refusé de faire. Il s'agit d'une priorité pour le gouvernement, car nous savons que nous avons un rôle plus constructif à jouer.

L'hon. Peter Kent (Thornhill, PCC): Monsieur le Président, les militants du mouvement Boycott, désinvestissement et sanctions prétendent qu'il s'agit d'un mouvement de défense des droits de la personne. En fait, ce n'est rien d'autre qu'une campagne haineuse multidimensionnelle à peine voilée qui cible l'économie et les citoyens de la seule démocratie du Moyen-Orient. Pendant le débat de la semaine dernière, les libéraux ont tenu des propos pour le moins décousus.

Le ministre peut-il garantir à la Chambre que le gouvernement prendra cette question au sérieux lorsque notre motion sera adoptée?

Mme Pam Goldsmith-Jones (secrétaire parlementaire du ministre des Affaires étrangères, Lib.): C'est tout le contraire, monsieur le Président: Israël est un allié important et un ami indéfectible du Canada. La communauté juive est profondément enracinée au Canada et elle contribue énormément à la société canadienne.

Le boycottage d'Israël ne permettrait pas d'en arriver à une solution viable et constructive. Nous n'y sommes donc pas favorables. La motion ne nous permettrait pas, non plus, de joindre nos forces de façon constructive, car elle a pour but de semer la discorde.

Nous sommes convaincus que les négociations sont la seule façon de bâtir une paix durable.

* * *

• (1455)

[Français]

LES RESSOURCES NATURELLES

M. Rémi Massé (Avignon—La Mitis—Matane—Matapédia, Lib.): Monsieur le Président, aux prises avec une situation économique fort difficile, ma circonscription et la Gaspésie ont su développer une expertise reconnue en production d'électricité à partir de l'énergie éolienne.

En fait, notre région dispose d'une vingtaine de parcs éoliens qui produisent près de 1 000 mégawatts d'électricité à partir de l'énergie éolienne et qui créent énormément d'emplois chez nous.

Le ministre des Ressources naturelles peut-il faire part à la Chambre des engagements de notre gouvernement pour appuyer les producteurs d'énergie propre et renouvelable et créer des emplois pour les travailleurs de chez nous?

[Traduction]

L'hon. Jim Carr (ministre des Ressources naturelles, Lib.): Monsieur le Président, j'ai eu l'occasion de discuter avec les représentants du secteur de l'énergie renouvelable de la Colombie-Britannique, du Manitoba, du Nouveau-Brunswick et du Québec.

Le Canada peut se targuer d'avoir l'un des réseaux de production d'électricité les plus propres du G7 et du monde. Le gouvernement s'est engagé à investir 100 millions de dollars supplémentaires par année dans la production de technologies propres, et 200 millions de dollars supplémentaires par année dans l'innovation et l'utilisation de technologies propres dans le secteur des ressources naturelles. C'est là un réel progrès.

* * *

[Français]

LES ANCIENS COMBATTANTS

M. Alupa Clarke (Beauport—Limoilou, PCC): Monsieur le Président, le ministre des Anciens Combattants induit les Canadiens en erreur. Contrairement aux déclarations qu'il a faites, c'est le gouvernement conservateur précédent qui a pris des dispositions importantes pour lutter contre les anciens combattants sans abri.

Nous avons lancé des projets à Toronto, Calgary, Victoria et London. Ces projets ont contribué à garder les vétérans hors de la rue. De plus, c'est notre parti qui a donné au ministre le mandat précis de lutter contre le problème des anciens combattants sans abri.

Le ministre s'engage-t-il aujourd'hui à renouveler ce même mandat?

[Traduction]

L'hon. Kent Hehr (ministre des Anciens Combattants et ministre associé de la Défense nationale, Lib.): Monsieur le Président, l'une des premières choses que j'ai faites a été de consulter de nombreux anciens combattants et organismes qui défendent leurs intérêts. Ces gens et ces organismes m'ont confirmé que l'ancien gouvernement n'a fait que cafouiller dans ce dossier.

Nous avons décidé de faire les choses autrement. Nous ferons tout pour que les anciens combattants obtiennent rapidement les prestations et l'aide dont ils ont besoin, ce qui comprend les mesures de lutte contre l'itinérance.

Questions orales

[Français]

CBC/RADIO-CANADA

M. Pierre Nantel (Longueuil—Saint-Hubert, NPD): Monsieur le Président, en octobre dernier, des millions de citoyens ont voté pour faire revivre Radio-Canada après la saignée imposée par les conservateurs.

Pourtant, les mauvaises nouvelles continuent sous les libéraux. Il y a maintenant une pancarte « À vendre » devant la Maison de Radio Canada à Montréal. Cette grave décision en matière de patrimoine risque de sacrifier un symbole de la Révolution tranquille au Québec. La ministre a annoncé des consultations, c'est bien beau, mais la vente pourrait avoir lieu demain matin.

La ministre va-t-elle au moins exiger un moratoire, le temps d'explorer de meilleures options qu'une vente irréversible?

L'hon. Mélanie Joly (ministre du Patrimoine canadien, Lib.): Monsieur le Président, je remercie mon collègue de sa question.

Tout d'abord, je tiens à rappeler l'indépendance de Radio-Canada en ce qui a trait à ses opérations. Bien entendu, j'ai demandé à Radio-Canada de procéder à des consultations afin de bien saisir ce que pensent les employés, les syndicats et les acteurs politiques du milieu montréalais.

Par ailleurs, j'aimerais également rappeler à mon collègue l'importance pour Radio-Canada d'avoir un lieu pour ses employés qui corresponde aux plus hautes normes, particulièrement dans cette ère numérique.

* * *

[Traduction]

LA JUSTICE

Mme Julie Dzerowicz (Davenport, Lib.): Monsieur le Président, j'ai un neveu de 15 ans et je m'inquiète de la facilité avec laquelle les jeunes de son âge peuvent se procurer de la marijuana. Quelles mesures le gouvernement prend-il pour que la légalisation de cette substance en rende l'accès plus difficile pour les enfants et les jeunes?

La ministre de la Justice ferait-elle le point sur l'engagement de notre parti à réglementer et à légaliser la marijuana?

L'hon. Jody Wilson-Raybould (ministre de la Justice et procureure générale du Canada, Lib.): Monsieur le Président, le gouvernement s'est engagé à légaliser et à réglementer la marijuana ainsi qu'à en restreindre l'accès. Nous procéderons avec méthode dans ce dossier et nous prendrons le temps voulu pour bien faire les choses.

Tant que le Parlement n'aura pas adopté de nouvelle mesure législative réglementant rigoureusement la marijuana, les lois existantes demeurent en vigueur et doivent être observées.

Je travaillerai avec mon secrétaire parlementaire, la ministre de la Santé et le ministre de la Sécurité publique à la mise en place d'un processus qui gardera la marijuana hors de la portée des enfants et empêchera les criminels de tirer profit de sa vente.

* * *

● (1500)

LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

Mme Dianne Watts (Surrey-Sud—White Rock, PCC): Monsieur le Président, les Canadiens ont été horrifiés par les meurtres inqualifiables commis par le tueur en série Robert Pickton. Même s'il

est en prison, les familles de ses victimes ont été indignées d'apprendre qu'il venait de publier un livre.

Que fera le gouvernement pour empêcher ce meurtrier de tirer un avantage financier de la distribution de ses écrits pervers?

L'hon. Ralph Goodale (ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile, Lib.): Monsieur le Président, la parution de ce livre de Pickton a sur les familles des victimes un effet terriblement traumatisant. Tous les Canadiens partagent la peine de ces personnes. Ils s'attendent également à ce qu'Amazon réagisse rapidement et avec compassion à cet outrage, ce qui a été fait cet après-midi, si je comprends bien.

Le Service correctionnel enquête sur la source du manuscrit. Nous interrogerons toutes les personnes qui ont collaboré d'une façon quelconque à cette odieuse entreprise.

* * *

[Français]

AIR CANADA

M. Rhéal Fortin (Rivière-du-Nord, BQ): Monsieur le Président, Bell Helicopter perd des *jobs*, CAE perd des *jobs*, Bombardier perd des *jobs* et Aveos a perdu des *jobs*.

La meilleure garantie pour l'entretien actuel et futur des avions au Canada se retrouve dans la loi actuelle sur Air Canada. Or les dispositions de cette loi ont été bafouées et, à ce jour, le gouvernement n'est jamais intervenu.

Depuis quand le ministre peut-il faire fi des lois ou les changer pour plaire aux délinquants?

Quand est-ce que le gouvernement va se décider à exiger du procureur général qu'il intervienne dans le recours des syndiqués d'Aveos pour forcer Air Canada à appliquer et à respecter les lois et ses obligations envers les citoyens...

Le Président: À l'ordre. L'honorable ministre des Transports a la parole.

L'hon. Marc Garneau (ministre des Transports, Lib.): Monsieur le Président, je remercie mon collègue de sa question.

Nous sommes tous ravis que le gouvernement du Québec ait décidé d'abandonner son litige contre Air Canada. En retour, Air Canada va bâtir un centre d'excellence pour l'entretien des avions de la C Series pour les 20 prochaines années.

C'est une bonne nouvelle. Cela crée des emplois pour l'avenir de notre pays. Quand cela se passera, nous serons prêts à examiner la Loi sur la participation publique au capital d'Air Canada pour la clarifier et nous assurer qu'il n'y aura pas de litige à l'avenir.

M. Louis Plamondon (Bécancour—Nicolet—Saurel, BQ): Monsieur le Président, 1 800 emplois ont été perdus chez Aveos seulement, parce que le fédéral n'a pas fait respecter sa propre loi.

Le ministre des Transports veut-il moderniser la loi sur Air Canada pour légaliser le transfert des emplois en aéronautique à l'étranger?

Le ministre est-il conscient qu'en n'appliquant pas la loi, le fédéral a été complice du transfert de l'entretien des avions d'Air Canada vers Hong Kong, Singapour, Tel Aviv et le Minnesota?

Travaux des subsides

L'hon. Marc Garneau (ministre des Transports, Lib.): Monsieur le Président, comme je viens de le dire — et mon collègue député devrait le savoir —, c'est le gouvernement du Québec qui a intenté des poursuites et qui a été en litige contre Air Canada.

Maintenant, le gouvernement du Québec a décidé de laisser tomber ce litige, parce que Air Canada met beaucoup sur la table. Non seulement achète-t-elle de 45 à 75 avions, mais elle a aussi promis de bâtir un centre d'excellence pour les 20 prochaines années en vue de faire l'entretien de la C Series. C'est la bonne nouvelle. Cela va créer des emplois importants pour le Québec.

M. Simon Marcil (Mirabel, BQ): Monsieur le Président, pour régler un problème dans l'Ouest, le gouvernement a durci le Programme des travailleurs étrangers temporaires. Or, les agriculteurs québécois en paient le prix fort et ne peuvent plus embaucher de travailleurs expérimentés. Le gouvernement est au courant du problème, mais il ne fait rien.

La ministre du Travail va-t-elle exempter nos travailleurs agricoles de la règle des quatre ans et va-t-elle faire en sorte que les dossiers des travailleurs restent ouverts, afin de leur éviter de repartir à zéro chaque année?

[Traduction]

L'hon. MaryAnn Mihychuk (ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et du Travail, Lib.): Monsieur le Président, aucun changement n'a été apporté aux règles relatives aux travailleurs agricoles. Nous savons qu'il y a un arriéré administratif au Québec et nos employés s'affairent à le régler. Autrement, rien n'a changé.

INITIATIVES MINISTÉRIELLES

[Traduction]

TRAVAUX DES SUBSIDES

MOTION DE L'OPPOSITION — ISRAËL

La Chambre reprend l'étude de la motion.

Le Président: Comme il est 15 h 6, conformément à l'ordre adopté le jeudi 18 février, la Chambre passe maintenant au vote par appel nominal différé sur la motion de M. Clement concernant les crédits.

Convoquez les députés.

Et la sonnerie s'étant arrêtée:

• (1515)

[Français]

(La motion, mise aux voix, est adoptée par le vote suivant:)

(Vote n° 14)

POUR

Députés

Aboulttaif	Albas
Albrecht	Aldag
Allison	Ambrose
Amos	Anderson
Arnold	Ayoub
Bains	Barlow
Baylis	Beech
Bennett	Bergen
Bernier	Berthold
Bezan	Bibeau
Bittle	Blair
Blaney (Bellechasse—Les Etchemins—Lévis)	Block

Boissonnault	Bossio
Brassard	Breton
Brisson	Brown
Caesar-Chavannes	Calkins
Carr	Carrie
Casey (Cumberland—Colchester)	Casey (Charlottetown)
Chagger	Champagne
Chong	Clarke
Clement	Cooper
Cormier	Cuzner
Dabrusin	DeCoursey
Deltell	Dhaliwal
Dhillon	Di Iorio
Diotte	Doherty
Dreeshen	Drouin
Duclos	Duguid
Duncan (Etobicoke North)	Dzerowicz
Easter	Eglinski
Ehsassi	Ellis
Eyking	Eyolfson
Falk	Fast
Fergus	Fillmore
Finley	Finnigan
Fisher	Foote
Fragiskatos	Fraser (West Nova)
Freeland	Fry
Gallant	Garneau
Généreux	Genius
Gerretsen	Gladu
Godin	Goldsmith-Jones
Goodale	Gould
Gourde	Graham
Grewal	Hajdu
Harder	Hardie
Harper	Harvey
Hehr	Housefather
Hutchings	Iacono
Jeneroux	Joly
Jones	Jordan
Kelly	Kent
Kitchen	Kmiec
Lake	Lametti
Lamoureux	Lapointe
Lauzon (Stormont—Dundas—South Glengarry)	Lauzon (Argenteuil—La Petite-Nation)
LeBlanc	Lebouthillier
Lefebvre	Leitch
Lemieux	Leslie
Levitt	Liepert
Lobb	Lockhart
Long	Ludwig
Lukiwski	MacAulay (Cardigan)
MacKenzie	MacKinnon (Gatineau)
Maguire	Maloney
Massé (Avignon—La Mitis—Matane—Matapédia)	
May (Cambridge)	
McCallum	McCauley (Edmonton West)
McColeman	McDonald
McKinnon (Coquitlam—Port Coquitlam)	McLeod (Kamloops—Thompson—Cariboo)
McLeod (Northwest Territories)	Mendicino
Mihychuk	Miller (Bruce—Grey—Owen Sound)
Miller (Ville-Marie—Le Sud-Ouest—Île-des-Sœurs)	
Monsef	
Morneau	Morrissey
Murray	Nater
Nault	Nicholson
Nuttall	Oliphant
Oliver	O'Regan
O'Toole	Ouellette
Paradis	Paul-Hus
Peschisolido	Peterson
Petitpas Taylor	Philpott
Picard	Poilievre
Poissant	Qualtrough
Raït	Rayes
Reid	Rempel
Richards	Rioux
Ritz	Robillard
Rodriguez	Romanado
Rota	Rudd

Affaires courantes

Ruimy	Saini
Sajjan	Samson
Sangha	Sarai
Saroya	Scarpaleggia
Scheer	Schiefke
Schmale	Schulte
Serré	Sgro
Shanahan	Sheehan
Shields	Shipley
Sidhu (Mission—Matsqui—Fraser Canyon)	Sidhu (Brampton South)
Sikand	Simms
Sopuck	Sorbara
Sorenson	Stanton
Strahl	Stubbs
Sweet	Tassi
Tootoo	Trost
Trudeau	Van Kesteren
Van Loan	Vandal
Vaughan	Vecchio
Viersen	Wagantall
Warawa	Warkentin
Watts	Waugh
Webber	Wilkinson
Wilson-Raybould	Wong
Wrzesnewskyj	Yurdiga
Zimmer— 229	

CONTRE

Députés

Angus	Arseneault
Ashton	Aubin
Bagnell	Benson
Blaikie	Blaney (North Island—Powell River)
Boudrias	Boulerice
Boutin-Sweet	Brosseau
Cannings	Caron
Choquette	Christopherson
Cullen	Dubé
Duncan (Edmonton Strathcona)	Dusseau
Duvall	Fortin
Garrison	Gill
Hardcastle	Hughes
Johns	Jolibois
Julian	Kwan
Laverdière	MacGregor
Malcolmson	Marcel
Masse (Windsor West)	Mathysen
Moore	Mulcair
Nantel	Plamondon
Quach	Ramsey
Rankin	Saganash
Sansoucy	Stetski
Stewart	Thériault
Trudel	Weir
Whalen— 51	

PAIRÉS

Aucun

Le Président: Je déclare la motion adoptée.**AFFAIRES COURANTES***[Traduction]***LES COMITÉS DE LA CHAMBRE**

PROCÉDURE ET AFFAIRES DE LA CHAMBRE

L'hon. Larry Bagnell (Yukon, Lib.): Monsieur le Président, conformément aux articles 104 et 114 du Règlement, j'ai l'honneur de présenter, dans les deux langues officielles, le troisième rapport du Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre, qui porte sur la composition des comités de la Chambre. Si la Chambre donne son consentement, j'ai l'intention de proposer l'adoption du troisième rapport plus tard aujourd'hui.

● (1520)

LOI SUR LES BONS SAMARITAINS SECOURANT LES VICTIMES DE SURDOSE

M. Ron McKinnon (Coquitlam—Port Coquitlam, Lib.) demande à présenter le projet de loi C-224, Loi modifiant la Loi réglementant certaines drogues et autres substances (aide lors de surdose).

— Monsieur le Président, je présente aujourd'hui la Loi sur les bons samaritains secourant les victimes de surdose. Malheureusement, en cas de surdose, bien des gens craignent d'appeler au 911 de peur qu'on porte des accusations contre eux. Des gens meurent. La priorité doit être de sauver des vies.

Grâce à ce projet de loi, les personnes qui composent le 911 pour signaler une surdose et qui restent sur les lieux ne pourront pas être accusées de possession de drogue. Cela ne s'applique pas dans les cas de trafic ou de conduite avec facultés affaiblies.

Aux États-Unis, 34 États et le district de Columbia ont une loi prévoyant l'immunité en cas de surdose.

Les Canadiens doivent prendre soin les uns des autres, surtout de ceux d'entre nous qui sont vulnérables. Ce projet de loi signifie que, lorsqu'une vie sera en danger, les gens pourront agir sans craindre d'être pénalisés. Nous espérons qu'ils appelleront les secours et, ce faisant, qu'ils sauveront la vie du fils ou de la fille de quelqu'un. Des gens qui seraient autrement morts auront la vie sauve.

J'espère que tous les députés appuieront ce projet de loi.

(Les motions sont réputées adoptées, le projet de loi est lu pour la première fois et imprimé.)

L'hon. Larry Bagnell: Monsieur le Président, si la Chambre donne son consentement, je propose que le troisième rapport du Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre présenté plus tôt aujourd'hui soit adopté.

Le Président: Le député a-t-il le consentement unanime de la Chambre?

Des voix: D'accord.

Une voix: Non.

* * *

PÉTITIONS

LA RÉFORME DÉMOCRATIQUE

L'hon. Pierre Poilievre (Carleton, PCC): Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui pour présenter une pétition d'électeurs de ma circonscription qui réclament une représentation équitable. Cette pétition vise à assurer un système électoral équitable aux Canadiens.

Les pétitionnaires réclament que des consultations publiques soient tenues sans délai en vue de modifier la Loi électorale du Canada pour que les Canadiens puissent voter de façon équitable et efficace, être représentés de manière équitable au Parlement et être gouvernés équitablement par le Parlement élu, où la proportion des sièges occupés correspondra en gros aux suffrages exprimés et les mesures législatives seront adoptées par la majorité des parlementaires représentant la majorité des électeurs.

L'ENVIRONNEMENT

M. Alistair MacGregor (Cowichan—Malahat—Langford, NDP): Monsieur le Président, c'est un grand honneur pour moi de prendre la parole dans cette enceinte aujourd'hui, au nom des gens de Shawnigan Lake, dans ma circonscription, Cowichan—Malahat—Langford.

Des gens de ma circonscription m'ont remis une pétition contre la décharge aux sols contaminés dans leur secteur. Ils luttent courageusement depuis longtemps et ont besoin de toute l'aide possible.

Les pétitionnaires demandent au gouvernement du Canada de protéger le bassin du lac Shawnigan contre les sols contaminés en invoquant la Loi sur les pêches et de collaborer avec ses partenaires provinciaux pour faire cesser les déversements dans ce bassin d'une importance cruciale, qui fournit de l'eau potable aux résidents locaux.

* * *

QUESTIONS AU FEUILLETON

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, je demande que toutes les questions restent au *Feuilleton*.

Le Président: D'accord?

Des voix: D'accord.

INITIATIVES MINISTÉRIELLES

[Traduction]

LA CONTRIBUTION CANADIENNE AUX EFFORTS DE COMBAT CONTRE L'EUIL

La Chambre reprend l'étude de la motion et de l'amendement.

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît. J'informe la Chambre qu'en raison du vote par appel nominal différé, l'étude des initiatives ministérielles sera prolongée de neuf minutes.

Nous reprenons le débat. La secrétaire parlementaire du président du Conseil du Trésor a la parole.

Mme Joyce Murray (secrétaire parlementaire du président du Conseil du Trésor, Lib.): Monsieur le Président, je vais partager le temps qui m'est accordé avec la députée de Burlington.

Je suis heureuse de pouvoir prendre part à cet important débat sur les efforts du Canada pour vaincre le groupe État islamique.

Comme certains de mes collègues s'en souviendront, j'ai pris la parole au début de la mission, à l'automne 2014, et je suis intervenue de nouveau le printemps dernier, lors du débat sur la prolongation de la mission contre le groupe État islamique. J'ai eu l'occasion de répéter alors les quatre principes fondamentaux auxquels adhère le Parti libéral, et ces quatre principes sont tout aussi valables aujourd'hui.

[Français]

Le premier principe est que le Canada a un rôle à jouer dans la résolution des crises humanitaires dans le monde.

La motion actuelle vise un investissement important dans l'aide humanitaire et met l'accent sur la collaboration avec les partenaires humanitaires d'expérience dans le but de répondre aux besoins fondamentaux des populations touchées par les conflits, notamment des enfants et des victimes de violences sexuelles et fondées sur le

Initiatives ministérielles

genre. Il s'agit là d'une importante valeur canadienne. Depuis de nombreuses décennies, les gouvernements canadiens fournissent généreusement de l'aide, militaire ou non, lors des urgences humanitaires à l'étranger.

Je suis fière que nous ayons ouvert nos portes à des milliers de réfugiés déplacés par le groupe État islamique et par la guerre civile. Nous avons accueilli ces réfugiés afin qu'ils puissent rebâtir leur vie ici, et comme les réfugiés du Vietnam, de l'Ouganda, du Cambodge, de la Somalie et des quatre coins du monde, ils permettront au Canada de poursuivre sa tradition qui consiste à célébrer la diversité et à accueillir les personnes dans le besoin.

● (1525)

[Traduction]

Le deuxième principe veut que les paramètres de la mission soient clairement établis lorsque nous déploierons nos valeureux militaires. C'est précisément ce que propose la motion; elle vise clairement à recentrer notre contribution militaire en triplant les efforts des Forces armées canadiennes tout en augmentant considérablement les capacités de renseignement dans le Nord de l'Irak et dans toute la région visée.

Cette mission d'entraînement, de conseil et d'assistance s'appuie sur un mandat clair qui précise les conditions à réunir pour assurer la paix et la stabilité dans la région tout en permettant aux forces locales de lutter contre le groupe État islamique. C'est la seule solution à long terme possible pour cette crise, puisqu'il est évident que la victoire contre le groupe État islamique ne peut reposer que sur les frappes aériennes.

[Français]

Le troisième principe libéral est que la discussion sur le déploiement de nos forces doit être ouverte, transparente et fondée sur des faits clairs, fiables et présentés de façon impartiale.

En nous éloignant du discours exagéré de l'ancien gouvernement, nous avons consulté nos alliés et examiné la situation sur le terrain, puis nous avons déterminé la meilleure marche à suivre pour atteindre nos objectifs communs.

[Traduction]

Enfin, nous croyons que le rôle du Canada doit tenir compte de l'ensemble des capacités du pays afin que nous puissions offrir la meilleure aide possible. Notre approche pangouvernementale à l'égard de cette mission incarne ce principe, et je suis fière de dire que nos priorités n'ont pas changé depuis que j'ai pris la parole pour la première fois à propos de ce conflit. Nous donnons suite à la vision que j'ai présentée en 2014 et en 2015, lorsque j'étais porte-parole de l'opposition en matière de défense.

Nous avons déjà amplement débattu de cette question, mais je crois qu'il y a un aspect de la motion qui mérite d'être exploré davantage. Avant de parler plus en détail de notre mission recentrée, j'aimerais citer le préambule de la motion, qui dit ceci:

Que la Chambre appuie la décision du gouvernement d'élargir, d'améliorer et de redéfinir notre contribution à l'effort pour lutter contre l'EUIL en exploitant mieux l'expertise canadienne, tout en travaillant en complémentarité avec nos partenaires de la coalition afin d'obtenir un effet optimal [...]

[Français]

Nous avons déjà entendu le ministre de la Défense nationale et d'autres honorables députés nous parler de l'expertise canadienne que nous pouvons mettre à profit.

Affaires courantes

Cependant, la deuxième partie de la phrase, « tout en travaillant en complémentarité avec nos partenaires de la coalition afin d'obtenir un effet optimal », est tout aussi importante. Elle explique pourquoi le gouvernement recentre sa mission. Elle explique les raisons derrière les contributions que nous apportons et elle explique pourquoi l'excellent travail de nos pilotes de CF-18 n'est plus le besoin le plus urgent, parce que nous faisons partie d'une coalition où chacun contribue à sa façon. Nous avons des alliés et des partenaires sur qui nous pouvons compter à nos côtés.

[Traduction]

La collaboration est au cœur de la tradition canadienne depuis longtemps. Souvenons-nous des mesures coordonnées que nous avons mises en œuvre en réaction à la crise qui a touché Haïti. J'ai moi-même eu le privilège de faire partie d'une délégation parlementaire qui a passé une semaine à Haïti deux ans après le tremblement de terre dévastateur. J'ai visité de nombreux sites, où les Forces armées canadiennes, nos premiers répondants, des représentants de la société civile et des représentants du gouvernement canadien offraient alors de l'aide aux Haïtiens durement touchés par cette catastrophe et participaient à la reconstruction. Ils ont apporté une contribution très importante.

Le Canada a aussi grandement contribué aux opérations de secours à la suite du tremblement de terre survenu en 2005 au Pakistan. Nous avons aussi participé à l'opération Structure, qui a fait suite au tsunami de 2005, ainsi qu'à la libération du Koweït, et les Forces armées canadiennes ont offert de la formation et du mentorat aux forces de sécurité afghanes.

Maintenant, j'aimerais réitérer mon soutien à tous les membres des Forces armées canadiennes, qu'ils fassent partie de la force régulière ou de la force de réserve, et souligner que j'ai pour eux le plus grand respect. En fait, je suis fier de souligner les efforts déployés par le 39^e Groupe-brigade du Canada sous le commandement du colonel David Awalt. Le 39^e Groupe-brigade est basé à la garnison Jericho, qui est située dans ma circonscription, Vancouver Quadra. Le Groupe-brigade représente l'armée canadienne en Colombie-Britannique. Il compte 1 508 soldats de la force de réserve qui travaillent à plein temps ou à temps partiel dans les unités de réserve situées dans diverses collectivités de la Colombie-Britannique. Ces hommes et ces femmes ont participé à de nombreuses missions au fil des ans.

Dans toutes les situations que j'ai mentionnées, les Canadiens ont travaillé de concert avec leurs partenaires et alliés et ont participé à une vaste stratégie. Il nous incombe de participer à la vaste stratégie mise en place pour parvenir à vaincre le groupe État islamique.

• (1530)

[Français]

Comme l'a déclaré la semaine dernière le chef d'état-major de la Défense, lorsque les avions de chasse ont été déployés dans la région initialement, c'était dans le but de mettre fin à une avancée rapide d'un ennemi agressif. Si l'on repense à cette période, le groupe État islamique gagnait rapidement du terrain. Ses membres saisissaient de l'équipement abandonné et ils menaçaient la ville de Bagdad elle-même.

Grâce au déploiement aérien initial, cette avancée a été entravée, et maintenant la capacité du groupe État islamique de se déplacer librement a été sérieusement réduite par nos efforts collectifs.

[Traduction]

Le commandement central américain, qui s'occupe de la coordination des efforts de la coalition, a déclaré que le nombre de régions contrôlées par le groupe État islamique diminue.

Pour ce qui est de la puissance aérienne, les CF-18 canadiens ont accompli de l'excellent travail. Des frappes aériennes seront effectivement encore nécessaires à court terme, mais la coalition est capable de répondre à ces besoins. Ce qui manque encore, pour vaincre le groupe État islamique, c'est une force locale formée, équipée et motivée. C'est sur ce plan que la coalition dans son ensemble a davantage de besoins.

Voici ce qu'a déclaré le porte-parole du Pentagone, Peter Cook:

Le secrétaire [Ash Carter] souhaitait justement que les pays proposent des interventions comme celle annoncée par le Canada [...] alors que les États-Unis et la coalition intensifient leur campagne contre le groupe État islamique.

Il parlait évidemment du secrétaire américain à la Défense, Ashton Carter, qui s'est entretenu avec le ministre de la Défense nationale, la semaine dernière, à Bruxelles, où l'exemple du Canada a servi à illustrer les différentes formes de participation que les autres pays devraient envisager dans la lutte contre le groupe État islamique: s'adapter à l'évolution du conflit, miser sur nos forces et offrir celles qui sont vraiment nécessaires et, par-dessus tout, collaborer avec nos alliés pour faire de la mission de la coalition une réussite.

[Français]

En tant que Canadienne, je suis fière du travail accompli jusqu'à maintenant par nos hommes et nos femmes en uniforme, notamment les pilotes et le personnel de soutien qui ont combattu pour stopper la progression du groupe État islamique et pour le faire reculer.

Nos soldats se sont conduits avec professionnalisme, et ils méritent les remerciements et la reconnaissance de tous les Canadiens. Toutefois, la situation a évolué. Alors que nous en sommes aux premières semaines de cette transition, je suis reconnaissante envers nos amis les alliés qui protègent nos arrières, comme nous protégeons les leurs.

[Traduction]

Je suis fière de prendre la parole à la Chambre pour rappeler les principes que j'ai énoncés il y a un an, des principes cohérents qui sont encore forts et qui sous-tendent la mission dont il est question aujourd'hui.

AFFAIRES COURANTES

[Traduction]

LES COMITÉS DE LA CHAMBRE

PROCÉDURE ET AFFAIRES DE LA CHAMBRE

L'hon. Larry Bagnell (Yukon, Lib.): Madame la Présidente, je crois que vous constaterez qu'il y a consentement unanime pour que le troisième rapport du Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre, présenté à la Chambre plus tôt aujourd'hui, soit adopté.

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Le député a-t-il le consentement unanime de la Chambre pour présenter cette motion?

Des voix: D'accord.

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): La Chambre a entendu la motion. Plaît-il à la Chambre de l'adopter?

Des voix: D'accord.

(La motion est adoptée.)

INITIATIVES MINISTÉRIELLES

• (1535)

[Traduction]

LA CONTRIBUTION CANADIENNE AUX EFFORTS DE COMBAT CONTRE L'EIL

La Chambre reprend l'étude de la motion et de l'amendement.

Mme Marilyn Gladu (Sarnia—Lambton, PCC): Madame la Présidente, je félicite la députée d'en face de son discours.

Chaque fois que le Canada a participé à des conflits — on pense, par exemple, à la Deuxième Guerre mondiale, à la guerre en Afghanistan, à la guerre de Corée ou à la guerre du Golfe —, il a déployé tous les efforts possibles pour vaincre l'ennemi en fournissant, entre autres choses, de l'aide humanitaire, de la formation, des militaires sur le terrain et des frappes aériennes.

D'après la députée, la menace que pose l'EIL est-elle moins grave que celle que posaient les nazis, un ennemi contre lequel nos alliés et nous avons déployé tous les efforts possibles?

Mme Joyce Murray: Madame la Présidente, je remercie la députée de sa question. Elle semble toutefois oublier que le Canada fait partie d'une coalition.

Nous ne sommes pas seuls. C'est ce qu'il faut retenir du discours que je viens de prononcer. Nous faisons partie d'une coalition dont les membres ont tous des forces différentes. La situation a évolué, et les forces que nous mettons à la disposition de la coalition sont appréciées de ses dirigeants et de ses membres. Je suis fière de la contribution qu'apportera le Canada à la lutte contre le groupe armé État islamique.

M. Arnold Chan (Scarborough—Agincourt, Lib.): Madame la Présidente, je tiens à remercier mon amie, la secrétaire parlementaire du président du Conseil du Trésor, pour ses observations très judicieuses.

Je me souviens des nombreuses missions auxquelles le Canada a participé avec divers partenaires de la coalition, y compris en Afghanistan. Une fois que nos troupes avaient terminé une mission particulière ou avaient rempli un mandat, il n'était pas inhabituel pour celles-ci de rentrer chez elles lorsqu'un différent partenaire de la coalition les remplaçait. Dans ce cas, comme l'a annoncé le ministre de la Défense nationale, des ressources importantes sont investies dans la poursuite de nos efforts pour lutter contre la situation en Syrie et en Irak.

Je demanderais à la secrétaire parlementaire si elle croit qu'il s'agit d'une approche appropriée de la part du Canada.

Mme Joyce Murray: Madame la Présidente, la réponse est oui. Il s'agit d'une approche intégrée.

Dans son approche, le Canada reconnaît qu'il s'agit d'un conflit complexe multidimensionnel qui a lieu dans une région très difficile. Il est important de prendre en compte divers atouts que nous possédons. Il est important de viser la paix dans la région et de déterminer la façon dont le Canada peut contribuer à cette paix.

Voilà pourquoi il est important de renforcer l'appui pour les réfugiés dans la région, puisque, s'ils ne reçoivent pas cet appui, cela pourrait devenir une nouvelle source de conflit. Voilà pourquoi il est important de mettre l'accent sur les mesures diplomatiques, de mettre fin à certaines sources du conflit et de mettre à profit nos ressources

Initiatives ministérielles

militaires pour permettre aux troupes locales de protéger leurs collectivités et de reprendre leur territoire.

[Français]

Mme Karina Gould (secrétaire parlementaire de la ministre du Développement international, Lib.): Madame la Présidente, j'ai l'honneur de me lever aujourd'hui à la Chambre, afin de parler en faveur de la motion présentée par notre premier ministre, mercredi dernier.

Cette motion vise à définir une stratégie globale intégrée et durable pour s'attaquer aux problèmes complexes liés aux crises prévalant actuellement en Syrie et en Irak.

[Traduction]

Nous avons tous entendu les histoires et vu certaines des images terribles, que ce soit à la télévision ou en personne. Plus de 13,5 millions de Syriens et 10 millions d'Irakiens ont besoin d'aide humanitaire d'urgence. Et c'est sans compter les 4,7 millions et plus de Syriens qui ont trouvé refuge dans les pays avoisinants.

Nos alliés dans la région ont été extraordinaires d'accueillir comme ils l'ont fait tous ces réfugiés déplacés par la crise. Les chiffres ont de quoi donner le tournis. Au Liban, par exemple, une personne sur quatre est un réfugié syrien. Nos alliés ont besoin de notre aide.

C'est de cette aide, qui peut prendre la forme d'aliments et d'abris ou se traduire par un peu de dignité et l'espoir d'une vie meilleure, que j'aimerais discuter aujourd'hui. Cela, ainsi que la manière dont le Canada aidera ses partenaires de la coalition à stabiliser la région. Tout le monde s'entend pour dire qu'on ne pourra pas se passer des efforts militaires et sécuritaires si on souhaite ramener la sécurité dans cette partie du globe et vaincre ceux qui l'ont déstabilisée et qui en terrorisent la population. Sauf que, s'ils ne se conjuguent pas à une solution politique, les efforts militaires ne suffiront jamais à redonner une paix durable aux peuples syrien et irakien.

La stratégie visant à régler les crises en Irak et en Syrie et à en atténuer les répercussions qui a été annoncée par le premier ministre le 8 février permettra de s'attaquer de manière globale aux complexes problèmes humanitaires, politiques, de sécurité, de stabilisation et de développement provoqués par les crises qui secouent la région. Cette stratégie intégrée montre que le Canada demeure un partenaire actif dans la lutte que mène la coalition mondiale contre l'EIL et qu'il continue d'aider les gouvernements régionaux et les autorités locales à atténuer les effets du conflit, à se défendre, à jeter les bases de la stabilité à long terme et à fournir de l'aide directe aux plus vulnérables dont la vie peut être en danger.

Alors que la crise syrienne entame sa sixième année et que les déplacements de population atteignent des sommets jamais vus depuis la Seconde Guerre mondiale, les gens commencent à comprendre que, pour mettre fin à cette crise interminable, il faudra des solutions d'envergure planétaire. Nos alliés, comme le Royaume-Uni, les États-Unis, l'Allemagne et la Norvège, se sont tous engagés à verser une contribution financière substantielle à la conférence de Londres, à laquelle le ministre assistait le mois dernier. La semaine dernière, le premier ministre a annoncé, dans le cadre de notre stratégie pangouvernementale intégrée à long terme, que le Canada fournira l'équivalent de 1,1 milliard de dollars en aide humanitaire et au développement aux pays les plus vulnérables et les plus durement touchés, à savoir la Jordanie, le Liban, l'Irak et la Syrie.

Initiatives ministérielles

Notre nouvel engagement mise sur le leadership dont fait preuve le Canada en matière de développement novateur en augmentant le nombre de programmes bilatéraux visant à favoriser la résilience des gouvernements et des collectivités qui accueillent les réfugiés et à les aider dans leurs efforts pour protéger et soigner les réfugiés qu'ils hébergent. Cette stratégie prospective nous permettra d'offrir un financement prévisible et à long terme au cours des trois prochaines années.

En outre, je tiens à souligner que c'est la première fois dans l'histoire de notre pays que le gouvernement du Canada offre de l'aide humanitaire sur plusieurs années. Cette stratégie permettra à nos partenaires de prévoir et de mettre en oeuvre des initiatives efficaces, tout en procurant aux personnes qui ont été déplacées et qui souffrent la stabilité dont elles ont si besoin.

La stratégie d'aide humanitaire et au développement que mettra en place le Canada peut se diviser en deux grands volets. Premièrement, afin de répondre aux besoins vitaux immédiats sur le terrain, nous fournirons l'aide humanitaire nécessaire, comme de la nourriture, de l'eau, des abris, des services de santé et des services de protection aux millions de personnes touchées par le conflit dans la région. Deuxièmement, nous fournirons une aide à long terme afin de renforcer la capacité de la population à prospérer et à reconstruire sa vie grâce à l'éducation, à l'emploi, à l'infrastructure et à la gouvernance, lorsque les conditions le permettront.

Il est essentiel que les deux volets soient mis en oeuvre en même temps, dans la mesure du possible, afin qu'ils aient une véritable incidence. Nos interventions viseront à renforcer la capacité des personnes, des collectivités et des institutions à se remettre des effets que les crises prolongées ont sur leur vie et sur leur fonctionnement. Nous avons comme objectif de réduire le besoin en aide humanitaire à long terme. Plus important encore, notre approche contribue à réduire les risques d'autres épisodes d'instabilité à l'avenir.

Monsieur le Président, permettez-moi de donner de plus amples détails sur chacun des volets de cet engagement de trois ans.

• (1540)

Notre engagement à verser 840 millions de dollars en aide humanitaire sur trois ans nous permettra de répondre plus efficacement aux besoins des personnes vulnérables. Le Canada demeurera parmi les principaux donateurs d'aide humanitaire à la suite des crises qui surviennent dans la région. Ses contributions continueront à pourvoir aux besoins essentiels de toutes les personnes touchées par le conflit dans la région en accordant la priorité aux plus vulnérables, notamment les survivants d'actes de violence sexuelle ou fondée sur le sexe ainsi que les enfants.

Nous évaluons constamment les besoins d'aide humanitaire pour nous assurer que la réponse du Canada demeure adéquate et opportune. En outre, nous coordonnons étroitement l'aide avec des partenaires humanitaires d'expérience, d'autres donateurs ainsi que le système de coordination dirigé par l'ONU, de manière à combler les besoins les plus urgents et à remédier rapidement aux lacunes. La réponse à ces crises est un effort mondial.

Notre nouvelle promesse de verser 840 millions de dollars supplémentaires en aide humanitaire fera fond sur le travail que le Canada fait déjà dans la région, notamment la contribution de 100 millions de dollars, annoncée en novembre dernier par la ministre du Développement international et de la Francophonie, aux efforts que le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés déploie actuellement en Syrie et dans les pays voisins afin de répondre aux besoins humanitaires urgents.

Le gouvernement s'est également engagé à doubler les dons faits par les Canadiens au Fonds de secours d'urgence pour la Syrie. La date limite pour verser un don qui sera ainsi doublé a été reportée au 29 février.

Pour le gouvernement, il importe d'assurer que l'aide humanitaire que nous apportons respecte pleinement les principes de neutralité, d'impartialité, d'humanité et d'indépendance. Ces principes doivent être appliqués pour que l'aide aille aux plus vulnérables et que les travailleurs qui risquent leur vie pour l'apporter soient protégés.

L'objectif global de notre programme de développement est d'accroître, dans la région, la résilience des personnes, des collectivités et des gouvernements qui accueillent les réfugiés face aux contrecoups des crises, qui continueront de se faire sentir dans le futur. Nous allons améliorer les conditions de vie des peuples touchés par le conflit et contribuer à poser les fondations d'une stabilité et d'une prospérité durables.

Nous comptons y arriver en axant nos efforts sur le renforcement des capacités locales dans quatre domaines: la prestation de services sociaux de base, le maintien et la restauration des infrastructures publiques, la valorisation d'une croissance économique inclusive et de l'emploi pour tous, et la promotion d'un mode de gouvernance inclusif et responsable. Notre stratégie comprend un financement de 270 millions de dollars sur trois ans pour de l'aide au développement à long terme, qui allégera le fardeau des pays et des collectivités d'accueil. Elle vise également à donner aux réfugiés, aux personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays et à d'autres personnes touchées par la violence les compétences nécessaires pour résister aux contrecoups des crises, ainsi qu'à leur donner espoir en leur propre avenir et en celui de leur pays. Par exemple, nous allons redoubler d'efforts avec nos partenaires pour offrir un milieu d'apprentissage sûr et sain aux enfants qui ont besoin d'éducation ainsi que pour restaurer les écoles et les installations d'approvisionnement en eau, d'élimination des eaux usées et d'hygiène personnelle.

Je peux assurer aux députés que nous travaillerons de façon intégrée et que nos décisions seront guidées par le fruit de consultations avec les personnes concernées et l'analyse continue des besoins sur le terrain.

Pour conclure, je veux rappeler qu'il importe que les pays touchés par la crise reçoivent non seulement de l'aide humanitaire immédiate, mais aussi de l'assistance à long terme, pour les aider à renforcer leur résilience. Il s'agit là d'une condition nécessaire à la mise en oeuvre de solutions politiques durables.

• (1545)

[Français]

J'aimerais aussi insister sur le fait que le Canada veille à ce que tous les efforts qu'il déploie dans la région soient coordonnés et complémentaires et qu'ils répondent aux besoins sur le terrain. Notre engagement répond à des objectifs stratégiques et est bien conçu pour s'attaquer à des menaces immédiates pour la vie, pour favoriser la stabilité régionale et pour renforcer la communauté et les gouvernements locaux.

[Traduction]

Les Canadiens ont de quoi être très fiers de notre stratégie.

M. Garnett Genuis (Sherwood Park—Fort Saskatchewan, PCC): Madame la Présidente, je félicite la députée de son discours. Tout le monde à la Chambre s'entend sur l'importance de l'aide humanitaire, c'est évident.

Initiatives ministérielles

Il faut envisager la situation dans l'immédiat, à moyen terme et à long terme. Il va sans dire que la formation et l'aide humanitaire sont tous des éléments importants, tout particulièrement à moyen et long termes.

Dans l'immédiat, nous sommes confrontés à un génocide, comme nous le faisons valoir de ce côté-ci de la Chambre. Daech reconnaît qu'il s'agit d'un génocide; des personnalités publiques comme Hillary Clinton le reconnaissent aussi, et le Parlement européen a adopté une résolution le reconnaissant.

J'aimerais savoir si la députée est d'avis que ce qui se passe en Syrie et en Irak constitue un génocide. Dans l'affirmative, pense-t-elle qu'il faut faire quelque chose à cet égard dans l'immédiat tout en tenant compte des considérations à long terme?

Mme Karina Gould: Madame la Présidente, je pense qu'il est important à l'heure actuelle de nous concentrer sur la nécessité, dans l'immédiat, d'offrir de l'aide humanitaire. Cette aide se maintient à moyen et long termes, mais comme le député le sait très bien, il convient de l'offrir en période de crise afin d'aider les personnes qui souffrent maintenant. Il est d'une importance capitale, avant de passer aux prochaines étapes, de venir en aide aux personnes sur le terrain qui sont blessées, qui sont à la recherche de nourriture ou d'un abri et qui ont besoin de services essentiels pour répondre à certains de leurs besoins pressants.

Mme Sheri Benson (Saskatoon-Ouest, NPD): Madame la Présidente, j'apprécie les commentaires du gouvernement au sujet d'une approche intégrée et de la collaboration avec nos alliés. J'appuie de tout coeur cette idée.

J'essaie d'obtenir réponse à ma question. Le gouvernement a promis de signer le Traité sur le commerce des armes des Nations unies, mais ne l'a pas encore fait. Il s'agit à mon avis d'un pilier de la coopération et de la collaboration avec tous les partenaires, mais on ne m'a toujours pas expliqué pourquoi on ne l'a pas signé.

Le gouvernement a dit qu'il adoptait une approche pangouvernementale; je m'attends donc à ce que la secrétaire parlementaire sache ce qui se passe et puisse répondre à ma question: pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas signé le Traité sur le commerce des armes?

• (1550)

Mme Karina Gould: Madame la Présidente, je remercie ma collègue d'appuyer notre approche pangouvernementale et intégrée. Pour reprendre les paroles de la ministre du Développement international et de la Francophonie, le ministre des Affaires étrangères est saisi de cette question et y travaillera méticuleusement. Toutefois, nous nous centrons pour le moment sur les trois piliers de notre stratégie. Je crois que nous pouvons tous être très fiers de nos efforts en matière d'aide humanitaire et de développement.

M. Arnold Chan (Scarborough—Agincourt, Lib.): Madame la Présidente, je veux revenir sur le point soulevé par le député de Sherwood Park—Fort Saskatchewan au sujet de l'aide internationale. Je pense ici à la situation où l'ancien gouvernement est intervenu de façon agressive en Libye, ce qui a causé une désorganisation dans cette région du monde, qui est aujourd'hui un État en déroute. L'approche globale vise notamment à faire des investissements stratégiques dans l'aide internationale, mais je tiens à préciser que le gouvernement précédent a intégré l'ACDI aux Affaires étrangères. Je doute qu'il s'agissait d'une mesure appropriée.

Quels investissements devons-nous faire pour éviter de répéter la situation de la Libye, qui est en train de se reproduire en Syrie et en Irak?

Mme Karina Gould: Madame la Présidente, je tiens à remercier mon collègue de sa question extrêmement importante et à souligner que le gouvernement a dit très clairement qu'une intervention militaire n'était tout simplement pas suffisante. Nous devons être présents dans la région à long terme. Nous devons réfléchir à la façon dont cette société se reconstruira à l'issue du conflit. C'est pourquoi non seulement nous faisons des investissements afin de répondre maintenant aux besoins fondamentaux de la population, mais aussi nous réfléchissons à l'avenir et à la façon dont nous pourrions l'aider à atteindre la stabilité.

L'hon. Erin O'Toole (Durham, PCC): Madame la Présidente, c'est toujours un honneur pour moi d'intervenir à la Chambre pour participer aux débats sur des enjeux nationaux importants. La menace que fait planer sur le Canada le groupe État islamique fait partie des enjeux auxquels le Canada et le Parlement doivent faire face. En fait, il s'agit de mon quatrième discours à la Chambre sur cette question, et je vais partager mon temps de parole avec le député d'York—Simcoe.

Lors du premier débat sur cette question tenu dans le cadre d'une motion présentée par le gouvernement précédent à la Chambre, le premier ministre, qui était alors le chef du troisième parti, avait exposé les quatre éléments qu'examinerait le Parti libéral au moment de prendre une décision sur le déploiement de membres des Forces armées canadiennes.

D'entrée de jeu, je dois dire que tous les députés sont extrêmement fiers du professionnalisme et du dévouement dont font preuve les membres des Forces armées canadiennes. C'est un fait. J'ai eu la chance de les rencontrer et de discuter avec eux dans le cadre de mes anciennes fonctions et au cours des 12 années où j'ai porté l'uniforme pour mon pays. Je remercie les militaires, même ceux qui sont en route pour rentrer chez eux, du travail qu'ils ont réalisé. Nous sommes tous très fiers d'eux, et, selon moi, les débats que nous tenons dans cette enceinte ne viennent nullement atténuer la fierté que nous éprouvons à leur endroit.

Le premier ministre, qui était alors le chef du troisième parti, avait défini quatre critères: premièrement, pouvons-nous faire quelque chose pour contrer la menace? Deuxièmement: la mission et le rôle à jouer sont-ils clairs? Troisièmement, cette question fait-elle l'objet d'un débat clair et transparent? Quatrièmement, comment le Canada peut-il se montrer le plus utile dans la mission internationale?

Voyons voir. Dans l'allocution qu'il a prononcée la semaine dernière, le premier ministre a déclaré que le groupe État islamique menaçait directement les Canadiens. Nous déployons nos forces armées lorsque le Canada, nos alliés ou nos valeurs sont menacés dans le monde. Or, dans ce cas-ci, le premier ministre convient qu'il s'agit d'une menace directe envers les Canadiens, et c'est ce que nous avons pu constater.

Deuxièmement, la mission et le rôle à jouer sont-ils clairs? Oui, ils le sont. L'ancien gouvernement les a définis conjointement avec les alliés du Canada et il les a présentés à la Chambre. La mission de bombardement à laquelle participent nos six CF-18 est très efficace. En collaboration avec nos alliés, nous avons circonscrit le groupe dans environ le quart du territoire qu'il occupait. Nous l'avons affaibli. C'est d'ailleurs pourquoi nos alliés ont intensifié leur intervention: cette mission claire, dont le Canada faisait partie, était efficace, mais le premier ministre a promis, lors de la campagne électorale, que le Canada s'en retirerait.

Initiatives ministérielles

Troisième élément: un débat clair et transparent. Nous échouons sur ce plan aussi. Les CF-18 reviennent déjà au pays, et nous débattons encore de la question au Parlement. On ne peut donc pas parler d'un débat transparent. Le gouvernement avait déjà annoncé que le dernier jour de la mission serait le 22 février, soit aujourd'hui, mais nous avons appris la semaine dernière que la mission finale avait eu lieu et que nos militaires étaient sur le chemin du retour avant même que nous ayons fini de débattre ici. Les libéraux ne se conformeront même pas à leurs propres normes. La population s'attend à davantage, tout comme les membres des forces armées, qui ne peuvent pas exprimer leur opinion, mais qui s'attendent à ce que nous ayons au moins fini de débattre et à ce que nous nous soyons prononcés avant de fuir un combat dans lequel nos alliés sont toujours engagés.

Quatrième élément: la meilleure façon d'aider. Je vais m'arrêter quelques instants sur ce point, parce que j'ai entendu dire en cette enceinte que les Canadiens sont les seuls à être parfaitement aptes à fournir de l'aide humanitaire ou de la formation. C'est ridicule. Les forces armées américaines forment sans doute plus de personnes dans leurs rangs en un an que nous pourrions le faire dans les deux prochaines décennies. Nos alliés des autres pays de l'OTAN sont tout aussi compétents en matière de formation. Nous jouons ce rôle et nous allons le conserver, mais affirmer que le Canada est le seul apte à l'assumer, c'est malhonnête.

L'aide versée par le Canada est aussi l'une des plus élevées par habitant, mais nous ne pouvons pas acheminer cette aide si la région n'est pas stable. C'est afin d'assurer la stabilité requise pour que l'aide humanitaire puisse rejoindre les gens qui en ont besoin que la force militaire est parfois nécessaire.

Il n'y a pas eu de débat clair et transparent, et notre contribution n'est pas à la hauteur de ce qu'elle pourrait être. Les hommes et les femmes de l'Aviation royale du Canada sont parmi les meilleurs pilotes, membres d'équipage et techniciens au monde. Depuis le début de la Première Guerre mondiale — à l'époque de Billy Bishop — jusqu'à aujourd'hui, nous faisons partie des meilleurs et des plus professionnels au monde. Professionnels en ce sens que nous savons évaluer nos missions de façon à mener des frappes judicieuses qui entraînent le minimum de dommages collatéraux.

● (1555)

Nous sommes capables de travailler en synergie avec nos alliés, notamment avec les Américains, les Britanniques et d'autres participants. Nous oeuvrons de façon homogène avec eux au sein de l'OTAN et du Groupe des cinq. C'est un domaine où le Canada est parfaitement adapté pour veiller à ce qu'il n'y ait pas de dommages collatéraux ou de décès. Je me permets de citer les propos tenus l'année dernière par le brigadier-général Tom Weidley, du Corps des Marines des États-Unis, au sujet de la participation canadienne. Selon lui, les avions de guerre CF-18 sont:

[...] des plateformes tout à fait aptes dans ce contexte. Ils offrent une grande souplesse car ils peuvent transporter de l'armement permettant d'atteindre des cibles diverses. Ils disposent d'un énorme réseau de capteurs et d'une grande capacité d'échange de données.

Nous sommes habitués de travailler aux côtés de nos alliés. Le Canada n'est habituellement pas le premier pays à s'engager, mais quand nos amis ou nos valeurs sont menacés, nous nous tenons toujours, ou du moins nous l'avons toujours fait dans le passé, aux côtés de nos alliés, avec lesquels nous pouvons collaborer mieux que tout autre pays.

Le gouvernement précédent nous a engagés dans une mission d'entraînement, d'aide et de combat aux côtés de nos alliés. Ce débat ne porte pas sur l'accroissement du nombre d'instructeurs. Il ne porte

pas sur l'accroissement de l'aide. Je suis certain que la Chambre aurait quand même tenu ce débat puisque le gouvernement précédent avait fixé un échéancier. Nous aurions probablement aussi augmenté le nombre d'instructeurs et l'aide. Ce débat porte uniquement sur la décision de se retirer du combat actif dans cette mission à un moment où nos alliés intensifient leur intervention à ce niveau, ce qui m'amène au sujet de mes trois discours précédents à la Chambre et d'un essai que j'ai publié en ligne et qui s'intitule: « The World Needs More Canada ».

Depuis le début, notre politique étrangère a consisté à faire converger nos intérêts vers la sécurité de notre pays, les menaces pour nos alliés ainsi que la promotion de certaines valeurs, des droits de la personne et de la sécurité dans les autres pays. J'ai cité tellement de libéraux dernièrement que certains de mes collègues commencent peut-être à douter de l'authenticité de mon allégeance au Parti conservateur. J'utilise ces exemples pour montrer que cette proposition n'a jamais été le propre des conservateurs ou des libéraux. Il s'agissait d'un vote essentiel sur lequel le Parlement était habituellement unanime parce qu'il porte sur une question qui nous transcende.

MacKenzie King a dit que les Canadiens étaient, d'instinct, profondément épris de liberté.

Lester Pearson a dit que, peu importe que les soldats canadiens combattent en Corée ou en Allemagne, ils le font pour protéger les Canadiens comme s'ils combattaient en territoire canadien. Voilà ce que nos équipages ont fait lors de leurs sorties.

Je cite les paroles inspirantes de John Manley après les attentats du 11 septembre 2001. Il disait alors que nous n'avions qu'à voir les cimetières en Europe pour nous rendre compte qu'au cours de son histoire, le Canada a joué un rôle actif.

Aujourd'hui, je vais poursuivre dans le même esprit et citer d'autres personnes.

Lloyd Axworthy a exprimé l'année dernière sa grande déception envers la position du chef du troisième parti. Il a dit ceci:

Il faut bien être conscient de la futilité des jolis échanges diplomatiques. L'aide humanitaire ne sera d'aucune utilité si les gens se font tirer dessus dans leur lit [...] Parfois, il faut adopter la ligne dure.

J'espère que, ces jours-ci, le premier ministre prend le temps de parler à M. Axworthy, qui était le ministre des Affaires étrangères du Canada pendant les frappes aériennes du conflit du Kosovo, en 1999.

La semaine dernière, j'ai parlé à un ancien pilote de CF-18 qui a participé à la mission du conflit du Kosovo. J'ai été frappé de voir que, pendant cette mission, alors que le Parti libéral était au pouvoir, nous avons effectué 2 % des sorties et nous avons été le quatrième ou le cinquième pays pour ce qui est du nombre de frappes. Quels sont les chiffres pour les frappes de la dernière année? Nous avons effectué 2 % des sorties et nous sommes le quatrième ou le cinquième pays pour ce qui est du nombre de frappes. C'est notre rôle traditionnel.

Art Eggleton, ministre de la Défense de l'époque, a dit au sujet de la mission lors du conflit du Kosovo qu'elle « correspond en tout point à la position que nous avons toujours adoptée lorsque la sécurité internationale et les droits de la personne étaient menacés ».

Qu'a dit son patron, mon ancien collègue avocat, l'ancien premier ministre Chrétien, au sujet des frappes aériennes lors de ce même conflit? Il a dit ici même:

Nous avons entrepris cette campagne pour arrêter le président Milosevic ainsi que le nettoyage ethnique, les viols et les meurtres.

Initiatives ministérielles

Par ailleurs, nous sommes membres d'une équipe et, comme tels, nous avons convenu que la meilleure stratégie pour [cela] était de procéder à des frappes aériennes. C'est ce que nous faisons.

• (1600)

Pour finir, je citerai le ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté actuel, qui a déclaré en 2002:

Que signifie la souveraineté dans ce contexte [d'être ministre de la Défense]? Elle signifie que notre gouvernement doit pouvoir déployer des forces à l'étranger pour refléter les priorités et les valeurs canadiennes, afin que le Canada puisse atteindre ses objectifs de politique étrangère [...]

Ces objectifs ont été judicieux tout au long de notre histoire, jusqu'au présent débat. J'espère que le gouvernement finira par comprendre.

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Nous passons aux questions et observations. Le député de Saint John's—Rothesay a la parole.

M. Wayne Long (Saint John—Rothesay, Lib.): C'est Saint John—Rothesay, madame la Présidente.

Je remercie le député d'en face de son discours très passionné, mais à mon avis, lui et son parti s'obstinent à déformer le débat et à semer la confusion. Comme je l'ai indiqué la semaine dernière, c'est comme au hockey: on établit la meilleure stratégie d'attaque en fonction de son adversaire. Contre une équipe donnée, il est possible que l'offensive soit la meilleure option, et contre une autre, ce peut être la défense ou un autre style de jeu qu'il faut privilégier.

Le gouvernement libéral propose le meilleur plan qui, selon lui, produira les meilleurs résultats. Le député d'en face ne conviendrait-il pas avec moi pour dire que c'est la meilleure approche?

L'hon. Erin O'Toole: Madame la Présidente, j'ai remarqué que le député a pris la peine de préciser que ce n'est pas « St. John's », mais bien Saint John—Rothesay. C'est une distinction importante dans le Canada atlantique. J'ai servi à bord du NCSM *St. John's*, et j'en suis très fier.

Je sais qu'il faisait partie de l'équipe de Saint John, les Sea Dogs, qui a remporté la Coupe Memorial il y a quelques années, mais je suis inquiet. C'est la deuxième analogie sportive que j'entends aujourd'hui. Le secrétaire parlementaire de la ministre du Commerce international en a employé quelques-unes, disant qu'il était entraîneur de hockey et de soccer. Mais ce n'est pas un jeu dont il est question, mais bien d'un débat important où les analogies sportives n'ont pas leur place. Pour ma part, je cite d'anciens leaders afin d'illustrer la responsabilité qui incombe au Canada.

Le député a parlé du débat clair, affirmant que les conservateurs sèment la confusion. Nous parlons simplement de ce que le précédent gouvernement a fait et des changements qu'apporte le présent gouvernement. Nous débattons de la question après que les CF-18 aient été retirés. Comment peut-il s'agir d'un débat transparent? Le Canada est en mesure de jouer un rôle à plusieurs volets — aide humanitaire, appui et intervention militaire — au sein de la coalition, tout comme au Kosovo, où un gouvernement libéral a envoyé des soldats canadiens sans prendre la peine de tenir un débat.

Le rôle que nous jouons est proportionnel à notre taille, nos compétences et nos valeurs. Pourquoi cela a-t-il changé?

• (1605)

Mme Sheri Benson (Saskatoon-Ouest, NPD): Madame la Présidente, j'aimerais que le député me donne son avis sur le fait que l'annonce et le plan que le gouvernement a présentés au sujet de la mission contre le groupe État islamique ne disent rien sur les mesures qui seront prises au Canada, notamment en ce qui a trait à la déradicalisation. Je me demande si le député voudrait se joindre à

moi pour demander au gouvernement d'inclure ce genre d'investissement visant à empêcher les gens qui vivent au Canada de prendre part à ces terribles agissements.

L'hon. Erin O'Toole: Madame la Présidente, je cite des libéraux, et voilà maintenant que je suis d'accord avec le NPD. Que m'arrive-t-il dernièrement?

Je puis assurer à la députée que les membres conservateurs du Comité de la sécurité publique ont tenté d'inscrire la déradicalisation à l'ordre du jour de ce comité. Le collègue néo-démocrate de la députée le lui confirmera et lui dira que chaque tentative a été bloquée par la majorité libérale au comité, même si le ministre donne des entrevues et parle de créer un poste de coordonnateur de la déradicalisation. Le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, s'est vu offrir une visite d'un centre à Montréal. Pourquoi les parlementaires ne devraient-ils pas débattre de cette question tout aussi importante? Les libéraux les en empêchent. Encore une fois, le troisième volet du plan des libéraux, qui veut la tenue d'un débat clair et transparent, ne s'applique pas à ce dossier.

Les parlementaires doivent se pencher sur la déradicalisation, les réseaux terroristes, l'utilisation des médias sociaux et d'autres questions de ce genre, et j'espère que le gouvernement se montrera bientôt plus ouvert en permettant aux députés des deux côtés de la Chambre d'explorer des questions importantes pour la sécurité des Canadiens.

L'hon. Peter Van Loan (York—Simcoe, PCC): Madame la Présidente, depuis de nombreuses années, l'extrémisme islamiste sunnite est considéré comme la principale menace terroriste à la sécurité nationale du Canada. Les organismes de sécurité du Canada s'entendent tous là-dessus, et on le constate dans l'analyse et les conclusions associées à la stratégie antiterroriste du Canada. Aujourd'hui, l'EIIL, l'État islamique en Irak et au Levant, est le groupe qui préconise la forme la plus active et la plus violente d'extrémisme islamiste dans le monde. En fait, l'EIIL, qui se spécialise dans l'exportation, la promotion et l'instigation de la terreur, est responsable des attaques djihadistes qui surviennent partout dans le monde, y compris au Canada. C'est pour cette raison que, lorsque le groupe État islamique a commencé à établir et à élargir son assise territoriale, le Canada s'est joint à ses alliés et a participé à la mission de combat visant à contrer la menace que représente ce groupe.

Aujourd'hui, le nouveau gouvernement du Canada, qui est formé par les libéraux, tourne le dos à la tradition de notre pays, qui a toujours assumé sa part de responsabilités lorsqu'il a fallu protéger le monde contre les menaces de ce type. Nous ne participerons plus aux combats; nous nous attendons à ce que nos alliés aillent au front pour nous. Ce n'est pas parce que nous avons remporté la lutte contre l'EIIL, car ce n'est pas le cas. Ce n'est pas non plus parce que les frappes aériennes n'ont pas remporté le succès escompté. Tout indique que les frappes aériennes des forces alliées ont joué un rôle très important, car elles ont freiné la progression de l'EIIL et fait en sorte que la taille des territoires occupés par ce groupe diminue.

Le Parti libéral se retire de la mission de combat parce que son chef a fait une déclaration immature et irréfléchie au sujet du déploiement des CF-18. Apparemment, sa vanité l'empêche de reconnaître son erreur. Il refuse donc d'admettre que les pilotes et les membres d'équipage des CF-18 ont apporté une contribution importante à la lutte contre l'EIIL.

Initiatives ministérielles

Bien que l'EIIL ait, depuis, inspiré des attaques au Canada en plus de véritables carnages dans des villes comme Paris et San Bernardino, le gouvernement refuse obstinément de laisser le Canada prendre part au plus grand combat de notre génération.

Pourquoi est-il essentiel d'empêcher l'EIIL d'établir une base d'opérations? L'histoire nous l'explique. En 1988, Oussama ben Laden, qui n'était alors qu'un sombre personnage inconnu, membre d'une riche famille de constructeurs saoudiens, a établi Al-Qaïda, un terme qui signifie « la base ». Un peu plus tard, après le départ des soviétiques, Al-Qaïda s'est déplacé du Pakistan jusqu'à l'Afghanistan, où le régime taliban lui a finalement permis de s'installer en toute quiétude et d'agir à sa guise.

La famille ben Laden et d'autres piliers de l'organisation d'Al-Qaïda ont ensuite établi, à la ferme Tarnak, un modeste complexe familial entouré de murs. C'est là que ben Laden vivait avec ses trois épouses et ses nombreux enfants, et c'est de là qu'il dirigeait le déploiement des terroristes d'Al-Qaïda.

Signalons que cet endroit a une importance particulière pour le Canada. En effet, une famille canadienne, la famille Khadr, qui comprenait notamment Ahmed et Omar Khadr, a vécu dans le complexe familial de ben Laden à la ferme Tarnak.

Le régime taliban a protégé et appuyé Al-Qaïda au cours de ces années, et ensemble ils ont été en mesure d'organiser et de mener à l'étranger diverses attaques terroristes de plus en plus brutales. Pendant des années, les activités d'Al-Qaïda ont fait l'objet d'une surveillance étroite par des personnes s'intéressant aux questions de sécurité nationale, mais le grand public ne semblait pas préoccupé, malgré un nombre croissant d'attaques.

Les gens ont tôt fait d'oublier l'attentat à la bombe commis en 1993 par un terroriste formé par Al-Qaïda, dans le stationnement souterrain du World Trade Center. Après tout, seules six personnes ont été tuées, et l'immeuble est resté intact. Lors de l'attentat à la bombe contre les tours Khobar en Arabie saoudite en 1996, 19 soldats américains ont été tués, mais, comme a semblé se dire le grand public, ce genre de situation peut arriver au Moyen-Orient.

Lors des attentats à la bombe de 1998 par Al-Qaïda contre les ambassades des États-Unis à Nairobi et à Dar es-Salaam, plus de 4 000 personnes ont été blessées et 200 autres tuées, mais seules 12 des victimes étaient de nationalité américaine. Le public a alors commencé à porter attention à Al-Qaïda, mais, encore une fois, les attentats avaient été commis dans des lieux éloignés.

Ahmed Ressam, le terroriste de Montréal qui a voulu perpétrer un attentat à la bombe à l'occasion des fêtes du millénaire, a été formé dans des camps d'Al-Qaïda en Afghanistan. Son plan visant à bombarder l'aéroport de Los Angeles a échoué en raison d'un douanier américain chevronné qui l'a intercepté alors qu'il tentait de traverser la frontière entre le Canada et les États-Unis.

Puis, en 2000, le USS *Cole* a été attaqué par Al-Qaïda, et 17 marins américains ont été tués.

Ce n'est toutefois qu'après les terribles attentats du World Trade Center, le 11 septembre 2001, que le public a réellement pris conscience de l'ampleur de la menace terroriste. Le monde a répondu d'une seule voix. Le régime taliban, avec en son cœur le groupe Al-Qaïda, devait être éliminé, et la base physique des terroristes, en Afghanistan, fermée.

Le Canada a fait sa part. Le gouvernement libéral qui était alors au pouvoir a reconnu, et c'est tout à son mérite, que le Canada devait contribuer à cette lutte. La question de savoir si ce même gouvernement libéral a vraiment soutenu les soldats qu'il a envoyés

se battre se discute. En effet, ils n'avaient rien d'autre que des habits de camouflage faits pour la jungle alors qu'ils étaient en plein désert. Leurs jeeps Iltis les rendaient vulnérables et, sans hélicoptères pour les transporter, ils risquaient sans cesse de buter sur une bombe improvisée ou de tomber dans une embuscade.

Mais bon, avec le temps, ces lacunes ont fini par être corrigées, les soldats ont obtenu des uniformes couleur sable, des véhicules blindés légers renforcés et des hélicoptères, ce qui a permis de sauver plus d'une vie. Enfin, grâce au travail remarquable des milliers de militaires du Canada et de nos pays alliés, la menace terroriste que représentait Al-Qaïda, c'est-à-dire le cerveau du mouvement, a été affaiblie, puis pour ainsi dire éliminée.

• (1610)

Cependant, malgré les vœux pieux de bien des personnes, la menace de l'extrémisme islamiste planait toujours. Le noyau d'Al-Qaïda avait été supprimé symboliquement avec l'assassinat d'Oussama ben Laden, en mai 2011. Divers groupes terroristes islamistes sont demeurés, y compris un certain nombre qui se sont rebaptisés afin de profiter du caractère sensationnel de la marque Al-Qaïda. Pensons à Al-Qaïda au Maghreb islamique, à Al-Qaïda en Irak et à Al-Qaïda dans la péninsule arabique.

Bien que des Canadiens aient été pris en otage par Al-Qaïda au Maghreb islamique et qu'Al-Qaïda dans la péninsule arabique fût longtemps considérée comme le groupe affilié le plus susceptible d'exporter le terrorisme, c'est Al-Qaïda en Irak qui est devenue l'armée terroriste sanguinaire qu'est le groupe État islamique. En fait, ses actions sont tellement horribles, comme on l'a souvent souligné durant l'actuel débat, que d'autres groupes affiliés à Al-Qaïda considèrent le groupe État islamique comme trop extrême pour être toléré.

Ainsi, étant donné ces événements, le monde a reconnu que la lutte contre le groupe État islamique est le combat de notre époque. Ayant été témoins des événements survenus alors qu'Al-Qaïda contrôlait une zone d'opération géographique, nous savons qu'il ne faut pas donner la même possibilité au groupe État islamique. C'est encore plus important. Grâce aux ressources pétrolières dont il dispose et à ses conquêtes de territoires, l'EIIL est maintenant le groupe terroriste le plus riche, doté des meilleures ressources et le plus lourdement armé que le monde ait jamais vu. Et sa cruauté est sans pareille.

Le terrorisme djihadiste a évolué avec le temps. L'EIIL pratique des activités terroristes traditionnelles, comme l'entraînement et l'exportation de terroristes pour la perpétration d'attaques et d'attentats à la bombe contre des avions civils. Le groupe État islamique a également recours aux kamikazes, un phénomène terroriste plus récent.

Toutefois, le groupe État islamique est aussi exceptionnellement doué dans l'art de la propagande et de l'incitation. Sa présence sur Internet, ses techniques perfectionnées de production visuelle et sa promotion de l'extermination des non-croyants ont ouvert de nouvelles frontières. Il a, à plusieurs reprises, désigné le Canada comme cible d'attentats djihadistes.

Cette incitation a déjà mené à deux attaques terroristes en sol canadien: une à Saint-Jean-sur-Richelieu et l'autre ici, à Ottawa. Comme je l'ai déjà dit, le groupe État islamique fait planer la menace d'actes terroristes au Canada. Cette menace est bien réelle.

Initiatives ministérielles

La responsabilité du Canada est, elle aussi, réelle. En effet, bon nombre de Canadiens se sont rendus à l'étranger pour rejoindre l'EIL. Si le Canada se retire du combat maintenant, cela sera forcément considéré comme une incapacité à assumer ses responsabilités. Des pays comme la France et la Grande-Bretagne reconnaissent que certains de leurs citoyens se sont rendus à l'étranger pour rejoindre l'EIL et ont accru leur contribution à la lutte contre ce groupe. Or, même si plus de 130 Canadiens se sont rendus à l'étranger pour soutenir des activités terroristes, le gouvernement libéral abandonne le combat et laisse nos alliés se battre seuls contre les terroristes, y compris les Canadiens qui ont rejoint les rangs du groupe État islamique. Nous pouvons nous imaginer à quel point c'est décourageant pour nos alliés à qui nous laissons le gros du travail.

Le gouvernement conservateur reconnaissait notre responsabilité, la tradition canadienne de faire sa part, ainsi que la nécessité absolue de combattre le groupe État islamique aujourd'hui afin d'empêcher des attaques terroristes en sol canadien à l'avenir. Nous avons reconnu que si nous ne luttons pas contre ce groupe maintenant, cela ne ferait qu'entraîner un plus grand conflit à l'avenir s'il parvenait à créer un califat.

La décision du gouvernement libéral de mettre fin à la mission de combat contre le groupe État islamique est bien triste. Elle marque la fin du rôle du Canada en tant que chef de file dans la lutte mondiale contre le terrorisme. Elle signifie l'échec du Canada à faire sa juste part du travail pour faire du monde un lieu sûr. La décision libérale de mettre fin à notre mission de combat témoigne de notre échec à assumer nos responsabilités alors même que de jeunes Canadiens combattent dans les rangs du groupe État islamique.

Par-dessus tout, c'est une décision qui laisse le Canada à risque. Au mieux, nous serons des profiteurs, nous fiant sur les autres pour faire le vrai travail afin d'éliminer la menace terroriste réelle qui pèse sur le Canada. Au pire, nous serons en quelque sorte des chefs de file, les premiers à nous retirer de la lutte, un acte qui, si les alliés nous emboîtent le pas, laissera le monde entier, y compris le Canada, vulnérable aux attaques d'un groupe axé sur l'exportation du terrorisme, le pire et le plus fanatique de l'histoire.

La décision des libéraux n'est pas conforme à la façon canadienne de faire les choses. Notre bras sait porter l'épée. Notre valeur protégera nos foyers et nos droits. Nous sommes un pays de courage, de principes, qui fait ce qui est juste. C'est cela, la façon canadienne de faire les choses.

● (1615)

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Madame la Présidente, j'ai écouté attentivement le député. Il a dit beaucoup de belles choses, mais la participation — ou non — des CF-18 était au cœur de son discours aujourd'hui.

Les Forces canadiennes ont fait de grandes choses pour nous au cours de l'histoire. Nous sommes très fiers du travail que font les membres des Forces canadiennes. Toutefois, dans notre plateforme électorale, nous avons promis de retirer les CF-18 et de miser sur d'autres éléments du rôle du Canada au Moyen-Orient.

Le parti libéral a obtenu la majorité. L'opposition ne va sûrement pas demander au gouvernement libéral de briser une grande promesse électorale. Le NPD et le Parti vert souhaitent le retrait des CF-18; la majorité des Canadiens aussi. C'est cela l'essentiel.

Ma question au député est la suivante: pourquoi ne reconnaît-il pas que la coalition mondiale peut faire une grande partie de ce que les conservateurs nous demandent de faire?

Il est important que le Canada investisse là où il pourra continuer de protéger les intérêts de la coalition et de lutter contre le terrorisme. Une des façons d'y arriver, c'est de tripler la taille de l'équipe de conseillers canadiens dans la région en conflit afin que les Irakiens puissent mieux lutter contre le terrorisme sur le terrain.

L'hon. Peter Van Loan: Madame la Présidente, la position du Parti libéral, c'est essentiellement de dire que nos CF-18 ne faisaient pas progresser la situation et qu'ils ne contribuaient pas à affaiblir le groupe État islamique. En réalité, tous les faits nous disent le contraire. Le contrôle et l'affaiblissement de la menace que pose le groupe État islamique sont surtout attribuables aux frappes aériennes.

Pour ce qui est de l'opinion des Canadiens, tous les sondages révèlent clairement qu'ils souhaitent que le Canada continue de participer au combat.

Malheureusement, plus un seul Canadien ne participera à la mission de combat lorsque les libéraux auront mis leur décision en application. Un instant, je me rétracte. En fait, les seuls Canadiens qui continueront de se battre seront ceux qui font partie du groupe État islamique. C'est honteux. Le Canada tourne le dos à ses responsabilités.

Des citoyens canadiens se rendent à l'étranger pour être membres du groupe État islamique et se battre contre nos alliés qui participent à la mission de combat. Nous souhaitons remporter le combat, mais nous ne sommes même pas prêts à faire notre part. Selon moi, il s'agit d'une abdication honteuse de nos responsabilités les plus cruciales à l'égard de cette mission de combat.

● (1620)

Mme Marilyn Gladu (Sarnia—Lambton, PCC): Madame la Présidente, je voudrais simplement dire combien je suis déçue de voir que le gouvernement libéral a décidé de retirer les CF-18 sans attendre le résultat du vote au Parlement et sans respecter la démarche entreprise. Nos alliés nous ont demandé de garder nos CF-18 au combat. Les hommes et les femmes qui sont au sol ont besoin de la protection aérienne canadienne. Les CF-18 n'ont aucune mission aussi importante que celle-ci à entreprendre d'urgence.

Si nous ne tranchons pas la tête du serpent que l'on nomme le groupe État islamique, nous serons débordés par le nombre de réfugiés. Je voudrais entendre ce que le député en pense.

L'hon. Peter Van Loan: Madame la Présidente, la députée de Sarnia—Lambton a clairement une bonne connaissance des problèmes et de la réalité sur le terrain.

En fait, comme le secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes vient de l'indiquer et comme je l'ai indiqué dans mes observations, il y a une seule raison pour laquelle les libéraux agissent ainsi. C'est que le premier ministre s'est laissé emporter par manque de maturité et refuse tout simplement de remettre en question la position qu'il a prise il y a un certain temps. C'est de la vanité. Il ne peut y avoir d'autres explications. Le gouvernement refuse de faire le bon choix.

Nous savons tous quel serait le bon choix. Même le Parti libéral sait ce que serait le bon choix. C'est pourquoi les députés d'en face se contorsionnent pour trouver une manière de s'en sortir. Après avoir affirmé que nous ne participerions pas aux combats, ils laissent entendre que nous y participerons d'une certaine manière, pour que des gens pensent que ce sera le cas. En fait, les libéraux sont en train de mettre fin à la mission de combat, même s'ils savent pertinemment qu'au fond, le bon choix serait de continuer de prendre part aux combats.

Initiatives ministérielles

À ma connaissance, il n'y a jamais eu de menace terroriste aussi grave que celle-ci. Ce groupe terroriste a ciblé le Canada. Il incite les jeunes Canadiens à venir grossir ses rangs, et le Canada a fait l'objet d'attentats inspirés par ce groupe. S'il y a une lutte à laquelle nous avons le devoir de participer, c'est bien celle-là. Or, les libéraux nous dérobent à notre devoir.

[Français]

M. Nick Whalen (St. John's-Est, Lib.): Madame la Présidente, je vais partager mon temps de parole avec la députée de Longueuil—Charles-LeMoyne.

[Traduction]

Je suis très reconnaissant de prendre part au présent débat sur la participation future du Canada aux efforts de la coalition qui cherche à vaincre le groupe État islamique en Irak et en Syrie. La Chambre a déjà beaucoup discuté de la forme que prendrait la participation du Canada. Nous pouvons tous convenir qu'il faut absolument vaincre le groupe État islamique.

Il devient de plus en plus évident que, pour relever ce défi, il faut adopter un plan d'intervention pangouvernemental qui mette à profit les points forts du Canada au sein de la coalition. Il faut notamment recentrer notre participation militaire en augmentant considérablement nos capacités de renseignement, en déployant des membres du personnel médical des Forces armées canadiennes et en augmentant nos efforts de renforcement des capacités.

La nouvelle mission canadienne vise aussi à améliorer les conditions de vie des populations touchées par le conflit et à jeter les bases d'une stabilité régionale à long terme. Nous investirons beaucoup dans l'aide humanitaire, nous consoliderons notre présence diplomatique et nous renforcerons le dialogue avec les partenaires locaux et internationaux sur le terrain. Le Canada accueille encore d'autres réfugiés syriens et il continuera d'en accueillir.

Comme les députés peuvent le constater, cette question ne se limite pas à son aspect militaire. Voilà pourquoi le premier ministre a annoncé un plan d'intervention repensé auquel participeront plusieurs ministères.

Seule une stratégie à plusieurs volets à long terme permettra d'apporter la stabilité à la région. En recentrant la mission, on ciblera mieux l'aide humanitaire, la stabilisation, la sécurité et le développement. Comme je l'ai signalé plus tôt, on renforcera également les efforts diplomatiques en vue de l'obtention d'une résolution politique du conflit.

Ce changement ne diminue pas notre participation, comme certains l'ont laissé entendre; il constitue plutôt un pas dans la bonne direction. Le Canada a bien l'intention de demeurer à l'avant-garde de la lutte mondiale contre cette grave menace. Avec le temps, cet effort soutenu et recentré déterminera les conditions nécessaires pour apporter la stabilité à la région. Nous ne devons pas perdre de vue qu'il s'agit d'un travail à long terme.

Comme le ministre de la Défense nationale l'a dit, en relatant une remarque d'un commandant irakien: « Nous combattons le fils d'Al-Qaïda. Assurons-nous de ne pas combattre également son petit-fils. » J'estime qu'une intervention positive, collective et globale, efficace dans l'immédiat et à long terme, est la meilleure façon de mettre fin à ce cycle de terrorisme.

L'un des éléments du recentrage de notre approche est l'augmentation des capacités de renseignement. C'est un changement important. Le renseignement de défense fait partie intégrante des activités et des opérations militaires. Il permet de prendre des décisions efficaces et éclairées en nous informant de l'environnement

de sécurité pour que nous puissions nous y adapter. Si nous savons que nos adversaires préparent une manœuvre, nous avons plus de chance de la contrecarrer. C'est la raison pour laquelle nous avons prévu une augmentation des capacités de renseignement dans la contribution militaire recentrée du Canada.

Nous en sommes venus à comprendre que des renseignements précis permettent de mieux cerner la situation. Sans ces renseignements, les chances de réussite de la mission sont limitées. Qu'il s'agisse de renseignements recueillis par les détecteurs de nos CP-140 Aurora ou provenant d'autres sources, plus nous aurons de renseignements sur les installations du groupe État islamique et sur ses déplacements, mieux ce sera pour les forces de la coalition, y compris nos propres militaires.

Nous avons besoin de renseignements de qualité au sol, non seulement pour indiquer à la coalition quelle doit être la cible de la prochaine frappe, mais aussi pour connaître les endroits à éviter. Cela nous aide à trouver et à prioriser les cibles et à limiter les pertes civiles. Cela nous permet de suivre l'ennemi, de connaître la situation, puis d'anticiper et de prévenir la prochaine manœuvre. C'est d'autant plus important dans le contexte actuel de la campagne.

Après avoir essuyé les frappes aériennes de la coalition pendant plus d'un an, l'EIIL a perdu une bonne partie de sa liberté de mouvement. Il ne peut plus défendre ses positions ou déplacer ses équipements et ses combattants aussi ouvertement qu'auparavant. Il doit au contraire déguiser ses mouvements, parcourir de plus courtes distances et se déplacer sous le couvert de la nuit. Or, la situation pourrait ne pas durer, et c'est pourquoi la coalition doit agir rapidement pour en profiter.

Dans la mesure où les membres de l'EIIL se cachent parmi la population civile pour masquer leur présence, nous devons demeurer prudents afin de réduire au minimum les risques de pertes civiles non prévues et de dommages collatéraux. Voilà pourquoi il faut renforcer les capacités en matière de renseignement. Le prix à payer en cas d'erreur peut être extrêmement élevé, que ce soit en fait de vies, de temps ou de conséquences tactiques.

• (1625)

Pour couronner le tout, nous dépêchons d'autres officiers des Forces armées canadiennes au quartier général de la coalition afin qu'ils puissent contribuer au ciblage et à la collecte de renseignements. Il s'agit d'un processus complexe qui n'est pas sans conséquence, et les Forces armées canadiennes figurent parmi les meilleures du monde dans ce domaine.

Le processus de ciblage est très important, pour nous et pour nos partenaires de la coalition, parce qu'il contribue à réduire les dégâts parmi les civils et aux infrastructures essentielles, en plus d'aider au maximum la coalition à affaiblir l'EIIL.

Voici comment cela fonctionne. La coalition a besoin de militaires pour: a) définir l'objectif, par exemple empêcher les combattants de l'EIIL de se rendre dans une ville *x*; b) choisir les cibles susceptibles de lui permettre d'atteindre cet objectif et en établir la priorité; c) déterminer le type d'intervention convenant à chaque cible; d) passer à l'action; et e) déterminer si l'objectif poursuivi a été atteint.

Ce système, appelé « cycle de ciblage interarmées », est rigoureux et il a fait ses preuves. Quant aux militaires canadiens, ils sont bien entraînés et ils ont l'expérience de ce type de processus. En contribuant de plus près au processus de ciblage, nous continuerons d'aider la coalition à affaiblir l'EIIL.

La contribution des Forces armées canadiennes à la paix et à la stabilité est bien connue de tous, et le Canada continuera d'être là quand on aura besoin de lui. Il faut toutefois garder à l'esprit qu'il y a plus d'un moyen pour affaiblir et vaincre l'EIIL.

Il ne faut pas oublier que nous ne sommes pas seuls dans ce combat. Nous faisons partie d'une coalition internationale, dont l'approche complémentaire entre tous les partenaires est la véritable clé du succès.

Le Canada a beaucoup à offrir pour vaincre la menace que pose l'EIIL. La combinaison d'une amélioration des services de renseignement et d'un ciblage énergique aidera la coalition à tirer rapidement parti des occasions éphémères. La souplesse et la capacité d'adaptation sont d'une importance primordiale dans la guerre moderne, surtout en présence d'un ennemi résolu, et nos alliés reconnaissent la valeur de cette combinaison d'atouts.

C'est une façon d'utiliser les forces spécifiques du Canada pour vaincre l'EIIL, comme notre contribution en matière de formation, de conseil et d'assistance. Nous voulons utiliser ce que le Canada a de meilleur. Ce plan permet non seulement de mettre à contribution certaines des forces fondamentales de l'armée canadienne, mais aussi de répondre aux attentes de nos concitoyens.

• (1630)

[Français]

M. Rémi Massé (Avignon—La Mitis—Matane—Matapédia, Lib.): Madame la Présidente, je suis étonné que le retrait des CF-18 surprenne les conservateurs, puisqu'il s'agit d'un engagement que nous avons pris lors de la campagne.

Je tiens à remercier mon collègue de sa brillante intervention. En effet, nous nous sommes engagés à collaborer avec la coalition, et j'aimerais qu'il nous parle des bénéfices d'une telle collaboration dans le cadre d'un enjeu comme celui-ci.

[Traduction]

M. Nick Whalen: Madame la Présidente, je remercie le député de ses questions. Il veut savoir de quelle façon la collaboration accrue entre les partenaires de la coalition contribuera à mieux servir les visées du Canada et, bien entendu, à vaincre l'EIIL plus rapidement.

C'est l'une des raisons pour lesquelles, quand je faisais du porte-à-porte à St. John's-Est, pendant la campagne électorale, je demandais aux gens si c'était la meilleure façon pour le Canada de participer à la lutte. Ils disaient que nos décisions n'étaient peut-être pas fondées sur les meilleurs renseignements, que la lutte contre l'EIIL en Irak et en Syrie était trop compliquée et que nous ne disposions pas de ressources du renseignement adéquates pour y participer. De plus, pendant la campagne électorale, il a été question de bombardements abusifs dans de nombreux articles dans les médias.

Une meilleure collaboration permet aux autres membres des forces de coalition de se consacrer davantage aux opérations liées aux avions et aux bombardements, ce qui laisse le Canada se concentrer sur ses points forts, notamment le renseignement et le ciblage.

M. Garnett Genuis (Sherwood Park—Fort Saskatchewan, PCC): Madame la Présidente, j'aimerais demander au député ce qu'il pense de deux questions précises. Il vient de mentionner les bombardements abusifs. Bien sûr, le Canada ne participe plus aux combats, mais il appuie les bombardements.

Si le député est d'avis que les bombardements sont d'une façon quelconque abusifs, pourquoi les libéraux jouent-ils encore un rôle de soutien, tout en refusant de participer aux combats? J'aimerais donner au député l'occasion d'apporter des précisions.

Initiatives ministérielles

Un certain nombre de députés du côté du gouvernement ont également parlé de l'avantage comparatif et du fait que le Canada ne dispose pas d'un avantage comparatif en situation de combat.

Or, je suis d'avis que nous disposons de certains des meilleurs bombardiers et pilotes du monde. Nous devons en profiter. Reconnaissons que nous disposons d'un avantage comparatif et non d'un désavantage comparatif. Le député pourrait-il nous dire ce qu'il en pense également?

M. Nick Whalen: Madame la Présidente, en ce qui concerne la première question, qui est semblable à la question posée auparavant, lorsque les frappes aériennes tourment mal et qu'il y a des victimes civiles, cela soulève, à juste titre, l'indignation publique. Faisant partie de la coalition, nous devons veiller à ce que tous ses membres disposent des meilleures ressources disponibles en matière de renseignement, de sorte qu'ils puissent participer adéquatement à la destruction et à la défaite de l'EIIL, en réduisant au minimum le nombre de victimes civiles. C'est exactement pourquoi le Canada met l'accent sur le renseignement et sur le soutien au renforcement des capacités sur le terrain des forces armées locales. Voilà qui répond précisément à la première question.

Quant à la seconde question, qui porte sur le retrait des avions, nous estimons qu'il s'agit d'une promesse que nous avons faite tout au long de la campagne électorale. Nous maintenons depuis toujours que la meilleure façon pour le Canada de participer à la campagne en Irak et en Syrie, tant à l'heure actuelle qu'à long terme, consiste à mettre l'accent sur le renforcement des capacités, le renseignement, le ciblage et le soutien médical sur le terrain. C'est ce que nous avons promis de faire et c'est ce que nous ferons.

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Madame la Présidente, pour revenir sur le point dont le député vient de parler, je dirais qu'il a parfaitement raison. Le Canada va tripler la taille de sa force de formation dans le Nord de l'Irak. Nous allons accroître nos ressources de collecte de renseignements.

Les Forces armées canadiennes sont une force incroyable, et je sais que le député en est convaincu. Malgré le fait que nos CF-18 ne participeront pas au processus, le Canada contribue et contribuera énormément à la lutte contre le terrorisme dans le monde.

M. Nick Whalen: Madame la Présidente, je suis tout à fait d'accord avec le député. La contribution du Canada est encore grande. Nous changeons de tactique et d'orientation, mais nous mettons encore l'accent sur le but ultime, celui de vaincre le groupe État islamique et d'assurer la stabilité dans cette région. C'est extrêmement important.

• (1635)

[Français]

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Conformément à l'article 38 du Règlement, je dois faire connaître à la Chambre les questions qu'elle abordera lors de l'ajournement ce soir, à savoir: l'honorable députée de North Island—Powell River, La Garde côtière canadienne; l'honorable députée de Portage—Lisgar, Les ressources naturelles; l'honorable député de Sherwood Park—Fort Saskatchewan, Les affaires étrangères.

Nous reprenons le débat avec l'honorable députée de Longueuil—Charles-LeMoyne.

Initiatives ministérielles

[Traduction]

Mme Sherry Romanado (Longueuil—Charles-LeMoine, Lib.): Madame la Présidente, je suis heureuse de prendre la parole à la Chambre aujourd'hui au sujet du rôle joué par le Canada au sein de la coalition internationale qui a été formée pour lutter contre l'État islamique en Irak et au Levant, l'EIIL. Je suis particulièrement fière d'expliquer en quoi la nouvelle stratégie globale intégrée et durable du Canada apportera une contribution importante aux efforts de la coalition.

L'EIIL présente encore une grave menace non seulement pour la sécurité régionale et mondiale, mais aussi pour les citoyens canadiens, sur notre territoire et à l'étranger. Les activités terroristes que l'EIIL continue d'entreprendre dans les territoires qu'il contrôle en Irak et en Syrie ont causé des milliers de décès et le déplacement de millions de personnes. L'EIIL continue de torturer et de décapiter des gens, a érigé le viol et l'esclavage des femmes en culture et a froidement détruit des lieux de culte et des sites culturels et archéologiques irremplaçables.

Pour s'attaquer à cette menace, les membres de la communauté internationale ont uni leurs efforts et formé une coalition qui a pour objectif d'affaiblir l'EIIL et, au bout du compte, de vaincre ce groupe. La coalition internationale, qui a été créée en septembre 2014, compte 66 membres, parmi lesquels figurent non seulement des pays, mais aussi des organisations, comme les Nations unies, l'Union européenne et la Ligue arabe.

Les membres de la coalition internationale s'entendent pour dire que la lutte visant à vaincre l'EIIL et à l'empêcher de progresser requiert une approche globale à long terme qui comporte plusieurs volets. Par conséquent, la coalition a axé ses efforts sur cinq volets d'intervention.

Les efforts militaires continueront de jouer un rôle important lorsqu'il s'agit de réunir les conditions nécessaires pour lutter contre la menace immédiate que représente l'EIIL, mais la coalition mène également des activités non militaires qui sont nécessaires pour stabiliser les régions libérées et empêcher qu'un autre groupe remplace l'EIIL lorsqu'il sera vaincu.

Premièrement, il faut des activités pour stabiliser les régions libérées de l'EIIL afin d'y assurer le retour sécuritaire et durable des populations déplacées. Deuxièmement, on doit restreindre les déplacements des combattants terroristes étrangers à destination et en provenance de la région, notamment en améliorant l'échange de renseignements et la coopération internationale. Troisièmement, il faut empêcher l'EIIL de recevoir et de transmettre des fonds en l'empêchant de tirer profit du système financier international et en diminuant les sources de revenu sous son contrôle. Quatrièmement, on doit dénoncer et contrer le discours et le message fallacieux de l'EIIL tout en faisant la promotion d'autres discours à la fois positifs et crédibles.

Des groupes de travail ont également été mis sur pied afin de coordonner et d'améliorer les efforts de la coalition en ce sens. Chaque pays qui participe à cette lutte apporte une contribution à la hauteur de ses capacités qui s'accorde de façon complémentaire avec celles de ses alliés et partenaires de la coalition.

Je souligne avec fierté que le Canada est l'un des rares pays qui contribuent activement à tous les volets d'intervention de la coalition, tant militaires que non militaires. Le Canada est également membre du petit groupe de la coalition, qui réunit les 25 pays membres fournissant du support militaire aux forces irakiennes qui combattent le groupe État islamique sur le terrain. Le petit groupe de la coalition

contribue de manière importante à l'établissement des orientations stratégiques de la coalition.

Le Canada est un partenaire actif du petit groupe. Le ministre des Affaires étrangères a participé à la plus récente réunion du petit groupe tenue à Rome plus tôt ce mois-ci, où il a été question des progrès de la coalition dans la lutte contre le groupe État islamique et des plans pour intensifier les efforts, en faisant fond sur les gains réalisés jusqu'à maintenant. Le Canada a aussi été l'hôte d'une réunion d'un petit groupe de dirigeants politiques à Québec, en juillet 2015.

D'importants progrès ont été accomplis. L'EIIL a été chassé d'environ 30 % du territoire qu'il occupait en Irak et en Syrie. En Irak, les villes de Tikrit, Sinjar et Ramadi ont été libérées. Les réfugiés et les personnes déplacées commencent à revenir chez eux pour y rebâtir leur vie et leur collectivité.

Les membres de la coalition globale continuent de planifier l'intensification des opérations de combat contre l'EIIL. Le ministre de la Défense nationale a assisté à une réunion des ministres de la Défense des pays membres du petit groupe à Bruxelles, la semaine dernière, où a été présentée l'orientation stratégique future de la composante militaire de la coalition. Les membres de la coalition ont réaffirmé leur engagement à assurer la cohérence et la coordination entre les volets d'interventions militaires et non militaires de la coalition.

● (1640)

La nouvelle stratégie du Canada est le fruit d'une consultation dynamique et continue auprès des membres de la coalition. C'est une stratégie globale, intégrée et soutenue, la meilleure voie à suivre pour vaincre l'EIIL et jeter les bases d'une paix et d'une stabilité durables dans la région.

Notre stratégie est globale parce que nous investissons dans tous les aspects de la question afin d'arriver à une solution durable: intervention militaire, diplomatie, stabilisation, aide humanitaire et aide au développement. Grâce à ces investissements, nous participons à tous les axes d'activité de la coalition. De plus, notre stratégie est intégrée, en raison des liens qui existent entre ses différents éléments et avec les autres activités de la coalition.

Finalement, il s'agit d'une stratégie de longue durée, puisque nous avons pris un engagement de plusieurs années et que nos choix visent à produire des résultats durables. Le Canada jouit du respect de ses alliés, qui reconnaissent sa capacité de former les soldats sur le terrain, de soutenir les forces de sécurité, d'allier efficacement aide humanitaire et aide au développement, et d'établir de solides relations diplomatiques.

À l'avenir, le Canada aidera à répondre à un besoin crucial en assurant la formation continue des forces irakiennes. Nous avons l'expertise voulue et notre stratégie tire avantage des points forts du Canada. La contribution canadienne sera surtout efficace à long terme. En contribuant à la formation des forces irakiennes, nous nous assurerons que les Irakiens sont capables de se défendre et de prendre l'initiative sur le champ de bataille. Nous renforcerons la capacité des forces locales de se défendre contre le groupe État islamique.

Les Forces armées canadiennes sont bien placées pour aider à préparer les Irakiens à cet égard. Nous reconnaissons les très grands sacrifices que nos soldats ont consentis dans le cadre de cette lutte. Les Forces armées canadiennes continuent à faire un travail remarquable, ce qui leur vaut la gratitude de tous les Canadiens. Étant la mère de deux membres des Forces canadiennes, je suis extrêmement fière du travail de nos forces.

Initiatives ministérielles

Le Canada continuera à collaborer avec ses partenaires pour renforcer ses efforts afin d'endiguer le flot de combattants qui se rendent en Irak et en Syrie. Nous continuerons de collaborer afin de tarir les sources de financement du groupe État islamique et de détruire son infrastructure financière. Nous soutiendrons les efforts de renforcement des capacités dans la région de manière à aider les États à protéger leur système financier contre le financement des activités terroristes. Nous nous efforcerons de soutenir et de maintenir les communications stratégiques contre l'extrémisme violent dans les territoires contrôlés par l'EIL, et nous continuerons à collaborer avec nos alliés et nos partenaires de la coalition afin de promouvoir un discours positif qui révèle l'idéologie et le message tordus de ce groupe.

À mesure que les forces locales libèrent des régions de l'Irak du joug de l'EIL, notre appui aidera les populations déplacées à rentrer chez elles. Cela fait fond sur les efforts déjà déployés et contribue aux efforts des partenaires de la coalition. Le présent gouvernement adhère aux efforts internationaux visant à affaiblir et à vaincre l'EIL, et nous nous acquitterons de notre engagement avec nos ressources civiles et militaires.

Nous sommes fiers des contributions des Forces armées canadiennes au combat. Elles continueront de jouer un rôle essentiel dans la coalition mondiale, mais notre nouvelle stratégie s'inspire également de l'expertise bien connue du Canada en matière de sécurité, d'aide humanitaire, de stabilisation et d'aide au développement. La nouvelle orientation de l'engagement du Canada a été établie en étroite consultation avec nos alliés et partenaires de la coalition et tient compte des besoins et des demandes que l'on a fait valoir au Canada.

Cette nouvelle orientation fait fond sur les capacités du Canada et sur son expertise à valeur ajoutée. Nos contributions feront fond sur le succès de la coalition. Elles compléteront et renforceront les efforts de nos partenaires de la coalition. À l'avenir, le Canada continuera de travailler en étroite collaboration avec les alliés et partenaires locaux et internationaux à la mise en oeuvre de notre nouvelle stratégie.

Seulement en adoptant une approche exhaustive et intégrée qui s'intéresse à plus que le moyen terme et se concentre sur l'avenir à long terme de la région pourrions-nous nous assurer de vaincre l'EIL et prévenir son ascension, en plus d'enrayer toute menace semblable qui se présenterait.

• (1645)

Mme Sheila Malcolmson (Nanaimo—Ladysmith, NPD): Madame la Présidente, nous sommes nombreux à croire que deux mesures en particulier contribueraient beaucoup à la lutte contre l'EIL: il faudrait endiguer le flot de combattants partant pour l'étranger en redoublant d'efforts nationaux dans la lutte contre la radicalisation, et freiner la circulation d'armes et d'argent, qui ne font qu'intensifier le conflit à l'étranger. Pour ce faire, le gouvernement devra adhérer au Traité sur le commerce des armes des Nations Unies.

La députée peut-elle nous décrire comment ces deux mesures s'inscrivent dans le plan exhaustif que décrit son gouvernement?

Mme Sherry Romanado: Madame la Présidente, comme nous l'avons mentionné au cours des quatre jours de discussion consacrés à la motion concernant notre participation à la coalition, nous sommes résolus à nous concentrer sur quatre aspects précis, notamment stopper le financement du groupe État islamique et de ses alliés terroristes et endiguer le flot de terroristes étrangers dans la région.

M. Garnett Genuis (Sherwood Park—Fort Saskatchewan, PCC): Madame la Présidente, la députée croit-elle que le mot « génocide » s'applique dans le cas de ce conflit? Estime-t-elle que nous avons la responsabilité de protéger les personnes touchées par ce génocide?

Mme Sherry Romanado: Madame la Présidente, nous convenons tous que les atrocités perpétrées par le groupe État islamique sont barbares et inacceptables. Voilà pourquoi nous avons décidé d'unir nos forces en tant que coalition pour lutter contre ce terrorisme.

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Madame la Présidente, je fais remarquer que la députée est mère de deux fils qui sont membres des Forces canadiennes. Si l'on regarde l'ensemble du caucous libéral, on constate que, en plus du ministre de la Défense nationale, il compte des généraux, des soldats et une vaste sélection d'effectifs des Forces canadiennes. Il est encourageant d'entendre la perspective d'un parent sur ce qui se passe outre-mer.

Je me demandais si ma collègue pourrait dire à quel point la stratégie de retrait des CF-18 la reconforte en tant que parent. Y a-t-il autre chose qu'elle souhaiterait ajouter?

Mme Sherry Romanado: Madame la Présidente, je vais répondre à la question de mon collègue en deux temps.

En tant que mère de deux membres des Forces canadiennes, je sais que mes fils auront fort probablement à se battre. En tant que parent qui comprend aussi l'approche holistique à l'égard de la lutte contre l'EIL, en collaboration avec nos partenaires mondiaux, je crois que le Canada a un rôle à jouer et qu'il le joue activement grâce à son expertise.

En tant que mère et parlementaire, je suis très fière du travail de notre ministre de la Défense nationale en collaboration avec nos partenaires de la coalition, étant donné sa grande expertise dans ce domaine. Nous avons choisi le bon plan d'action.

Pour ceux qui pensent que nos enfants, nos époux ou nos proches évitent ainsi la confrontation, je vous assure que ce n'est pas le cas.

• (1650)

[Français]

M. Jean Rioux (Saint-Jean, Lib.): Madame la Présidente, je vais partager mon temps de parole avec le député de Sudbury.

Je suis très heureux de participer à ce débat sur la redéfinition de la mission canadienne contre le groupe État islamique. Il y a deux semaines, notre gouvernement a présenté un plan détaillé visant à élargir, à améliorer et à redéfinir notre contribution à la lutte contre le groupe État islamique.

Aujourd'hui, j'aimerais m'adresser à la Chambre au sujet de quelques-uns des éléments clés de ce plan. La semaine dernière, le ministre de la Défense nationale a très bien résumé le contexte dans lequel la nouvelle approche que nous avons adoptée a été prise. Il a bien démontré à quel point la situation actuelle diffère de celle qui existait lorsque la mission militaire canadienne a débuté, à l'automne 2014.

À l'époque, la situation en Irak et en Syrie était inquiétante. Le groupe État islamique progressait rapidement dans ces deux pays, gagnant du terrain et récupérant le matériel militaire abandonné par les troupes en fuite en vue de les réutiliser à ses propres fins. Le groupe était en pleine expansion.

Initiatives ministérielles

Au cours des 15 derniers mois, la situation a beaucoup changé sur le terrain. Les attaques de la coalition menées par les États-Unis et auxquelles le Canada a participé activement ont permis de freiner la progression du groupe État islamique et d'affaiblir sa capacité de combat.

Depuis, les forces militaires locales ont mené des offensives qui ont permis de reprendre du territoire, notamment à Ramadi. Ces progrès ont incité nos partenaires de mission, au premier chef les États-Unis, à réviser leur stratégie, et le Canada a fait de même, parce que les réalités de la mission l'exigeaient.

Une telle démarche devrait commencer par une analyse en profondeur de la situation qui, comme je l'ai mentionné, a nettement évolué sur le terrain. Nous avons reconsidéré l'impact souhaité par notre contribution en fonction des outils à notre disposition et en fonction de notre tradition canadienne d'être des gardiens de la paix en aidant les populations locales, au lieu d'être une nation belliqueuse. La ville de Saint-Jean a vécu les répercussions de nos attaques par la mort de l'adjudant Patrice Vincent, le 20 octobre 2014.

Nous avons conçu une stratégie globale et à long terme qui s'inscrit dans la tradition des valeurs canadiennes, une stratégie qui tient compte de celle de nos partenaires au sein de la coalition internationale. Nous avons consulté nos alliés les plus proches et nos partenaires, ainsi que nos troupes sur le terrain, et nous avons sollicité l'avis de nos commandants militaires et des forces militaires locales en Irak.

Les ministres de la Défense nationale, des Affaires étrangères et du Développement international ont consulté leurs cadres supérieurs respectifs pour mieux évaluer les compétences et les moyens disponibles au sein des Forces armées canadiennes et dans l'ensemble du gouvernement canadien.

Ensemble, ils ont réussi à redéfinir la contribution que le Canada entend fournir pour répondre aux besoins actuels de la coalition internationale contre le groupe État islamique. Dans cette approche, la contribution militaire, la sécurité, la diplomatie, l'aide humanitaire et le développement sont appelés à jouer un grand rôle.

Les éléments militaires de la nouvelle approche que nous préconisons sont dorénavant plus clairement intégrés dans un plan plus vaste. Cette approche intégrée aidera à établir des conditions qui favoriseront la stabilité à long terme dans la région.

En matière militaire, nous croyons fermement que c'est la population de l'Irak qui doit assumer la responsabilité ultime de stabiliser son pays. Nous mettrons à sa disposition l'expertise nécessaire pour aider les forces militaires locales à renforcer leurs capacités et à se préparer effectivement à affronter les combattants du groupe État islamique.

Comme le premier ministre et le ministre de la Défense nationale l'ont annoncé le 8 février dernier, nous triplerons notre engagement en matière de formation, de prestation de conseils et d'assistance à la mission dans le Nord de l'Irak. Par ailleurs, nous allons considérablement augmenter nos capacités en matière de renseignement. Cette contribution améliorée sera d'une très grande importance pour les prochaines étapes de la lutte contre le groupe État islamique.

Nous fournirons aussi des équipes de liaison ministérielles auprès du ministère de la Défense et du ministère de l'Intérieur de l'Irak, et nous travaillerons encore plus étroitement avec les gouvernements de la Jordanie et du Liban.

●(1655)

Nous nous sommes aussi engagés à augmenter notre présence médicale pour soutenir le personnel canadien et celui des autres pays de la coalition. Nous avons aussi offert de l'encadrement supplémentaire aux forces de sécurités irakiennes. Nous allons par ailleurs accroître notre capacité de déplacement plus sûr et plus fiable, à la fois pour nos troupes et pour le déplacement du matériel et de l'équipement, grâce au déploiement d'un petit détachement d'hélicoptères avec équipage et personnel de soutien.

Comme le ministre de la Défense nationale et le chef d'état-major des Forces armées canadiennes l'ont souligné, la lutte contre le groupe État islamique est un dangereux conflit armé, et cette mission comporte un risque pour nos hommes et nos femmes en uniforme.

Cette mission sera plus risquée que celles axées sur des opérations aériennes, mais comme l'ont souligné nos partenaires au sein de la coalition internationale, à ce point de la campagne, la formation accrue et les efforts accrus en matière de renseignement sont des activités essentielles à la réussite future de la mission de lutte contre le groupe État islamique.

Comme l'ensemble des porte-paroles de notre gouvernement l'ont souligné depuis l'annonce de la nouvelle définition de la mission canadienne, nous ferons tout en notre pouvoir pour assurer la sécurité de notre personnel militaire et civil. Grâce à nos capacités renforcées en matière de renseignement, le personnel déployé bénéficiera d'une meilleure connaissance de la situation sur le terrain. Les Forces armées canadiennes sont constituées d'hommes et de femmes très bien entraînés qui savent comment agir efficacement dans une situation de conflit.

Le Collège militaire royal de Saint-Jean, dans ma circonscription, veut participer à maintenir le savoir-faire de nos troupes. Il veut offrir un programme en sciences humaines qui favorisera la formation de leaders de premier ordre possédant les aptitudes nécessaires afin d'intervenir dans la résolution de conflits. Être en mesure d'intervenir sur le terrain en appuyant les forces locales fait partie d'une formation universitaire en sciences humaines. Cette approche répond au plan d'action du ministère de la Défense et du gouvernement. C'est ce pour quoi ils s'entraînent: accomplir leur mission et, dans le cas présent, contribuer à la défaite du groupe État islamique.

Plus de 60 pays participent à la coalition internationale contre le groupe armé État islamique. Il s'agit d'une approche qui cadre bien avec le nouveau plan d'action américain dans la mission contre le groupe État islamique. Un porte-parole du Pentagone a d'ailleurs précisé que l'annonce canadienne était le genre de réponse que le secrétaire d'État américain attend de la part des membres de la coalition, alors que nous sommes en train d'accélérer la campagne contre le groupe État islamique.

Il s'agit d'une approche qui correspond à ce que nos principaux partenaires de la coalition internationale attendent de nous. Il s'agit d'une approche qui correspond parfaitement à ce que la coalition entend faire, alors que nous entrons dans une autre phase. La coalition internationale va grandement bénéficier de nos efforts. Nous devons intensifier notre travail avec ces partenaires locaux pour créer des solutions de sécurité réelles et de longue durée dans la région.

Initiatives ministérielles

Nous avons procédé à une solide analyse de la mission de lutte contre le groupe État islamique. Nous avons consulté nos partenaires et nos alliés et nous avons donné suite à leurs commentaires. Nous avons entrepris un exercice concerté qui nous a permis de faire en sorte que la contribution du Canada demeure au cœur de la campagne de la coalition internationale contre le groupe État islamique. Cette nouvelle approche est cohérente, globale et exhaustive. Elle mise sur les compétences et certaines forces clés du Canada. Elle reflète les valeurs canadiennes et répond aux besoins actuels de la coalition internationale. Ensemble, notre gouvernement mettra l'accent sur la défense de nos intérêts et sur la liberté des individus.

Comme de nombreux autres intervenants l'ont fait à la Chambre dans le cadre de ce débat, j'offre aussi mes remerciements les plus sincères à ceux et celles qui ont servi, qui servent encore ou qui serviront bientôt dans le cadre de l'Opération Impact. Nous avons envers eux et leurs familles une immense dette de gratitude. Je veux rendre hommage à ces hommes et ces femmes qui nous représentent si efficacement ici et partout dans le monde en accomplissant leur mission, et dans le présent cas, en contribuant à la défaite du groupe État islamique. Je le fais en mon nom personnel et à titre de député fédéral de la circonscription de Saint-Jean, une région qui compte une tradition militaire de grande envergure.

● (1700)

M. Matthew Dubé (Beloeil—Chambly, NPD): Madame la Présidente, je remercie mon collègue de son discours. Toutefois, j'ai de la difficulté à réconcilier deux éléments.

Pendant la campagne électorale, on a parlé de mettre fin à la mission de combat. Dans son discours, mon collègue avoue qu'il y a un danger plus grand dans la mission proposée actuellement. Ce n'est pas ma question. Il s'agit plutôt d'un commentaire.

Ma question porte sur ce fameux Traité sur le commerce des armes. On sait que le gouvernement conservateur n'a pas voulu le signer.

Aujourd'hui, j'ai entendu une des secrétaires parlementaires mentionner que le ministre s'était saisi de la chose. Or on ne semble pas se saisir de grand-chose, parce qu'il me semble qu'une entente, c'est mieux. C'est une solution rapide et facile que le gouvernement pourrait adopter pour ralentir les transactions d'armes faites dans la région, en plus d'avoir un effet positif dans la région. C'est le genre de solution que le NPD propose.

Mon collègue peut-il m'offrir un échéancier et me dire, si le ministre s'est saisi du sujet à un si haut point, quand nous allons enfin régler la question?

M. Jean Rioux: Madame la Présidente, je remercie mon collègue de sa question.

Effectivement, savoir finalement à qui vont être destinées les ventes d'armes et à quoi elles vont servir est une question préoccupante.

Par contre, nous avons une tradition militaire. Nous avons aussi des usines très fonctionnelles et efficaces; j'en ai plusieurs dans mon comté. C'est une question qu'il faut analyser en détail, et c'est ce que fait présentement le ministre de la Défense nationale.

[Traduction]

L'hon. Michelle Rempel (Calgary Nose Hill, PCC): Madame la Présidente, je profite de l'occasion pour remercier les membres de nos forces aériennes qui ont mené avec succès plus de 251 frappes aériennes pour contenir l'EIIL, sans pertes civiles.

Pendant la législature précédente, le premier ministre avait accusé le gouvernement conservateur d'accroître continuellement le rôle de combat du Canada. Je me demande si le député d'en face pourrait dire à la Chambre en quoi la mission proposée n'aurait pas cet effet, parce que, à première vue, c'est exactement ce qu'elle fait. Pourquoi les libéraux veulent-ils mettre fin aux frappes aériennes qui ont si bien réussi à contenir l'EIIL dans cette région?

[Français]

M. Jean Rioux: Madame la Présidente, je remercie la députée de sa question.

Nous sommes devant une question existentielle, à savoir en ce qui concerne le rôle du Canada, et nous venons de parler d'une redéfinition de ce rôle important.

Nous sommes rendus à une deuxième étape. Des frappes ont permis finalement de faire reculer le groupe État islamique, et nous sommes maintenant à l'étape d'accompagner les populations pour qu'elles puissent elles-mêmes assurer la liberté de leur territoire.

Il faut aussi s'assurer qu'il y aura moins de réfugiés. On voit ces colonnes de misère qui se promènent d'un pays à l'autre. Le Canada passe présentement à la phase où il a les meilleures compétences. Il est capable de contribuer à la formation des populations et des forces militaires et d'assurer une aide humanitaire.

La réputation que nous avons toujours eue, depuis l'époque de M. Pearson, c'est d'être gardien de la paix et d'accompagner les populations. C'est notre réputation partout dans le monde, et c'est ce que les citoyens canadiens ont reconnu lors de la dernière élection.

M. David Graham (Laurentides—Labelle, Lib.): Madame la Présidente, tout d'abord, je félicite mon collègue pour son discours très clair.

Mon collègue voudrait-il parler davantage de l'importance de l'entraînement, surtout en tant que député du comté où est situé le Collège militaire royal de Saint-Jean?

L'entraînement n'est-il pas une des expertises les plus importantes de notre pays depuis longtemps? N'est-ce pas une de nos capacités dont nous faisons preuve dans le monde, au besoin, et dans le cadre de laquelle nous pouvons le plus aider?

M. Jean Rioux: Madame la Présidente, je remercie le député de sa question. C'est un sujet qui m'intéresse hautement.

Saint-Jean-sur-Richelieu est non seulement reconnue pour sa base militaire, mais aussi pour son collège. L'ensemble des officiers viennent y chercher leur formation de base. Plus de 6 000 officiers viendront y chercher une formation cette année.

Le cours universitaire, le baccalauréat, a déjà été offert au Collège militaire royal de Saint-Jean, et dans la nouvelle définition du rôle du Canada, il y a évidemment beaucoup plus d'interventions humanitaires. On pourrait ainsi avoir un baccalauréat en sciences humaines au Collège militaire royal de Saint-Jean.

● (1705)

M. Paul Lefebvre (Sudbury, Lib.): Madame la Présidente, j'ai aujourd'hui le privilège de prendre la parole afin de joindre ma voix à celles qui appuient la nouvelle stratégie du gouvernement concernant la lutte contre le groupe État islamique.

D'entrée de jeu, je tiens à souligner à quel point je suis fier du travail des membres des Forces armées canadiennes dans le cadre de cette lutte. Ils et elles servent leur pays avec distinction et font honneur au Canada à l'échelle internationale.

Initiatives ministérielles

[Traduction]

Qu'on ne se méprenne pas. Cette nouvelle stratégie permettra au Canada de continuer de lutter contre le groupe État islamique. Elle affirmera le rôle du Canada dans la coalition, rendra notre mission militaire commune plus efficace et, au bout du compte, donnera de meilleurs résultats.

[Français]

Cette nouvelle approche fera en sorte que le Canada augmente son effectif militaire sur le terrain, ce qui nous permettra de mieux appuyer nos partenaires en ce qui a trait à la planification et à l'exécution des opérations militaires.

Nous triplerons la taille de notre mission de formation, de prestation de conseils et d'assistance en appui aux forces de sécurité irakiennes. Cela aidera à appuyer le gouvernement et les instances locales, de sorte qu'elles puissent mieux se défendre et améliorer la sécurité dans cette région. Nous déploierons du personnel médical des Forces armées canadiennes qui offriront de la formation aux forces de sécurité irakiennes.

Cette nouvelle approche vient élargir et améliorer la contribution du Canada à l'effort international. Elle fera en sorte que notre contribution complémente davantage les efforts de nos partenaires de la coalition mondiale et s'arrime mieux à notre démarche collective permettant de vaincre le groupe État islamique.

Cependant, à l'encontre de l'approche que privilégiait le gouvernement précédent, cette nouvelle stratégie reconnaît que la défaite du groupe État islamique ne doit pas être une fin en soi.

Nous devons aider à rétablir la sécurité et la stabilité dans cette région, pour assurer un avenir meilleur à ceux et celles qui y habitent. C'est pourquoi nous avons clairement réaligné notre contribution militaire à la coalition mondiale contre le groupe État islamique, passant d'une participation active aux frappes aériennes à la formation des forces locales, de sorte que celles-ci puissent commencer à prendre en main la sécurité de leur propre pays.

Comme le disait le chef d'état-major de la Défense nationale, le général Vance, il ne suffit pas de mener des frappes contre le groupe État islamique, il faut former ceux qui défendront leur pays contre les menaces à la sécurité et en assureront la stabilité à long terme.

C'est ce que confirmait aussi le porte-parole de l'opération Inherent Resolve, le colonel Steve Warren, qui disait qu'il ne fallait pas oublier la formation. Selon lui, tout le monde met l'accent sur les frappes aériennes, parce qu'on voit des vidéos intéressantes où on voit des explosions. Il soulignait qu'il ne fallait pas oublier que la formation des forces terrestres locales était l'un des piliers de cette opération.

C'est dans cette même optique, afin d'outiller et d'appuyer ceux qui habitent la région et qui doivent rebâtir pour un avenir meilleur, que le Canada contribuera aussi davantage aux efforts non militaires de la coalition.

Nous lutterons contre le financement du terrorisme, nous endiguerons le flux de combattants étrangers, nous combattons la propagande du groupe État islamique et nous appuierons la stabilisation à long terme de la région.

Je suis fier que notre nouvelle approche renoue avec une longue et riche tradition de démarches du Canada qui ont fait de notre pays un chef de file en matière de développement et de paix sur la scène internationale.

Cette nouvelle stratégie vise à améliorer notre participation à l'effort collectif qui permettra de vaincre le groupe État islamique.

Elle vise aussi le renforcement de la stabilité et de la sécurité dans une région des plus volatile, à l'aide d'une stratégie équilibrée qui comprend des efforts militaires renouvelés, des démarches politiques soutenues et des investissements considérables sur les plans de l'aide humanitaire et du développement.

Nous augmenterons le financement consacré aux programmes de sécurité et de stabilisation dans cette région, ce qui aidera nos partenaires à renforcer leur capacité de lutter contre le terrorisme, la violence extrémiste et d'autres menaces. Cela contribuera également aux efforts de stabilisation des zones de conflit et permettra aux personnes déplacées de rentrer chez elles.

Si nous demeurons résolument engagés dans cette lutte, ce n'est pas en raison d'une menace de la part du groupe État islamique à l'égard du Canada. C'est plutôt en raison de notre opposition profonde à l'extrémisme violent qui est au coeur du mouvement de ce groupe et que celui-ci voudrait propager dans la région et à l'échelle de la planète.

Les dégâts que cause le groupe État islamique résultent d'une série de crises politiques, économiques et sociales qui affligent cette région depuis des générations. Ces crises ne datent pas d'hier, et elles ne se résoudront pas du jour au lendemain. Ce qu'elles ont en commun, malheureusement, c'est leur impact désastreux sur les plus vulnérables de la région. En utilisant nos ressources et notre expertise de façon stratégique, ainsi qu'en travaillant avec nos partenaires locaux et internationaux, nous pouvons améliorer les conditions de vie des centaines de milliers de personnes touchées par ces conflits.

• (1710)

[Traduction]

Pour empêcher la propagation du terrorisme et de groupes extrémistes violents comme l'EIIL, il faut un plan d'intervention à long terme qui concilie les efforts militaires, le renforcement des capacités et l'aide humanitaire.

La nouvelle politique du gouvernement met à profit l'expertise et les ressources d'un grand nombre de ministères, mobilise l'expertise du Canada au même titre que celle de ses partenaires de la coalition, renforce les pouvoirs des gouvernements régionaux et des autorités locales afin qu'ils puissent mieux se défendre, et aide les gens qui ont été le plus durement touchés par la violence à se relever et à se tourner vers l'avenir.

Cette nouvelle politique réaffirme le rôle du Canada sur la scène internationale. Le Canada est un pays qui s'oppose au terrorisme et à l'extrémisme violent, qui protège les plus vulnérables, qui travaille auprès des personnes qui ont connu de terribles épreuves et qui les aide à se défendre, à se relever et à se tourner vers l'avenir.

Cette nouvelle politique est globale, équilibrée et axée sur la stabilité et la sécurité de la région à long terme.

[Français]

La nouvelle stratégie du gouvernement en est une dont les Canadiens peuvent être très fiers et je suis fier de l'appuyer.

[Traduction]

M. Garnett Genuis (Sherwood Park—Fort Saskatchewan, PCC): Madame la Présidente, je félicite le député de sa participation au débat important que nous avons aujourd'hui. Il a parlé de l'habilitation des gouvernements régionaux. Une des choses que je trouve étonnantes, c'est que nous avons trop peu entendu parler du point de vue des groupes comme les Kurdes qui se trouvent dans la région, qui se battent aux côtés des soldats canadiens et qui ne bénéficieront plus de la présence de nos bombardiers.

Initiatives ministérielles

Les Kurdes ont déclaré qu'ils préféreraient de loin que le Canada continue de participer aux frappes aériennes. Je me demande si le député pourrait nous éclairer à ce sujet. Est-ce que, dans la région, des groupes ont demandé que le Canada adopte le plan proposé par le gouvernement, ou s'agit-il simplement d'une idée que les libéraux ont eue sans demander à nos alliés sur le terrain quel rôle ils souhaitaient réellement nous voir jouer?

M. Paul Lefebvre: Madame la Présidente, le ministre de la Défense nationale s'est rendu deux fois dans la région pour discuter avec nos partenaires de la coalition des besoins sur le terrain et pour déterminer les capacités que le Canada pourrait fournir aux différentes forces qui s'y trouvent.

Il est important de communiquer avec eux, et c'est ce que nous avons fait. Nous avons promis aux Canadiens que nous allions discuter avec nos partenaires de la coalition des meilleures façons d'utiliser nos ressources. C'est ce que le gouvernement a fait. Essentiellement, il souhaite participer au renforcement des capacités dans la région et à la formation des forces locales dans le cadre d'un engagement à long terme pour assurer un avenir meilleur à la population.

[Français]

M. Romeo Saganash (Abitibi—Baie-James—Nunavik—Eeyou, NPD): Madame la Présidente, j'aimerais remercier mon collègue de Sudbury de son discours. J'ai travaillé aux Nations unies pendant plus de 23 ans et j'ai cru remarquer, au cours de ces 23 ans, l'effritement de la réputation de notre pays à cause de certains comportements des conservateurs. Nous devons redorer le blason du Canada et regagner la réputation que nous avions. Il fut un temps où le Canada était écouté lorsqu'il parlait au niveau international. Ce n'était pas le cas sous les conservateurs. J'ai une simple question à poser à mon collègue de Sudbury.

Ne pense-t-il pas que, dans ce contexte-là, il aurait été mieux que cette mission soit menée sous l'égide soit des Nations unies, soit de l'OTAN?

M. Paul Lefebvre: Madame la Présidente, je remercie mon collègue de sa question. Dans le contexte où nous nous trouvons en ce qui concerne les Nations unies, dont certaines parties ont un certain droit de veto et prennent des décisions dans cette région, tout le monde a son propre parti pris. Dans la région, il y a une coalition de gens qui veulent que les gens sur le terrain, les Syriens, les Irakiens, puissent avoir un avenir meilleur. En même temps, il faut se battre contre le groupe armé État islamique. Nous nous joignons à nos partenaires de la coalition. Le ministre de la Défense est allé dans cette région pour discuter des besoins et nous avons changé notre fusil d'épaule, si je me permets d'utiliser l'expression, pour pouvoir changer un peu la façon de fournir notre appui. En ce qui a trait à l'OTAN, je pense qu'il y a un besoin immédiat et nous ne pouvons pas attendre que les grosses machines comme l'OTAN et les Nations unies viennent participer. Je suis très fier que le gouvernement ait pris la décision de changer la formule. Je crois fortement que ce sera une formule gagnante.

• (1715)

M. Jean Rioux (Saint-Jean, Lib.): Madame la Présidente, je félicite mon collègue de son discours.

Nous venons d'évoquer la réputation du Canada. Nous avons eu une réputation de gardien de la paix en intervenant dans des situations.

Comment allons-nous aider ces populations sur le plan humanitaire?

M. Paul Lefebvre: Madame la Présidente, je remercie mon collègue de sa question.

Nous voulons augmenter l'effectif et le faire passer de plus de 650 à environ 800 membres. Nous voulons nous assurer de faire de la formation. En même temps, il faut fournir de l'aide humanitaire sur le terrain immédiatement. Au moment de fournir cette aide, il faut s'assurer de cibler les besoins. C'est pourquoi nous avons besoin de ressources sur le terrain pour identifier les besoins immédiats. C'est ce que nous voulons faire. Avec l'investissement que nous allons faire dans la région, ce sont les résultats que nous aurons.

[Traduction]

L'hon. Peter Kent (Thornhill, PCC): Madame la Présidente, je vous avise que je partagerai mon temps de parole avec le député de Battle River—Crowfoot.

J'aimerais tout d'abord remercier le gouvernement de permettre à la Chambre de débattre la douteuse décision qu'il a prise d'affaiblir la contribution du Canada à l'opération Impact et à la guerre contre Daech, l'EIIS ou le groupe État islamique. Quel que soit le nom qu'on lui donne, je parle toujours de la secte sanguinaire qui se berce d'illusions en se donnant le nom d'État islamique au Levant.

Je joins aussi ma voix à celle de députés des deux côtés de la Chambre, parce que nous savons qu'ils sont plusieurs, sur les banquettes ministérielles, à qui le désengagement de leur chef cause de l'embarras, pour ne pas dire de la frustration. Comme eux, je m'insurge contre le fait que ce débat nous place devant les faits accomplis. Car il n'a pas lieu avant que ne soit modifiée en profondeur la contribution militaire canadienne à l'effort de guerre de la coalition, mais après que les CF-18 ont été cloués au sol et ont repris le chemin du Canada.

Les députés ont peut-être remarqué que j'ai employé le mot « guerre » deux fois dans les 30 dernières secondes. C'est parce que je suis outré — l'opposition officielle est outrée, les Canadiens sont outrés et nos partenaires de la coalition sont très certainement outrés — par le double jeu du gouvernement et la façon pitoyable qu'il a de couper les cheveux en quatre pour tenter, à coups d'euphémismes, de diminuer la portée des gestes que nous avons posés et que nous poserons pour aider la coalition. Le premier ministre, le ministre de la Défense, le ministre des Affaires étrangères et tous les autres qui occupent les premières banquettes, en face, s'évertuent à décrire les opérations militaires en Irak et en Syrie sans jamais employer le mot « guerre », ni aucune autre formule claire et directe, d'ailleurs.

Ce n'est pas sans me rappeler Churchill, qui parlait d'un rébus enveloppé de mystère au sein d'une énigme. Le gouvernement nous propose une mission de non-combat enveloppée d'une mission de combat au sein d'une guerre. Les ministres prétendent que les Forces armées canadiennes prennent part à une mission de non-combat, que les soldats supplémentaires que nous dépêchons sur le terrain ne sont là que pour donner de la formation, alors qu'ils se déplacent sur et autour de la ligne de front de cette guerre non conventionnelle brutale, destructrice et meurtrière, et que ces formateurs n'ouvriront le feu — sur les membres d'une secte sanguinaire qui n'existe que pour tuer tous ceux qu'elle considère comme des apostats — que si c'est nécessaire. À en croire le ministre de la Défense, ce n'est pas notre lutte à nous, mais celle des Irakiens — comme si cela ne comptait pas, finalement.

Initiatives ministérielles

Croyez-moi, tout en reconnaissant le service insigne du ministre de la Défense dans diverses situations de combat, je tiens à préciser que les membres de nos forces aériennes et terrestres qui participent à l'opération Impact prennent leur mission très au sérieux. Pour les députés de ce côté-ci de la Chambre, leurs services et leurs sacrifices ont du prix.

Toutes les explications et toutes les excuses du gouvernement sont, évidemment, des paroles creuses, car le Canada ne se retire pas entièrement des frappes aériennes. Nos appareils et nos équipages continueront de ravitailler courageusement les avions de chasse des autres partenaires de la coalition. Ils continueront d'assurer vaillamment une surveillance pour nos partenaires qui combattront dans les airs et de repérer les cibles au sol.

Si c'est possible, parlons un peu de ce qui se passe au sol. Le ministre de la Défense a parfaitement raison quand il dit qu'en fin de compte, c'est au sol que Daech doit être défait, mais il affirme cela comme si les forces terrestres n'avaient pas besoin du soutien de celles de l'air pour obtenir la victoire finale. La combinaison des unes et des autres est absolument essentielle. Nos forces terrestres plus nombreuses apporteront savoir-faire et technologie aux troupes kurdes et irakiennes qu'elles formeront et leur montreront comment cibler les positions ennemies, marquer des cibles à courte distance, guider des bombes et d'autres projectiles intelligents vers ces cibles. Je ne veux pas offenser mes collègues libéraux et néo-démocrates, mais les professionnels de nos forces spéciales contribueront activement à tuer l'ennemi. Le gouvernement préférerait sans doute l'euphémisme « éliminer la menace ».

Au cours des derniers mois, j'ai participé à plusieurs tribunes des médias avec des collègues libéraux et néo-démocrates. Nous avons poliment exprimé nos désaccords. Bien entendu, les néo-démocrates n'ont jamais approuvé l'opération Impact et, comme il fallait s'y attendre, ils ont recommandé leur politique d'isolationnisme habituelle, mais mes collègues libéraux se sont évertués avec incohérence à tâcher d'expliquer pourquoi le Canada rappelait ses CF-18 et abandonnait le combat contre Daech auquel il avait participé avec habileté et audace. Ce qu'ils ont dit jusqu'ici de plus logique, c'est qu'une promesse électorale doit être tenue, mais c'est illogique quand on songe aux dizaines de promesses électorales auxquelles le gouvernement libéral a déjà manqué.

• (1720)

Certains députés libéraux affirment que le nombre de chasseurs-bombardiers fournis par d'autres pays — comme les États-Unis, la France, le Royaume-Uni, l'Australie, la Belgique, les Pays-Bas, la Jordanie, le Maroc et d'autres — est plus que suffisant, et ils ont raison. À vrai dire, les États-Unis pourraient mener la mission de bombardement à eux seuls. Toutefois, la notion de coalition, la force et la crédibilité d'une coalition militaire, viennent de la participation commune, du partage des risques, de l'engagement commun à combattre le mal, à défendre la démocratie et la primauté du droit ainsi qu'à poser le geste humanitaire ultime, c'est-à-dire rendre à l'Irak et à la Syrie leur sécurité pour les millions de civils déplacés qui rêvent du jour où ils pourront retourner chez eux pour reconstruire leurs vies brisées.

D'une part, en retirant les CF-18, le gouvernement a relégué le Canada au second rang, au cercle périphérique des partenaires de la coalition, et ce, en dépit des offres polies que nous présentons aux partenaires de la coalition en reconnaissance de notre participation réduite.

D'autre part, parallèlement à cela, le Canada envoie davantage de troupes terrestres à la guerre tout en retirant la couverture aérienne

vitale dont nos troupes au sol auront maintenant besoin plus que jamais. J'espère que les députés se souviennent de ce qui s'est passé le 17 décembre 2015, quand des terroristes de Daech ont attaqué par surprise des troupes canadiennes et kurdes près de Mossoul, et que celles-ci ont été protégées par un renfort aérien composé d'appareils CF-18 et d'avions américains, britanniques et français.

La prochaine fois que les combattants des forces spéciales canadiennes auront besoin d'aide pour se défendre — et en augmentant le nombre de soldats canadiens au sol, comme le gouvernement l'a fait, il y aura certainement plus d'incidents lorsqu'ils essuieront des tirs — et qu'ils demanderont une protection aérienne, leurs courageux et habiles compagnons de l'Aviation royale canadienne ne seront pas là pour eux.

En terminant, j'aimerais revenir brièvement sur les observations que j'ai faites l'année dernière en réponse à ce que je considère comme des commentaires insultants de la part du ministre des Affaires étrangères, qui a rabaisé la contribution de nos équipages de CF-18 aux opérations aériennes. Il a dit, avec dédain, en des termes différents, mais plus ou moins semblables à ceux employés par le ministre de la Défense nationale dans ses déclarations, que le Canada n'avait effectué que 2 % des missions de bombardement de la coalition. Je demande encore au gouvernement: 2 %, c'est insignifiant, sans importance ou beaucoup?

Le gouvernement semble déterminé à frapper les Canadiens et l'économie canadienne de milliards de dollars en taxes sur le carbone sur les quelque 2 % des gaz à effet de serre que le Canada émet dans le monde par année. En tout respect, je demande: si le gouvernement libéral estime que 2 % est si important pour les valeurs du Canada et sa responsabilité dans le monde, alors pourquoi l'engagement de 2 % du Canada dans la guerre aérienne contre Daech est si peu important?

J'aimerais encore une fois remercier le gouvernement de permettre que nous débattions de la diminution de notre contribution à la guerre contre Daech et, en terminant, réitérer que l'opposition officielle désapprouve le fait que ce débat se tienne après coup.

• (1725)

M. Garnett Genuis (Sherwood Park—Fort Saskatchewan, PCC): Madame la Présidente, je félicite mon collègue pour son excellent discours. Il connaît très bien ces questions. Il a raison: les libéraux semblent penser que nous sommes persuadés que les bombardements vont régler tous les problèmes et que c'est tout ce que nous devons faire. Ce n'est pas du tout ce que nous pensons. Nous connaissons l'importance d'une intervention terrestre dans le cadre de cette mission, mais nous estimons qu'un soutien aérien est également nécessaire à l'efficacité de l'intervention terrestre.

Nous pensons que le volet humanitaire revêt aussi une importance cruciale, mais nous devons arrêter le groupe État islamique, car si nous ne le faisons pas, la catastrophe humanitaire s'aggravera et il y aura davantage de victimes, alors que nous tentons d'atténuer les conséquences humanitaires de la victimisation passée.

J'aimerais que le député nous parle un peu plus de l'importance du volet aérien dans le contexte des nombreux autres volets de cette mission.

L'hon. Peter Kent: Madame la Présidente, je remercie mon collègue des questions très pertinentes qu'il me pose et qu'il pose aux autres députés; je le remercie également de prendre part encore une fois au débat aujourd'hui.

Initiatives ministérielles

La réponse la plus simple à cette question, c'est que nous ne pourrions gagner la lutte contre Daech qu'avec une approche multidimensionnelle: les frappes aériennes, combinées à la formation, au combat terrestre, à l'aide humanitaire aux civils déplacés à l'extérieur des deux pays touchés et, lorsque c'est possible, aux six millions de personnes déplacées à l'intérieur de la Syrie.

Comme je l'ai dit dans mes observations, ce qui fait la force de la coalition, c'est la participation à tous ses niveaux d'opérations. De ce côté-ci de la Chambre, l'opposition officielle ne comprend pas encore les explications incohérentes du gouvernement sur le retrait des CF-18.

Mme Ruby Sahota (Brampton-Nord, Lib.): Madame la Présidente, je crois que les pilotes de CF-18 méritent des félicitations pour leurs efforts et pour leur contribution à notre mission militaire. Cependant, je voudrais également souligner le point suivant et savoir ce que le député en pense. Que se passe-t-il lorsque la situation change considérablement sur le terrain? Au cours des dernières années, nous avons eu la preuve qu'il peut se passer n'importe quoi en un rien de temps, dans cette région. Notre stratégie ne devrait-elle pas tenir compte des développements au sol? Le commandant des forces armées néerlandaises qualifie de « majeure » la contribution du Canada dans la lutte contre le groupe État islamique. Selon lui, le Canada est « très sagement » en train de se positionner en vue de ce qui se passera après la défaite du groupe État islamique.

L'hon. Peter Kent: Madame la Présidente, je remercie ma collègue pour sa question raisonnable assortie d'une citation exacte. Cependant, j'ai bien peur que ma collègue anticipe un peu trop lorsqu'elle prétend que la lutte contre Daech se terminera prochainement. Il reste encore du gros travail à faire dans cette mission de combat. Il reste encore des sanctions économiques à imposer à ceux qui permettent au groupe État islamique de vendre du pétrole sur le marché international pour financer ses opérations terroristes.

Ma collègue a raison de dire que la situation sur le terrain peut évoluer très rapidement, et c'est justement la raison pour laquelle, à notre avis, notre contribution à la mission de la coalition contre Daech doit être équilibrée. Elle doit comprendre un volet aérien et un volet au sol.

Il est certainement de mise de répéter une fois de plus les remerciements que nous offrons en rétrospective à ceux qui ont participé à la mission des CF-18. En deux ans, 1 378 sorties ont été effectuées et elles ont donné lieu à 251 frappes aériennes et à la destruction de 399 cibles. Nos partenaires de la coalition considèrent que les Canadiens ont effectué ces frappes avec une forte dose de courage et de compétence, sans faire de victimes civiles, comme ma collègue de Calgary l'a indiqué tout à l'heure.

•(1730)

L'hon. Kevin Sorenson (Battle River—Crowfoot, PCC): Madame la Présidente, comme toujours, je suis heureux d'intervenir à la Chambre au nom des électeurs de ma circonscription, Battle River—Crowfoot. Je prends la parole afin de m'opposer à la tentative du gouvernement libéral de réduire la contribution du Canada aux efforts internationaux de lutte contre le groupe État islamique.

Mes concitoyens voudraient que je remercie les valeureux membres des Forces armées canadiennes de leur travail exceptionnel. Il n'y a pas de base aérienne dans ma circonscription, mais il y a le camp Wainright, qui sert à entraîner des membres des Forces armées canadiennes. Ce sont ces militaires qui luttent contre le groupe État islamique.

La motion du gouvernement libéral s'intitule « La contribution canadienne aux efforts de combat contre l'EIIL », un titre qui dissimule ce que les libéraux tentent de faire. D'une part, les libéraux donnent l'impression que le Canada se défile devant la lutte contre le groupe État islamique. À vrai dire, les libéraux laissent les combats à nos alliés. D'autre part, les libéraux font augmenter les risques pour les membres des Forces armées canadiennes qui sont sur le terrain pour combattre les terroristes djihadistes barbares. Les libéraux soutiennent que nos troupes sur le terrain, qui entraînent des soldats irakiens près des zones de combat, recevront du soutien aérien de la part de nos alliés, ces alliés mêmes qui mènent la mission de frappes aériennes que nous venons d'abandonner.

Nous espérons que nos militaires pourront encore compter sur un soutien aérien. Il n'y a pas si longtemps, grâce à ses CF-18, le Canada a pu protéger ses militaires lorsqu'ils se sont fait attaquer, comme mon collègue l'a mentionné. Nous avons fait appel aux Forces armées canadiennes, et nos alliés sont eux aussi intervenus. Or, lorsque les Canadiens seront sous le feu de l'ennemi, les CF-18 canadiens ne pourront plus voler à leur rescousse.

Par le passé, les libéraux nous ont suppliés maintes fois de tenir un débat sur la question au Parlement. Nous en débattons après coup. Aujourd'hui, nous discutons de cette mission, mais la décision a été prise, et nos avions sont en route vers le Canada. Après que les libéraux eurent annoncé récemment que le Canada se retirerait de la mission internationale visant à lutter contre le groupe État islamique, nous avions pris le chemin du retour au Canada.

La chef du Parti conservateur a été la première à réagir. Tout le monde au Canada l'a entendue dire qu'il était honteux que nos alliés doivent se battre sans nous. Nos avions de chasse ne détruiront plus de cibles du groupe État islamique. Le premier ministre libéral se retire de cette lutte et il laisse les autres pays s'occuper de la mission de combat.

En réponse aux questions, la chef de notre parti a diplomatiquement laissé entendre que c'est par politesse que les alliés du Canada ne le critiquaient pas. Tous les Canadiens raisonnables ont ressenti une amère déception, du dégoût et de la colère parce que le Canada a abandonné ses alliés.

J'ai parcouru ma circonscription et j'ai discuté avec des électeurs dans le cadre d'assemblées et de réunions. Même les gens qui ne m'ont pas accordé leur appui lors de la dernière campagne électorale m'ont dit qu'ils étaient très déçus que le gouvernement libéral abandonne la lutte et nos alliés. Tous les Canadiens étaient fiers du rôle que le Canada jouait. Maintenant, ils sont déçus.

Les CF-18 du Canada ont joué un rôle concret dans la lutte contre le groupe État islamique. De manière stratégique, ils ont éliminé des centaines de cibles, y compris des positions de combat, des caches d'armes, des infrastructures névralgiques et des centres de commandement du groupe État islamique. En collaboration avec nos partenaires, l'Aviation royale canadienne a aidé la coalition à reprendre le contrôle de 20 à 25 % des territoires qui étaient auparavant sous la coupe des terroristes.

•(1735)

Ces individus ont décapité des chrétiens, des enfants et même d'autres musulmans qui ne voyaient pas la vie de la même façon qu'eux.

Selon les médias, les frappes aériennes avaient réduit la capacité de l'EIIL d'étendre son emprise dans la région et ailleurs dans le monde. Nos avions CF-18 aidaient à cibler les caches d'argent, les infrastructures pétrolières et les conduites d'alimentation.

Initiatives ministérielles

En conséquence, l'EIIL n'a plus accès qu'à une fraction des ressources financières dont il disposait auparavant pour financer ses activités, recruter des gens et payer ses combattants. Il ne peut plus verser des salaires et des avantages faramineux à ses combattants. Pourquoi? Tout simplement parce qu'il ne dispose plus d'autant d'argent et de ressources, grâce aux frappes aériennes auxquelles ont participé les Canadiens.

Le premier ministre devrait avoir honte de faciliter la vie de l'EIIL en rappelant les chasseurs canadiens. Le Canada devrait continuer à combattre directement l'EIIS au moyen de ses CF-18, parce que c'est son devoir, d'abord, mais aussi parce que les résultats sont là.

Le gouvernement précédent avait répondu à l'appel de nos alliés. Nous avons convenu de participer aux efforts pour affaiblir les capacités de l'EIIL, détruire son matériel, réduire son personnel et affaiblir son pouvoir, afin qu'il ne puisse plus poursuivre son génocide contre des gens innocents de cette région. Nous avons fait preuve d'unité. Nous avons travaillé de concert avec nos alliés.

Le gouvernement libéral tente tant bien que mal de justifier le retrait du Canada de la lutte contre l'EIIL. Lorsque les libéraux s'adressent à ceux qui tendent vers la gauche néo-démocrate, ils affirment qu'il ne s'agit pas d'une mission de combat. Toutefois, lorsqu'ils s'adressent aux militaires ou aux libéraux bleus, ils parlent de l'importance de ce que nous allons accomplir maintenant. C'est honteux.

Jusqu'à présent au cours du débat, nous avons entendu des arguments contradictoires et incohérents de la part des libéraux pour justifier leur politique de retrait du Canada de la mission de combat contre l'EIIS.

Le ministre de la Défense nationale et le premier ministre ne peuvent même pas répondre à la question. En fait, j'ai constaté que les néo-démocrates et des députés conservateurs ont demandé à différents ministres et différentes personnes s'il s'agissait ou non d'une mission de combat. C'était presque amusant de voir comment les libéraux jouaient avec les mots pour parvenir à ne pas prendre position.

Bien sûr, la semaine dernière, le chef d'état-major de la Défense a reconnu que le Canada se retirait de la mission de combat.

Les Canadiens se souviennent que le premier ministre s'est moqué de la mission, de la force aérienne et de notre combat contre l'EIIS avant de devenir premier ministre. C'était incroyable. Je m'en souviens. Personne ne pouvait en croire ses oreilles. Était-ce une mauvaise blague, une blague qui a mal tourné ou un autre moment de bozo? Un député a dit que certains Canadiens pensaient que c'était une blague ratée ou juste une bêtise. Nous savons cependant que c'est ainsi que l'actuel premier ministre voit la chose. Il répond à des questions sérieuses avec des commentaires désinvoltes.

Ce même premier ministre a promis d'enregistrer des déficits de seulement 10 milliards de dollars ces prochaines années avant de retourner à l'équilibre budgétaire. On a appris qu'il a rompu cette promesse-là aussi.

Les Canadiens en viennent à connaître le vrai visage du gouvernement, qui pense pouvoir dire ce qu'il veut et changer d'avis au dernier moment.

Malheureusement, le gouvernement se distance d'une mission contre l'EIIL, qui constitue selon moi la plus grande menace à laquelle le monde est confronté. Peu de gens, même sur les banquettes libérales, ne partagent pas mon avis à cet égard. Ils le considèrent comme notre ennemi commun. Ils préfèrent cependant

ne pas se battre. Ils préfèrent en entraîner d'autres à se battre à notre place. Ce n'est pas ainsi que le Canada faisait les choses par le passé.

Certes, j'espère que le temps viendra où le Canada épaulera de nouveau ses alliés, et pas seulement dans un rôle mineur, alors qu'un lourd travail doit être fait, parce que le gouvernement libéral préfère nous donner un rôle différent. Cela dit, je sais que nos soldats feront de l'excellent travail quel que soit le rôle qui leur sera imparti.

• (1740)

L'hon. Wayne Easter (Malpeque, Lib.): Monsieur le Président, j'ai été vraiment étonné d'entendre les propos du député de Battle River—Crowfoot.

Comment peut-il autant se tromper par rapport à la position du Canada dans la mission contre le groupe État islamique? Le Canada ne se retire pas d'une mission de combat. Le Canada examine stratégiquement comment faire en sorte que nous soyons le mieux placés possible pour vaincre le groupe État islamique. C'est vraiment cela que nous faisons. Il y aura toujours du soutien aérien.

Le député affirme que, parce que nous nous retirons du soutien aérien, il n'y en aura plus du tout. Ce n'est absolument pas vrai. Nous travaillons avec nos partenaires de la coalition pour nous assurer qu'il y a du soutien aérien pour nos militaires qui offrent de la formation au sol ainsi que pour les travailleurs humanitaires.

Nous ne nous contentons pas d'admirer nos beaux avions et nos armes militaires, comme le faisait l'ancien premier ministre. Nous examinons, de concert avec nos partenaires de la coalition, quelle est la meilleure stratégie pour vaincre le groupe État islamique. Voilà exactement ce que fait le gouvernement.

L'hon. Kevin Sorenson: Monsieur le Président, si on en croit le député de Malpeque, le gouvernement vaincra le groupe État islamique. En réalité, aucun de nos alliés ne croit que le gouvernement vaincra qui que ce soit dans cette lutte contre le terrorisme.

D'après le député de Malpeque, le Canada n'abandonne pas la mission de combat. Il aurait peut-être dû écouter le ministre de la Défense nationale affirmer au Parlement et aux Canadiens, pendant la période de questions d'aujourd'hui, qu'il ne s'agissait pas d'une mission de combat.

C'est le Parti libéral tout craché. Les libéraux voudraient que certains croient ceci et d'autres cela, mais ils ne réussiront à surprendre et à tromper personne: on voit bien que le Canada fait un pas en arrière et continuera sûrement de reculer.

Nous envoyons nos soldats former des Irakiens dans une zone très dangereuse. Tôt ou tard, on apprendra que des membres du groupe État islamique se sont immiscés dans les forces irakiennes et ont mené une attaque contre des soldats irakiens, voire des soldats canadiens. C'est la façon de faire de ce groupe. On l'a vu en Afghanistan. J'ai eu le privilège de diriger le comité sur l'Afghanistan pendant des années. C'est la façon de faire du groupe État islamique.

Le ministre, ou plutôt le député — puisqu'il n'est pas ministre et ne le sera sûrement jamais au sein de ce gouvernement —, bref, le député affirme qu'il s'agit encore d'une mission de combat. Le ministre de la Défense nationale dit le contraire. Ils devraient accorder leurs violons.

Initiatives ministérielles

Le vice-président adjoint (M. Anthony Rota): Je rappelle aux députés d'éviter les attaques personnelles à la Chambre des communes. Ils peuvent tenir ce genre de propos dans l'antichambre, mais pas ici. La politesse est de mise.

Le député de Charlesbourg—Haute-Saint-Charles a la parole.

[Français]

M. Pierre Paul-Hus (Charlesbourg—Haute-Saint-Charles, PCC): Monsieur le Président, une chose me semble claire: le discours de mon cher collègue est très pertinent malgré ce que le député d'en face en dit.

Actuellement, le pire de cette situation est la zone grise. À l'époque de notre mission, c'était clair. Nous faisons des bombardements et une partie de nos troupes au sol donnait de la formation. La situation de nos militaires était claire. J'ai encore beaucoup d'amis qui sont dans les Forces armées canadiennes et, actuellement, leur plus grande inquiétude est liée à la zone grise. Les gens ne savent pas vraiment quel est l'objectif de la mission.

Ce que j'ai compris, c'est qu'il y aura transfert d'une mission de combat vers des missions de paix. Entre-temps, on essaie d'amalgamer les missions. Certains nous disent qu'il n'y a pas de combat et d'autres nous disent qu'il y a combat. Rien n'est clair. On s'engage dans une mission qui n'est pas claire, et c'est la pire des choses pour nos militaires.

• (1745)

[Traduction]

L'hon. Kevin Sorenson: Monsieur le Président, je suis d'accord avec le député et je le remercie d'avoir servi dans les Forces canadiennes. Il comprend la situation. Le problème, c'est que le gouvernement recule et s'éloigne de la table. C'est ce que les Canadiens constatent. C'est ce qu'ils nous disent partout au pays.

La formation est importante. De nombreux pays peuvent y contribuer. Il est difficile de savoir dans quelle mesure le Canada y participera. Dans le cas des frappes aériennes, nous savons ce qui se passe. Il est difficile d'évaluer la réussite de la formation. Je sais que nos troupes excellent dans le combat et dans la formation.

C'est un combat multidimensionnel. Nous le savons. La formation est essentielle. Toutefois, par le passé, le Canada a toujours été sur la ligne de front pour combattre l'ennemi, que ce soit en situation de guerre ou dans une situation comme celle que nous vivons présentement. Aujourd'hui, nous avons abandonné nos alliés.

M. Arnold Chan (Scarborough—Agincourt, Lib.): Monsieur le Président, je suis très heureux de participer au débat sur la motion n° 2.

Je tiens à donner suite à la recommandation que vous avez faite à tous les députés, monsieur le Président, voulant que nous modérions quelque peu le ton du débat. En effet, la question que doit étudier la Chambre est sérieuse. Lorsqu'il s'agit d'envoyer des hommes et des femmes au combat, j'inviterais tous les députés des deux côtés de la Chambre à traiter le sujet avec tout le sérieux qu'il mérite, en évitant de se perdre dans des élans de rhétorique et en s'en tenant aux enjeux à l'étude.

Ce qui m'amène à certaines observations que j'ai entendues de la part des députés des deux côtés de la Chambre. Je veux utiliser le temps qui m'est imparti pour contribuer au débat en tenant compte des principes énoncés par notre chef, maintenant premier ministre, lorsque nous avons initialement discuté de la décision à savoir si le Canada devait promettre des ressources militaires pour la lutte contre l'EIIL, contre Daech, et des détails précis de la motion du

gouvernement présentée à la Chambre, soit les cinq éléments de ce que nous tentons d'accomplir.

Je reviens aux observations faites par mon collègue de Durham. En toute honnêteté, je dois reconnaître qu'il a énoncé clairement les principes fondamentaux qui ont guidé la décision du Parti libéral, qui ne formait pas alors le gouvernement, quand il a dû déterminer s'il appuierait la motion présentée en octobre 2014. Notre décision de rejeter la motion du gouvernement précédent visant à envoyer six CF-18 dans le cadre de la mission de combat était fondée sur les quatre principes suivants: premièrement, si le Canada avait un rôle à jouer; deuxièmement, si la mission était clairement définie; troisièmement, s'il y aurait un débat clair sur la motion; et quatrièmement, s'il s'agissait de la meilleure façon d'employer les ressources du pays. Nous estimions que le gouvernement précédent n'avait pas entièrement réussi à faire valoir ses arguments, du moins pas pour tous les principes énoncés.

Le gouvernement conservateur avait précisé assez clairement le premier principe, celui du rôle à jouer. Il avait expliqué que les avions participeraient à la campagne aérienne de la coalition et que nous enverrions des instructeurs militaires sur le terrain.

Nous avons eu un plus de mal à déterminer si le deuxième principe, à savoir l'existence d'une mission claire, était respecté. C'est en partie parce que nous avons de la difficulté à déterminer s'il y avait un point final à la mission. Quels étaient ses objectifs réels? Le gouvernement conservateur disait que les objectifs évidents de la mission étaient d'affaiblir le groupe État islamique et de l'empêcher de revendiquer des territoires partout en Irak et en Syrie. Toutefois, de notre point de vue, il n'était pas précisé clairement si la mission proposée par le gouvernement était assortie d'un point final.

Le troisième élément était la nécessité d'un débat. Je vais m'éloigner un peu du sujet. Je veux encore une fois remercier le gouvernement en exercice de donner aux parlementaires l'occasion de débattre de cette question. C'est pourquoi nous sommes revenus là-dessus aujourd'hui. L'autre côté a cependant laissé entendre qu'en décidant de mettre fin à la mission militaire et de faire revenir nos six CF-18 il y a quelques jours, le ministre de la Défense nationale et le conseil exécutif avaient fait preuve d'un mépris flagrant à l'endroit du Parlement. Je m'inscris en faux contre cette allégation en ce qui concerne les deux débats: il est important que les parlementaires expriment leur point de vue. Toutefois, la décision d'aller en guerre ou de participer à ce genre d'activité appartient en dernier ressort au pouvoir exécutif.

• (1750)

Le quatrième élément, ce sont les principes qui sous-tendent principalement la conversation, à savoir si c'est la meilleure façon pour le Canada de contribuer à affaiblir et, en fin de compte, à éliminer la menace que pose le groupe État islamique ou Daech. C'est la principale raison pour laquelle nous avons décidé en octobre 2014 de ne pas appuyer la motion du gouvernement d'alors. Nous n'étions pas convaincus que l'idée d'envoyer six CF-18 était la meilleure, car, selon nous, le Canada pouvait dépêcher sur le terrain des ressources plus utiles dans le cadre de sa contribution à la coalition.

Initiatives ministérielles

Cela m'amène aux cinq éléments qui constituent le fondement de la motion du gouvernement à l'étude à la Chambre aujourd'hui.

Le premier élément consiste à recentrer la mission. Le Canada ne se retire pas du combat; il va simplement redéployer ses forces. Dans le théâtre des opérations, il est normal que la situation évolue, et c'est pourquoi les partenaires de la coalition doivent modifier la nature des ressources qu'ils déploient dans un secteur particulier de la mission.

Le deuxième élément, c'est que nous souhaitons faire une contribution plus importante en vue d'améliorer les conditions de vie des populations touchées, notamment en Syrie et en Irak. C'est pourquoi nous avons augmenté considérablement notre contribution permanente pour appuyer cette région particulière.

Le troisième élément consiste à offrir de l'aide humanitaire. Le Canada intensifie ses efforts pour fournir l'aide nécessaire aux gens qui ont été déplacés par le drame qui se déroule dans cette région du monde.

Le quatrième élément que nous défendons consiste à mobiliser les dirigeants politiques et à déployer plus de ressources diplomatiques dans la région. J'en parlerai davantage dans quelques instants.

Le cinquième élément, c'est la grande générosité du Canada, qui accueille 25 000 réfugiés syriens qui ont été déplacés à cause du conflit.

J'aimerais revenir sur le quatrième élément et parler plus généralement des risques et de la façon dont le Canada envisage les affaires étrangères. Je profite du présent débat pour parler plus particulièrement de cette question, qui doit, selon moi, être abordée par la Chambre des communes. La principale raison pour laquelle je m'oppose, fondamentalement ou idéologiquement, aux façons de faire de l'ancien gouvernement, qui forme maintenant l'opposition officielle, c'est que sa vision du monde se fondait clairement sur des conceptions idéologiques. À cause de cette vision du monde idéologique, certaines de ses politiques ont fait augmenter les risques dans le monde entier.

Voici quelques exemples. J'ai essayé de les faire valoir dans certaines questions que j'ai posées à la secrétaire parlementaire de la ministre du Développement international.

Pendant très longtemps, j'ai été inquiet de la décision, qu'a prise l'ancien gouvernement, d'intégrer l'ACDI au ministère des Affaires étrangères et de réduire les engagements du Canada sur la scène mondiale. À mon avis, il s'agit d'une erreur fondamentale. C'était une grave erreur de ne pas faire d'investissements stratégiques dans des régions du monde qui pourraient devenir des points névralgiques ou des zones de conflit politique. J'oppose ces décisions aux investissements stratégiques que les anciens gouvernements conservateurs et libéraux ont faits et qui, selon moi, ont beaucoup rapporté à long terme au Canada et qui ont amélioré la stabilité dans le monde.

• (1755)

Je vais donner quelques exemples. À la fin de 2014, j'ai eu le privilège d'accompagner la députée de Calgary Nose Hill et le gouverneur général au Chili et en Colombie. Lors de ce voyage, je me suis rendu compte que le Canada avait déjà fait des investissements considérables pour aider des pays comme ceux-là, surtout le Chili, au moment de la transition, il y a plus de 20 ans, après la dictature de Pinochet.

Que ce soit pour fournir de l'aide humanitaire ou pour aider les pays à s'adapter à la transformation de ses conditions économiques ou à mettre en oeuvre le processus qui a finalement mené à la réconciliation au sein de la société chilienne, les investissements à

long terme que nous avons faits sur le terrain ont fini par être très bénéfiques pour le Canada. Nous faisons maintenant partie des principaux investisseurs dans cette région, mais, plus important encore, nous avons pu graduellement y implanter les valeurs que nous chérissons tous à la Chambre, c'est-à-dire les valeurs démocratiques libérales que nous souhaitons tous promouvoir dans le monde entier.

Comparons cela à la façon dont l'ancien ministre des Affaires étrangères, John Baird, a participé à la décision qui a amené le Canada à prendre part à la coalition visant à renverser Mouammar Kadhafi, en Libye. Je cite cet exemple parce que je crois que nous n'avons pas compris que c'est bien beau de renverser des gouvernements avec lesquels, fondamentalement, nous ne sommes pas d'accord, mais qu'il faut réfléchir très attentivement aux conséquences de ce genre d'intervention. Dans le cas de la Libye, je trouve que le Canada a agi avec beaucoup trop de hâte, avec comme résultat que nous sommes maintenant aux prises avec un autre État en déroute.

Alors que nous étudions la motion dont nous sommes saisis, nous devons réfléchir de manière plus générale aux types d'engagements qui doivent être pris non seulement par le gouvernement, mais par les Canadiens en général, afin de ne pas se retrouver aux prises avec d'autres situations comme celle que nous voyons maintenant en Syrie et en Irak. Comment pouvons-nous remonter aux causes profondes qui engendrent ce genre de situation?

Je pense à de nombreux endroits dans le monde où les mêmes conditions couvent en ce moment. C'est à cet égard que je m'oppose fondamentalement aux choix du gouvernement précédent en matière d'investissements et à son choix de se retirer de certaines parties du monde. Nous aurons moins d'influence dans ces régions. À long terme, nous contribuerons à un accroissement de l'instabilité qui pourrait mener à la situation dans laquelle nous nous trouvons maintenant en Syrie et en Irak.

Il est vraiment important, de mon point de vue, que nous ayons une idée nette de ce que nous voulons faire. C'est la raison pour laquelle j'appuie cette motion. Elle tient compte de la complexité de la situation. Il ne s'agit pas simplement de bombarder l'ennemi pour l'arrêter. Oui, nous apporterons une contribution en participant à la coalition, en fournissant nos ressources stratégiques. Nous avons décidé de fournir des ressources stratégiques en envoyant plus d'instructeurs militaires. Nous laisserons notre avion de surveillance sur place de même que notre avion de ravitaillement. Nous continuerons donc d'apporter une contribution importante.

• (1800)

Ce qui compte pour moi, et c'est d'ailleurs la raison pour laquelle nous devons bien réfléchir à cela, c'est que nous adoptons une approche multisectorielle qui aborde les causes profondes de ce genre d'instabilité. Il faut également réfléchir à la position que nous voulons adopter après le conflit.

Initiatives ministérielles

En collaborant étroitement avec tous nos partenaires de la coalition, notre but, que nous espérons atteindre, consiste à vaincre l'EIIL. Il est toutefois important de bien réfléchir aussi aux scénarios possibles après le conflit et de déterminer comment nous, les Canadiens, pouvons influencer les décisions et les mesures prises par ces grandes puissances, dans un monde de plus en plus multipolaire où se rencontrent différents acteurs.

Nous devons songer au rôle que le Canada peut jouer au bout du compte. Il faut convenir que nous sommes une puissance moyenne et que, par conséquent, les ressources que nous pouvons affecter sont limitées. Je sais que les députés d'en face ont fait valoir que notre contribution aux frappes aériennes est significative, compte tenu de notre taille relative. Aujourd'hui, nous ne contestons pas l'importance de la participation de l'Aviation royale canadienne. Cela fait partie de notre contribution. Cependant, à mon avis, nous devons avoir une idée claire de ce qu'est l'objectif ultime. C'est pour cette raison que je pense que le gouvernement a pris une décision importante quand il a choisi de réorienter et de rééquilibrer notre mission, ainsi que de mettre d'autres ressources sur le terrain.

En fin de compte, nous voulons jouer un rôle important aujourd'hui, avec nos partenaires de la coalition, mais nous devons aussi jouer un rôle plus tard, lorsque se dessinera le scénario post-conflit dans cette région. C'est pourquoi il nous faut une approche à plusieurs volets. Nous devons prendre une série de mesures incluant des interventions sur le terrain, l'accueil de réfugiés ainsi qu'un travail diplomatique et humanitaire dans la zone de conflit et dans les pays de la région pour que nous ayons des chances de conserver une certaine influence là-bas après le conflit.

Je termine mes observations en disant que la motion dont la Chambre débat aujourd'hui est importante. Je voudrais revenir à ce que j'ai dit au début et exhorter tous les députés à adopter un ton plus civilisé lorsqu'ils débattent d'une question aussi importante que l'envoi de troupes canadiennes dans des régions du monde où les hommes et les femmes qui font partie de la mission doivent se battre et courir des risques importants. Les risques continueront d'être importants même si nous venons de rééquilibrer la mission aujourd'hui, et je pense qu'il nous incombe à tous d'en tenir compte et de savoir que cette situation va continuer d'exister. J'exhorte les députés à en être conscients, quelle que soit la force de leurs convictions actuelles concernant la position du gouvernement dans ce dossier.

● (1805)

M. Arnold Viersen (Peace River—Westlock, PCC): Monsieur le Président, mon collègue d'en face a parlé avec éloquence de la vision et de l'idéologie du monde et de leur incidence sur les décisions que nous prenons. Il a été intéressant de voir, plus tôt aujourd'hui, la décision qu'il a prise au sujet d'un vote sur une motion qui portait sur l'investissement. C'était intéressant, et je voulais simplement le souligner.

Nous avons entendu les divers points de vue des députés d'en face sur l'orientation de cette mission.

J'aimerais connaître le point de vue du député. Selon lui, est-ce une mission de combat?

M. Arnold Chan: Monsieur le Président, au bout du compte, la question n'est pas de savoir s'il s'agit ou non d'une mission de combat. Ce qui est particulièrement important, c'est de savoir comment nous pourrions aider nos partenaires de la coalition.

À mon avis, même si nous triplons le nombre de formateurs sur le terrain, il y a toujours un risque important qu'ils se trouvent dans une

situation où ils essuieront des tirs. Nous savons que le sergent Doiron a été tué lors d'un malheureux incident impliquant un tir ami.

Par conséquent, peu importe comment nous appelons cette mission, je pense qu'il existe un risque significatif pour tous les militaires déployés sur le théâtre des opérations. Voilà pourquoi je demande à mes collègues de ne pas s'appuyer uniquement sur une terminologie ou une phrase donnée et de reconnaître que lorsqu'on envoie ces ressources sur le théâtre des opérations, les militaires, le personnel non militaire et le personnel diplomatique sont exposés à des risques.

Mme Cheryl Hardcastle (Windsor—Tecumseh, NPD): Monsieur le Président, je voudrais demander à mon collègue — qui a fourni des explications approfondies sur ce qu'il considère comme le rôle du Canada — s'il est déçu qu'on ne mentionne nulle part dans la motion que, fondamentalement, le rôle du Canada en est un d'assistance et de surveillance en ce qui concerne les crimes contre l'humanité? On ne mentionne aucunement le rôle du Canada au sein des Nations unies, ni notre mandat en tant que membre. Cela le déçoit-il?

M. Arnold Chan: Monsieur le Président, la motion parle d'elle-même, selon moi. Il est clair que le gouvernement et les députés de ce côté-ci de la Chambre souscrivent à une approche multilatérale. De mon point de vue, il n'est pas nécessaire que la motion fasse mention du rôle que joueront dans l'après-conflit les institutions multilatérales, dont les Nations unies, pour que nous en reconnaissons l'importance.

M. Dan Albas (Central Okanagan—Similkameen—Nicola, PCC): Monsieur le Président, je comprends que le gouvernement et le député hésitent à dire clairement s'il s'agit ou non d'une mission de combat. Dans une intervention précédente, il a déclaré qu'il ne voyait pas la nécessité de définir la mission. Pour les hommes et les femmes en uniforme qui sont actuellement en service, il importe de la définir. Pensons par exemple à l'indemnité de réintégration après le combat.

Si le chef d'état-major de la défense ne précise pas si une opération en est une de combat, les militaires n'y sont pas admissibles. J'ai entendu à maintes reprises aujourd'hui, en provenance des deux côtés de la Chambre, des observations voulant qu'il faille soutenir les gens qui risquent leur vie pour le Canada, que ce soit dans une zone de conflit violent ou non, ou dans un milieu dangereux comme celui dont le député parlait plus tôt.

Le député est-il d'avis qu'il s'agit d'une mission de combat? Si oui, appuiera-t-il le versement de l'indemnité de réintégration après le combat aux militaires qui y participeront?

● (1810)

M. Arnold Chan: Monsieur le Président, je laisse à l'exécutif et à l'armée le soin de déterminer quelles indemnités doivent être versées aux membres des Forces armées canadiennes.

Le point sur lequel j'aimerais revenir est le suivant: nous envoyons des ressources considérables sur le théâtre des opérations et celles-ci sont exposées à un certain risque. Je reconnais que le député soulève un point bien précis concernant une indemnité qui pourrait être versée. Je réponds qu'il revient aux personnes qui évaluent le genre de risque qu'affrontent les membres des Forces armées canadiennes ou notre corps diplomatique de déterminer si certaines indemnités devraient être consenties.

Initiatives ministérielles

M. Wayne Long (Saint John—Rothesay, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais énoncer certains faits. À partir du moment où ils ont commencé à participer aux missions de la coalition, le 13 octobre, les CF-18 canadiens ont effectué 5 % de l'ensemble des sorties faites par des avions de chasse de la coalition pendant cette période. Moins du cinquième des sorties effectuées par les CF-18 du Canada ont permis d'atteindre des cibles du groupe État islamique. Cela correspond à 2,6 % de l'ensemble des frappes aériennes de la coalition depuis que le Canada a commencé à participer à la mission.

Étant donné que ces chiffres et ces pourcentages sont très faibles, mon collègue ne pense-t-il pas que la meilleure façon pour le Canada d'aider la coalition consiste à offrir davantage de formation et de soutien?

M. Arnold Chan: Monsieur le Président, je vais reformuler la question de mon collègue d'une manière un peu différente. Selon ce que j'ai observé, nous faisons partie d'une coalition, au sein de laquelle nous jouons un rôle particulier, et le contexte du théâtre des opérations évolue sans cesse. À un moment donné, nous participons à une mission pendant une certaine période, puis nous quittons les lieux et d'autres forces prennent alors la relève. C'est ce qui s'est passé en Afghanistan.

En gros, c'est ainsi que je perçois la situation. Le gouvernement précédent avait le droit de prendre la décision qu'il a prise. Il a décidé d'envoyer six CF-18. Nous nous sommes engagés à retirer ces avions, mais pas à cesser d'aider nos partenaires de la coalition.

Je ne veux pas minimiser l'importance de la contribution des Forces armées canadiennes à ce jour, mais ce sont désormais d'autres pays qui s'acquitteront de cette tâche, tandis que nous, nous assumerons d'autres responsabilités à l'avenir.

L'hon. Michelle Rempel (Calgary Nose Hill, PCC): Monsieur le Président, la partie e) de la motion libérale parle du fait d'accueillir des dizaines de milliers de réfugiés syriens au Canada. Je souligne que, dans son programme électoral, le gouvernement avait parlé de 25 000 réfugiés syriens.

J'aimerais que le député d'en face nous dise à quoi correspond, sur le plan de la quantité, des dizaines de milliers de réfugiés syriens et qu'il nous dise si le gouvernement envisage de faire passer le nombre de réfugiés syriens de 25 000 à un nombre supérieur.

M. Arnold Chan: Monsieur le Président, voici la raison pour laquelle le paragraphe e) de la motion n'est pas précis. Je crois que ma collègue oublie la distinction entre les réfugiés pris en charge par le gouvernement, soit les 25 000 que le gouvernement s'est engagé à faire venir au Canada, et les réfugiés admis au titre de différentes catégories, dont une catégorie mixte et la catégorie des réfugiés parrainés par le secteur privé. Dans ces dernières catégories, le nombre est indéterminé; il dépendra de la générosité des Canadiens.

Je crois comprendre, après avoir discuté avec le ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté, que, selon les estimations du gouvernement et si l'on inclut les trois catégories, de 35 000 à 50 000 demandes d'asile de cette région en particulier pourraient être présentées.

•(1815)

[Français]

L'hon. Marc Garneau (ministre des Transports, Lib.): Monsieur le Président, je reprends les commentaires de mon collègue de Scarborough—Agincourt, à l'effet que nous aimerions tous que le débat soit civilisé. Nous parlons de quelque chose de très important qui implique les hommes et les femmes des Forces armées canadiennes.

Même si, à la Chambre, il y a trois partis qui ont chacun un point de vue différent au sujet de la façon de vaincre le groupe État islamique, et même si tous les députés de la Chambre ont un grand respect envers les hommes et les femmes des forces armées, nous devrions quand même tenir le débat dans le respect. C'est ce que je vais certainement essayer de faire aujourd'hui.

[Traduction]

J'ai eu la chance d'accompagner John Baird en Irak l'an dernier, alors qu'il était ministre des Affaires étrangères. Je lui voue une immense reconnaissance, car ce voyage m'a beaucoup appris.

Nous sommes allés à Bagdad, où nous avons rencontré le président irakien et son ministre des Affaires étrangères pour parler du contexte politique de l'Irak. Nous sommes ensuite allés à Erbil avant de nous rendre, le lendemain, sur le front, où nous avons rencontré certains des soldats peshmergas qui protégeaient le front. Nous avons appris que le groupe État islamique se trouvait à quelques kilomètres de là, mais nous n'avons vu aucun de ses membres et n'avons essayé aucun tir.

Plus tard ce jour-là, nous nous sommes rendus dans un camp de réfugiés, le camp Baharka. C'était un nouveau camp, où se trouvaient environ 4 000 réfugiés qui avaient, pour la plupart, fui Mossoul. On a souvent mentionné Mossoul aujourd'hui. À l'époque, de 600 000 à 700 000 personnes avaient fui Mossoul et les attaques de l'État islamique pour chercher refuge dans la zone kurde de l'Irak. La situation était désespérée. Une véritable marée de gens se retrouvaient sans endroit pour les accueillir. Ils étaient hébergés dans les écoles, où les cours devaient malheureusement commencer quelques jours plus tard.

C'était, trait pour trait, le portrait de la situation telle qu'elle est aujourd'hui en Irak. Disons que cela m'a ouvert les yeux, car j'ai compris que, oui, notre objectif premier doit être de vaincre Daech. Or, nous savons que le seul moyen d'y parvenir, c'est de préparer les troupes terrestres irakiennes afin que, le jour où elles seront prêtes, elles puissent lancer une offensive contre l'EIIS et réussir à le vaincre. Bien sûr, elles pourront compter sur le soutien aérien, les munitions et les autres ressources qu'on leur fournira, y compris la formation. Mais, au bout du compte, ce sera à elles de monter à l'assaut et de défaire l'EIIS pour que l'Irak atteigne sa cible.

Je dois vous dire, monsieur le Président, que je partagerai mon temps de parole avec le député d'Ottawa-Sud.

C'est dire à quel point la situation est complexe.

Selon l'évaluation qu'en fait le gouvernement libéral, le Canada doit contribuer de manière substantielle en préparant les soldats qui se mesureront à l'EIIS.

Nous avons donné notre appui au gouvernement conservateur lorsqu'il a d'abord envoyé 69 militaires pour une période de 30 jours. C'était en septembre 2014 si mes souvenirs sont bons. À ce moment-là, nous croyions déjà au bien-fondé de la formation, mais nous estimons que l'heure est venue de mettre davantage l'accent sur cet aspect. D'accord, les frappes aériennes se poursuivront et bon nombre des pays faisant partie de la coalition — il y en a 65 au total — y prendront part.

J'ai éprouvé un certain malaise lorsque le député de Battle River—Crowfoot a dit que nos CF-18 n'étaient pas sur place et qu'il a presque laissé entendre qu'il se pouvait que les soldats canadiens chargés de former les combattants kurdes doivent se passer du soutien offert par les frappes aériennes.

Initiatives ministérielles

• (1820)

C'est peut-être mon imagination, mais j'ai cru entendre le député dire que, comme nous n'étions plus là, il n'y aurait plus de protection aérienne. Je tiens à rassurer les Canadiens: de nombreux autres partenaires de la coalition assureront la protection aérienne. Je veux être absolument clair. Il n'est pas bon de créer l'impression que cette possibilité existe. Je veux clarifier cela tout de suite.

C'est le rôle que nous avons décidé de jouer et c'est un rôle important. Nous allons augmenter le nombre de soldats qui participeront à l'entraînement. Il s'agit d'un rôle important qui finira par porter ses fruits, pour qu'un jour le groupe État islamique soit chassé de Mossoul et des autres régions de l'Irak et qu'il soit complètement défait.

Il faut aussi se demander ce qui se passera ensuite. Comment un pays comme l'Irak pourra-t-il se relever une fois le groupe État islamique éliminé? L'Irak est un pays complexe. Il compte des Kurdes, des musulmans chiites, des musulmans sunnites et des minorités comme les yézidis et les Chaldéens. Nous avons rencontré de nombreux Chaldéens à Erbil, qui avaient fui Mossoul. Il n'est pas facile d'organiser le gouvernement de manière à ce que tous puissent vivre en harmonie, si je puis dire, dans un pays comme l'Irak. C'est une lourde tâche et le Canada peut aider le pays à aborder la question de la gouvernance et de la coexistence entre les diverses ethnies et religions. C'est une lourde tâche, mais le Canada peut y contribuer.

Ensuite, il y a les réfugiés. Ils vivaient dans les pires conditions imaginables et un hiver terrible approchait. Un jour, nous l'espérons, ces réfugiés pourront retourner à Mossoul. Nous espérons que les horreurs qu'ils ont connues, notamment les conditions des camps où ils se sont réfugiés, ne les auront pas blessés à un point tel qu'ils ne pourront pas refaire leur vie. C'est pour cela qu'il est essentiel de se consacrer à l'aide humanitaire.

La même année, je me suis rendu au camp de réfugiés de Zaatari, dans le Nord de la Jordanie. Les réfugiés s'y trouvant veulent retourner en Irak pour y reprendre leur vie. Toutefois, il faut s'assurer qu'ils ne sont pas si blessés ou brisés par leur expérience qu'ils ne parviennent pas à le faire. L'aide humanitaire est donc importante afin de pouvoir rendre les conditions de vie dans ce camp aussi humaines que possible. Si ces personnes peuvent reprendre leur vie plus tard, ce sera parce qu'elles ont reçu l'attention nécessaire.

Nous adoptons une approche multidimensionnelle. Nous intervenons aussi en Jordanie et au Liban. Nous accroissons nos activités de collecte de renseignements. Nous adoptons une approche globale. Les Canadiens savent que l'approche que nous adoptons, qui consiste à mettre l'accent sur la formation des soldats irakiens et à apporter de l'aide dans les camps, aidera l'Irak à devenir un pays stable en temps opportun.

M. Andrew Scheer (Regina—Qu'Appelle, PCC): Monsieur le Président, mon collègue a eu une éminente carrière à l'extérieur de la Chambre, et il apporte son expérience avec lui ici.

Pourrait-il expliquer ce que deviendrait la mission contre le groupe État islamique si tous les pays membres de la coalition décidaient qu'ils ne sont pas bons dans les missions de combat? Si tous les pays qui combattent directement l'EIIS décidaient qu'ils voulaient jouer d'autres rôles importants, mais pas participer à des missions de combat parce que l'électorat s'y oppose ou qu'ils ne croient pas exceller dans ce genre de choses, que deviendrait la lutte contre ce groupe? Si les gouvernements de tous les autres pays décidaient de se retirer de la mission de combat, de se désengager de la lutte contre l'EIIS, comme le gouvernement libéral du Canada vient de le faire, en quoi consisterait cette lutte?

J'ai entendu beaucoup de députés parler de collaboration avec nos partenaires de la coalition et de différentes mesures visant à optimiser la mission. Mon collègue pourrait-il nommer un allié, un chef d'État, un chef de gouvernement des autres pays de la coalition qui a demandé au Canada d'arrêter de participer aux frappes aériennes?

• (1825)

L'hon. Marc Garneau: Monsieur le Président, la coalition compte quelque 65 partenaires; au sein d'une coalition de pays qui partagent le même objectif, tout le monde doit s'entendre sur le rôle de chacun. Il ne fait aucun doute que le rôle que le Canada s'approprié à jouer comporte certains risques, mais les ressources permettant d'effectuer des frappes aériennes sont nombreuses.

Nous avons parlé aux autres membres de la coalition. Nous leur avons dit que nos 12 ans d'expérience en Afghanistan nous ont beaucoup appris en matière de formation de soldats; c'est un domaine dans lequel nous nous distinguons. Nos partenaires pensent que c'est une bonne idée pour le Canada de jouer ce rôle, car la formation fait partie de la tâche à faire.

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais que le ministre développe sa dernière pensée. Le Canada a beaucoup appris de sa mission en Afghanistan. Entre autres, les Forces canadiennes ont appris de nombreuses leçons qui s'appliquent au conflit actuel au Moyen-Orient.

J'ai une observation à faire. Tous les pays n'ont pas à participer aux frappes aériennes, comme il l'a si bien fait valoir. C'est le but d'avoir une coalition mondiale. Cela dit, notre expérience nationale et militaire nous apprend qu'en triplant nos efforts de formation, le Canada contribue concrètement à la lutte contre le terrorisme.

L'hon. Marc Garneau: Monsieur le Président, je viens d'une famille militaire. Mon père a été un officier de l'armée toute sa carrière, alors j'ai vécu dans des bases militaires. Je connais la philosophie militaire, et je sais que l'Armée canadienne et nos soldats canadiens sont vraiment bons. Ils sont les meilleurs au monde. Je peux l'affirmer sans la moindre hésitation. Il est vrai qu'ils comptent beaucoup d'expérience pour ce qui est de l'aptitude à former d'autres militaires, et ils font de l'excellent travail en ce moment auprès des peshmergas dans la région kurde de l'Irak. C'est une décision sage que d'augmenter cette ressource pour que nous puissions renforcer encore davantage les capacités des peshmergas, de sorte qu'ils soient mieux placés, comme je l'ai dit dans mon discours, pour ultimement vaincre eux-mêmes Daech ou le groupe État islamique sur le terrain.

[Français]

L'hon. Steven Blaney (Bellechasse—Les Etchemins—Lévis, PCC): Monsieur le Président, mes questions sont pour le ministre qui est allé en mission et qui a servi les militaires.

Initiatives ministérielles

Nos militaires ne désirent-ils pas justement le respect auquel le ministre a fait référence? Ils sont dans une mission dangereuse. C'est une zone de combat. Nos militaires ne doivent-ils pas avoir les coudées franches pour se protéger? Pourquoi, du même souffle, réduire l'efficacité de la mission et augmenter le risque de nos militaires en envoyant plus, sans avoir de frappes aériennes efficaces?

L'hon. Marc Garneau: Monsieur le Président, encore une fois, cela me dérange quand j'entends ce commentaire. C'est presque suggérer que maintenant que les six CF-18 ne sont pas là, il n'y aura pas de protection à partir de l'air pour nos troupes là-bas.

Il y a une coalition. Plusieurs autres pays sont capables de faire des frappes aériennes. Je suis convaincu que nous serons protégés, comme nous l'étions avant, simplement pas par des avions de chasse canadiens, mais par des avions de chasse des autres pays de la coalition.

[Traduction]

M. David McGuinty (Ottawa-Sud, Lib.): Monsieur le Président, je suis de près le débat, en particulier la divergence des points de vue de part et d'autre de la Chambre.

Je tiens à féliciter mes collègues de tous les partis qui rehaussent le niveau du débat et qui gardent clairement à l'esprit que nous nous exprimons réellement au nom de 35 millions de Canadiens. Nous avons l'obligation spéciale, voire première, de garder à l'esprit que nous sommes également ici parce que des vies sont en jeu: je pense notamment aux membres dévoués des Forces canadiennes, aux membres du corps diplomatique, aux membres d'organisations internationales qui coordonnent et offrent l'aide humanitaire et aux représentants de divers ministères. À mon avis, ces gens méritent une reconnaissance particulière et un traitement spécial dans le cadre du présent débat, et je crois qu'ils l'obtiennent.

J'aimerais revenir sur un point mentionné par mon collègue, le ministre des Transports. Pour les Canadiens qui sont à l'antenne ce soir, situons pour un instant le débat dans le contexte du rôle du Canada. Comme l'a souligné le ministre des Transports, plus d'une soixantaine de pays et de partenaires participent à la coalition.

Situons notre rôle dans le contexte de la coalition. Nous travaillons ensemble. Des forces, des pays et des gouvernements progressistes et éclairés se sont mobilisés pour faire face à une menace très grave. Toutefois, il importe que les Canadiens se souviennent que chacun des partenaires et des pays assume des rôles distincts.

Nous sommes en présence d'un éventail de responsabilités qui sont partagées entre les partenaires, comme ce fut le cas lors de la Première Guerre mondiale, de la Seconde Guerre mondiale et d'autres conflits qui ont eu lieu depuis. Les Canadiens qui suivent ce débat pourraient faire une recherche sur Internet afin d'obtenir la liste des soixante et quelques partenaires de la coalition et examiner les rôles précis assumés par chacun d'entre eux. Par exemple, Israël met l'accent exclusivement sur le renseignement. Pour sa part, l'Allemagne se concentre uniquement sur l'aide militaire, et ainsi de suite.

Nous devons tous nous rappeler que le Canada, en tant que pays souverain, a adopté une position, laquelle a été communiquée clairement et dont nous débattons ouvertement et objectivement pendant plusieurs jours.

De tous les éléments de la motion dont nous débattons ici, celui dont je suis probablement le plus fier se trouve presque à la fin de la motion et se lit comme suit:

[...] que la Chambre exprime sa gratitude et sa fierté aux membres des FAC, au personnel diplomatique et du renseignement pour leur participation à la lutte contre le terrorisme, aux travailleurs humanitaires canadiens pour leurs efforts afin d'offrir une aide essentielle aux populations touchées par le conflit, et réaffirme notre engagement envers nos alliés dans la coalition contre l'EIIL [...].

La somme est toujours plus grande que ses parties. Nous le savons. Nous nous sommes mobilisés.

Permettez-moi de relater un souvenir personnel. Je me rappelle souvent une chose que mes parents répétaient à leurs 10 enfants: « Dans la vie, vous avez le choix, les enfants. Ou bien vous vous divisez et avez l'impression d'être 5, ou bien vous vous serrez les coudes et avez l'impression d'être 20. » Ma mère, dans sa sagesse, ajoutait: « Faites votre choix. »

Je pense qu'ici, nous avons fait un choix. Nous avons dit que nous allions collaborer pleinement, en assumant un rôle fondamental bien précis dans cette mission d'une importance capitale. Nous élargissons notre participation. Nous l'améliorons. Nous redéfinissons notre contribution au combat contre le groupe État islamique en utilisant mieux le savoir-faire canadien.

Chacun des membres de la coalition fait la même chose. Chacun a un avantage comparatif et des points forts comparatifs. Nous devons donc tenir compte du contexte canadien. Nous cherchons à voir où le Canada peut avoir l'impact le plus profond et fournir le meilleur soutien, les meilleures contributions, à cet effort combiné. À entendre certains députés, surtout ceux de l'opposition officielle, les Canadiens penseraient que c'est un effort unilatéral d'un pays souverain qu'on appelle le Canada. Ce n'est pas le cas.

• (1830)

J'invite les Canadiens à creuser la question. Ils doivent comprendre que plus de 60 partenaires prennent part à cet effort mondial et que le présent gouvernement a fait des choix judicieux pour déterminer avec soin où le Canada apportera son savoir-faire afin d'enrayer ce fléau qu'est le groupe État islamique.

Nous apporterons une contribution significative à la lutte de la coalition mondiale contre l'État islamique en Irak et au Levant, mais nous allons aussi renforcer la capacité des gouvernements régionaux et des autorités locales à se défendre et à se reconstruire à long terme. Pourquoi? Parce que, si tout est perdu, ce sera pour rien. Tout cela pourrait ne servir à rien si nous ne sommes pas vigilants, si nous ne chassons pas l'ennemi, si nous ne prenons pas du recul et ne songeons pas à l'avenir maintenant et si nous ne nous demandons pas comment rétablir la stabilité politique.

Au bout du compte, la solution au problème de la région sera politique, comme il se doit. Nous le savons. Si nous demandions à chacun des quelque 60 partenaires de la coalition s'il préfère faire partie de la coalition qui mène activement cette guerre ou plutôt tenter de trouver une solution politique immédiate, je dirais, si j'ose m'exprimer librement, au nom de tous ces partenaires, bien que ce soit peut-être présomptueux, qu'ils préféreraient tous, sans exception, trouver une solution politique aussi vite que possible. Aucun pays ni aucun gouvernement ne sont fiers de mettre en péril les membres de leurs propres forces armées. Ce n'est pas leur préférence.

Le premier, et ultime, choix consistera à trouver une solution politique. L'approche pangouvernementale que nous avons mise en place sous forme d'éléments complémentaires, dans un mouvement de tenailles avec nos partenaires, est précisément ce qui mènera à une bonne gouvernance grâce à laquelle nous pourrions reconstruire les infrastructures, promouvoir la primauté du droit, favoriser la démocratie et faire en sorte que des États perturbés et déchirés nous rejoignent dans le XXI^e siècle, dans le monde des États modernes de l'après-XXI^e siècle, afin qu'ils puissent eux aussi participer pleinement au commerce international, à la paix mondiale, aux efforts environnementaux planétaires, à l'éducation, aux soins de santé et à tout ce qui fait que la société est civilisée.

Parmi les divers changements, mentionnons que nous triplons la taille de notre force de formation dans le Nord de l'Irak, en plus d'accroître considérablement nos ressources en matière de collecte de renseignements. Nous nous engageons aussi à consacrer 1,1 milliard de dollars à l'aide humanitaire et à l'aide au développement, un engagement pluriannuel qui s'inscrit dans une stratégie globale axée sur un juste équilibre entre sécurité et stabilité.

Comme je viens de le dire, la solution à cette crise devra être, d'abord et avant tout, une solution politique. C'est ce que nous devons garder à l'esprit, encore et toujours. Il ne s'agit pas d'une proposition à prendre ou à laisser, comme les députés de l'opposition officielle aimeraient le faire croire. Ils ont tort, et ils le savent très bien.

Je crois, en fait, qu'ils devraient se joindre à nous pour appuyer cette vaste approche pangouvernementale coordonnée, qui nous permettra de mettre en valeur l'expertise du Canada en enseignement et en formation. Pendant ma carrière politique, j'ai souvent répété que l'investissement le plus important que puisse faire un pays, c'est d'investir dans l'apprentissage continu. C'est grâce à la formation et à l'apprentissage qu'on arrivera à de meilleures solutions politiques dans cette région et dans le monde entier. Quant à l'aide humanitaire du Canada, elle sera encore destinée aux personnes les plus vulnérables, notamment les enfants et les victimes de violence sexuelle ou sexiste.

Ce sont précisément des efforts concertés comme ceux-ci qui mettent à profit les meilleurs éléments de notre pays: les membres des Forces canadiennes, les personnes qui participent à l'aide humanitaire, nos habiletés diplomatiques, la primauté du droit, la bonne gouvernance et la formation juridique. Ce sont les fleurons de notre contribution, et je pense qu'ils nous aideront grandement à obtenir les résultats que nous souhaitons tous.

● (1835)

Le vice-président adjoint (M. Anthony Rota): Le député d'Ottawa-Sud disposera de cinq minutes pour les questions quand la Chambre reprendra le débat sur cette question.

MOTION D'AJOURNEMENT

L'ajournement de la Chambre est proposé d'office conformément à l'article 38 du Règlement.

● (1840)

[Traduction]

LA GARDE CÔTIÈRE CANADIENNE

Mme Rachel Blaney (North Island—Powell River, NPD): Monsieur le Président, le 29 janvier, lorsque j'ai demandé au ministre des Pêches, des Océans et de la Garde côtière canadienne si le

Motion d'ajournement

gouvernement libéral était déterminé à garder ouvert le centre des Services de communication et de trafic maritime de Comox, il a répondu: « Grâce aux technologies d'aujourd'hui, nous pouvons faire en sorte qu'aucune communication ne passe inaperçue et assurer la sécurité de la population. »

Cela n'a pas répondu à ma question. J'aimerais que le secrétaire parlementaire nous dise dès maintenant ce que le gouvernement compte faire en ce qui concerne le centre des Services de communication et de trafic maritime de Comox.

Des gens sur le terrain, des experts et des marins nous signalent qu'il serait irresponsable de la part des libéraux d'appliquer le plan des conservateurs. Ce plan a été établi sans aucune évaluation des risques et sans aucune consultation d'intervenants. C'était un mauvais plan. Le processus de décision du ministre sera-t-il aussi lacunaire?

De ce côté-ci de la Chambre, les néo-démocrates ont travaillé sans relâche afin de garder ouvert le centre des Services de communication et de trafic maritime de Comox. Je suis fière de soumettre de nouveau la question à Ottawa, car nous devons veiller à la sécurité du public et des eaux côtières.

Le NPD a proposé d'étudier la fermeture éventuelle du centre au Comité permanent des pêches et des océans, et je suis ravie que le Comité ait accepté de le faire.

Le gouvernement libéral va-t-il consulter sans tarder les parties intéressées? Les libéraux vont-ils évaluer les risques que provoquerait cette fermeture? Vont-ils attendre le rapport du Comité permanent des pêches et des océans avant de prendre une décision?

Dans sa réponse, le ministre véhiculait une inexactitude que je me dois de corriger. En effet, les technologies qu'on utilise aujourd'hui n'ont rien de nouveau. Premièrement, elles ne fonctionnent pas aussi bien qu'elles le devraient, et deuxièmement elles n'interceptent pas toutes les communications. Comment le ministre peut-il prétendre qu'aucune communication ne passe inaperçue alors que, pas plus tard que jeudi dernier, une brève panne est survenue à Prince Rupert? En fin de semaine, le centre de SCTM de la Garde côtière de Victoria, qui vient d'être remis à neuf, a lui aussi connu une panne de radio et de radar, laissant le détroit de Georgia, la baie Howe et le port de Vancouver sans protection.

À cause des coupes libérales, il ne restera que les centres de Prince Rupert et de Victoria pour assurer la protection de toute la population britanno-colombienne. Le ministre a-t-il conscience que des vies sont en jeu? C'est à en perdre la raison.

Les pannes audio ne sont pas le seul problème. La qualité sonore de ces supposées technologies d'aujourd'hui est pire que celle qu'offrent les technologies vieilles de 30 ans. Le secrétaire parlementaire pourrait-il nous dire si lui ou le ministre ont déjà entendu l'écho que produisent ces appareils? C'est inaudible. Est-ce à dire que les appels au secours seront eux aussi inaudibles?

Les libéraux font tout pour que la Garde côtière canadienne ne voie et n'entende rien. Quand le ministre va-t-il renverser la décision de fermer le centre de Comox?

Motion d'ajournement

[Français]

M. Serge Cormier (secrétaire parlementaire du ministre des Pêches, des Océans et de la Garde côtière canadienne, Lib.): Monsieur le Président, les centres de Services de communication et de trafic maritimes de la Garde côtière canadienne fournissent des services de surveillance, de réponse aux appels de détresse et de sécurité en mer et diffusent de l'information sur la sécurité maritime, comme les conditions météorologiques, et des avertissements quant à ce qui peut présenter un danger pour la navigation. Ils filtrent également les navires qui pénètrent dans les eaux canadiennes et ils effectuent la gestion du trafic maritime.

La Garde côtière canadienne s'emploie à moderniser ses technologies et à regrouper ses centres de Services de communication et de trafic maritimes à l'échelle du pays. En raison des avancées de la technologie de pointe pour l'équipement de contrôle des communications, les centres sont maintenant plus fiables et ils aideront nos officiers à offrir des services de sécurité essentiels de manière plus efficace.

Le réseau des tours et des installations radar du Canada utilisé par les centres de Services de communication et de trafic maritimes demeure exactement le même, mais il bénéficie à présent de technologies de communication du XXI^e siècle. Le nouvel équipement a remplacé des systèmes désuets datant du milieu des années 1980 dont l'entretien était de plus en plus difficile en raison de leur âge. La Garde côtière actuelle a modernisé avec succès 11 centres, et les nouveaux systèmes fonctionnent comme prévu.

Même si le nombre des centres a diminué, le personnel de ces centres consacre davantage de son temps directement au service des Canadiens et des navigateurs et consacre moins de temps aux tâches et aux fonctions que nécessitait l'ancien système. Le personnel des centres de Services de communication et de trafic maritimes de la Garde côtière est qualifié et compétent, et il est sur place en permanence toute l'année. Ses agents, accrédités, sont formés au Collège de la Garde côtière canadienne dans le cadre d'un programme de formation exhaustif. L'emplacement physique des centres ne dépend pas de la proximité des côtes étant donné que les renseignements utilisés à ces centres par les officiers sont recueillis au moyen de radios, de radars et d'autres équipements et systèmes.

Les agents acquièrent également des connaissances locales dans le cadre de formations à ces centres. Autrement dit, la modernisation et le regroupement de nos centres de Services de communication et de trafic maritimes a permis à la Garde côtière de mettre en oeuvre une coordination des opérations de sauvetage et des communications relatives à la sécurité maritime digne du XXI^e siècle et correspondant à ceux des autres pays développés.

La modernisation de nos centres de Services de communication et de trafic maritimes se compare au passage d'un téléphone à cadran à un téléphone intelligent. La modernisation de notre technologie permet un maintien crucial de ces services. Tous les aspects en ont été vigoureusement testés, et les experts de la Garde côtière canadienne font confiance aux nouveaux systèmes, à leurs emplacements et à leur capacité à fournir des services sécuritaires aux Canadiens et aux navigateurs.

● (1845)

[Traduction]

J'ai été ravi d'apprendre que le Comité permanent des pêches et des océans avait l'intention d'étudier la consolidation prévue du centre de SCTM de Comox, car le gouvernement s'est justement engagé à favoriser la transparence et à assurer la sécurité maritime.

Mme Rachel Blaney: Monsieur le Président, pourquoi le gouvernement libéral cache-t-il ses intentions concernant les services de Comox à la population côtière, aux marins et au Parlement?

Le gouvernement libéral a promis du changement. Je pense que nous en avons peut-être des définitions différentes. Les libéraux ont-ils envisagé de consulter les principaux intéressés?

Je suis très curieuse de savoir pourquoi le député d'en face est si enthousiaste lorsqu'il parle de l'adoption de la nouvelle technologie. Je lui ai donné deux exemples très précis de lacunes qui ont récemment laissé la côte de la Colombie-Britannique sans protection, exposée à des risques.

Le ministre est-il au courant du problème de l'écho? Je crois qu'il serait dans notre intérêt de ne pas mettre fin aux Services de communication et de trafic maritimes de Comox. Toutefois, je voudrais terminer en disant que je souhaite collaborer dans une optique constructive avec le gouvernement pour étudier le problème et qu'à mon avis, les résultats parleront d'eux-mêmes.

[Français]

M. Serge Cormier: Monsieur le Président, les priorités de la Garde côtière canadienne demeureront toujours la sécurité des navigateurs et la protection du milieu marin. La Garde côtière s'affaire à améliorer ses centres de Services de communication et de trafic maritimes au Canada.

J'ai moi-même eu la chance de visiter quelques-uns de ces centres lors de ma dernière visite en Atlantique et au Québec, en compagnie du ministre. Je peux assurer à la Chambre que ces centres sont à la fine pointe de la technologie. Sur place, nous avons eu la chance de rencontrer les employés, qui nous ont démontré leur savoir-faire. Ces employés étaient très compétents et très bien formés, et nous sommes convaincus que ces centres répondent aux besoins actuels des marins et de ceux et celles qui empruntent ces voies navigables.

Tous les aspects sont rigoureusement testés à chaque étape des efforts de modernisation, et nos agents sont parfaitement formés pour offrir ces services.

[Traduction]

LES RESSOURCES NATURELLES

L'hon. Candice Bergen (Portage—Lisgar, PCC): Monsieur le Président, je suis heureuse de prendre la parole aujourd'hui et j'espère obtenir des réponses plus claires à une question que j'ai posée au début de février.

Lors de la dernière campagne électorale et peu de temps après les élections, les libéraux ont affirmé qu'ils allaient apporter des modifications au mécanisme d'évaluation de l'Office national de l'énergie. Mais ils se sont rapidement rendu compte qu'ils devaient préciser considérablement ce qu'ils entendaient faire. Puis, le gouvernement a annoncé ce qu'il a appelé des étapes transitoires. Il a fait cette annonce à la fin de janvier, je crois.

Au début de février, le gouvernement nous a appris que cinq principes directeurs et un représentant du ministre allaient guider la transition. Il est apparu clairement, dès la première semaine de la transition, que la clarté accrue de la démarche s'était en fait muée en confusion plus grande pour les promoteurs.

Motion d'ajournement

J'ai posé ma question au ministre des Ressources naturelles, mais c'est la ministre de l'Environnement et du Changement climatique qui y a répondu, et sa réponse n'était pas très claire. En plus de ne pas donner de précisions sur le processus de transition, elle a reconnu qu'en embrouillant les choses, ce processus créait deux problèmes. Elle n'a pas apporté, non plus, de précisions sur ce que les promoteurs de projets de pipelines et d'autres infrastructures énergétiques devraient faire. Cette réponse laissait entendre aux investisseurs susceptibles d'investir des fonds au Canada que la situation est incertaine. Lorsque les investisseurs étudient les possibilités qui s'offrent à eux dans le monde, ils disposent habituellement de très peu de temps pour placer leurs fonds. Si le Canada semble être un endroit incertain où il vaut mieux ne pas investir, ils iront ailleurs.

Il y a presque un mois, j'ai demandé au ministre de préciser les cinq principes. Ils ne sont toujours pas clairs. Les promoteurs et nous-mêmes ne savons pas trop, par exemple, en ce qui concerne les mesures en amont des émissions de gaz à effet de serre — dont l'évaluation tient maintenant compte —, quel est le chiffre visé par le gouvernement ou celui que l'évaluation jugera convenable. Personne ne le sait.

Le ministère de l'Environnement et du Changement climatique effectue l'analyse, mais les promoteurs ne sont pas informés de l'objectif qu'ils doivent atteindre pour que le Cabinet juge que le niveau des émissions de gaz à effet de serre est acceptable ou non. C'est l'une des choses pour lesquelles nous voulons des précisions, et je sais que les promoteurs demandent eux aussi une réponse claire.

Comme je l'ai dit, on a annoncé cinq principes. Ces principes ont-ils tous le même poids? Par exemple, l'engagement communautaire a-t-il le même poids que la consultation en bonne et due forme des peuples autochtones? Donnera-t-on plus de poids aux émissions de GES en amont? Les cinq principes sont-ils pondérés différemment?

Comme les députés peuvent le constater, la confusion règne. Les promoteurs disent que ces principes manquent de clarté. Cela crée beaucoup de problèmes sur le plan des emplois et des créateurs d'emplois dans le secteur des ressources naturelles, et pas seulement dans le secteur pétrolier et gazier. Nous voulons des précisions sur cette question.

• (1850)

Mme Kim Rudd (secrétaire parlementaire du ministre des Ressources naturelles, Lib.): Monsieur le Président, je remercie la députée de Portage—Lisgar de me donner l'occasion de discuter d'une question très importante pour la population canadienne.

Le gouvernement comprend l'importance du secteur des ressources pour notre prospérité économique et notre qualité de vie.

L'industrie des ressources naturelles représente 20 % du PIB de notre pays et emploie des dizaines de milliers de Canadiens dans l'ensemble des régions et des provinces. Il génère près des deux tiers des investissements et des exportations. Le secteur des ressources naturelles est également l'un des principaux employeurs des Autochtones du Canada, et il pourrait apporter un changement générationnel en ce qui a trait aux débouchés et à la prospérité dans ces collectivités.

Même si les Canadiens comprennent l'importance du secteur des ressources pour notre économie et pour leur vie quotidienne, ils ont également perdu confiance dans la façon dont nous évaluons les grands projets comme la construction de pipelines.

Le gouvernement s'engage à faire les choses différemment, à reconnaître à la fois l'importance de la croissance économique et la

nécessité d'être responsable sur le plan environnemental. Les Canadiens le comprennent. Ils comprennent l'importance du secteur des ressources naturelles pour notre économie. Ils savent qu'il crée des emplois et stimule les investissements. Cependant, ils ont perdu confiance dans la façon dont nous évaluons ces projets. Ils en sont venus à croire que la balance penche trop d'un côté.

Le gouvernement partage ces préoccupations. C'est pourquoi nous avons annoncé un processus de transition qui contribuera à rétablir la confiance des Canadiens. Ce processus repose sur cinq principes.

Premièrement, aucun promoteur de projet ne devra retourner à la ligne de départ. Deuxièmement, les décisions seront fondées sur la science, le savoir traditionnel des peuples autochtones et d'autres éléments probants pertinents. Troisièmement, l'avis de la population et des collectivités touchées sera sollicité et pris en compte. Quatrièmement, les peuples autochtones seront consultés et, le cas échéant, des mesures d'atténuation de l'incidence des projets sur leurs droits et leurs intérêts seront prises. Cinquièmement, les émissions de gaz à effet de serre directes et en amont associées aux projets faisant l'objet d'un examen seront évaluées.

Chacun de ces principes vise un même objectif, c'est-à-dire rétablir la confiance de la population, sans laquelle il est difficile d'accomplir quoi que ce soit.

Comme le premier ministre l'a déclaré, les gouvernements peuvent accorder des permis, mais seuls les gens peuvent donner leur permission. Si nous bâtissons des infrastructures pour acheminer les ressources aux marchés étrangers, les Canadiens doivent avoir confiance dans le processus d'évaluation environnementale et avoir l'assurance qu'il est juste, transparent et guidé par la science.

La députée d'en face a servi dans un gouvernement qui a déployé tous les efforts pour faciliter la construction de pipelines, sans pour autant avoir accompli grand-chose. Pourquoi? Parce que, dans sa hâte de voir les pipelines construits, il a négligé le facteur le plus important: la confiance de la population dans le processus.

Le gouvernement n'a pas l'intention de répéter ces mêmes erreurs. Le plan que nous avons établi nous engage dans une voie différente; c'est la bonne voie, car elle nous amène à tenir compte des préoccupations environnementales, à nouer des liens étroits avec les Premières Nations et à écouter ce que les Canadiens ont à dire.

Le bilan du précédent gouvernement au chapitre des pipelines est caractérisé par l'échec, la frustration et la peur. Le présent gouvernement invite les Canadiens à participer à un processus qui rétablira la confiance et nous permettra d'avancer.

• (1855)

L'hon. Candice Bergen: Monsieur le Président, je remercie la députée de ses observations. J'espère vraiment qu'au bout du compte des pipelines se construiront au Canada. Je sais que les pipelines canadiens sont les plus sûrs au monde. Si les pays du monde consomment du pétrole, à notre avis, ce devrait être du pétrole canadien extrait et transporté de façon responsable.

J'ai relevé une contradiction, car la ministre de l'Environnement et du Changement climatique a dit que le gouvernement chercherait à dépolitiser le processus. Le ministre des Ressources naturelles a lui-même dit quelques mots au sujet de la politisation du débat. Si le gouvernement pouvait s'en tenir aux recommandations de l'Office national de l'énergie et y donner suite, je pense que ce serait un bon système. L'Office national de l'énergie n'est pas défectueux. Il est connu comme l'organisme de réglementation le plus rigoureux au monde. J'encouragerais donc le gouvernement à donner suite à ses recommandations.

Motion d'ajournement

Mme Kim Rudd: Monsieur le Président, ma collègue a exprimé son opposition au plan du gouvernement. Elle n'a toutefois pas dit avec quels éléments du plan elle était en désaccord. Est-ce qu'elle dit qu'on devrait reprendre les projets en cours depuis le début en fonction de nouvelles règles? Est-ce qu'elle suggère que les décisions relatives aux projets de pipelines ne devraient pas se fonder sur la science ou que nous devrions ignorer le savoir autochtone? Est-ce qu'elle croit que l'opinion de la population et des collectivités touchées ne doit pas être prise en compte? Est-ce que ma collègue d'en face dit que les droits des Autochtones ne devraient pas être reconnus? Est-ce qu'elle prétend sérieusement que les émissions de gaz à effet de serre en amont ne devraient pas être évaluées dans le cadre de l'examen d'un projet de pipeline?

La députée devrait peut-être songer à revoir sa position et à appuyer le plan proposé par le gouvernement. J'aimerais beaucoup obtenir son appui.

Le vice-président adjoint (M. Anthony Rota): Le député de Sherwood Park—Fort Saskatchewan n'étant pas présent pour aborder la question qu'il devait soulever au moment de l'ajournement conformément à l'avis qu'il avait donné, ce dernier est réputé avoir été retiré.

[Français]

La motion portant que la Chambre s'ajourne est maintenant réputée adoptée. La Chambre demeure donc ajournée jusqu'à demain, à 10 heures, conformément au paragraphe 24(1) du Règlement.

(La séance est levée à 18 h 58.)

TABLE DES MATIÈRES

Le lundi 22 février 2016

INITIATIVES MINISTÉRIELLES

La contribution canadienne aux efforts de combat contre l'EIIL

Motion	1159
M. Morrissey	1159
M. Lamoureux	1159
M. Albas	1159
M. Stetski	1160
M. Clement	1160
M. El-Khoury	1161
M. Stewart	1162
M. Genuis	1162
Mme McCrimmon	1162
Mme Bibeau	1163
M. Arnold	1165
Mme Benson	1165
M. Spengemann	1166
M. Paul-Hus	1166
M. Saganash	1166
Mme McCrimmon	1166
M. Genuis	1166
Mme Zahid	1167
M. Nuttall	1168
Mme Malcolmson	1168
M. Lamoureux	1168
M. Massé (Avignon—La Mitis—Matane—Matapédia) ..	1168
M. Genuis	1170
M. Stetski	1170
M. Spengemann	1170
M. Eglinski	1170
M. Vaughan	1171
Mme Malcolmson	1171
M. Nuttall	1172
M. Albrecht	1172
M. Miller (Bruce—Grey—Owen Sound)	1172
M. Lametti	1173
M. Vandal	1173
M. Albrecht	1173
M. Hehr	1174
M. Paul-Hus	1175
M. Stewart	1175
M. Lamoureux	1175
M. Lametti	1175
M. Albas	1177
Mme Malcolmson	1177
M. Lametti	1177
M. DeCoursey	1177
M. Garrison	1177
M. Lamoureux	1179
M. Zimmer	1180
M. Stewart	1180
M. Choquette	1180
Mme Gould	1181
M. Genuis	1182
M. Zimmer	1182
M. Graham	1182

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

Lifeline Sudbury	
M. Lefebvre	1182
Les Grands Frères et Grandes Soeurs de Wellington Nord	
M. Nater	1183
Paul Anthony Palleschi	
Mme Sahota	1183
Le logement et l'itinérance	
Mme Boutin-Sweet	1183
Le Pure-Pak d'Elopak	
Mme Lapointe	1183
Ivan Mater	
Mme Gladu	1183
Robert Rooney	
M. Amos	1184
Les gagnants du Championnat canadien 2016 de curling junior	
M. Samson	1184
Le Parti libéral du Canada	
M. Miller (Bruce—Grey—Owen Sound)	1184
Le Mois de l'histoire des Noirs	
M. Miller (Ville-Marie—Le Sud-Ouest—Île-des-Soeurs)	1184
Les élèves de Toronto—Danforth	
Mme Dabrusin	1185
Les dépenses gouvernementales	
M. McColeman	1185
La Fondation des maladies du coeur et de l'AVC	
M. O'Regan	1185
L'immigration, les réfugiés et la citoyenneté	
M. Stetski	1185
La fiscalité	
M. Scheer	1185
La sécurité publique	
M. Dhaliwal	1186
QUESTIONS ORALES	
Les finances	
Mme Ambrose	1186
M. Trudeau	1186
Mme Ambrose	1186
M. Trudeau	1186
Mme Ambrose	1186
M. Trudeau	1186
M. Deltell	1186
M. Trudeau	1187
M. Deltell	1187
M. Trudeau	1187
Air Canada	
M. Mulcair	1187

M. Trudeau	1187	Les affaires autochtones	
M. Mulcair	1187	M. Saganash	1192
M. Trudeau	1187	M. Carr	1192
L'assurance-emploi		M. Cullen	1192
M. Mulcair	1187	M. Carr	1192
M. Trudeau	1187	Les affaires étrangères	
M. Mulcair	1188	M. Clement	1193
M. Trudeau	1188	Mme Goldsmith-Jones	1193
L'économie		M. Clement	1193
Mme Raitt	1188	Mme Goldsmith-Jones	1193
M. Morneau	1188	M. Kent	1193
M. Scheer	1188	Mme Goldsmith-Jones	1193
M. Morneau	1188	Les ressources naturelles	
M. Scheer	1188	M. Massé (Avignon—La Mitis—Matane—Matapédia) ..	1193
M. Morneau	1188	M. Carr	1193
La fiscalité		Les anciens combattants	
M. Poilievre	1188	M. Clarke	1193
M. Morneau	1189	M. Hehr	1193
L'industrie de la construction navale		CBC/Radio-Canada	
M. Blaney (Bellechasse—Les Etchemins—Lévis)	1189	M. Nantel	1194
Mme Foote	1189	Mme Joly	1194
M. McCauley	1189	La justice	
Mme Foote	1189	Mme Dzerowicz	1194
La défense nationale		Mme Wilson-Raybould	1194
Mme Laverdière	1189	La sécurité publique	
M. Sajjan	1189	Mme Watts	1194
M. Garrison	1189	M. Goodale	1194
M. Sajjan	1189	Air Canada	
Les ressources naturelles		M. Fortin	1194
Mme Bergen	1190	M. Gameau	1194
M. Wilkinson	1190	M. Plamondon	1194
Mme Bergen	1190	M. Gameau	1195
M. Wilkinson	1190	M. Marcil	1195
L'environnement		Mme Mihychuk	1195
M. Fast	1190		
M. Wilkinson	1190		
M. Fast	1190		
M. Wilkinson	1190		
La santé			
Mme Jolibois	1190		
Mme Philpott	1191		
M. Angus	1191		
Mme Philpott	1191		
Le développement économique régional			
M. Harvey	1191		
M. Bains	1191		
Le travail			
M. Barlow	1191		
Mme Mihychuk	1191		
M. Barlow	1191		
Mme Mihychuk	1192		
L'éthique			
M. Calkins	1192		
Mme Wilson-Raybould	1192		
M. Calkins	1192		
M. LeBlanc	1192		

INITIATIVES MINISTÉRIELLES	
Travaux des subsides	
Motion de l'opposition — Israël	
Motion	1195
Adoption de la motion	1196
AFFAIRES COURANTES	
Les comités de la Chambre	
Procédure et affaires de la Chambre	
M. Bagnell	1196
Loi sur les bons samaritains secourant les victimes de surdose	
M. McKinnon	1196
Projet de loi C-224. Présentation et première lecture	1196
Adoption des motions; première lecture et impression du projet de loi	1196
Pétitions	
La réforme démocratique	
M. Poilievre	1196
L'environnement	
M. MacGregor	1197

Questions au Feuilleton

M. Lamoureux 1197

INITIATIVES MINISTÉRIELLES**La contribution canadienne aux efforts de combat contre l'EIHL**

Mme Murray 1197

AFFAIRES COURANTES**Les comités de la Chambre****Procédure et affaires de la Chambre**

M. Bagnell 1198

Motion d'adoption 1198

Adoption de la motion 1199

INITIATIVES MINISTÉRIELLES**La contribution canadienne aux efforts de combat contre l'EIHL**

Mme Gladu 1199

M. Chan 1199

Mme Gould 1199

M. Genuis 1200

Mme Benson 1201

M. Chan 1201

M. O'Toole 1201

M. Long 1203

Mme Benson 1203

M. Van Loan 1203

M. Lamoureux 1205

Mme Gladu 1205

M. Whalen 1206

M. Massé (Avignon—La Mitis—Matane—Matapédia) .. 1207

M. Genuis 1207

M. Lamoureux 1207

Mme Romanado 1208

Mme Malcolmson 1209

M. Genuis 1209

M. Lamoureux 1209

M. Rioux 1209

M. Dubé 1211

Mme Rempel 1211

M. Graham 1211

M. Lefebvre 1211

M. Genuis 1212

M. Saganash 1213

M. Rioux 1213

M. Kent 1213

M. Genuis 1214

Mme Sahota 1215

M. Sorenson 1215

M. Easter 1216

M. Paul-Hus 1217

M. Chan 1217

M. Viersen 1219

Mme Hardcastle 1219

M. Albas 1219

M. Long 1220

Mme Rempel 1220

M. Garneau 1220

M. Scheer 1221

M. Lamoureux 1221

M. Blaney (Bellechasse—Les Etchemins—Lévis) 1221

M. McGuinty 1222

MOTION D'AJOURNEMENT**La Garde côtière canadienne**

Mme Blaney (North Island—Powell River) 1223

M. Cormier 1224

Les ressources naturelles

Mme Bergen 1224

Mme Rudd 1225

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la *Loi sur le droit d'auteur*. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la *Loi sur le droit d'auteur*.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante : <http://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

The proceedings of the House of Commons and its Committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its Committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its Committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the *Copyright Act*. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a Committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the *Copyright Act*.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its Committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the House of Commons website at the following address: <http://www.ourcommons.ca>